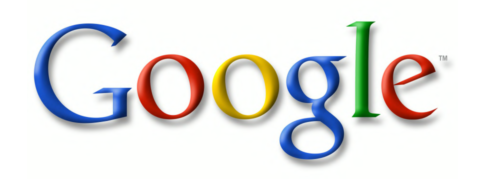
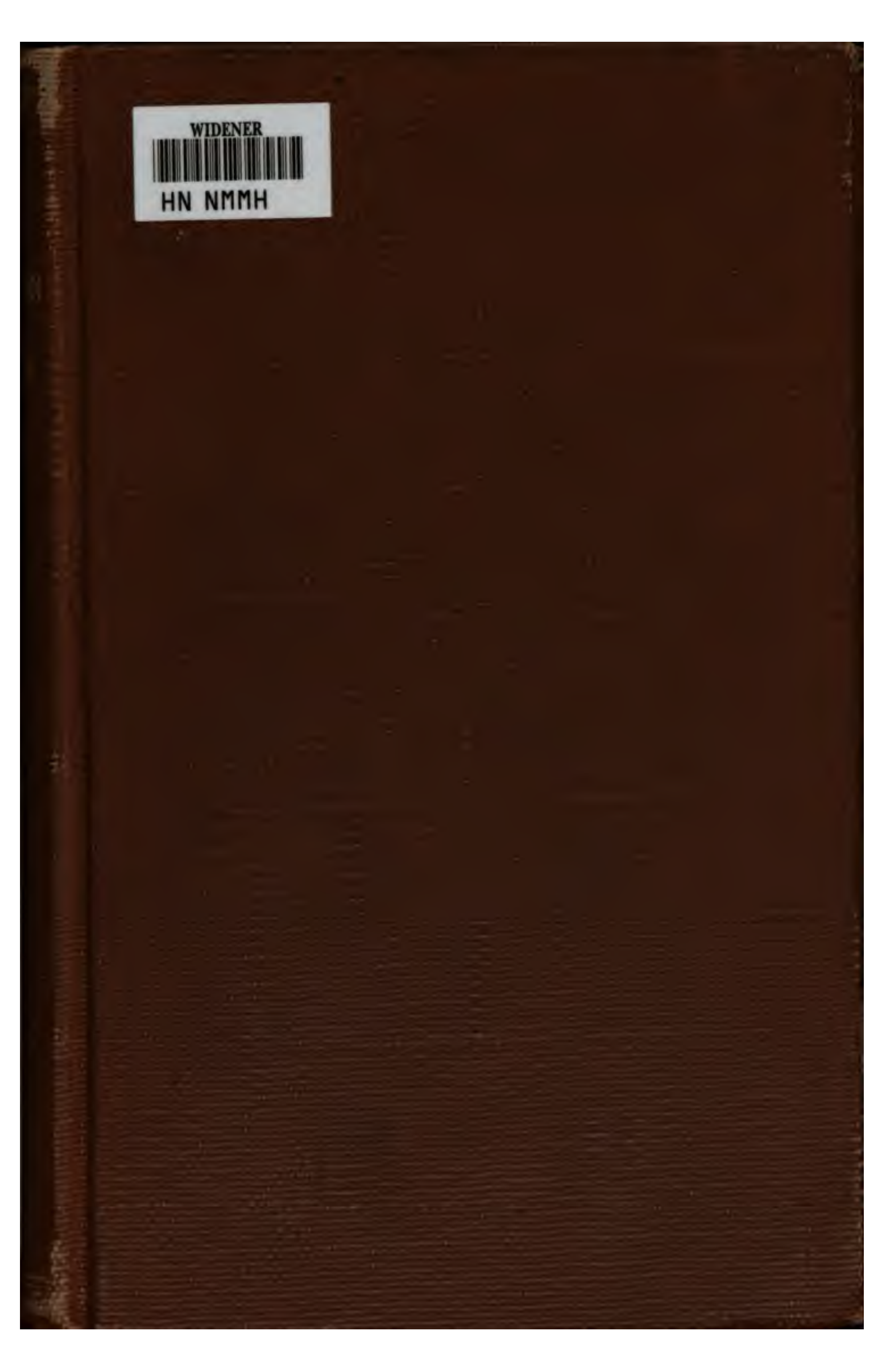




WIDENER
HN NMMH

L'Organisation

SOCIALISTE & OUVRIÈRE

EN

Europe, Amérique et Asie

PAR

le Secrétariat Socialiste International



BRUXELLES

1904

L'ORGANISATION

SOCIALISTE & OUVRIÈRE

EN

Europe, Amérique et Asie

L'Organisation

SOCIALISTE & OUVRIÈRE

EN

Europe, Amérique et Asie

PAR

le Secrétariat Socialiste International



BRUXELLES

1904

L'origine, le programme et l'action du Parti Socialiste-Révolutionnaire de Russie.

A. — *Précis historique*

Le mouvement socialiste en Russie se manifesta tout d'abord, comme dans tous les autres pays, non pas au sein de la masse des travailleurs, mais dans un petit groupe, qui s'étant dégagé de la minorité instruite, se voua entièrement à la cause sociale. Nous en retrouvons les premières traces déjà pendant la période 1840-50 connue en Russie sous le nom de l'époque des « années quarante », mais ce n'est que vers les années 1860-70 du siècle écoulé que le mouvement reparaît sous une forme déjà plus nette, sous l'influence directe des écrivains Tchernyschevsky et Dobrolioubof. Pendant une trentaine d'années à peu près le mouvement ne sort pas de la sphère étroite des cercles révolutionnaires « Kroujki », composés pour la plupart de la jeunesse universitaire et de quelques représentants, remarquables, mais peu nombreux, de la classe ouvrière. La tâche du mouvement socialiste à cette première étape de son existence, était en somme, d'augmenter le nombre de ces groupes révolutionnaires en tant que les conditions du régime social de l'époque le permettaient en Russie, et de faire pénétrer en même temps le plus

possible les idées socialistes dans les masses ouvrières.

Il faut savoir aussi qu'à cette époque étant donné l'état très peu développé de l'industrie capitaliste, le prolétariat des villes était relativement très peu nombreux en Russie et ne formait pas encore, ni par son développement intellectuel, ni au point de vue psychologique, cette couche bien distincte et différenciée de la masse populaire, qu'est le prolétariat ouvrier de nos jours. Bien qu'arrachées déjà aux traditions de la vie rurale, les ouvriers des usines et des fabriques n'avaient pas encore pris racine dans le nouveau milieu. En ce qui concerne les paysans, ceux-là aussi étaient alors bien moins capables d'assimiler les conceptions socialistes qu'ils ne le sont maintenant. Les traditions du régime de servage les avaient habitués à voir presqu'un ennemi dans tout « monsieur » en habits de ville; le prestige du tsar à ce moment très élevé à cause de l'affranchissement encore récent, qui les avait débarrassés de l'arbitraire des seigneurs; et quant aux lacunes économiques de la réforme, elles ne s'étaient pas encore suffisamment manifestées. Certes, il y avait un fait incontestable : les terrains dont on avait doté les paysans affranchis étaient inférieurs en étendue à ceux qu'ils avaient à leur disposition du temps du servage; cependant l'agitation et les délits agraires provoqués par ce fait commençaient à diminuer et, pour le moment au moins, la vie des campagnes reprenait son train paisible. Le véritable mouvement agraire, causé par les conditions nouvelles, ne commence que plus tard, et les essais de le provoquer artificiellement de la part des socialistes de l'époque 1870-80 nous paraissent maintenant comme anticipés sur la marche des choses.

Au milieu de la période 1870-80, la jeunesse socialiste-révolutionnaire fit un premier essai de propagande dans les masses populaires en agissant parmi les ouvriers des villes et au milieu des paysans, qui, grâce à ce qu'ils avaient conservé certaines traditions de « l'obstchina » (commune), étaient considérés comme l'élément le plus apte à assimiler la doctrine socialiste. Cette tentative fut bientôt écrasée par le gouvernement. Les ouvriers et même les paysans se montraient en effet très souvent assez sensibles aux discours des jeunes propagandistes, mais les cadres de ces derniers n'étaient pas encore bien grands, la propagande était souvent mal organisée et se faisait à bâtons rompus, et de plus les poursuites du gouvernement affolé contre les premiers pionniers du socialisme se firent sentir trop vite et trop fortement pour que ce travail préparatoire dans les masses populaires pût donner des résultats plus ou moins solides.

La création d'un mouvement socialiste organisé en Russie, ayant lieu dans un Etat autocratique et policier, devait être forcément accompagnée dès le début d'une lutte pour la liberté politique. Aussi la lutte avec l'absolutisme au moyen des organisations secrètes était-elle la seule forme possible que pouvait prendre alors le mouvement socialiste en Russie.

Ce fut justement cette lutte qui atteignit son point culminant à l'époque de la « Volonté du peuple » (« Narodnaïa Volia »), lorsque cette organisation révolutionnaire assez vaste, tout en portant coup sur coup au prestige traditionnel de l'absolutisme, faisait en même temps une propagande très large et très efficace des idées socialistes, principalement parmi les prolé-

taires des villes. (Quant aux propagandistes qui s'étaient installés dans les campagnes, ils en ont été alors délogés positivement).

« La Volonté du Peuple » fut vaincue comme organisation révolutionnaire, mais sous l'influence de son œuvre le mouvement socialiste avait beaucoup gagné en largeur et en extension. La société, habituée à une obéissance aveugle au tsarisme, fut tirée de son apathie; le prestige du pouvoir du tsar fut fortement ébranlé par ce fait, que le combat livré par un groupe relativement petit de quelques terroristes, prêts à sacrifier leur vie, a pu déranger le fonctionnement régulier de la machine administrative de l'Etat et amener à une série de mesures extraordinaires, qui, pourtant, ne pouvaient pas pendant assez longtemps écraser le mouvement révolutionnaire; à un certain moment le tsar devint «le prisonnier de Gatschina » selon l'expression de Marx et Engels; l'agitation continuait sous le tonnerre des explosions de dynamite; les révolutionnaires s'efforçaient d'attirer tout ce qu'il y avait d'impressionnable dans le pays. Et, en effet, l'élite des ouvriers commença à s'agiter; les étudiants manifestèrent par des troubles académiques successifs et tumultueux; un pâle mouvement libéral et constitutionnel apparut sur la surface agitée de la vie sociale généralement si calme et l'on arriva à créer dans l'armée même des groupes conspirateurs assez puissants. Mais après tout la « Volonté du Peuple » ne put accomplir l'impossible; elle ne fit que préparer le terrain pour le mouvement socialiste-révolutionnaire actuel.

Le triomphe de la réaction qui se manifesta vers la fin de l'époque 1880-90, ne fut que provisoire; le mou-

vement révolutionnaire perdit alors son caractère militant et offensif et se transforma en un travail sourd préparatoire et moléculaire, pour ainsi dire; seulement ce travail destiné à préparer la révolution se produisait maintenant dans des proportions bien plus larges. L'attention des cadres révolutionnaires, qui apparaissaient un peu partout, était alors entièrement concentrée sur la propagande socialiste parmi les ouvriers des villes et particulièrement au milieu du prolétariat industriel, auquel on attribuait alors un rôle très important dans le mouvement révolutionnaire. C'est à cette époque justement que la théorie du matérialisme économique se propagea en Russie sous sa forme la plus accentuée. — D'après cette théorie tout le succès ultérieur du mouvement révolutionnaire en Russie ne pouvait dépendre exclusivement que du développement de la grande industrie capitaliste du pays et de l'accroissement continu du prolétariat des villes. Quant à l'action parmi les paysans, elle était considérée comme absolument inutile, au moins avant la suppression de l'absolutisme. La grande foi que l'on avait jadis dans la possession communale de la terre comme dans le meilleur moyen de réaliser les théories socialistes, avait maintenant disparue, bien que cette foi s'appuyât entre autres choses sur l'autorité de Marx et de Engels, qui en 1883 avaient déclaré qu'avec le concours de certaines conditions favorables (coïncidence de la révolution russe avec une révolution sociale en Europe Occidentale), la commune paysanne russe (obstschina) pourrait servir de point de départ du développement communiste. Toutes les espérances des socialistes russes se portèrent donc sur le rôle créateur que le capital devait jouer dans l'accrois-

sement de la grande industrie capitaliste qui devait se produire en Russie. On attribuait à ce facteur économique spontané une force révolutionnaire indépendante; la victoire socialiste paraissait prévue d'avance avec une précision mathématique et elle devait s'accomplir par un simple jeu des forces économiques. Cet optimisme ultra-fataliste des « néo-marxistes » russes dépassait en beaucoup les tendances, qui faisaient déjà le côté faible de la conception courante du marxisme en Europe occidentale. Mais il sera facile de comprendre ces exagérations si l'on prend en considération l'état psychologique de la jeunesse de ce temps-là. Elle avait besoin de secouer les impressions pénibles et les désillusions que lui avait laissées la victoire encore récente du gouvernement sur les héros de la « Volonté du Peuple ».

Des espérances exagérées en la force économique des choses étaient tout naturellement accompagnées d'une méfiance non moins exagérée par rapport à toute initiative révolutionnaire venant d'une minorité organisée. Tout cela inspira aux socialistes russes de ce temps-là l'idée qu'il fallait s'adapter au niveau psychologique de la masse populaire; ils en vinrent même à croire que le rôle du parti socialiste se réduisait simplement à formuler les revendications déjà conçues par les ouvriers eux-mêmes.

Cependant cette conception étroite de la tâche du parti socialiste n'empêchait nullement la propagande socialiste de s'élargir de plus en plus, surtout au milieu du prolétariat industriel, où elle se faisait sur le terrain des intérêts économiques les plus immédiats et les plus pressants de cette classe. Le résultat en fut un commen-

cement de lutte organisée qu'engagèrent les ouvriers des usines et des fabriques dans le but d'obtenir certaines améliorations partielles des conditions du travail. Partout éclatèrent des grèves plus ou moins bien organisées et favorisées en quelque sorte par cette animation particulière de l'industrie nationale, qu'avait provoquée à un certain moment la politique protectionniste de M. Witte. Ces grèves qui prenaient des proportions toujours plus grandes, aboutirent enfin en 1896 à la fameuse grève générale à Pétersbourg, à laquelle ont pris part plus de 30.000 tisserands.

Dès ce moment l'ère des mouvements ouvriers collectifs commence en Russie. Les progrès continus du capitalisme et le développement de la grande industrie d'une part et l'extension de la propagande socialiste d'autre, commença à pénétrer dans les couches de plus en plus larges de la masse ouvrière en Russie. Mais en même temps ce progrès relativement rapide du mouvement ouvrier eût pour suite d'introduire dans les cercles social-démocratiques qui prédominaient alors, une trop forte dose de ce qu'on appelle «l'économisme». On trouvait qu'une lutte purement économique conduite principalement au moyen des grèves pouvait remplacer toute forme d'action révolutionnaire, et devait par une évolution naturelle amener à l'abolition de l'absolutisme et à la formation d'un parti socialiste puissant englobant la classe ouvrière toute entière. En conséquence, toute lutte politique était même repoussée par les partisans de cette méthode, comme nuisible à la cause. Il va sans dire, que cette exagération de l'économisme ne correspondait pas du tout à l'état de choses réel, vu que les conditions politiques en Russie étaient telles que toute

organisation solide de lutte systématique entre la classe ouvrière et ses exploiteurs étant absolument impossible, même quand il s'agissait des revendications les plus modestes; cette conception n'était pas favorisée non plus par l'état de l'industrie russe, qui étant moins garantie que celle de tout autre pays contre les crises fréquentes, avait de plus continuellement à sa disposition une réserve de main d'œuvre à vil prix, que la campagne affamée versait sans cesse sur les marchés des villes. D'ailleurs cet « économisme » lui-même fut provoqué en grande partie par un épanouissement purement provisoire de l'industrie russe. A un moment donné les subsides, les garanties et les secours de toute espèce, accordés par le gouvernement, ainsi que toute sorte de spéculations malsaines provoquèrent un accroissement des affaires commerciales et industrielles dans des proportions absolument colossales. Il en résulta une demande fortement augmentée de bons ouvriers professionnels, qui ne put être satisfaite, étant donné non seulement le niveau très bas de l'instruction professionnelle en Russie, mais tout simplement le manque d'hommes sachant lire et écrire. Une telle augmentation de demande en présence d'une offre limitée eût pour résultat une certaine hausse des salaires, obtenue au moyen d'un mouvement gréviste. C'est de là que venait cette grande popularité des grèves parmi les ouvriers d'élite de Pétersbourg et de Moscou, qui s'habituèrent à envisager très étroitement ce mouvement, en ne lui demandant que des résultats immédiats, réalisables pratiquement, et qui se refusaient à le lier aux revendications politiques. Il exista même parmi les ouvriers de cette catégorie une certaine animosité contre les intel-

lectuels révolutionnaires qui voulaient, disaient-ils, imposer au mouvement ouvrier des revendications qui n'avaient pas encore eu le temps de mûrir « naturellement », par la marche même des choses. Aussi la méthode social-démocratique très en vogue à cette époque s'efforçait-elle de rétrécir son action en l'adaptant à la psychologie de cette « crême » de la classe ouvrière. « L'économisme » devint ainsi la tendance prédominante. Mais son règne ne fut que de courte durée. Les racines économiques de son existence furent bientôt rompues par les crises industrielles, le chômage et l'affluence dans les villes des nouvelles couches de l'armée de réserve du travail. Le mouvement gréviste s'arrêta et l'état d'esprit des masses ouvrières, de plus en plus excitées, devenait plus militant.

Il s'en suivit que le mouvement révolutionnaire russe non seulement fit sortir de son sein une nouvelle faction, mais que parmi les adeptes de la théorie prédominante elle-même, parmi ceux qui portaient le nom de « social-démocrates » il se produisit bientôt une forte réaction contre « l'économisme » en faveur d'une lutte révolutionnaire politique reconnue indispensable.



En dehors des deux courants social-démocratiques dont celui qui préconisait l'importance de la lutte politique l'emporta bientôt sur l'autre — grâce aux événements d'ordre économique déjà mentionnés, — il n'a jamais cessé d'exister en Russie encore cette autre fraction socialiste, qui, s'efforçait toujours de faire ressortir l'erreur du point de départ de la plupart des social-démocrates russes. Ceux-ci, dans la

construction de leur programme, admettaient la théorie d'après laquelle, d'abord, chaque pays doit fatalement subir un développement illimité de l'industrie des villes; (notre capital n'a pas besoin des marchés extérieurs — disait cette théorie — il créera lui-même un marché intérieur suffisant) et ensuite, la concentration des terres dans les mains des gros propriétaires, et en conséquence la « prolétarisation » plus ou moins complète des petits propriétaires ruraux était absolument inévitable. Appliquée à la Russie, cette théorie devait avoir pour suite de négliger complètement la masse énorme des travailleurs paysans, c'est-à-dire la plus grande partie de la population qui, devant subir une transformation économique plus ou moins rapide, n'appartenait même pas selon cette théorie à la classe ouvrière et par conséquent n'était point apte à assimiler les idées socialistes.

Pendant les dernières dix années du siècle écoulé, lorsque la propagande socialiste se développait avec rapidité extraordinaire, et que cette propagande, excessivement importante captivait entièrement toute l'attention des socialistes russes, cette théorie des social-démocrates russes, toute unilatérale qu'elle fût, se suffisait pour sa tâche, et pouvait très bien accomplir la besogne révolutionnaire de tous les jours; aussi jouissait-elle d'un grand succès dans les milieux révolutionnaires, tandis que l'autre doctrine socialiste qui la combattait théoriquement comptait relativement peu d'adhérents. Mais à mesure que le mouvement ouvrier dans les villes se dessinait plus nettement et que l'on pouvait en apprécier les proportions ainsi que les dimensions et la rapidité du progrès de la grande

industrie elle-même, l'insuffisance et les lacunes de la doctrine dominante social-démocratique devenaient de plus en plus évidentes. L'autre fraction socialiste, qui jugeait nécessaire de travailler et d'après un programme plus large, devenait tout naturellement plus forte et acquérait de nombreux adeptes.

*
* *

Cet autre courant socialiste n'a jamais cessé d'exister même au plus fort de « l'économisme ». Depuis la fin de « la Volonté du peuple » c'est-à-dire depuis la seconde moitié de la période 1880-90 et jusqu'à la fin du siècle de nombreux cercles et groupes « narodovoltsy » (adhérents de la *Narodnaïa Volia*) ou des « socialistes révolutionnaires » comme ils s'appelaient volontiers, se fondaient et se développaient un peu partout en Russie.

Parmi ces groupes, citons celui des « partisans de la Narodnaïa Volia » qui s'est formé au Nord de la Russie vers 1892, qui organisa plusieurs imprimeries clandestines en Russie et publia (de 1892 à 1894), 4 numéros des « Feuilles Volantes », une série des proclamations aux différentes classes de la société russe, dont une aux paysans, et une série des brochures d'actualité. Un des membres les plus actifs de ce groupe fut l'homme de lettres, N.-M. Astyref, arrêté au mois de mars 1892 et mort en 1894, d'une maladie contractée à la suite de sa longue détention cellulaire dans les prisons.

Ce courant fut représenté à l'étranger par le « Groupe des anciens adhérents du Parti de la Volonté du Peuple », fondé à Paris par P. Lavroff, en collaboration

avec Marina Polonsky, ancien membre du Comité Exécutif du Parti, Galina Bokhanovsky, Lasarévitch, Roubanovitch, Serebriakof, Tarassof, etc...

Ce groupe publia 7 volumes des « Matériaux concernant l'histoire du mouvement socialiste révolutionnaire en Russie » ; c'est au nom de ces groupes que P. Lavroff salu, par une lettre, les socialistes du monde entier au Congrès International de Londres.

Citons encore : 1) le groupe « Union des socialistes révolutionnaires russes » qui furent représentés au Congrès International de Paris (1900), qui publiait une petite revue populaire, *L'Ouvrier russe;* 2) le journal *Nakanounié*, publié de 1899 à 1901, à Londres, par Serebriakof, etc...

Des autres socialistes russes, qui avaient adopté le nom de « social-démociates » ils se distinguaient : 1° par la tendance de donner à la propagande socialiste un caractère plus actif, plus révolutionnaire et d'entreprendre une série d'attaques à force ouverte contre certains représentants du mécanisme autocratique, ne fût-ce qu'en partisans; 2° parce qu'ils croyaient possible et nécessaire d'attirer à la révolution la campagne en entraînant les travailleurs agricoles dans le mouvement socialiste révolutionnaire général, en leur donnant comme devise, la conquête des terres au profit commun de toute la population ouvrière rurale. C'est surtout ce dernier point qui rendait absolument impossible pour les socialistes révolutionnaires leur entrée dans les rangs des social-démocrates, qui sous l'influence des déceptions d'autrefois, avaient acquis une mentalité presque paysanophobe.

Les cercles secrets socialistes-révolutionnaires défen-

daient leurs positions dans les villes, où ils cherchaient à attirer des adeptes de leur programme parmi les prolétaires et en même temps ils tâchaient de répandre leurs idées parmi les paysans bien que tout cela dût se faire dans des conditions plutôt hostiles, vu que leur programme rencontrait au début un résistance directe de la part des organisations révolutionnaires les plus influentes. En 1896 au Congres International de Londres, devant le prolétariat international, les représentants de la social-démocratie russe avaient déclaré que dans les conditions politiques actuelles les révolutionnaires russes ne pouvaient même pas songer à agir sur la population des campagnes; en 1898 parut le manifeste du parti social-démocrate russe, qui ne dit pas un seul mot quant à l'action au milieu des paysans; et même en 1902, à la veille des troubles paysans très graves au Sud de la Russie, la conférence des organisations social-démocratiques de la Russie méridionale n'a pas cru nécessaire de porter dans le programme de ses travaux la question de tactique à prendre envers les paysans.

Tandis que le mouvement révolutionnaire en Russie prenait pendant les dix dernières années du XIXe siècle un nouvel essor, les socialistes révolutionnaires occupaient des positions de plus en plus solides dans ce mouvement.

Vers 1896, outre le groupe des partisans de la *Volonté du Peuple du Nord*, d'autres groupes composés des socialistes révolutionnaires qui comptaient dans leurs rangs nombre d'ouvriers concients, agissaient dans le midi de la Russie. Citons ceux de Kief et de Kharkof, ainsi que ceux qui avaient pour champ d'action le sud-est de la Russie et la région de la Volga. Le développement de

ces groupes et les relations continuelles qui s'établissaient entre eux nécessitèrent bientôt une entente plus étroite et mieux organisée entre eux. Malgré les conditions pénibles de la vie russe, les membres de ces groupes réussirent à organiser au mois d'août 1898, dans une des villes du midi de la Russie, un Congrès où furent posées les bases de leur union en une organisation commune. Cette union n'avait au début qu'un caractère purement pratique de collaboration mutuelle dans les différents domaines du travail révolutionnaire, tandis que l'élaboration d'un programme commun, théorique en pratique, devait être nécessairement renvoyée à une époque ultérieure plus favorabte. Ce n'est qu'à la fin de 1900, à la 2e conférence, que ces groupes purent s'organiser en une seule fédération et à formuler une profession de foi qui fut publiée sous le titre de « Manifeste du Parti socialiste révolutionnaire». L'imprimerie clandestine de ce nouveau parti imprima ce « manifeste » en Russie même. Ce qui caractérisait cette nouvelle branche du mouvement révolutionnaire en Russie, c'était la tendance à accentuer l'action socialiste dans les masses profondes du peuple travailleur. « Mettant dans notre programme l'action parmi le Prolétariat industriel au premier rang, — dit le manifeste », — nous reconnaissons aussi la nécessité et la possibilité *immédiate* de l'action révolutionnaire parmi les *paysans*. « Vu l'hétérogénéité de la masse rurale, le « manifeste » précisait que c'était parmi le prolétariat agricole et dans *la masse* des paysans possédant un lot de terre trop petit que la propagande révolutionnaire des idées de liberté politique et de socialisme pouvait et devait se faire énergiquement.

Il faut d'ailleurs noter que les groupes socialistes révolutionnaires existant à cette époque ne sont pas entrés tous dans ce nouveau parti — loin de là. A St-Pétersbourg, dans la Russie centrale et dans la Russie de « la terre noire » des petits groupes qui par leurs idées s'approchaient beaucoup du « Parti socialiste révolutionnaire » travaillaient indépendamment vers 1895. Un de ces groupes de la Russie sud-est réussit à nouer des relations sérieuses avec les paysans et à fonder vers la fin de l'année 1898 la « Confrérerie rurale pour la défense des droits du peuple ». Et le règlement de cette « confrérerie » (*bratstvo*) fut répandu en Russie avant même qu'il fût imprimé à l'étranger (1899) par le groupe de « l'Union socialiste révolutionnaire ». Ce sont quelques membres de cette « confrérerie » qui, — après entente avec quelques socialistes révolutionnaires résidant à l'étranger — ainsi qu'avec des vétérans du mouvement socialiste révolutionnaire, parmi lesquels Pierre Lavrof tenait la première place, — fondèrent à l'étranger en 1900 la *Ligue agraire socialiste*. Cette « Ligue » s'est posé comme objectif essentiel d'attirer les travailleurs agricoles au mouvement des masses ouvrières des villes. La Ligue publia une série des brochures populaires exposant les idées de socialisme et de liberté politiques. Ces brochures répandues en grande quantité en Russie donnèrent une nouvelle impulsion à la propagande socialiste dans les campagnes.

Ceux des socialistes-révolutionnaires qui soulignaient d'une façon toute spéciale la nécessité d'une lutte directe avec l'absolutisme par les moyens les plus énergiques, formèrent *en Russie*, en 1898, une organisation nouvelle appelée « Union socialiste révolutionnaire ».

Cette organisation s'étendait sur quelques villes de la Russie du centre et du midi. En automne de l'année 1898, ce groupe fit paraître une brochure « Notre tâche », où le grogramme du groupe fut amplement développé. En 1900 cette brochure fut rééditée à l'étranger. Ce groupe a envoyé deux délégués au Congrès socialiste international de Paris de 1900. Vers la fin de la même année « l'Union socialiste révolutionnaire » fonda en Russie le journal « La Russie révolutionnaire ». L'imprimerie clandestine de « l'Union » a réussi d'imprimer deux numéros du journal et deux suppléments de ses « feuilles volantes ». C'est ainsi qu'en 1901, il existait et en Russie et à l'étranger quelques organisations assez importantes qui étaient très rapprochées et par leurs idées et par leur action.

La nécessité d'une union étroite plus grande se fit sentir au sein de ces organisations de plus en plus : seule l'initiative énergique manquait. Cette initiative surgit. Ce fut un groupe, qui existait depuis 1890 dans l'est de la Russie, qui prit l'initiative d'unir toutes les forces socialistes révolutionnaires en un parti unique ayant une organisation commune.

Composé en grande partie de vétérans du mouvement socialiste de la période 1870-80-90, ce groupe se distingua bientôt parmi les autres et forma de fait d'abord et plus tard officiellement une espèce de centre. Par son intermédiaire, les groupes du Sud qui avaient rédigé le « Manifeste » et ceux du Nord, qui avaient fondé le journal « La Russie Révolutionnaire », purent trouver enfin un terrain pour l'entente générale et formèrent vers la fin de 1901 un parti organisé qui prit le nom de « Parti Socialiste-Révolutionnaire ».

Bientôt après cette unification, le parti reçut l'adhésion de la partie du groupe des « anciens Narodnovoltsy » qui avait entrepris à l'étranger la publication d'une revue théorique traitant les questions du socialisme révolutionnaire, « Le Messager de la Révolution russe ». Plus tard ce fut la « Ligue agraire socialiste », qui entra dans le parti sur des bases fédératives; en été 1902 le parti reçut l'adhésion d'une organisation purement ouvrière, counue sous le nom de « Parti Ouvrier luttant pour la liberté politique en Russie » ; et enfin au mois de décembre de la même année au parti socialiste-révolutionnaire adhéra « le Comité du parti social-démocrate de Kief » (le groupe du «Drapeau ouvrier»).

Outre le groupe de l'Est, à l'initiative duquel est due l'unification de tous les socialistes-révolutionnaires, et qui agissait principalement dans les rayons agricoles, par l'intermédiaire des instituteurs, des employés des Zemstvo et d'autres personnes habitant la campagne et jouissant de la confiance des paysans — il y eut encore le groupe de Kief qui se fit particulièrement distinguer. A Kief les socialistes-révolutionnaires faisaient une propagande très énergique parmi les ouvriers des usines et aussi dans les grands villages de tout le gouvernement de Kief. Bientôt ce groupe de Kiet se développa en une organisation assez puissante pour pouvoir prêter son concours à l'œuvre commune du parti. Après ce fut le tour des villes : Odessa, Kharkof, Ekatérinoslav et Biélostok qui devenaient les centres de l'agitation parmi les ouvriers; Samara, Voronèje, Penza, Tambov et quelques autres villes de la zone de terre noire qui formaient des centres pour la propagande parmi les paysans.

Par contre à Moscou les socialistes-révolutionnaires ont eu pendant longtemps beaucoup de peine à s'organiser en un groupe plus ou moins influent. Il faut dire, en général, que les gouvernements du centre de la Russie sont restés un peu en arrière au point de vue du mouvement révolutionnaire, relativement aux extrêmités de l'empire. Une des principales causes de ce phénomène consiste en ce que depuis longtemps on déportait et on continue jusqu'à présent encore à déporter systématiquement toutes les personnes suspectes dans les extrêmités, qui sont considérées comme des « trous » en comparaison avec les grands centres industriels de la Russie. En outre, c'est justement Moscou qui a été l'arène principale de l'activité policière provocatrice du chef de la sûreté politique Zoubatoff, dont nous aurons encore l'occasion de parler plus bas. Enfin dans la région de Moscou la propagande se fit pendant très longtemps exclusivement sur le terrain des intérêts professionnels des ouvriers des fabriques, et cependant c'est justement dans ces localités que les ouvriers ont gardé le plus de liens avec la campagne. Les gouvernements qui entourent celui de Moscou, notamment ceux de Jaroslav, de Vladimir, de Kostroma, de Toula et d'autres encore, envoient continuellement leur population rurale dans les usines et les fabriques de la région de Moscou, et ce courant ininterrompu d'éléments frais, que la propagande n'avait pas encore eu le temps de toucher, fait que dans cette région le mouvement ouvrier ne pourra être bien organisé que dans le cas où l'action socialiste pénètrera jusqu'aux paysans qui peuplent les villages situés tout autour.

Dans ce but le parti socialiste-révolutionnaire n'a

épargné aucun effort pour former des groupes dans les gouvernements du centre dont nous venons de parler. Et il faut dire que dans cette direction plus d'un pas a déjà été fait, surtout depuis 1903, où le parti reçut l'adhésion de « l'Union des instituteurs primaires » qui travaille justement dans les gouvernements du centre.

Par ce fait nous aurions pu finir le précis historique très bref sur l'origine et la constitution du Parti socialiste-révolutionnaire, si nous n'avions pas à y ajouter un point important concernant la tactique.

Désespérant de venir à bout, par les moyens de répression ordinaires, de la Révolution que le réveil des masses ouvrières et paysannes rend iminente en Russie, le tsarisme a recours à de véritables crimes de lèse humanité. Les tueries de Zlatooust, Rostof, Poltava, Kharkof, Bakou, etc., les massacres antisémites de Kichinef et de Gomel, organisés par le gouvernement russe, ont arraché au moude civilisé un cri d'horreur et éclairé d'un jour sinistre la politique criminelle dans laquelle se sont engagés les Plehwe, les Pobiedonostsef et les autres représentants du régime autobureaucratique. *Et c'est une véritable* guerre civile, *avec toutes ses conséquences funestes, qu'a déchaînée sur la Russie le tsarisme réactionnaire, semant la terreur et dans les écoles, et dans la classe ouvrière, et dans les masses paysannes des villages. C'est de ce terrorisme politique que provient la complexité de la tactique imposée fatalement au parti socialiste révolutionnaire russe, car à la propagande et à l'agitation socialistes, à l'organisation des masses, s'ajoute pour lui la nécessité de la lutte révolutionnaire directe contre le tsarisme. Cette action que le Parti tend à réaliser par l'organe de son « Organisation de combat* » (Boiévaia organisatsia), *ne peut être jugée et comprise qu'en étudiant la situation particulière et spéciale à la*

Russie, situation que la réaction tsariste a créée et dont elle est et restera responsable devant l'Histoire et l'Humanité.



B. — *Programme du Parti Socialiste Révolutionnaire de Russie*

Le Parti Socialiste Révolutionnaire, n'ayant pas pu encore jusqu'aujourd'hui organiser un congrès général du Parti, à cause des difficultés énormes dont en Russie est entourée une pareille entreprise, ne possède pas encore un programme officiel formellement adopté.

Son programme est encore à l'état de projet élaboré conformément à une série d'articles directeurs publiés dans l'organe officiel du Parti. Le premier projet de programme fut imprimé à un nombre restreint d'exemplaires et envoyé, il y a un an, à tous les comités. Il fut ensuite revu par la rédaction de la « Russie Révolutionnaire » qui prit en considération les nombreux avis, corrections et suppléments. Il est publié, pour une nouvelle discussion, dans le N° 46 de l'organe officiel du Parti.

C'est ce projet de programme, que nous joignons à notre rapport pour faire connaître les idées et les principes du Parti Socialiste Révolutionnaire Russe.

Projet de programme du Parti Socialiste Révolutionnaire, élaboré par la rédaction de la « Russie Révolutionnaire » (organe officiel du Parti).

La Russie contemporaine entre par la marche générale de son évolution sociale en relations de plus en plus étroites avec les pays avancés du monde civilisé, en conservant cependant une série de particularités qui dépendent de son histoire, des conditions locales et de sa position internationale.

Dans tous les pays avancés du monde civilisé, parallèlement à la croissance de la population et de ses besoins, on observe la croissance de la puissance de l'homme sur la nature, le perfectionnement de ses méthodes de direction des forces naturelles et l'augmentation de la force créatrice du travail humain dans tous les domaines de son application. Cette croissance est la condition nécessaire du progrès social et de la lutte pour le développement intégral et harmonique de l'individualité humaine.

Mais cette croissance de la puissance de l'homme sur les forces naturelles a lieu dans la société contemporaine dans des conditions spéciales qui sont les suivantes : concurrence bourgeoise des entreprises économiques isolées, propriété privée des moyens de production, transformation de ces derniers en capital, expropriation préalable des producteurs immédiats ou leur assujettissement indirect au capital. A mesure que se développent ces bases de la société moderne, elle se divise de plus en plus en deux classes opposées : celle des travailleurs qui reçoivent une part de plus en plus faible des produits créés par leur travail, et celle des exploiteurs qui monopolisent entre leurs mains la possession des forces naturelles et des moyens collectifs de production.

En tant que, dans les limites étroites des rapports bourgeois et capitalistes, se développent, même incomplètement et unilatéralement, les formes de travail collectif et la production sur une grande échelle collective, l'évolution économique moderne manifeste son aspect positif et créateur et élabore certains éléments matériels pour une organisation supérieure socialiste de la vie sociale, en centralisant en une forme sociale

collective les armées industrielles des ouvriers salariés.

Mais en tant que ces mêmes formes bourgeoises et capitalistes rétrécissent, limitent et dénaturent le développement du travail collectif et des forces productives sociales, l'évolution économique moderne manifeste ses côtés négatifs et destructeurs : l'anarchie de la production des marchandises et la concurrence ; le gaspillage des forces énonomiques; les crises qui bouleversent jusqu'en ses fondements, l'édifice économique de la nation, l'exploitation de la dépendance et de l'insécurité des masses ouvrières; la puissance de l'argent qui décompose tous les fondements moraux de la société; la lutte égoïste de tous contre tous pour l'existence et pour une situation privilégiée.

Le rapport entre les côtés positifs et les côtés négatifs de l'évolution capitaliste moderne est variable selon les différents domaines de la production et selon les différents pays.

Relativement favorable dans les branches supérieures de l'industrie et dans les pays où domine le capitalisme classique, ce rapport devient de moins en moins favorable dans les autres branches de l'industrie, surtout dans l'agriculture, et dans les pays ayant une situation moins avantageuse dans la lutte économique internationale.

La contradiction et la disproportion entre les côtés positifs et les côtés négatifs de l'évolution économique moderne représentent un fait général de plus en plus important et gros de conséquences historiques considérables.

A mesure qu'augmentent la distance sociale entre les exploiteurs et les exploités et la disproportion entre la

croissance de la force productive du travail et la part infinie des produits qui revient aux travailleurs, à mesure en un mot qu'augmente le taux de l'exploitation, le mécontentement de leur situation dans la société moderne augmente au sein des masses ouvrières.

A l'intérieur de ce processus de la lutte des classes on voit se développer de plus en plus l'intervention consciente et méthodique, dans la marche déterminée des évènements, des forces collectives organisées au nom de tel ou tel idéal commun, de tel ou tel but final, avec l'application d'une tactique systématiquement élaborée. Et la lutte dirigée conformément aux fins poursuivies embrasse aujourd'hui tous les côtés de la vie sociale, économique, politique, intellectuelle.

Les classes des exploiteurs tendent à rendre durable la base de leur existence, l'exploitation par le moyen de la rente, de la plus-value sous toutes ses formes, et aussi par le joug des impôts croissants qui pèsent sur la classe des travailleurs. Par l'intermédiaire des Syndicats, des cartels et des trusts, ces classes tendent à s'emparer, pour leurs fins égoïstes, de tous les moyens de production et d'échange. Elles tendent à adopter à leurs intérêts de classe toutes les institutions de l'Etat moderne et à les transformer ainsi entièrement en instruments de leur domination et de l'asservissement des classes exploitées. Enfin, ces classes tendent à assujettir la littérature, l'art, la science, la tribune, pour tenir les masses ouvrières en esclavage non seulement économique, mais aussi intellectuel. Ne disposant pas d'autres ressources ou les ayant toutes épuisées dans la lutte, les classes dominantes ont recours aux alliances avec les forces réactionnaires du passé, en ressuscitant

la discorde religieuse, nationale, en empoisonnant de chauvinisme la conscience populaire, en se livrant aux compromissions avec les restes des organisations monarchiques, cléricales ou de la vieille noblesse.

Survivant à son passé progressif, le régime bourgeois conduit ainsi à la dégénérescence des classes dominantes; il repousse de plus en plus l'élite intellectuelle et morale de la nation, et fait que celle-ci approche de plus en plus du camp, hostile à la bourgeoisie, des exploités et des opprimés.

Les classes exploitées, à leur tour, tendent naturellement à se défendre contre le joug qui les opprime et, à mesure que croît leur conscience de classe, elles s'unissent de plus en plus pour la lutte, et la dirigent contre les bases mêmes de l'exploitation bourgeoise.

Ce mouvement international, par son essence même, se dessine de plus en plus, comme un mouvement de l'énorme majorité de la nation au nom des intérêts de cette majorité, et c'est là que gît le gage de sa victoire.

Le socialisme révolutionnaire international est l'expression consciente, l'explication scientifique et la généralisation de ce mouvement.

En posant comme but l'émancipation intellectuelle, politique et économique de la classe ouvrière, le socialisme révolutionnaire est représenté au début partout par une minorité révolutionnaire d'initiative, par l'avant-garde de la classe onvrière, qui fait des efforts continus pour se fondre avec la masse, et pour l'englober entièrement dans ses rangs. Son but essentiel et pratique est de faire que toutes les couches de la population travaillante et exploitée aient la conscience qu'elles forment une classe ouvrière unique, qu'elles

voient dans cette unité de classe le gage de leur émancipation. Son but est par une lutte méthodique et organisée, d'accomplir la Révolution sociale, dont le programme est :

L'affranchissement de toutes les institutions sociales du pouvoir des classes dominantes et exploitantes; la suppression du droit de propriété privée sur les forces naturelles et sur tous les moyens de production et, comme conséquence, la suppression de la division de la société en classes; suppression du caractère coërcitif moderne des institutions sociales, en ne conservant et ne développant que leurs fonctions normales tendant à l'organisation méthodique du travail universel au profit de tout le monde.

Ce n'est que la réalisation de ce programme qui rendra possible le développement continu, libre et sans entraves de toutes les forces matérielles et intellectuelles de l'humanité; elle seule pourra transformer la croissance des richesses sociales — aujourd'hui source de dépendance et d'oppression de la classe ouvrière — en source de bien-être et de développement intégral et harmonique de la personnalité humaine; elle seule peut arrêter le commencement de dégénérescence des uns par suite de l'oisiveté et des excès, des autres par suite d'un travail excessif et d'une existence de famine.

Ce n'est que lorsque la vie collective socialiste sera réalisée que l'humanité pourra se développer librement au point de vue physique, intellectuel et moral, en introduisant de plus en plus dans les formes de son régime social la vérité, la justice et la solidarité. Et dans ce sens la cause du socialisme révolutionnaire est celle de l'humanité entière. Le socialisme mène à la suppression

de toutes les formes de guerre fratricide entre les hommes, de toutes les formes de violence et d'exploitation de l'homme par l'homme, à la liberté, l'égalité, la fraternité de tous, sans distinction de sexe, de race, de religion et de nationalité.

Le Parti Socialiste Révolutionnaire de Russie considère son œuvre comme une partie organique de la lutte universelle du travail contre l'exploitation de la personnalité humaine, contre toutes les forces sociales qui entravent son développement. Le Parti Socialiste Révolutionnaire poursuit son but dans l'esprit des intérêts généraux de cette lutte, en lui donnant, en Russie, les formes qui correspondent aux conditions concrètes de la réalité des choses. Ce qui rend plus aigu le problème social en Russie, c'est l'adaptation réciproque des formes du régime patriarcal bureaucratique et seigneurial à celles de l'exploitation capitaliste moderne.

L'évolution capitaliste en Russie manifeste plus qu'ailleurs ses côtés négatifs, elle y est équilibrée moins qu'ailleurs par l'influence organisatrice et créatrice de la croissance des forces productives. Le mécanisme bureaucratique monstrueusement développé, celui qui avait déterminé les conditions de l'affranchissement des paysans et engendré la croissance de l'exploitation économique au sein même des villages, paralyse de plus en plus les forces productives du pays agricole. Les paysans travailleurs sont forcés d'avoir recours aux occupations auxiliaires et au travail salarié, en réalisant avec cela un salaire à peine égal au salaire de famine du prolétaire russe. Mais cela retrécit et ruine le marché intérieur de notre industrie, qui souffre déjà de l'insuffisance du marché extérieur. L'excès de la population et

avec lui l'armée de réserve du travail, dans un régime capitaliste, va en croissant progressivement, en abaissant par un surcroît de concurrence le niveau déjà si bas de la vie du prolétariat des villes. Le mouvement ouvrier est obligé d'évoluer dans les conditions du régime autocratique, qui a pour base une tutelle policière universelle et qui tend à tout englober en opprimant toute initiative individuelle et collective. La classe des grands industriels et des gros marchands, plus réactionnaires que n'importe où, a de plus en plus besoin de la protection de l'absolutisme contre le prolétariat. Les seigneurs, gros propriétaires fonciers, et les petits usuriers des villages, ont de plus en plus besoin de la même protection contre les masses ouvrières villageoises. Les intérêts de sa propre conservation et la lutte pour son existence obligent l'autocratie à opprimer de plus en plus fortement les nationalités conquises par la Russie tsariste, en paralysant leurs aspirations vers une vie nouvelle et vers le développement en répandant l'antagonisme de races et de religions et en obscurcissant ainsi la conscience de leurs intérêts dans les masses ouvrières. — L'existence de l'autocratie se met en contradiction de plus en plus aiguë et irréconciliable avec tout développement économique, politique et civil du pays. Allié et soutien sûr des classes exploitantes et parasites à l'intérieur de la Russie, l'autocratie russe devient aussi à l'extérieur un des remparts les plus solides de la réaction et reste une menace permanente pour la lutte émancipatrice des partis ouvriers des autres pays. Le renversement de l'autocratie russe est ainsi non seulement une nécessité inéluctable pour la solution du problème social en

Russie, mais un facteur très important pour le progrès international.

Tout le poids de la lutte contre l'absolutisme malgré l'existence d'une opposition démocratique libérale faite des éléments de la soi-disante « société instruite » qui au point de vue des classes, occupe une position intermédiaire, retombe sur le prolétariat, sur la classe des paysans-travailleurs, et sur la minorité intellectuelle révolutionnaire et socialiste. C'est pourquoi le parti socialiste, auquel appartient le rôle directeur dans cette lutte, a pour devoir nécessaire de tâcher d'élargir et d'approfondir, au moment de la crise révolutionnaire, les transformations sociales, celles du domaine de la propriété, auxquelles devra être lié nécessairement le renversement de l'absolutisme.

La réalisation complète de son programme, c'est à dire l'expropriation de la propriété capitaliste et la réorganisation de la production et de tout le régime social sur de nouvelles bases socialistes, suppose la victoire complète de la classe ouvrière organisée en parti socialiste-révolutionnaire et, en cas de nécessité, l'établissement provisoire de sa dictature révolutionnaire.

Mais, tant que cette même classe ouvrière organisée, en sa qualité de minorité révolutionnaire, ne pourra exercer qu'une influence partielle sur le changement du régime social et sur la marche de la législation, le parti Socialiste Révolutionnaire tendra à ce que la politique des conquêtes partielles n'obscurcisse pas à la classe ouvrière le but fondamental et final; que dans sa lutte révolutionnaire il n'aspire à obtenir que des réformes qui développeront et fortifieront sa cohésion et sa

capacité de mener la lutte pour son affranchissement, en élevant son niveau intellectuel, et celui de ses besoins, en consolidant ses positions de lutte et en écartant les obstacles à sa complète organisation.

Et tant que la transformation de la Russie immédiate s'effectuera sous la direction des forces non-socialistes, le Parti Socialiste Révolutionnaire, guidé par les considérations ci-dessus développées, défendra, soutiendra et tendra à arracher par sa lutte révolutionnaire les réformes suivantes :

A. — **Dans le domaine politique et de droit public il demande :**

L'établissement d'une république démocratique, avec une large autonomie des régions et des communes tant urbaines que rurales;

l'application la plus large possible du principe fédératif aux relations entre diverses nationalités;

la reconnaissance pour elles du droit le plus absolu de se gouverner suivant leur désir;

le Suffrage Universel, avec le vote direct, secret, égal pour tous les citoyens n'ayant pas moins de 20 ans, sans distinction de sexe, de religion et de nationalité;

la représentation proportionnelle;

la législation directe du peuple (referendum et droit d'initiative);

l'élection de tous les fonctionnaires, à chaque moment amovibles et justiciables;

la liberté pleine et entière de conscience, de parole, de presse, de réunion de grève et de coalition;

l'égalité universelle et absolue des droits civils;

la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat et reconnaissance de la religion comme une affaire de conscience rigoureusement privée;

l'instruction obligatoire, universelle et laïque aux frais de l'Etat;

la parité légale des diverses langues nationales;

la justice gratuite;

la suppression de l'armée permanente, remplacée par les milices populaires.

B. — **Dans le domaine économique :**

1) *Dans les questions de la législation ouvrière* le parti socialiste révolutionnaire se propose comme but la sauvegarde des forces physiques et morales de l'ouvrier et l'accroissement de ses facultés dans la lutte émancipatrice d'aujourd'hui et de demain, à l'intérêt général de laquelle doivent être subordonnés tous les intérêts purement pratiques, immédiats, régionaux et professionnels des diverses catégories des classes ouvrières. Le Parti soutiendra donc :

la réduction la plus considérable possible de la journée de travail dans les limites de surtravail;

l'établissement légal du maximum de la durée du travail conformément aux exigences de la science hygiénique (pour le moment, 8 heures dans la plupart des branches de l'industrie et proportionnellement moins dans celles qui sont plus dangereuses ou nuisibles à la santé);

l'établissement des salaires minima suivant l'entente

entre les organes de l'administration autonome local et les syndicats professionnels des ouvriers;

l'assurance gouvernementale des ouvriers sous toutes ses formes (contre les accidents, le chômage, les maladies, la vieillesse, etc.), supportée par l'Etat, et par les patrons et sur la base de la gestion par les assurés eux-mêmes;

la protection légale du travail dans toutes les branches de l'industrie et du commerce, conformément aux exigences de l'hygiène scientifique et sous le contrôle de l'inspection du travail, élue par les ouvriers (conditions normales du travail, bon état sanitaire des locaux, défense du travail aux enfants au-dessous de 16 ans, réduction du travail des mineurs, défense du travail aux femmes et aux enfants dans certaines branches de l'industrie et à de certaines périodes, repos hebdomadaire ininterrompu et d'une durée suffisante);

l'organisation professionnelle des ouvriers et leur participation de plus en plus active à l'élaboration du régime intérieur dans les établissements industriels.

2) *Dans les questions de la politique agraire* et des conditions rurales, le parti socialiste révolutionnaire se propose comme but de mettre à profit, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre les principes de la propriété bourgeoise, les idées, les traditions et les formes de la vie paysanne russe, basées sur la possession communale du sol et sur le travail direct du cultivateur, en général, cette conception qui considère la terre comme le patrimoine commun de tous ceux qui travaillent. Partant de là, le parti soutiendra la socialisation de toutes les terres appartenant aux propriétaires privés, c'est-à-dire leur sortie du domaine privé et leur retour à la

communauté, de façon à ce qu'elles soient exploitées par les communes et les unions territoriales de communes organisées démocratiquement, en observant autant que possible la répartition égalitaire des terrains entre ces diverses unités.

Au cas où ce point principal et essentiel du programme agraire minimum ne pourrait être réalisé immédiatement et révolutionnairement, le parti sera guidé toujours dans sa politique agraire par des considérations ayant en vue la réalisation la plus proche et la plus complète possible de cette revendication, en soutenant toutes les mesures transitionnelles, telles que l'extension des droits des communes et de leurs unions territoriales sur les terres à exproprier des propriétaires privés, la confiscation des biens des couvents, églises, apanages de la famille impériale et le retour de ces biens, ainsi que les propriétés de l'Etat, à la commune pour servir de fond de distribution des terres en quantité suffisante entre les communes existantes où à l'établissement de nouvelles, aux besoins de la migration et de la colonisation intérieure, etc.;

la réduction du prix du loyer des terres au revenu net de l'exploitation (défalcation faite du revenu brut, des frais de production et de la rémunération normale du travail).

Au cas de changement de possesseur, la restitution des dépenses faites pour l'amélioration de la terre par le possesseur précédent;

la transformation de la rente, sous forme d'un impôt spécial, en une source de revenus des communes et des organes de l'administration autonome locale.

3) *Dans les questions de la politique financière* le parti

demandera : l'impôt progressif sur les revenus et les successions avec l'exonération complète des petits revenus au-dessous d'une certaine somme;

la suppression des impôts indirects (sauf ceux sur les objets de luxe), des tarifs de protection et d'une manière générale de tous les impôts qui frappent le travail.

4) Dans les questions de la *gestion municipale et régionale* (des Zemstvos) le parti préconisera le développement de tous les services publics (assistance médicale gratuite, organisation des services agronomiques locaux, communalisation des services des eaux, de l'éclairage, de la voirie, etc.);

la reconnaissance des droits les plus étendus des communes urbaines et rurales à l'imposition des propriétés immobilières et à leur expropriation obligatoire, surtout dans l'intérêt des populations ouvrières manquant de demeures salubres et commodes;

La politique communale, régionale et gouvernementale ayant en vue le développement des coopératives sur la base rigoureusement démocratique.

5) Quant aux diverses mesures ayant pour but *la nationalisation de telles ou telles autres branches de l'industrie* du pays, pendant la période où l'Etat bourgeois existerait encore, le Parti Socialiste Revolutionnaire ne les admet que pour l'époque où et en tant que la démocratisation du régime politique et les rapports des forces sociales entre elles, ainsi que le caractère lui-même des mesures en question, donneront une garantie suffisante contre l'accroissement dans cette voie de la dépendance de la classe ouvrière de bureaucratie gouvernementale. D'une manière générale le Parti Socialiste Révolutionnaire invite la classe ouvrière à se méfier de ce « Socia-

lisme d'Etat » qui représente en partie un système de demi-mesures propres à endormir les travailleurs, et en partie ce capitalisme d'Etat sui generis qui concentre les diverses branches de l'industrie et du commerce entre les mains de la bureaucratie gouvernementale, poursuivant ses buts fiscaux et politiques.

Le Parti, en commençant sa lutte révolutionnaire contre l'autocratie, demande et choisit comme terrain d'agitation la convocation de « Zemsky Sobor » (Assemblée constituante) librement élue par tout le peuple sans distinction de sexe, ordre, nationalité et religion, pour liquider le régime absolutiste et transformer l'ordre actuel de choses dans toutes ses manifestations. Le Parti défendra son programme de cette transformation dans l'Assemblée Constituante de même qu'il s'efforcera de la réaliser autant que possible immédiatement dans la période révolutionnaire.

***

C. — **L'action du Parti Socialiste-Révolutionnaire**

En procédant à la description de l'action du parti et de son travail de tous les jours, nous nous voyons forcés de n'en tracer qu'une esquisse à grands traits.

Ce travail se répartit tout naturellement en deux branches : l'action dans les villes et l'action au milieu des travailleurs des campagnes.

1° En Russie comme dans les autres pays contemporains c'est incontestablement le prolétariat des villes qui forme l'avant-garde du mouvement libérateur de la classe ouvrière. Chez nous, comme partout, l'ébranlement des masses ouvrières se signala tout d'abord par

une série de grèves qui furent justement le point de départ du mouvement politique ultérieur des ouvriers.

Le premier réveil des masses ouvrières à l'époque de 1890-1900 coïncida en Russie avec un épanouissement extraordinaire, d'ailleurs purement provisoire, — de la grande industrie, provoqué officiellement par une politique ultra-protectionniste. Cette fièvre de spéculations industrielles aboutit cependant assez vite à une crise qui dure encore et dont on ne prévoit guère la fin. Vers la même époque, les campagnes ruinées et exténuées par les famines systématiques, jetèrent sur le marché une quantité énorme d'ouvriers prêts à accepter du travail à n'importe quel prix. Les conditions changèrent et devinrent peu favorables au mouvement gréviste. Ne trouvant pas d'issue dans les grèves, aiguillonné par le chômage et les troubles universitaires qui venaient d'éclater, poussé enfin d'un côté par les représailles sauvages du gouvernement et de l'autre côté par la propagande révolutionnaire de plus en plus vigoureuse, le mouvement ouvrier prit alors un caractère toujours plus révolutionnaire et se manifesta finalement par une série de démonstrations dans les rues, sous une forme franchement politique. On vit les ouvriers parcourir les villes avec un drapeau rouge portant cette inscription : « A bas l'absolutisme! Vive la Sociale ». La prison, la déportation, les « nagaïki » des cosaques, les exécutions tout à fait asiatiques que l'on fit subir aux manifestants, les vexations et les humiliations que l'on infligea à leur dignité d'homme dans les postes de police transformés en véritables chambres de question — tout cela ne fut pas assez fort pour arrêter le torrent révolutionnaire. Alors le gouvernement déconcerté essaya d'appliquer,

dans sa lutte avec les masses indisciplinées, une nouvelle tactique, portant en l'honneur de son initiateur et inspirateur le nom de « politique ouvrière de Zoubatoff ».

L'essentiel de cette politique était : d'inspirer à la classe ouvrière la confiance dans le tsarisme — qui « se trouvant hors des classes » serait le seul défenseur naturel des revendications « raisonnables » dans tout ce qui concerne les intérêts professionnels du prolétariat ; de détourner ce dernier du mouvement politique et de le tourner contre les révolutionnaires qui le poussaient justement vers ce mouvement. Zoubatoff cherchait à organiser dans les grands centres ouvriers des groupes « d'indépendants » qui devaient agir contre la fondation de nouvelles organisations révolutionnaires parmi les ouvriers. C'est en 1901 que la « Zoubatofstchina » atteignit son point culminant à Moscou, où souvent à cette époque les conférences des agents de Zoubatoff réunissaient plus de mille auditeurs-ouvriers, à « l'Université Zoubatoff ». Notre parti, en même temps que les autres organisations socialistes, tâchait alors par une série d'articles, de feuilles et de proclamations, ainsi qu'oralement aux réunions ouvrières, de dévoiler ce système devant les ouvriers et de les attirer sur le champ de bataille pour l'affranchissement économique et politique de la classe ouvrière. Des ouvriers appartenant aux organisations révolutionnaires venaient aux réunions des « indépendants », et là, en tranchant net, ils forçaient les orateurs de la « section de sûreté » de jeter bas les masques. Sous l'action de cette propagande et de ces révélations, les ouvriers ouvraient les yeux et les meilleurs d'entre eux abandonnaient Zoubatoff.

En été 1903 nous fûmes témoins de l'échec définitif du système Zoubatoff. Pour démontrer aux ouvriers que le gouvernement gardait bien la neutralité et était même prêt à les protéger lorsque le mouvement ne sortait pas des limites de leur lutte paisible contre les capitalistes, les agents de Zoubatoff organisaient de temps en temps des grèves avec la permission et sous la surveillance de la gendarmerie politique. L'été dernier (1903) les agents de Zoubatoff, afin de reconstituer un peu leur influence à Odessa, où elle se trouvait déjà fortement ébranlée grâce à l'agitation très énergique de tous les groupes socialistes, s'avisèrent justement d'organiser une grève des ouvriers du port. Mais en préparant cette grève, nos social-mouchards ne se doutaient guère qu'elle se développerait en une véritable grève générale dont ils ne seraient pas en état d'avoir raison et qui mettrait fin à toute leur activité provocatrice. Effrayé par les proportions que la grève avait prise, le gouvernement l'écrasa par des représailles sanglantes et décida enfin de finir avec ce jeu dangereux; le chef Zoubatoff lui-même fut tout simplement révoqué.

En même temps qu'à Odessa une grève générale éclata au Caucase, et bientôt toute la Russie méridionale fut entraînée dans le mouvement gréviste, dans lequel ont pris part en tout plusieurs centaines de milliers d'ouvriers. Pendant toute la durée de ces grèves nos comités locaux s'efforçaient, tantôt au moyen de proclamations, tantôt au moyen de discours oraux d'entraîner le mouvement dans la voie révolutionnaire. Dans les grandes réunions des grévistes (quelquefois il y en avait jusqu'à 10-15 mille) les orateurs délégués par

nos comités soutenaient chez les ouvriers leur ardeur de lutte, en leur démontrant toute la nécessité qu'il y avait de se débarasser de l'arbitraire policier de l'autocratie qui leur barre continuellement le chemin vers leur affranchissement social. C'est à Ekatérinoslaf que notre comité a pu agir d'une façon plus efficace qu'ailleurs sur la marche du mouvement; il faut avouer cependant qu'en somme les organisations socialistes russes ne se sont pas encore trouvées en 1903 assez fortes pour pouvoir devenir maîtresses de ce mouvement qui avait éclaté d'une manière inattendue dans les masses ouvrières.

Ces derniers temps nous avons souvent eu l'occasion d'attirer l'attention de la classe ouvrière sur les persécutions gouvernementales, auxquelles se trouvent exposées les nationalités attachées à la Russie par les chaînes dont les avait chargées le bureaucratisme centralisateur et oppresseur. Le poids du gouvernement s'abattant sur la Pologne, les violences et l'arbitraire en Finlande, dont on veut absolument faire une seconde Pologne, le pillage et les injustices exercés sur les Arméniens, etc., ont provoqué ou plutôt ranimé dans toutes ces nations les aspirations vers une autonomie ou même — comme nous le voyons chez les Polonais — vers la reconstitution d'un Etat indépendant. Mais cette tendance vers l'indépendance étant étroitement attachée à l'action des partis socialistes et en général au mouvement des masses ouvrières, comme par exemple dans cette même Pologne et au Caucase, il y a là un moyen de rapprochement entre nos comités et les organisations socialistes agissant parmi les prolétaires des autres nationalités.

La manière dont notre parti envisage la question des

nationalités et que nous exposons soit dans la presse, soit dans la propagande orale, est en somme la suivante :

Comme socialistes, nous sommes contre tout ce qui peut empêcher le rapprochement des nations entre elles, par conséquent nous sommes nettement contre le « nationalisme » et en général contre tout mouvements tendant à conserver jalousement toutes les particularités nationales constituant un héritage historique. Cependant nous voyons dans la régénération d'une nationalité un phénomène très favorable que nous apprécions en tant qu'il peut contribuer à faire pénétrer dans le milieu national donné, — sous la forme correspondant le plus à son caractère, — les grandes idées humanitaires et internationales. La nationalité est pour nous une des formes indispensables pour l'assimilation et l'incarnation du progrès universel de l'humanité. Aussi sommes-nous des ennemis intransigeants de la politique assimilatrice exercée par l'Etat, qui tend en somme à arrêter par toutes les mesures possibles et imaginables le développement individuel des nationalités assujetties, à leur imposer sa langue et sa culture. Nous inscrivons sur notre drapeau le droit illimité et absolument complet de toute nationalité à l'existence indépendante. Nous sommes pour la constitution fédérative, pour l'autonomie la plus large et le développement intellectuel indépendant de toutes les nationalités. Nous faisons appel à toutes les forces socialistes révolutionnaires de tous les peuples, attachés l'un à l'autre par les mêmes chaînes de la centralisation bureaucratique, et nous les invitons à former une union fédérative pour la lutte contre le pire ennemi commun de tous ces peuples, en commençant par le peuple russe, contre

l'absolutisme rapace, bureaucratique, seigneurial et plutocratique. Cette union sera le meilleur précurseur de la future fédération libre des peuples, débarrassés du joug de l'absolutisme et du capitalisme.

Parmi les mesures répressives que le gouvernement prend contre les nationalités diverses, les plus barbares sont certainement les massacres des juifs qu'il organise lui-même. Le but de ces massacres est de châtier le prolétariat juif pour sa participation active dans le mouvement révolutionnaire. Mais en excitant les haines de race et de religion, le gouvernement vise encore autre chose : c'est de canaliser le mécontentement des ouvriers dans une direction favorable au tsarisme. Malheureusement, les premiers massacres des juifs ont pris toutes les fractions révolutionnaires à l'improviste, et la boucherie sanglante de Kichineff a pu se déchaîner sans avoir rencontré la moindre résistance de la part des ouvriers conscients. Maintenant, nous en sommes convaincus, la première nouvelle tentative du gouvernement de répéter la tragédie de Kichineff se heurtera contre une résistance organisée et armée. Notre parti travaille de toutes ses forces dans cette direction.

Avant de finir ce compte-rendu sommaire de l'action de notre parti au milieu des ouvriers de villes, nous dirons encore que nous faisons tout notre possible pour utiliser les relations très nombreuses existant entre ces derniers et leur village natal (1), avec l'agriculture, en

---

(1) Combien ce lien avec la campagne est fort, on pourra en juger d'après cet exemple, qui donne le contingent d'ouvriers, dans une des plus grandes manufactures de Moscou, la Société « Emile Tsindel ». En 1899 on comptait parmi ces ouvriers 92,2 % de paysans, dont 5,32 % avaient rompu complètement avec la campagne ;

les préparant pour leur rôle de propagandistes et d'agitateurs révolutionnaires parmi les paysans.



L'œuvre de propagande, d'agitation et d'organisation parmi les ouvriers de villes est dirigée par nos comités locaux. Actuellement des comités pareils existent dans les villes suivantes : St. Pétersbourg, Moscou, Odessa, Kief, Saratof, Kharkov, Ekatérinoslav, Kherson, Voronéje, Jotimir, (Comité de Volynie), Oufa, (Comité de l'Oural), Briansk, Smolensk, Pensa, Tambow, Poltawa, Nijni-Novgorod.

En général le centre de gravité de toute l'action du parti se trouve justement dans le travail de ces comités locaux, agissant en son nom et dans l'esprit de son programme. Là où il n'existe pas encore de comités, les personnes sympathisant à notre programme forment des groupes. A mesure que l'action de ces groupes s'élargit, ils entrent en relations avec le parti par l'intermédiaire de notre Comité Central et agissent déjà sous le nom de groupes d'organisations ou de Comités du Parti Socialiste Révolutionnaire. En ce moment des groupes, et des organisations faisant partie du

3,82 % n'ayant point de terre, mais possédant encore une maison; 90,86 % en possession d'un lot de terre. Dans cette dernière catégorie il y avait 77,9 % qui faisaient labourer leurs terres seulement par les membres de leurs familles; 7,3 % louaient un ouvrier pour les aider; 14,3 % affermaient leurs terres et 0,5 % les avaient complètement abandonnées. Généralement le paysan ayant décidé d'entrer dans une usine, confie l'entretien de son ménage et de sa terre à son père; lorsque le moment vient où le père ne peut plus travailler, l'ouvrier retourne à la campagne pour ne pas abandonner son bien. (Recherches statistiques de P. Chestakof : « Les ouvriers de la Manufacture de la Société E. Tsindel ». Moscou, 1900.)

P. S. R. existent dans les endroits suivants : Bélostok, Bakou, Nikolaiev, Kichinef, Eletz, Azov, Oriol, Vassilsoursk, Alexandrov, Sébastopol, Nijny-Novogorod, Toula, Tiflis, Vitebsk, Berditchez, Astrakan, Tchernigof, Vilna, Tomsk, Gomel, Kazan, Kursk, Twer, Samara, Minsk, Dwinsk.

Les organisations locales du parti organisent de petits groupes où l'on travaille systématiquement avec les ouvriers et où on en fait de bons propagandistes agissant en conscience de cause; en outre elles organisent des réunions ouvrières, publient la littérature nécessaire à l'agitation (feuilles, proclamations, brochures) répandent la littérature publiée par le parti et dirigent la lutte de tous les jours (les grèves, les manifestations, etc.). Autour d'elles se groupent les organisations ouvrières proprement dites, composées d'ouvriers progagandistes agissant en parfaite entente d'union avec les comités du Parti.

2° En conséquence avec sa manière de considérer la population paysanne comme une partie intégrante de la classe ouvrière, notre parti propage les idées du socialisme-révolutionnaire parmi ces travailleurs moitié propriétaires, moitié prolétaires. Cette propagande a pour but d'acquérir dans les campagnes des adeptes de l'idée socialiste choisis parmi les paysans les plus avancés, qui plus tard devront être les chefs des grands mouvements révolutionnaires paysans, de préparer la mentalité de la masse obscure des travailleurs des champs à la lutte pour la délivrance politique et pour la réalisation de notre programme-minimum agraire, c'est-à-dire l'expropriation de toutes les terres appartenant aux propriétaires particuliers au profit de tous les

travailleurs qui en disposeraient et les exploiteraient eux-mêmes.

C'est que la masse grise des travailleurs paysans, formant la plus grande partie du peuple russe, possédant très peu de terre et ne possédant pas du tout de capitaux, est chez nous sous le triple poids du capital entrepreneur, commercial et financier. Le paysan ayant trop peu de terre est forcé de s'engager chez le gros propriétaire comme ouvrier ou fermier, — chez l'accapareur, chez le patron, chez l'entrepreneur, comme artisan ou journalier; les membres les plus aptes au travail de la famille paysanne sont obligés de s'abandonner à l'industrie n'ayant rien de commun avec l'agriculture, et dans ce cas ils ne gémissent pas moins sous le joug capitaliste que les prolétaires des villes. Comme « propriétaire » mendiant et comme ouvrier asservi, le paysan se trouve toujours tout à fait en bas de la pyramide sociale et représente par conséquent l'élément le plus opprimé. C'est justement à cause de cela que dans notre propagande orale et littéraire parmi les paysans, nous soulignons toujours cette parenté existant entre leurs intérêts et ceux du prolétariat industriel et que nous ne cessons de leur inculquer qu'ils doivent considérer ce dernier comme un fidèle allié dans la lutte commune pour l'affranchissement social.

Les conditions spéciales du développement économique de la Russie sont telles que l'industrie capitaliste — et particulièrement dans le domaine agricole — trouve souvent plus avantageux d'exploiter le travail du petit paysan que celui du prolétaire; c'est pourquoi le travail que le paysan arrive à trouver en dehors de l'agriculture ne l'enlève que très rarement à cette

dernière pour toujours; pour la plupart des cas, il se produit justement le phénomène contraire : grâce à la courte durée et l'insuffisance du salaire, le paysan russe se trouve encore plus attaché à son bout de champ qu'auparavant. Il en est de même du paysan qui en ayant assez de ne jamais manger à sa faim devient presque pour rien l'ouvrier du gros propriétaire. Ici non plus l'état de petit fermier ou de garçon de ferme n'arrache pas le paysan à son propre terrain, mais l'y cloue plutôt davantage. Acculé ainsi de tous les côtés, où pourrait-il enfin entrevoir un sentier vers une vie meilleure si ce n'est dans l'extension de ses droits sur la terre? Aussi une très grande partie de la population rurale est-elle affolée du désir et de l'attente d'un changement radical qui selon eux doit se produire dans le régime foncier : toute la terre appartenant aux gros propriétaires passerait un jour dans les mains des laboureurs et de propriété particulière deviendrait une propriété commune qui serait exploitée par ceux qui travaillent de leurs propres mains.

La tâche de notre travail de propagande et d'agitation consiste justement à utiliser cette mentalité des paysans, à lui donner le vrai sens et la formuler en véritables revendications socialistes. Déjà de nos jours une partie considérable de terre en Russie (34 °/o) se trouve en possession de la communauté paysanne basée sur le principe de la distribution égalitaire, il faut que *toute* la terre appartienne au peuple travailleur *tout entier* et que le principe de l'exploitation collective triomphe définitivement.

La pénétration de l'instruction élémentaire dans les milieux paysans et aussi l'expérience de 40 ans (depuis

l'affranchissement) ont beaucoup changé la campagne et l'ont rendue beaucoup plus susceptible à assimiler les idées révolutionnaires. Il y a vingt ans il était inutile de lancer dans la foule des brochures, puisqu'il n'y avait personne qui pût les lire; aujourd'hui le livre trouve des lecteurs dans le village le plus écarté. Autrefois ce n'était pas chose rare que de voir un moujik qui n'eut jamais vu de sa vie la ville du district qu'il habitait; à présent presque toute la Russie paysanne mène une vie nomade. Pas moins de 10 millions de paysans adultes parcourent chaque année le pays dans tous les sens, changeant continuellement de situation, rencontrant un tas de gens différents, s'arrêtant devant toute sorte de phénomènes et se sentant frappés par le contraste entre le luxe des uns et la misère des autres, entre les miracles que commet tous les jours la science et leur propre obscurité; cette vague de misère humaine qui jette tous les ans sur la face de la terre russe des millions d'ouvriers paysans en les lançant d'un exploiteur à l'autre, leur ouvre les yeux et leur fait entrevoir cette pyramide dont ils forment la base et contre les angles pointus de laquelle ils se cognent continuellement. Et tout ce torrent d'impressions, de sentiments et de connaissances nouvelles font sans cesse irruption dans les villages avec ceux qui retournent dans le foyer natal, et élargissent forcément peu à peu l'horizon du moujik qui n'a jamais bougé de son champ.

En même temps se développe chez les paysans la conscience de leurs droits. Le grand espoir que le moujik nourrissait en son petit-père le tzar, est déjà passablement évaporé, grâce à cette attente si longue et

si vaine et aussi beaucoup grâce à la politique d'Alexandre III, qui cherchait à protéger les gentils-hommes propriétaires seulement. La propagande révolutionnaire y est aussi pour quelque chose, surtout pendant les dernières années.

En effet, dans notre propagande orale comme dans nos brochures et proclamations nous ne nous laissons pas de faire voir aux paysans la nécessité de la suppression de l'absolutisme d'une part, et de toute une série de réformes économiques et politiques d'autre part. Nous indiquons au moujik le chemin vers la liberté par la terre, et nous le menons vers la possession de la terre par la liberté.

Ce fut un moment décisif dans l'histoire du mouvement paysan que ces troubles agraires de 1902, qui ont eu lieu principalement dans les gouvernements de Poltava et de Kharkov. Il est vrai que les balles des soldats, les exécutions brutales, la violation des femmes et des filles paysannes (que le président de la Cour de Kharkov avait inscrites dans la rubrique des « punitions administratives »), et le logement militaire imposé aux paysans, ont fini par rétablir « l'ordre ». Mais les causes qui avaient provoqué le soulèvement des dizaines de millions d'hommes — la misère et le manque de terre d'un côté, et l'habitude que le paysan avait prise depuis longtemps de considérer la terre comme bien commun de tous les travailleurs, de l'autre côté — restent dans ces provinces comme partout où il y a des paysans en Russie, et continuent toujours à produire des incidents agraires, ne fût-ce que dans des proportions moins graves. A Poltava et à Kharkov les paysans révoltés enlevaient aux propriétaires gentils-hommes et

— ce qui est très caractéristique — aux paysans enrichis de leurs propres villages —, le blé, le foin, et, dans certains endroits, même le bétail; puis, après avoir partagé entre eux tous ces fruits de leur propre travail, ils se préparaient déjà à partager de la même manière la terre. Ils n'ont pas pu le faire, mais leur hostilité envers les voisins propriétaires et envers les autorités se manifeste toujours par de petits soulèvements partiels un peu partout. Les paysans démolissent les châteaux, assomment de coups les représentants de la police, boycotent certains propriétaires ; mais plus souvent encore, ils appliquent les incendies. La terreur agraire se manifeste aussi de temps en temps par des assassinats des propriétaires ou des autorités.

La demande de la littérature révolutionnaire secrète parmi les paysans a considérablement augmenté depuis quelque temps. Les idées socialistes pénètrent dans la foule avec beaucoup plus de facilité. Les visites fréquentes de la police et des gendarmes politiques ont appris aux paysans tous les procédés conspirateurs. Ils savent déjà très bien cacher aux yeux des autorités les propagandistes amis se trouvant chez eux, et les brochures révolutionnaires auxquelles ils tiennent beaucoup, d'après ce qu'ils disent eux-mêmes à nos amis. Les paysans répandent déjà eux-mêmes très activement notre littérature, en faisant des lectures dans les assemblées communales, en l'expédiant dans d'autres villages, etc. On voit maintenant de plus en plus souvent figurer des paysans parmi les détenus politiques. Dans ces cas ils montrent beaucoup de dignité devant les gendarmes, et s'en vont tranquillement en prison ou en exil, sans

perdre leur foi dans la justice de la cause qu'ils défendent.

L'œuvre de la propagande dans les campagnes étant très compliquèe, on ressent depuis quelque temps déjà le besoin d'établir un lieu plus étroit entre les propagandistes ruraux. C'est dans ce but que fut organisée *L'Union paysanne du P. S. R.* qui tout en centralisant l'action du Parti-même dans les campagnes, dirige en même temps les groupes et les confréries révolutionnaires organisées par les paysans eux-mêmes sous l'influence de cette action. Afin d'entretenir des relations continues avec le Parti Central, les Comités de *l'Union paysanne* sont en communication directe et ininterrompue avec les comités locaux du P. S. R. dont ils font partie. Le Comité Central a désigné un groupe spécial dont la tâche particulière est de servir de centre pour les comités de *L'Union paysanne.*

En 1903 le Parti reçut, comme nous l'avons déjà dit plus haut, l'adhésion d'une nouvelle organisation portant le nom de *l'Union des Instituteurs* se trouvant toujours en relations directes avec la population villageoise, dont ils ont presque toujours toute la confiance, connaissant mieux que personne les besoins et les questions vitales agitant la campagne, les maîtres des écoles populaires sont pour nous des camarades inappréciables; nous espérons que cette *Union* leur permettra d'échanger entre eux les fruits de leurs expériences et d'enrôler avec plus de succès de nouveaux compagnons de lutte. Fondée seulement en 1903, *l'Union des Instituteurs*, avait déjà au mois de novembre de la même année de nombreuses relations dans 10 gouvernements.

En passant aux faits, nous devons repasser sommairement l'action du Parti-Soc. Rév. depuis son origine ou plutôt depuis son recommencement après une interruption de 15 ans qui s'était produite dans la propagande socialiste-révolutionnaire dans les campagnes russes.

La question de la nécessité d'attirer les paysans dans le mouvement soc.-révolutionnaire a été décidée en pratique en 1900 par le même groupe qui s'était chargé de réunir et d'organiser toutes les forces soc. rév. en un seul parti, et juste un an plus tard parût le premier numéro de la revue intitulée *La cause paysanne* (1) publié à Saratof. C'était une grande brochure assez volumineuse dans laquelle étaient exposés d'une façon nette et très accessible les besoins économiques et politiques des paysans, et qui était entièrement pénétré de la doctrine socialiste-révolutionnaire; presque dans tous les articles les lecteurs paysans y trouvaient des preuves convaincantes que seul le régime socialiste pouvait amener les classes asservies vers le bien-être général.

A la même époque, c'est à dire au printemps de 1901 parurent aussi (en quantité très limitée) des brochures socialistes publiées à l'étranger par la *Ligue agraire Socialiste* qui, comme nous l'avons déjà dit plus haut se trouve aujourd'hui en union fédérative avec le P. S. R. La revue et les brochures produisirent dès leur apparition un effet si considérable, qu'on en recevait bientôt des demandes de tous les endroits, où pouvait seulement pénétrer la littérature socialiste-

(1) Cette revue continue à paraître sous le titre de *La cause du peuple*. Il en a déjà paru 5 cahiers, et s'il n'y en a pas davantage c'est uniquement parce que les conditions policières ne permettent absolument pas d'en publier plus souvent et de transporter les brochures

révolutionnaire. A ce moment les imprimeries clandestines étaient bien moins répandues en Russie qu'elles ne le sont maintenant et le transport de la littérature publiée à l'étranger n'était pas non plus si bien organisé ; le Parti se vit donc obligé à un certain moment de recourir aux moyens pour ainsi dire domestiques et d'occuper des centaines de mains « intellectuelles » à hectographier et à milligraphier des brochures et des feuilles populaires (1). Cette littérature imprimée d'une façon si primitive fut répandue en milliers d'exemplaires dans les gouvernements disposés sur les bords du Volga et pénétra même jusqu'à ceux de Perm, d'Oufa et de Viatka ; la demande en était si grande partout que dans certaines villes (à Saratof, Perm, Samara, et ailleurs à Poltava et à Nijny) les paysans arrivaient de leurs villages et demandaient qu'on leur apprit à manier l'hectographe pour qu'ils pussent eux-même recopier la littérature socialiste qui ne leur parvenait pas en quantité suffisante (2).

---

volumineuses. dans lesquelles les paysans trouvent non seulement des explications concernant leurs propres intérêts, mais encore les derniéres nouvelles sur la marche du mouvement socialiste parmi les ouvriers russes et à l'étranger.

(1) Les jeunes gens finirent par manier si bien l'hectographe et par fabriquer de si jolies éditions, qu'on ne voulait souvent pas croire qu'elles étaient faites à la main.

(2) En effet dans les villages des gouvernements de Saratof et de Samara on vit paraitre en plusieurs éditions, certains articles qui plaisaient beaucoup aux paysans (« La mécanique maligne », « comment le Min. de l'Intér. s'occupe des paysans » « causeries sur la terre », La Hongrie et les Hongrois », « La Justice et l'injustice », Nicolas Palkine », etc.) bientôt un tas de gens furent arrêtés dans les districts de Balaschov, de Patrovsk des gouvernements de Samara, de Penza et de Tambov, à cause de l'abondance de la littérature défendue.

Ce bon accueil fait par les paysans à la propagande socialiste révolutionnaire ne fut pas sans provoquer une certaine réaction dans les esprits et dans les cœurs de la jeunesse russe, qui depuis des années déjà se tenait loin de l'action dans les campagnes grâce aux fausses interprétations de la théorie de Marx qui étaient très répandues. Ce furent maintenant les jeunes agronomes, les aide-chirurgiens, hommes et femmes, les maîtres et les maîtresses des écoles populaires et les autres forces intellectuelles habitant la province, qui montrèrent le plus d'ardeur dans la nouvelle besogne. La brochure *Otchériodny Vopros* « Question à l'ordre du jour », dont l'auteur démontrait la nécessité d'agir parmi les paysans fut accueillie comme une parole longtemps attendue, comme une sanction définitive des vœux, des sentiments et des conviction, qui depuis longtemps déjà avaient mûri dans les milieux révolutionnaires, mais qui, hypnotisés par un tas de formules pseudo-scientifiques n'osaient point se manifester sans un appel plus ou moins autorisé. L'action dans les campagnes se trouvait d'ailleurs considérablement facilitée dans les endroits où pendant les années précédentes (pendant l'accalmie révolutionnaire) avaient travaillé les forces intellectuelles locales, en propageant les lumières un peu partout. Dans les districts, dans les communes et dans les villages qui avaient eu la chance d'avoir pendant quelque temps de bons instituteurs, où il y avait de petites bibliothèques, où les paysans avaient déjà l'habitude de se réunir souvent le soir pour des lectures publiques, pour arranger de petits spectacles ou d'autres distractions plus ou moins civilisées, on pouvait être sûr de trouver parmi les

moujiks des individus capables d'approuver et d'apprécier non seulement le but de la doctrine socialiste, mais aussi les moyens de lutte recommandés par la littérature socialiste-révolutionnaire.

La ville de Saratof forma une espèce de faîte pour la direction de la propagande rurale. Déjà la première année cette propagande pénétra jusqu'aux pays d'amont de la Kama et de la Viatka, dans le nord de la Russie; au sud, elle descendit par le gouvernement de Voroniège jusqu'aux gouv. de Kharkof, de Ekaterinoslaf, de Kherson, en passant par celui de Poltava. Les fameux troubles dans les gouv. de Poltava et de Kharkov ont eu lieu, il est vrai, dans un moment de disette, mais il est tout de même à remarquer, qu'ils ont commencé tout d'abord dans les endroits par lesquels avaient déjà passé les socialistes petits-russiens et où avaient déjà commencé à agir les socialistes révolutionnaires.

Les premiers incidents se produisirent justement dans le village Lissith, dont le jeune propriétaire (Aléxiéienko) se trouvait en relation avec la jeunesse paysanne de la localité à laquelle il procurait la littérature socialiste (1). Guidés par les principes de la doctrine socialiste, — dont beaucoup se trouvent coïncider avec les opinions professées par les paysans eux-mêmes en ce qui concerne la possession et l'exploitation collectives de la terre, — certains paysans fougueux parmi les habitants de la Petite Russie avaient décidé d'essayer la réalisation des vœux économiques justes dans les localités où la chose leur

(1) Vers le 19 février 1902, dans cette même localité furent distribuées des proclamations très énergiques par le « Parti révolutionnaire de l'Ukraine. »

semblait à la portée de leurs forces. Ayant résolu de partager en parties égales tous les biens qu'ils trouveraient dans les économies, *quel qu'en fût le possesseur actuel*; ils parcouraient les propriétés en foules nombreuses (des milliers d'hommes) et partagaient entre eux non seulement les provisions de blé, le bétail, l'inventaire des fermes etc, mais (dans le gouv. de Kharkof) souvent la terre même, en laissant au propriétaire lui même une partie qui lui revenait d'après le calcul.

Les troubles ou plutôt le soulèvement des paysans des gouvernements de Kharkof et de Poltava eut une double importance : d'un côté ce soulèvement a inspiré aux petits et aux gros propriétaires fonciers une véritable panique devant le paysan-cultivateur, et non seulement à eux, mais à toutes les classes privillégiées qui ont une notion absolument fausse du caractère du paysan russe (Ils lui attribuent des instincts de brute, et la passion de la destruction, tandis qu'en réalité, le paysan russe n'est nullement méchant ni vindicatif, et ce n'est qu'incité par les insinuations du gouvernement et des prédications des pôpes (prêtres) qu'il devient capable de se ruer sur les habitants appartenant aux autres religions et de les piller; quant aux atrocités dans le genre de celles de Kichineff, ce ne sont point les paysans qui les avaient commises, mais les véritables bas-fonds de toutes les couches sociales, achetées avec l'argent du trésor du tsar). Les terribles exécutions et le triple châtiment que le gouvernement avait infligé aux paysans révoltés, prouvent assez l'affolement du pouvoir absolu devant ces évènements.

Mais d'autre part la révolte des paysans de Poltava

et de Kharkov ont beaucoup contribué à l'animation du mouvement populaire en général ; nous en voyons la preuve dans les désordres qui ont eu lieu immédiatement après dans les gouvernements de Tchernigov, de Kherson, de Saratov, de Tambov, etc.... qui avaient provoqué de la part du gouvernement un déplacement des troupes et la publication d'un tas de circulaires ministérielles et administratives, indiquant très sévèrement et en détail le danger imminent de la propagande révolutionnaire, ainsi que les moyens de la prévenir. En 1903 le nombre des perquisitions, d'arrestations et de jugements pour troubles agraires a été quatre fois plus grand que les autres années, ce qui eut pour suite l'installation dans les villages des « gardes-champêtres » autrement dit des mouchards portant des capotes grises comme celles des soldats, et chargés de surveiller de près non seulement ce qui se passe dans le village, chez les paysans, mais aussi tout ce qui ce passe dans les châteaux des propriétaires. Nicolas II a assigné, 13 millions de roubles — de l'argent tiré de la poche du peuple — pour l'entretien de ces espions revêtus d'un pouvoir officiel. Cependant ni les exécutions cruelles appliquées par des soldats, des gendarmes et la police, ni les visites des gouverneurs accompagnés d'un cortège de fonctionnaires, ni les discours des hauts personnages écclésiastiques exhortant les paysans de rester fidèles aux autorités et à la misère, ni même le discours adressé par le tsar en personne aux doyens des communes à Koursk, n'ont pu replonger le cerveau une fois réveillé du paysan russe dans son ancienne apathie, et nous voyons qu'en 1903-1904, la doctrine socialiste révolutionnaire loin de disparaitre des vil-

lages, y remporte au contraire chaque jour, littéralement chaque — jour — de nouvelles victoires. Pendant un laps de temps relativement court (un an et demi) la littérature du Parti et ses lutteurs ont pénétré dans le nord, le sud, et même jusqu'au centre de la Russie, ce fameux rempart du trône des tsars.

Le gouvernement de Moscou avec les autres huit gouvernements formant ce qu'on appelle la grande Russie ne sont plus la citadelle de l'absolutisme, et non seulement les paysans habitant ces endroits lisent bien la littérature socialiste, mais il y en a qui prennent même une part active dans la fondation des unions socialistes paysannes, qui maintenant s'étaient construit un nid solide et puissant dans les provinces situées au sud du gouvernement d'Orël.

Nous sommes persuadés que seul le manque de forces effectives, dont une bonne partie succombe sous les persécutions du gouvernement qui les jettent dans les prisons et envoient en exil avant qu'ils aient le temps de se développer en lutteurs expérimentés, seule l'impossibilité d'installer et de soutenir partout en même temps nos organisations nous empêche, nous autres socialistes-révolutionnaires de grouper autour de nous les masses de paysans russes. La sympathie de ces derniers pour les idées socialistes-révolutionnaires est si grande, la confiance qu'ils témoignent aux propagateurs de ces idées est si manifeste, qu'ils invitent eux-mêmes ces derniers à venir et organisent de leur propre initiative des réunions afin de pouvoir causer et s'entendre avec eux. Dans le courant des quatre années de notre travail parmi les paysans, nous n'avons pas une seule fois eu l'occasion de constater

une trahison à dessein d'un révolutionnaire, ni un refus d'accepter la littérature socialiste révolutionnaire, pour la distribuer plus loin.. Il va sans dire que nos propagandistes s'adressent toujours aux paysans qui leur inspirent de la confiance, mais déjà le fait même qu'on puisse en trouver dans n'importe quel village prouve assez à quel point le paysan russe est susceptible de comprendre nos idées (tout au moins cela prouve qu'ils n'en ont pas peur). Il est à remarquer en outre que sur chaque petit livre publié par le P. S. R. le gouvernement publie des millions de brochures et de feuilles « patriotiques » et « monarchistes » et autant de feuilles orthodoxes-antisemites, et cependant......

Deux fois sur la demande des Unions paysannes des journaux à l'usage des paysans ont été créés (Dans le gouvernement de Poltava en 1903-4, parurent 3 numéros hectographiés; le journal a été arrêté à Odessa à l'imprimerie; l'autre a été pris au moment de sa création à Ekatérinoslaf); c'est encore sur la demande et avec leur concours pécuniaire qu'ont été expédiés plus d'un transport de littérature destinée spécialement aux unions paysannes, et nous prévoyons très prochainement la participation dans les affaires conspiratives du Parti non seulement des personnes isolées mais des groupes entiers faisant partie des organisations paysannes, ce qui sera certainement d'une grande utilité pour la propagande rurale qui pourra être ainsi élargie et approfondie davantage.

La reconstitution de la propagande révolutionnaire au milieu des paysans russes est considérée par le Parti comme le plus grand mérite de sa part, car le Parti est absolument convaincu que ce n'est qu'avec l'appui de

toute la classe ouvrière, y compris les travailleurs des camgagnes, que le mouvement révolutionnaire arrivera à laver l'opprobre et à supprimer la détresse qui couvrent la Russie, dans la personne de son gouvernement absolu auquel la conscience de son impunité a fait perdre toute mesure humaine.

Nota. — Le Bureau Socialiste International possède la liste des publications périodique du Parti S. R. russe et des brochures. Cette liste sera completée et jouire à ce rapport.

Le Parti Socialiste révolutionnaire russe

Le Parti Socialiste révolutionnaire russe s'est formé à la fin de l'année 1901, lorsque plusieurs groupes militants socialistes révolutionnaires de Russie — l'Union socialiste-révolutionnaire du Nord, le Parti socialiste-révolutionnaire du Midi — ont fusionné.

Le Parti avait pendant l'année 1902 des Comités et des groupes dans *seize* villes de la Russie européenne; à la tête de ces groupes et de ces comités locaux se trouve *un Comité Central.* Le Parti a organisé en outre : *a) une organisation de combat* dont le but est de punir les agents du gouvernement russe pour des faits de violence et d'arbitraire les plus révoltants; *b) une Union des paysans* pour la propagande et l'agitation dans les campagnes.

Le Parti a publié pendant les deux dernières années 1901 et 1902 :

1) *La Russie révolutionnaire,* organe officiel du Parti, paraît mensuellement :

		chaque numéro
Nos 1, 2, 3	. . . . .	1,000 exempl.
» 4.	. . . . . .	2,000 »
» 5.	. . . . . .	3,000 »
» 6.	. . . . . .	5,000 »
		chaque numéro
» 7, 8, 9, 10	. . . . .	6,000 exempl.
» 11	. . . . . .	7,000 »
» 12 paraîtra en	. . . .	10,000 »

2) *Les feuilles volantes de la Russie révolutionnaire,*	chaque numéro
Nos 1, 2	1,000 exempl.
» 3.	5,000 »
3) *Messager de la Révolution Russe,* revue, organe théorique du Parti, en livres de 400 pages environ.	chaque numéro
Ont paru : No 1, deux éditions	1,000 exempl.
» 2	2,000 »
à paraître prochainement : No 3	3,000 »
4) *La Cause du Peuple,* organe destiné aux ouvriers des villes et des campagnes,	chaque numéro
Nos 1, 2	5,000 exempl.
5) *Le Drapeau rouge,* recueil à l'occasion du 1 Mai 1902 . . .	5,000 exempl.

Les brochures suivantes ont été publiées :

6) *Les réformes de Vannovsky* . .	2,000 exempl.
7) *Le 19 février*	2,000 »
8) *La seconde liberté*	2,000 »
9) *A bas l'absolutisme!* . . .	5,000 »
10) *Les impôts et les contributions* . .	2,000 »
11) *Pourquoi les étudiants se révoltent-ils?*	1,000 »
12) *Quelle est la cause de la ruine des paysans?*	500 »
13) *Le tzar-famine,* exposé populaire de la doctrine de K. Marx . .	10,000 »
14) *A tous les militants du socialisme révolutionnaire en Russie* . . .	5,000 »
15) *A tous les paysans russes* . . .	10,000 »
16) *L'élément terroriste dans notre programme*	5,000 »

17) *A la mémoire de S. Balmaschoff* . 5,000 exempl.
18) *Un héros populaire* (Th. K. Katschouva) . . . . . 15,000 »
19) *Les massacres de Batoum.* . . 10,000 »
20) *Evolution de la pensée socialiste russe.* 2,000 »
21) *Lipotschka*, une nouvelle . . 20,000 »
22) *S. M. Kravtchinsky* et le cercle des Tchaïkovtzy . . . . 2,000 »
23) *La cause des paysans* . . . 300 »
24) *La vie à la forteresse de Schlusselbourg* 1,000 »

Les imprimeries clandestines volantes du Parti ont publié une série de proclamations et des feuilles d'agitation sur des questions politiques d'ordre général (à l'occasion du 19 février, aux conscrits, à l'occasion des faits terroristes) et sur d'autres faits d'ordre local.

L'organisation de combat a publié des proclamations à l'occasion

1) de l'exécution du ministre Sipiaguine par S. V. Balmaschoff, membre de cette organisation;
2) de l'attentat contre le comte Obolenski, le gouverneur de Charkoff, par l'ouvrier Th. K. Katchouv, membre de la même organisation.

Le Parti a publié en langue française :

1) Un manifeste à l'occasion du voyage de M. Loubet en Russie;
2) « Une réponse », à l'occasion de l'exécution de Sipiaguine.

Les compte-rendus financiers du Parti, publiés dans les organes du Parti, indiquent un budget de soixante mille francs environ — les recettes provenant des souscriptions et de la vente des publications.

Le Parti socialiste-révolutionnaire a conclu en 1902

une alliance fédérative avec la Ligue socialiste agraire, et il a publié en collaboration avec elle une « Bibliothèque populaire révolutionnaire ». (Voir le compte-rendu de cette Ligue).

Enfin, en 1902, l'organisation socialiste ouvrière *Le Parti ouvrier de l'affranchissement politique de la Russie* a adhéré au Parti socialiste révolutionnaire.

Pour tout ce qui concerne le Parti soc.-rév., s'adresser à la rédaction de *La Russie révolutionnaire*, par l'intermédiaire de la rédaction du *Messager de la R. R.*, Librairie nouvelle, 17, rue Cujas, Paris.

La Ligue socialiste agraire russe

La Ligue socialiste agraire est une organisation révolutionnaire, qui a pour but l'extension en Russie du mouvement ouvrier socialiste et révolutionnaire aux masses des travailleurs ruraux. La « Ligue socialiste agraire » admet comme membres les réprésentants de toutes les écoles socialistes révolutionnaires, pourvu qu'ils reconnaissent, comme minimum nécessaire :

1° Les principes fondamentaux du socialisme international;

2° La capacité des masses des travailleurs ruraux à la participation active au mouvement et à la lutte, dans le sens même des principes du socialisme international;

3° La nécessité et l'opportunité de la propagande et de l'agitation socialiste et révolutionnaire parmi les masses des campagnes et l'organisation de ses éléments avancés pour la lutte systématique contre l'exploitation économique et l'oppression politique.

La « Ligue socialiste agraire » possède un groupe central qui compte à l'heure actuelle *vingt deux* membres. Elle publie des ouvrages — brochures et livres — socialistes et révolutionnaires à l'usage du peuple ; elle les transporte clandestinement en Russie et les y propage. La « Ligue » est fédérativement liée avec le Parti socialiste révolutionnaire russe, et c'est par

l'intermédiaire des groupes et des comités de ce Parti que « La ligue socialiste agraire » réussit à distribuer dans le prolétariat des villes et parmi les paysans russes ses publications destinées au peuple.

La « Ligue » a été créée en 1899; jusqu'à ce jour (20 octobre 1902), la « Ligue » a publié 10 brochures de propagande, au nombre total de 68,000 exemplaires; elle a sous presse deux brochures qui seront tirées à 10,000 chacune.

Il est difficile de donner un chiffre exact des exemplaires transportés et propagés en Russie; en moyenne, il faut compter 60 p. cent de la quantité totale qui a franchi les cordons de la frontière.

Liste des ouvrages publiés par « La ligue soc. agraire »

1) *Questions à l'ordre du jour*, brochure de théorie	2,000	exempl.
2) Comment un ministre « prend soin » des paysans . . .	4,000	»
3) Comment les paysans hongrois ont lutté pour leursdroits . .	1,000	»
4) Les Unions des paysans en Sicile	12,000	»
5) Causeries sur la terre . . .	12,000	»
6) Esquisses de l'Histoire de Russie	7,000	»
7) A bas la police!	4,000	»
8) La volonté du tzar et la volonté du Peuple.	4,000	»
9) Le famine et l'autocratie . .	4,000	»
10) Le gouvernement du tsar et la classe ouvrière	10,000	»

11) Pour « la religion », « le tsar » et « la patrie »	10,000	exempl.
12) Histoire d'un tsar injuste . .	10,000	»
13) L'esclavage de la religion . .	10,000	»

L'activité de l'Union générale des ouvriers juifs en Lithuanie, en Pologne et en Russie (Bounde) après le 4me Congrès.

Le présent compte-rendu n'est qu'un court résumé de l'activité du Bounde pendant le temps écoulé entre le 4me Congrès de 1901 et le 5me (juin 1903), c'est-à-dire en 2 ans à peu près.

Le fait le plus saillant de cette période consiste dans l'accroissement régional du Bounde, l'accentuation de la lutte politique et le développement rapide de l'activité littéraire.

En Lithuanie, le mouvement ouvrier juif gagne les petites localités, et toute ville de moindre importance devient un centre qui dessert un mouvement local, plus ou moins considérable.

L'entraînement dans le mouvement des petites localités, le grand épanchement de l'ondée révolutionnaire sont un des phénomènes les plus réjouissants dans la vie du Bounde, et crée aussi une source d'énergie révolutionnaire qui n'est pas sans importance. Sous ce rapport se distinguent tout particulièrement les gouvernements de Moguilew, Minsk et Kowno.

A Moguilew se forme un comité, des organisations naissent à Orcha, Schklow, Pinsk, Bobrouisk, Schawli, Poniewège, etc. En Pologne le mouvement pénètre de Warsowie et Lods en province; des organisations du

Bounde se forment à Sedletz, Plotsk; des comités de Warsowie et de Lods servent de centres qui propagent leur influence dans les petites villes, telles : Pabianitz, Sguerge, Biala, etc. Dans le gouvernement de Souwalki le mouvement dépasse les limites de la manufacture de soies de porc et gagne les ouvriers des autres métiers ; des organisations se forment à Souwalki, à Mariampol. D'un autre côté, le mouvement ouvrier juif, dirigé par le Bounde, gagne de plus en plus le sud-ouest de la Russie; des comités du Bounde se forment à Pitomir, à Berditcheff, une organisation du Bounde est constituée à Odessa, des groupes adhérents au Bounde et des cercles se forment à Kieff, dans les gouvernements de Tchernigoff, Wolinsk, Podolsk, Poltawa.

L'activité du Bounde se manifeste en Liflandie, en Kourlandie, et se fixe à Riga, Libawa et Mitawa. Le développement du Bounde dans cette région est empêché par le fait qu'elle se trouve en dehors des limites où les juifs ont le droit d'habiter ; les ouvriers juifs organisés y sont toujours menacés d'expulsion.

Le mouvement gagne non seulement en étendue, mais aussi et constamment en profondeur. Sous ce rapport l'accentuation de la lutte politique mérite une attention toute particulière. Les protestations politiques se produisent sous les prétextes les plus variés, et démontrent que les inspirateurs du mouvement acquièrent de plus en plus l'habilité de se servir des faits de la vie publique pour stimuler les aspirations révolutionnaires des masses ouvrières. Les démonstrations dans les rues deviennent plus fréquentes. Aux moyens de lutte précédents s'ajoutent des nouveaux : manifestations dans les théâtres, synagogues, grèves politiques

(Lods, 2; Smorgon, 1; Pomel, 2; Wietka, Wilna).

Les fêtes révolutionnaires se propagent davantage et deviennent un phénomène ordinaire chez les membres du Bounde : 1 Mai, 19 Février, la commémoration des décabristes, du *Prolétariat* sont célébrés dans toutes les villes. En dehors de cela le 5me anniversaire de la fondation du Bounde fut célébré partout en des réunions politiques.

La propagande par la parole fait des progrès énormes et comprend une grande série des questions. On prononce des discours sur des sujets d'actualité brûlante : de l'autocratie, du socialisme, du sionisme, du nationalisme, du terrorisme, de la méthode de Zoubatoff, etc. etc.

En même temps se multiplient aussi les proclamations qui reflètent les évènements et les phénomènes de la vie publique et politique : la violation commise en Finlande, les évènements de Rostoff, les massacres de Zlatooust, le manifeste du tsar du 26 Février, les massacres de Kichineff, les agitations des étudiants, la restriction des droits des juifs à l'instruction, l'introduction de la surveillance forcée (petit état de siège), l'anniversaire de l'exécution des membres du « Prolétariat », les « Indépendants », la perversion Sioniste. En même temps que l'accroissement qualitatif des proclamations qui démontrent la multiplication et la complication des problèmes, se produit aussi l'accroissement quantitatif, comme résultat de l'extension du nombre des lecteurs; par exemple, la proclamation du 1 Mai 1903 du Comité Central s'est écoulée au nombre de 70,000 exemplaires, tandis que celle de l'année précédente n'avait atteint que 20,000 exemplaires.

L'accroissement du mouvement parmi les masses a abouti à ce résultat que, d'un côté, les ouvriers « organisés » ont cessé d'être l'objet de prédilection pour la propagande révolutionnaire et que, d'un autre côté, s'est modifié le critérium de l'aptitude à l'admissibilité dans une organisation. Si précédemment dans beaucoup d'endroits on ne comptait au nombre des organisés que l'ouvrier appartenant à une Caisse professionnelle quelconque, maintenant avec la participation au mouvement de grandes masses, ce critérium devenait accessoire, ayant cédé la place à d'autres signes de reconnaissance qui varient beaucoup suivant les conditions locales. Ces signes sont : la lecture régulière de la littérature illégale, la fréquentation assidue des réunions, les petits services rendus au mouvement, la cotisation à la caisse politique, à la Croix-Rouge, la participation à un cercle de propagande. Avec cela croît aussi le nombre des ouvriers influencés immédiatement par les propagandistes, mais si grand que soit le cercle, la propagande par la parole ne s'arrête pas là, et aux réunions sont conviés en nombre considérable, les ouvriers non organisés sur lesquels on n'a pas d'autres données que l'absence de toute suspicion en ce qui concerne leur honnêteté politique, et la confiance qu'on pourrait leur accorder.

L'accroissement du mouvement a mis en relief, comme un problème des plus urgents, la formation d'un plus grand nombre de propagandistes, la nécessité d'attirer les intellectuels. Pour former des propagandistes, on a élargi le réseau des cercles de propagande, mais le manque d'intellectuels empêche de mettre cette entreprise sur un pied convenable. Pour attirer ceux-ci,

on a procédé à l'édition d'une série de brochures en langues russe et polonaise, tendant d'un côté à faire connaître aux larges masses intelligentes l'activité et le but du Bounde, d'un autre côté à détourner les intellectuels du Sionisme. Un grand rôle dans l'acquisition au Bounde des sympathies des intellectuels a été joué par les brochures : Appel aux intellectuels Juifs, qui eut 3 éditions, le compte rendu du 4me Congrès du Bounde (2 éditions). Contribution à la question de l'autonomie nationale et de l'organisation fédérative, la feuille périodique : « Dernières nouvelles », le 25me numéro de la Voix de l'Ouvrier (Arbeiterstimme), des articles traduits de celle-ci, concernant les questions de tactique et de programme, et des conférences variées en Russie et à l'étranger. Des groupes d'intellectuels se forment à Kieff, à St-Pétersbourg, Moscou et Riga.

Un grand mouvement dirigé par le Bounde se produit parmi les intellectuels en Pologne et tout particulièrement parmi les étudiants. Dans toutes les villes où existent des organisations du Bounde, on fait une propagande active parmi les élèves des écoles secondaires : des cercles se forment, des feuilles paraissent, des cotisations d'argent sont faites.

Le Bounde tend en même temps à se mettre à la tête de toutes les couches opprimées du peuple juif, à influencer, à inspirer les sentiments révolutionnaires aux partis d'opposition, nés dans la société juive. Pour cela il s'adressait à celle-ci, en l'appelant à prendre part à la lutte contre l'autocratie au nom de ses intérêts les plus immédiats. L'appel à la société juive à l'occasion de la restriction des droits des Juifs à l'instruction, sert de modèle de ce genre d'appels. Ce côté de l'activité

du Bounde ne pouvait pourtant pas avoir un grand succès, en partie à cause de l'étroitesse de l'esprit politique de la bourgeoisie russe, en général, et des particularités spéciales de la bourgeoisie Juive, et en partie à cause des courants nationalo-sionistes qui enseignent l'indifférence politique et la nécessité de complaire au gouvernement autocrate. Le Bounde se voit forcé de mener une lutte infatigable avec ces courants, non seulement parce qu'ils détournent les intellectuels juifs du mouvement démocrate socialiste, mais encore parce que les Sionistes veulent trouver un appui dans la classe ouvrière juive (1).

Cette tendance du Sionisme se manifeste tout particulièrement ces temps derniers. Quand le développement du mouvement ouvrier juif a montré aux Sionistes que le prolétariat juif devient une force sociale qu'il serait très bon d'apprivoiser, et de tuer ainsi deux lapins d'un coup : anéantir la lutte de classe dans le peuple juif ou du moins la réduire aux dimensions d'une lutte

(1) Dans cette lutte, la propagande par la parole joue un grand rôle. Nos propagandistes profitent de chaque occasion propice pour critiquer publiquement le Sionisme ; ils pénètrent dans les réunions locales organisées par les Sionistes (cela s'est produit à Wilna, Minsk, Bielostok et autres villes), et là ils discutent avec les meneurs du Sionisme.

Ici il est à propos de souligner l'influence du Bounde sur les couches sociales juives qui n'appartiennent pas au prolétariat. Cette influence est assez considérable et s'est manifestée surtout pendant les événements de Kichineff. On s'arrachait les proclamations du Bounde au sujet des massacres, tout le monde était curieux de savoir ce que dirait le Bounde à ce sujet.

Dans quelques villes importantes, chefs-lieux des Gouvernements, les représentants de la société juive s'adressaient au Bounde avec prière d'arrêter pour quelque temps son activité. L'étendue de l'influence du Bounde dépasse les limites de son activité ; ceci est visible par la formation des groupes sympathiques au Bounde à St-Petersbourg, Moscou et autres villes.

pour des améliorations économiques sans importance et recueillir une armée de partisans. L'expression la plus catégorique du Sionisme ouvrier est représentée par la « Reyle-Sion », qui a redressé la tête, surtout après les massacres de Kichineff. Dans une certaine mesure la lutte avec les « Reyle-Sion » n'est que la continuation de la lutte avec les « Indépendants » (1), avec lesquels ils ont ceci de commun, qu'ils prennent sous leur protection les formes élémentaires de la lutte économique dans la mesure où celles-ci ne sont pas opposées au loyalisme. Les « Reyle-Sion » ne sont autre chose qu'une forme différente de la légalité suivant la méthode de Zoubatoff, couverte par l'idéologie Sioniste.

Nous venons de dire plus haut que les massacres de Kichineff ont donné au Sionisme un nouvel essor, mais d'un autre côté ils ont accentué le mouvement révolutionnaire et réduit à néant les calculs du Gouvernement. L'attitude infâme d'une certaine partie de la bourgeoisie juive qui se mit en croisade contre les socialistes, et qui a élevé l'espionnage et la dénonciation au degré d'une vertu civique, a souligné nettement les oppositions de classe dans le peuple juif; le fait de la participation gouvernementale par les agents officiels à l'organisation

---

(1) La lutte avec les « Indépendants » partout où il y en avait, était très énergique, aussi bien oralement que par la voie de presse. Nos propagandistes pénétraient dans les réunions publiques des « Indépendants » et là critiquaient ces derniers à la tribune. L'influence des partisans de la légalité, grâce à l'opposition incessante qu'on leur faisait, diminuait progressivement et dans certaines endroits « complètement cessé. Aussi ils se virent obligés de quitter définitivement Wilna et le firent savoir par une proclamation qui accuse les ouvriers de Wilna d'« ignorance » et d' « abrutissement ». Comme l'on sait, le parti ouvrier juif « indépendant » a cessé d'exister; ce qu'il fit connaitre par une proclamation spéciale.

et à l'exécution des massacres de Kichineff, le fait des bruits répandus par les autorités dans plusieurs villes au sujet des massacres qui s'apprêtent dans le but de provoquer partout dans les esprits une inquiétude et de couper ainsi court aux manifestations de la lutte révolutionnaire, tout cela mieux que le reste a démontré tout ce que l'autocratie avait de répugnant. Bien plus, les massacres de Kichineff ont été le point de départ d'une large agitation politique. En dehors du Comité Central qui a fait paraître un appel aux ouvriers et aux intellectuels juifs, les évènements de Kichineff ont été l'objet des proclamations adressées par les comités locaux du Bounde : Pomel, Kowna, Wilna, Berditcheff, Sitomir, l'organisation du Bounde à Odessa, etc. Dans presque toutes les villes et localités de la région du Bounde furent organisées des réunions consacrées aux évènements de Kichineff. En même temps la marche des évènements a donné une preuve certaine que l'énergie révolutionnaire n'a pas décrû.

Nous voulons parler des manifestations qui eurent lieu à Berditcheff, Warsowie, Lods, après les massacres de Kichineff, la célébration du 1 mai, associée à des grèves dans toute la région du Bounde et la commémoration de l'attentat de Lexert. L'histoire de la fustigation des manifestants à Wilna, par ses conséquences, s'est reproduite en plus grand au sujet des massacres de Kichineff. Après les exécutions de Wilna, il semblait que le mouvement ouvrier juif serait jeté dans la voie de l'action terroriste, qui selon les uns lui ferait perdre une bonne partie de son énergie, selon les autres lui donnerait une force nouvelle, et qui produirait dans le mouvement du prolétariat juif une longue dépression. Les

évènements n'ont pas justifié cette attente. Le mouvement révolutionnaire a encore accéléré sa marche. C'est ainsi que quelques mois plus tard nous voyons dans les rues de Wilna, où se passèrent de tels actes de cannibalisme gouvernemental, un défilé démonstratif des ouvriers juifs qui rendent les derniers hommages à un de leurs morts (manifestation aux obsèques de Schlaoum).

Comme précédemment, dans la période que nous racontons, le prolétariat juif a plusieurs fois saisi les occasions propices pour affirmer sa solidarité avec les prolétaires des autres langues en Russie; voici quelques faits : une lettre envoyée par le comité de Berditcheff pour saluer les ouvriers de Rostoff au sujet des évènements qui s'y passèrent, la manifestation au Théâtre organisée par le Comité de Kowna pour protester contre les massacres de Zlatooust, les proclamations des Comités de Pomel et de Kowna à ce même sujet, la grève d'un jour organisée à Pomel et à Wietka au sujet des événements de Rostoff et des massacres de Zlatooust (1), sans parler de la participation commune aux manifestations et aux grèves; à cette catégorie de faits se rapporte la propagande faite par quelques uns de nos comités parmi les ouvriers chrétiens.

Avec l'extension du mouvement, le nombre des ouvriers organisés soumis à l'obligation militaire s'est également accru, et cette circonstance a permis à notre

(1) Indiquons encore une grève d'un jour à Berditcheff organisée par le Comité local du Bounde pour exprimer sa sympathie aux manifestants et grévistes d'Odessa, de Kieff et du Caucase et pour protester contre les violences commises sur ces derniers. A cette grève prirent part plus de 3000 ouvriers et ouvrières dont 400 chrétiens.

organisation de faire quelques tentatives de propagande dans l'armée.

Tous les ans à l'approche du tirage au sort, le Comité Central fait paraître une proclamation adressée aux conscrits. On organise des réunions pour les jeunes gens qui ont atteint la majorité. Les proclamations sont répandues aux lieux de convocation. On organise des conduites démonstratives aux recrues et des cercles parmi les soldats, dans le but de faire une propagande dans l'armée. On a fait également dans le même but la propagande, en répandant les proclamations du « Groupe des militaires révolutionnaires », en rendant des services à ce groupe, en adressant aux soldats des appels (par ex. : l'appel du Comité de Pomel) ou directement et oralement.

En ce qui concerne la lutte économique, elle a été suffisamment intense. Parmi les faits qui s'y rapportent il faut noter l'application du boycottage dans deux cas (Pomel, Bilostox) et la grève générale des ouvrières chaussettières avec 2500 adhérentes. La dernière mérite une attention particulière, étant données les conditions qui rendent difficile la propagande : la dissémination des ouvrières par les petites localités et l'application dans la manufacture des chaussettes du système du travail à domicile.

L'organisation du Bounde a fait de grands progrès dans le sens d'une meilleure adaptation aux conditions dans lesquelles elle agit. La formation des révolutionnaires professionnels qui étaient toujours la base de l'activité du Bounde s'est étendue et perfectionnée. Les évasions de la Sibérie ont contribué dans une grande mesure au renforcement de cette formation.

Du degré de l'adaptation de nos organisations, on peut juger par ce fait que malgré la surveillance forcée (petit état de siège) établie officiellement, et les conditions politiques terrifiantes, on organise des réunions très fréquentées : Lods, 3000 personnes; Warsowie, 1200; Grodna, 2000 ; Bielostok, 1500, etc.

Encore quelques mots au sujet de notre littérature. « L'Arbeiterstimme » paraît plus souvent et en plus grand format. Sa teneur s'est considérablement étendue; le plus souvent les articles traitent les questions de programme et de tactique, les évènements de la vie russe, les questions spécialement juives. Pour faire connaître le caractère de cet organe, voici une courte nomenclature des articles récemment parus : Les Temstwos, sur le nouvel ordre dans l'administration de la justice politique, le petit état de siège, les manifestations, socialisme et mouvement professionnel, questions d'organisation, la place du Bounde dans le Parti, la vengeance organisée, les comités agricoles-domestiques, Peuple Sion, Parti Polonais Socialiste (P. P. S.), les massacres de Kichineff, la presse juive légale, etc. Dans presque chaque numéro paraît une chronique de la vie russe. L'organe paraît au nombre de 2500 exemplaires. Les organes locaux paraissent plus rarement dans les derniers temps, à l'exception du « Warschewer Arbeiter. » On a recours, en outre, aux feuilles volantes que nos comités font paraître pour expliquer les questions de propagande et de tactique. La littérature de propagande s'est enrichie de plusieurs ouvrages capitaux. (Le programme d'Erfurth, la Révolution Sociale de Kautsky, la Religion et les oppositions de classe, etc.)

Nous allons maintenant donner un résumé des faits, nous prévenons qu'il est incomplet.

La Région du Bounde

A. Wilna (Swientziani, etc.), Kowna (Ponewiege, Wilkomir, Schawli, Onikschti, Keydani, Ianowo, Schati, Outiani, etc.). Grodna (Kartouz-Beresa, etc.), Bielostok (Gorodok etc.), Dwinsk (Riegitsa etc.), Minsk (Borissow, Pinsk, Mozir, Bobrouisk, Paritchi, etc.), Witebsk (Biechenxourtchi, Liosno, Liadi, etc.), Warsowie, Lods, Siedletz, Plodsk, Souwalki, Mariampol, Pomel (Dobrianka, Wietka, etc.), Moguilew (Schklow, Orscha, Bikow, Kopis etc.), Gitomir, Berditcheff, Odessa, Niegine, Bielaya, Tserkow, gouv. Podolsk (Winnitza, Bratslaw, Toultchino, Niemirow), Loutsk (gouv. de Wolinsk).

B. Région des ouvriers de la soie de porc : Newel, Kreslawka, Wilkowichki, Kalwaria, Wladislawowo, Weijbolowo, Wistinnetz, Megirietchye, Frostiani, Knischin, etc.

C. Région des ouvriers de la tannerie : Smorgon, Oschmiani, Krinki, Zabloudowo, Schischlowitchi, etc.

La lutte politique

30 manifestations dans la rue; à 25 d'entre elles ont pris part 7520 personnes, le nombre de participants des 5 autres est inconnu; 14 manifestations dans les synagogues et théâtres. Grèves politiques — 6, dont 5 auxquelles ont pris part 6,500 personnes. Elles eurent lieu à Wilna — 1500 personnes à l'occasion de l'anniversaire de l'exécution de Lexert; à Lods — 2 avec 1500 participants chaque fois, pour protester contre l'arbitraire

de la police; à Gomel — 2 avec chaque fois 1000 participants, à l'occasion des évènements de Rostoff et des massacres de Zlotooust, à Wietka à l'occasion des mêmes massacres. On a enregistré 260 réunions, auxquelles 224 prirent part au total 36900 personnes.

Jusqu'à	50	personnes	46	réunions.
»	100	»	74	»
»	500	»	72	»
»	1000	»	8	»
»	1200	»	1	»
»	2000	»	2	»
»	3000	»	1	»

Tout cela, en dehors du 1 mai pour la célébration duquel on a organisé 10 manifestations avec un nombre de participants difficile à déterminer; on ne connaît de ces dernières que des données plus ou moins exactes sur le noyau des manifestants; voici quelques chiffres : à Warsowie (1903), il y avait un noyau de 1000 personnes, à Dwinski (1902) — 700 p., à Minsk (1902) — 500 etc. 11 réunions furent organisées, 19 grèves dont 12 comptaient au total 10550 personnes.

Lutte économique

On a enregistré 172 grèves; dans 127 ont pris part au total 8632 personnes, en dehors de la grève des chaussetières qui comptait 2500 adhérentes. Le résultat de 95 est connu : 80 avec 4745 participants ont été gagnées, 12 avec 1760 participants ont été perdues; 3 avec 195 participants ont abouti à une victoire partielle. Dans les villes où le mouvement existe depuis longtemps les grèves avaient une caractère défensif; dans les villes où le mouvement est récent (Berditcheff,

6

Pitomir, etc.) — offensif; les exigences prédominantes étaient : élévation du salaire, diminution des heures, la réintégration de congédiés, la révocation de contremaîtres. Il faut noter l'application du boycottage dans deux cas : à Biclostok : les produits de tabac de Ianowski, à Gomel : la boulangerie turque; le boycottage a abouti à un succès dans le premier cas; le boycottage en général est souvent appliqué dans la région du Bounde sous des formes variées : l'organisation, par exemple, défend aux ouvriers de travailler chez certains patrons.

La littérature

L'« Arbeiterstimme » a eu 10 numéros et 21,000 ex. Les éditions locales (journaux, feuilles volantes), 32 au nombre de 40,650 exemplaires, 5 brochures ont paru (en Russie) : 3 en jargon juif — 5,500 ex. et 2 en Russe — 4,000 exemplaires. 83 proclamations locales 143,150 exemplaires, du Comité Central 9 à 173,000 exemplaires, en russe 9 et 31,800 exemplaires. Au total 101 proclamations à 347,150 exemplaires. L'activité litteraire du Comité du Bounde à l'étranger s'est manifestée par l'édition du « Jüdischer Arbeiter » 3 numéros de 7, 9, 11 feuilles in 8°, les « Dernières nouvelles » 137 numéros (au nombre de 3,500 exemplaires pendant les derniers temps), des brochures : 27 en jargon, 6 en polonais, 8 en russe. Pour la même période qui est l'objet de ce rapport, ont paru 5 numéros (9-13) du « Wecker », l'organe de l'Union des ouvriers dans la soie de porc; les quatre premiers imprimés en Russie, le dernier à l'étranger.

La forme de l'organisation

En tête du mouvement local de chaque ville se trouve un comité qui dirige aussi l'action des petites localités environnantes; sous la direction immédiate du Comité se trouve la réunion des propagandistes qui est chargée de mettre en exécution les décisions du Comité. A quelques endroits l'assemblée des propagandistes a une voix délibérative dans les questions pratiques (dans une certaine limite). En dehors de ces institutions qui dirigent l'activité révolutionnaire générale dans la ville, existent encore des centres professionnels dans le même but parmi les ouvriers des métiers particuliers. Ensuite, viennent les cercles formés des ouvriers des métiers différents, qui deviennent des organes auxiliaires pour faire la propagande dans les grandes masses des ouvriers non-organisés; les caisses politiques, c'est-à-dire, les organisations en masse des ouvriers, les plus conscients; les sociétés de secours aux détenus et déportés politiques (Croix-Rouge).

6. Le nombre des ouvriers *organisés* n'est pas facile à déterminer exactement, mais suivant les calculs, les plus modestes, il n'est pas inférieur à 30,000

7. Le nombre des *détenus* suivant des données très incomplètes atteint 2180.

8. Au Bounde adhèrent encore deux associations socialistes-démocrates. Celle des ouvriers de la soie de porc et celle des ouvriers de la tannerie.

9. Les rapports avec les autres parties du Parti à cause de la désorganisation générale du Parti, avaient un caractère irrégulier et se sont manifestés par des services rendus à des comités isolés. Quant à la partici-

pation du Bounde aux tentatives de reconstituer le Parti (son rôle dans l'organisation de la conférence de Mars 1902, sa participation dans le Comité organisant), nous n'en parlerons pas.

Nos relations avec la démocratie socialiste polonaise se sont exprimées par la participation commune aux manifestations, par l'organisation de réunions communes et par des services réciproques.

En dehors de cela, il nous est arrivé de traiter avec le Parti Polonais Socialiste : « Proletariat » et d'avoir des rencontres avec le « Parti Polonais Socialiste. »

Nous n'eûmes aucune relation avec le parti des socialistes-révolutionnaires.

L'Union Générale des Ouvriers Juifs en Lithuanie en Pologne et en Russie (Le Bund)

1. La composition du Bund. — Les Congrès

L'Union Générale des Ouvriers Juifs en Lithuanie, en Pologne et en Russie fut fondée en Septembre 1897, au *premier Congrès* des délégués des organisations démocrates-socialistes de cinq villes : Wilno, Warsovie, Bielostok, Minsk et Witebsk. Au commencement de 1898 adhéra au Bund l'Union Juive des Ouvriers en soie de porc en Lithuanie et en Pologne.

Le *deuxième Congrès* du Bund eut lieu en septembre 1898 ; y ont été représentés cinq comités : de Kowno, de Warsovie, de Bielostok, de Wilno et de Minsk.

Le *troisième Congrès*, janvier 1900, réunissait 20 délégués de 12 groupements : du Comité Central et du Comité à l'Étranger, du Comité Central de l'Union des ouvriers en soie de Lithuanie et de Pologne, des comités démocrates-socialistes de Warsovie, de Lodz, de Bielostok, de Grodno, de Minsk, de Wilno, de Kowno, de Dwinsk et de Witebsk.

Le *quatrième Congrès*, avril 1901, réunissait 24 délégués de divers groupements et villes, parmi lesquels onze comités, l'Union syndicale des ouvriers en soie et la section juive de la Fédération démocrate-socialiste des ouvriers en peaux et cuirs.

Outre ces 4 congrès, eurent lieu 5 conférences con-

voquées par le comité central du Bund, et dont les délégués sont choisis par ce comité parmi les membres des comités locaux et des autres groupements. Les conférences ont pour objet l'étude préparatoire de certaines questions à traiter au prochain Congrès ordinaire du Bund.

La Vme Conférence eut lieu en septembre 1902, et y participèrent 15 membres.

Les Unions des ouvriers en soie et des ouvriers en peaux et cuirs tiennent des Congrès spéciaux. — Le I^{r} Congrès des ouvriers en soie eut lieu en 1895. A leur VIme Congrès, au commencement de 1898, les groupements des ouvriers en soie se sont unifiés sous le nom « d'Union Juive des ouvriers en soie de Lithuanie et de Pologne », ainsi que l'a déclaré dans un manifeste le Comité Central de cette Union, en avril 1898. Le plus récent Congrès de cette Union, qui est le XIme, eut lieu en octobre 1902.

La Fédération dém.-soc. des ouvriers en peaux et cuirs fut fondée fin 1901, date de son I^{r} Congrès. En automne 1902 eut lieu le 2me Congrès de la section juive de cette Fédération.

Outre ces deux unions syndicales régionales, le Bund comprend encore l'Union des employés de magasins.

Depuis le IVme Congrès du Bund se sont formés de nouveaux comités locaux du Bund, parmi lesquels notamment ceux de Riga, de Mogilew, de Berditchew, ainsi que le groupement de Kichinew.

Chaque comité local du Bund a sous sa direction un réseau de groupements locaux qui comprend aussi des syndicats (des organisations professionnelles).

2. Les Ressources du Bund

Chaque comité local du Bund a son budget propre dont une partie sert à alimenter la caisse du Comité Central. Les données sur ce point sont fort incomplètes, Nous n'avons pu réunir des données plus au moins complètes que pour les ressources du Comité à l'Étranger pendant les 4 années de son fonctionnement, et pour celles du Comité Central (mais toujours *pas pour toute* la durée de ce dernier).

a) RECETTES DU COMITÉ CENTRAL

Pour 4 mois de 1898	— 1358	roubles
» 8 mois environ de 1900	— 1718	»
» l'année 1901	— 3558	»
» 9 mois 10 jours 1902	— 5175	»

Pour les périodes désignées, les recettes suffisaient presque toujours à couvrir les dépenses.

b) BUDGET DU COMITÉ A L'ÉTRANGER

	RECETTES	DÉPENSES
2e semestre 1898 . . .	fr. 2588,59	fr. 2168,00
Année 1899.	» 9311,60	» 9403,00
» 1900.	» 11803,87	» 10485,32
» 1901.	» 16110,13	» 15694,28
» 1902.	» 22563,62	» 21603,75

Ne sont pas compris dans ce tableau les fonds de souscription pour les grévistes et les détenus. Ainsi le Comité à l'étranger a reçu pour les grévistes du 1 mai 1901 au 15 février 1902 (pendant 9 1/2 mois) — 1392 fr. et pour les détenus, pendant la même période, 2364 fr.

Pendant 10 mois de 1902 il a reçu pour les grévistes, 190 fr. 90 cent., pour les détenus 1939 fr.

Le solde des recettes du Comité à l'étranger est remis en entier à la « Croix Rouge » de la région du Bund.

c) BUDGET DES COMITÉS LOCAUX

Nous ne pouvons en donner des chiffres détaillés. Pour en donner une idée, nous communiquons quelques chiffres seulement concernant les *recettes*.

Comité de Bielostok :	10 mois 1901	— 725 roubles
	7 mois 1902	— 560 1/2 roub.
Comité de Wilno :	8 mois 1900	— 1150 roubles
	4 mois 1901	— 600 roubles
L'Union des ouvriers en soie :	8 mois 1899	— 500 roubles
	12 mois 1900	— 2500 »
	9 1/3 » 1900-01	— 2630 »
	les dern. 7 m. 1901	— 1370 »
Comité de Minsk :	5 1/3 mois 1901	— 247 roub. 10 k.
	6 mois 1902	— 913 roubles

Presque partout les recettes suffisent à couvrir les dépenses.

3. — Presse

En Russie le Bund n'a pas de publications périodiques. A l'étranger, son Comité à l'étranger publie un bulletin hebdomadaire dans la langue russe : « Les Dernières Nouvelles » dont ont paru 101 numéros, et qui achève, par conséquent, sa deuxième année. Au début, le bulletin se tirait à 300 exemplaires, puis à 1000, à 1500, à 2000 ex. A présent son tirage atteint 2750 — 3000 exemplaires.

« Die Arbeiterstimme » (La Voix des Travailleurs), l'organe central du Bund, paraît en Russie 5 fois par an en 4-9 feuilles d'impression petit format. Depuis les 4 derniers mois il paraît presque mensuellement. Il a paru 30 numéros depuis l'été 1897, date de sa fondation, jusqu'en décembre 1902.

En outre, le Bund publie en Russie 9 organes non périodiques des comités locaux; deux de ces organes publient aussi des « Flugblättel », (feuilles volantes, suppléments).

A l'étranger, paraît 2 ou 3 fois par an le deuxième organe central du Bund, « Jüdischer Arbeiter » (Travailleur Juif), une revue démocrate socialiste populaire et scientifique. Au début (1896), elle comprenait 2-3 feuilles d'impression, à présent (1902), 9-11 feuilles.

4. — Statistique de la Presse par année

(*Presse à périodicité indéterminée*)

1897

1) Jüdischer Arbeiter, numéro double 2-3.
2) Arbeiterstimme, 7 numéros.

1898

1) Jüdischer Arbeiter, numéro double 4-5.
2) Arbeiterstimme, 8, 9-10 (a été confisqué entièrement) et 11.
3) Wecker, organe de l'Union des Ouvriers en soie, 1, 1000 exemplaires.

1899

1) Wecker, nº 2, 1000 exempl.
2) Bialystoker Arbeiter, nº 1, 1000 ex.

3) Klassenkampf, organe du comité de Wilna, nº 1.
4) Warschauer Arbeiter, organe du comité de Warsovie, nº 1.
5) Jüdischer Arbeiter, nºs 6, 7 et 8.
6) Arbeiterstimme, nºs 12, 13, 14 et 15.

1900

1) Arbeiterstimme, nºs 16, 17, 18, 19 et 20.
2) Jüdischer Arbeiter, nºs 9 et 10.
3) Klassenkampf, nºs 2 et 3.
4) Wecker, nºs 3, 4, 5, 6 et 7.
5) Minsker Arbeiter, nº 1, 650 exempl.
6) Kampf, organe du comité de Komel, nºs 1 et 2.
7) Warschauer Arbeiter, nºs 2, 3, 4 et 5.
8) Bialystoker Arbeiter, nºs 2 et 3, à 1000 ex.
9) Minsker Flugblättel, nº double 1-2.

Note. — *Arbeiterstimme* avait au début un tirage de 1500 ex., à présent 2500 ex. Son numéro de 1er Mai 5000 ex.

1901

1) Freiheits-Glocke, organe du comité de Lodz, nº 1, 2000 exemplaires.
2) Klassenkampf, nºs 4 et 5.
3) Warschauer Arbeiter, nºs 6, 7-8 et 9.
4) Bialystoker Arbeiter, nºs 4, 5, 6 et 2 nºs du Flugblättel.
5) Kampf, nº 3.
6) Minsker Arbeiter, nºs 2, 3, et 4, 700 ex. et supplément au nº 3.
7) Wecker, nºs 8-9 et 10.
8) Grodner Fabriksblättel, nº 1.
9) Minsker Flugblättel, nºs 1, 2 et 3.

10) Arbeiterstimme, nos 21, 22, 23, 24, 25, — à 2500 ex.
11) Jüdischer Arbeiter, nos 11 et 12, à 1500 ex.

1902

1) Arbeiterstimme, nos 26, 27, 28, 29 et 30, environ 2000 exemplaires.
2) Jüdischer Arbeiter, nos 13 et 14.
3) Wecker, no 11.
4) Warschauer Arbeiter, nos 10 et 11.
5) Freiheits-Glocke, no 2.
6) Klassenkampf, no 6.
7) Dwinsker Flugblättel, nos 1-2.
8) Bialystoker Arbeiter, no 7.
9) Kowner Flugblättel, no 1.
10) Wilner Flugblättel, no 1.

5. Manifestes et appels

Depuis fin 1897 jusqu'au mois d'avril 1902, ont été publiés plus de 130 manifestes et appels. Les renseignements sont plus complets pour la période de novembre 1901 à novembre 1902, pendant laquelle ont paru 92 manifestes et appels. Le nombre d'exemplaires connus pour 40 publications seulement est de 123.950.

Le nombre d'exempl. de chaque manifeste ou appel varie entre 500, 1000, 4000, 10.000, 20.000 exempl.

Note. — Toutes les publications énumérées ci-dessus ont paru en Russie, composées et tirées dans des imprimeries clandestines, excepté la revue *Jüdischer Arbeiter*, les 6 premiers numéros du *Wecker*, le no 1 du *Bialystoker Arbeiter* et le no 2 de la *Freiheits-Glocke*, qui ont été publiés à l'étranger.

6. Brochures (en idiome juif)

(Les brochures marquées d'un astérisque ont paru en Russie, les autres à l'étranger)

Fin 1895 et 1896

1) Discours funèbre pour Alexandre III.
2) La Fête du Premier Mai.
3) La journée du Travail, première édition.
4) Le salaire.

1897

1) Discours pour la fête de Purim.
2) Discours prononcés le premier Mai.
3) Le Prédicateur urbain, 2000 ex.
4) La Grève. (*)
5) Circulaire secrète du ministre de l'Intérieur de 1897 avec préface. (*)

1898

1) Brochure du 1er Mai (*) . . .	3,000	exempl.
2) Un songe la veille du 1r Mai (*) .	3,000	»
3) Manifeste du Parti Ouvrier D.-S. de Russie (*)	2,000	»
4) La Lutte du Parti Socialiste Polonais contre le Bund (*) . .	1,000	»
5) Manifeste de l'Union juive des ouvriers en soie de Lithuanie et de Pologne (*)	1,000	»
6) Révolution de 1848 en Allemagne	1,500	»
7) La lutte des ouvriers belges pour la liberté	3,000	»
8) Conte sur quatre frères . .	5,000	»
9) Avant le lever du Soleil, recueil de nouvelles	2,000	»
10) La substance d'une Constitution, par Lassalle	2,000	»
	23,500	exempl.

1899

1) Sionisme et Socialisme . .	1,000	exempl.
2) Ce que chaque ouvrier doit savoir et ne pas oublier . . .	5,000	»
3) Ce que veulent les démocrates-socialistes en Russie . . .	3,000	»
4) Manifeste du Parti Communiste, par Marx et Engels . . .	3,000	»
5) Le Salaire, 2me édition . .	2,000	»
	14,000	exempl.

1900

1) La journée du travail, 3me édition	5,000	exempl.
2) Ce dont chacun vit . . .	5,000	»
3) Dans la Lutte, recueil de nouvelles	3,000	»
4) Légende de Passah . . .	10,000	»
5) Histoire des Trade-Unions anglais	3,000	»
6) Histoire du mouvement ouvrier juif	4,000	»
7) Un tournant historique dans le mouvement ouvrier juif . .	1,000	»
	31,000	exempl.

1901

1) Liberté, recueil des poésies révolutionnaires	3,000	exempl.
2) La Substance du Socialisme .	5,000	»
3) Appel aux intellectuels juifs, (2 éditions en polonais, en russe) à	1.000	ex. chac.
4) Le IVme Congrès du Bund, en russe et en juif	2,000	exempl.
	12,000	exempl.

1902

1) Le IVme Congrès du Bund, en russe et en polonais . . .	2,000	exempl.
2) Le No 25 de l'Arbeiterstimme, traduit en polonais et en russe, .	2,000	»
2) Le salaire, en russe . . .	2,000	»
4) Manifeste de l'Union des ouvriers en peaux et cuirs, en juif (*), en polonais et en russe (*) . .	1,000	»
5) Le Paria parmi les prolétaires, de Kautsky, extrait du No 25 de l'Arbeiterstimme, en russe et en juif, ...	2,000	»
6) Pendant une nuit sombre, en russe et en juif, ...	2,000	»
7) Hirsch Lekkert et son procès, en juif (*) et en russe, . . .	2,000	»
8) Prise de la Bastille . . .	5,000	»
9) Les coopératives de consommation de Kautsky. . . .	3,000	»
10) L'Assemblée Nationale et la nuit de 4 Août	5,000	»
11) Discours funèbre pr Alexandre II	5,000	»
12) Les ouvrières et la question féministe, de Kautsky . . .	3,000	»
13) Les résultats de l'Assemblée Nationale (Révolution de 1789)	5,000	»
14) Le mouvement ouvrier légaliste, extrait du No 28 de l'Arbeiterstimme (*)	500	»

15) Sophie Pérowskaïa	Biographies des révolutionnaires russes, à 5,000 exempl. chacune	30,000	»
16) Le tireur russe, Pierre Alexcïeff			
17) Alexander Mikhaïloff			
18) Andieï Scheliaboff			
19) Nikolaï Kibaltchitch			
20) Stéphan Chaltourine			
21) Le bombardement de Blagowiestchensk par les Chinois . .		3,000	»
22) La Réforme sociale et la révolution sociale, de Kautsky . .		3,000	»
23) Le lendemain de la Révolution, de Kautsky		3,000	»
24) Le Programme d'Erfurt, de Kautsky		3,000	»
25) Sur la question de l'autonomie nationale et de la réorganisation du Parti Ouvrier D.-S. de Russie sur des bases fédératives, en russe.		3,000	»
		87,500	»

En résumé, 79,000 exemp'aires. pour 1898-1901 et 87,500 exemplaires pour 1902.

7. Arrestations

Depuis le 2me semestre 1898 à 1901, pendant 2 1/2 années, ont été signalées 773 arrestations pour des causes se rattachant à l'action du Bund. En fait, le nombre n'en est pas inférieur à 1000, car beaucoup d'arrestations ne sont pas signalées.

Les 773 arrêtés restaient en prison de 3 mois (et moins) à 2 ans. Beaucoup d'arrêtés ont été déportés en Sibérie

Orientale et Occidentale pour 3 à 5 ans. Nous manquons de renseignements exacts.

De novembre 1901 à novembre 1902 ont été arrêtées 781 personnes, (ouvriers et intellectuels des deux sexes) pour causes se rattachant au mouvement ouvrier juif.

Le Comité du Bund à l'Étranger.

Londres, le 24 décembre 1902.

Parti Ouvrier Démocratique-Socialiste de Russie fondé en 1898

Organisation

Le Parti se compose des Comités ou Groupes englobant les militants et, suivant le lieu, les sous-groupes de chaque localité, ainsi que des organisations régionales englobant les groupements d'une région.

Il possède des *Comités ou des Groupes* dans plus de 30 villes de la Russie d'Europe (sans compter la Région Occidentale, la Pologne et la Finlande).

Ses *organisations régionales :* L'Union du Nord, l'Union du Pays de Wolga et l'Union du Midi.

En outre, adhère au Parti depuis sa fondation, l'organisation autonome de l'Union Générale des Ouvriers Juifs en Lithuanie, en Pologne et en Russie (Région Occidentale).

Note. — Cette organisation a envoyé au Bureau Soc. Internat. un compte-rendu spécial par l'intermédiaire de son Comité à l'Étranger, siègeant à Londres.

En *Sibérie*, il existe depuis 1901 l'Union Démocrate-Socialiste Sibérienne.

Enfin, depuis 1901 il s'est formé au sein du Parti *l'Organisation de l'Iskra*, ainsi dénommée d'après son journal mensuel, *Iskra* (Étincelle).

A l'Étranger il existe 2 organisations du Parti :

1) *L'Union des Démocrates-Socialistes Russes*, nommée par le Congrès constituant du Parti (mars 1898) réprésentant officiel du Parti à l'Étranger. Fondée en 1895, réorganisée sur des bases nouvelles fin 1898.

2) *La Ligue de la Social-Démocratie révolutionnaire*, fondée en octobre 1901, adhérant à l'*Iskra*.

PRESSE

En Russie

Journaux non-périodiques, imprimés dans des imprimeries clandestines :

Ont paru jusqu'en septembre 1902 :

1) *Pensée Ouvrière*, Pétersbourg,	16 nos, fin	1897-1902
2) *En Avant*, Kieff,	11 »	1897-1901
3) *L'Ouvrier du Midi*	8 »	1900-1902
4) *Feuille Volante du Comité de Ekaterinoslaw*	7 »	en 1902
5) *Gazette Ouvrière de Saratow* (hectokraph.)	6 »	1901-1902

Journaux clandestins ayant cessé de paraître :

1) *Gazette Ouvrière*, Kieff,	2 numéros
2) *Feuille Ouvrière de Petersbourg*	2 »
3) *L'Ouvrier de Saratow*	2 »
4) *Notre Cause-Nikolajeff* (hektograph.)	3 »

L'arme principale de propagande et d'agitation sont les *proclamations*, *appels*, *manifestes ou feuilles volantes*, lancés par tous nos groupements à l'occasion de chaque évènement politique et social, de chaque acte gouver-

nemental important, de chaque grève et manifestation politique etc. Ces publications, éditées sans relâche et jetées dans la masse ouvrière par milliers d'exemplaires, sont, dans l'état actuel de notre Parti, pour ainsi dire nos véritables journaux, tandis que nos journaux paraissant à de longs intervalles sont plutôt de petites revues.

A l'Étranger

I. Éditions de l'Union des Démocrates-Socialistes Russes
Avril 1899 — Novembre 1902

1. — Publications à périodicité indéterminée

La Cause Ouvrière (Rabotcheje Dielo), revue, 12 numéros au nombre total de	19,000	exempl.
Feuille de la Cause Ouvrière, 8 numéros	19,000	exempl.
Numéro du Premier Mai de la Cause ouvrière 1899	2,000	»
Numéro du Premier Mai de la Cause ouvrière 1900	3,000	»
Brochure du Premier Mai 1901 .	10,000	»
» » » 1902 .	5,000	»
Total	58,000	»

2. — Journal mensuel populaire

Le Drapeau Rouge (Krasnoïe Znamïa) Nº 1er paru ce 15/XI . . .	5,000	»

3. — Brochures

1.	Lettre aux compositeurs d'imprimerie de Moscou . . .	2,000	exempl.
2.	Les enseignements de la grève de Nikolsk	5,000	»
3.	La lutte des ouvriers de Witebsk	5,000	»
4.	*Sibiriak*. Les troubles universitaires en Russie	2,000	»
5.	La Cause Ouvrière en Russie .	5,000	»
6.	La situation des ouvriers de Twer	5,000	»
7.	La Grève, pièce en 3 actes. .	2,000	»
8.	Protestation des Démocrates-Socialistes de Russie . . .	2,000	»
9.	*P. Axelrod*. Lettre à la rédaction de la « Cause Ouvrière » . .	2,000	»
10.	Qu'est ce qu'un criminel politique, un révolutionnaire et un socialiste	5,000	»
11.	Esquisse de l'histoire des Trade-unions anglaises . . .	2,000	»
12.	Réponse de la rédaction de la « Cause Ouvrière » à la « lettre » de P. Axelrod et au « Vade-mecum » de G. Plékhanoff. .	2,000	»
13.	Un tournant historique dans le mouvement des ouvriers juifs .	2,000	»
14.	Le Mouvement Ouvrier à Ekaterinoslaw	5,000	»
15.	Le Budget du Tsar . . .	2,000	»
16.	Les Mineurs, drame en 3 actes, traduction du polonais . .	2,000	»

17. Le mouvement ouvrier à Iwanowo-Wosnesensk . . .	5,000	exempl.
18. Le mouvement ouvrier à Odessa et Nikolajew	5,000	»
19. Comment se conduire pendant les interrogatoires	2,000	»
20. Même brochure, 2e édition .	3,000	»
21. La poussée, nouvelle. . .	2,000	»
22. Le Mouvement Ouvrier au Faubourg Newsky	5,000	»
23. Le Mouvement Ouvrier à Kharkhow	5,000	»
24. Rapports au Congrès Socialiste International de Paris 1900 : *a*) sur le mouvement ouvrier social-démocrate russe, présenté par la rédaction de la « Cause Ouvrière » *b*) sur le mouvement social-démocratique des ouvriers juifs, présenté par le Comité de « l'Union Générale des Ouvriers juifs, » à l'Etranger	5,000	»
25. Le Régime politique russe et les Ouvriers	5,000	»
26. Le Procès des ouvriers de Briansk	5,000	»
27. Le Procès de Karpowitch et de Logowsky.	2,000	»
28. *Martynow.* Etude historique du régime russe	2,000	»
29. Deux Congrès	2,000	»
30. *Martynow.* La Social-démocratie et la classe ouvrière . . .	2,000	»

31. La Révolte des ouvriers d'Obuchow avec préface *B. Kritschewsky*	5,000	exempl.
32. Le Procès des Ouvriers d'Obuchow, édition du Comité de Pétersbourg	5,000	»
33. Poésies révolutionnaires . .	5,000	»
34. *W. Bracke.* A bas les Socialdémocrates, trad. de l'allemand	5,000	»
35. La Révolution de 1848 à Vienne	5,000	»
36. Pourquoi les ouvriers russes ont-ils besoin de la liberté politique? édition du Comité de Moscou	2,000	»
37. *Edm. de Amicis.* Les Étudiants et la question Sociale, trad. de l'ital.	5,000	»
38. *A. B.* Les Municipalités en Russie	5,000	»
39. Le Mouvem. Ouvrier à Kostroma	2,000	»
49. *A. Bebel.* La Société socialiste, trad. de l'allemand . . .	5,000	»
41. *Martynow.* Les Ouvriers et la Révolution	5,000	»
42. *Karl Marx.* La lutte des classes en France, trad. de l'allem. . .	2,000	»
Total : 42 brochures en	151,000	exempl.

4. — Manifestes

1. Les grévistes déportés. Appel aux organisations socialdém. de Russie, novembre 1900 . . .	6,000	exempl.
2. Manifeste à tous les ouvriers Russes, mars 1901	10,000	»
3. Tournant historique, avril 1901 .	3,000	»

4. Manifeste du Premier Mai 1902 de la conférence des organisations du Parti, avril 1902 . . .	25,000	exempl.
Total.	44,000	»

Note. — Le même manifeste a été, en outre, imprimé en Russie dans trois imprimeries clandestines au nombre de 25,000 exemplaires.

5. — Gravures pour la fête du Premier Mai

1899. Appel à la manifestation de la rue, gravure inédite en couleurs.	2,000	exempl.
1900. «Marseillaise» de Gustave Doré	3,000	»
1901. Pyramide Sociale en Russie .	10,000	»
1902. Socialdémocratie et despotisme	5,000	»
Total	20,000	»

Résumé des Éditions de l'Union des D.-S, R.

1. Publications à périodicité indéterminée	58,000	exempl.
2. Journal mensuel populaire, 1er no	5,000	»
3. Brochures, au nombre de 42 .	151,000	»
4. Manifestes	44,000	»
5. Gravures pour la fête du 1er Mai	20,000	»
Total	278,000	exempl.

Ressources de l'Union des D. S. Russes (*)

(*) Les ressources proviennent de la vente des publications, introduites en Russie par voie clandestine, des versements des comités du Parti et des dons des camarades en Russie et à l'Étranger.

Décembre 1898 — décembre 1899 . .	fr.	16,910.00
Décembre 1899 — 25 novembre 1900 .	»	24,726,99
25 novembre 1900 — 25 juin 1901 . .	»	19,450.51
25 juin 1901 — 1 février 1902 . . .	»	15,463.67
Soit en 3 ans et 2 mois	fr.	76,551.17

En dehors des deux organisations du Parti à l'Étranger, désignées ci-dessus, se sont formées, en 1902, à l'étranger deux nouveaux groupements social-démocrates d'édition :

1) *La « Schisn »* (la Vie), ainsi dénommée d'après sa revue mensuelle du même nom, et dont ont déjà paru 5 numéros. A publié, en outre, 11 numéros de la « Feuille de la Schisn » et plusieurs brochures.

2) *La « Lutte »* (Borba). A publié plusieurs brochures et une « Feuille volante de la Lutte », numéro unique.

B. KRITSCHEWSKY,

Délégué au Bureau Soc. Internat. du Parti Ouvrier Dém.-Soc. de Russie.

Paris, mi-novembre 1902.

Le mouvement socialiste en Australie

La situation géographique, l'isolement, l'éloignement de l'Australie par rapport à l'Europe, est la principale cause de l'état arriéré du socialisme et de la faiblesse numérique du mouvement socialiste sur ce continent. La seconde raison est l'oppression économique qui règne sur sa population qui ne s'est un peu développée qu'en ces deux dernières décades. Il faut également tenir compte d'autres éléments : La distance qui sépare les centres industriels, le déséminement des habitants et enfin la facilité avec laquelle le sol peut être acquis, la fertilité et l'étendue des pâturages et des terres arables. Ce sont là des faits qui portèrent naturellement le peuple vers les entreprises pastorales et agricoles, plutôt que vers les industries manufacturières.

Les conditions économiques étaient donc beaucoup plus aisées ici, comparées à celles des vieilles contrées de l'Europe. Ni grand luxe, ni extrême pauvreté n'existaient, plutôt un degré relativement élevé de bien-être général.

Au cours de ces deux dernières décades; l'exploitation capitaliste est devenue constamment plus intense, de sorte qu'aujourd'hui l'oppression économique sur les ouvriers n'est pas beaucoup moindre que celle qui existe en Angleterre.

Ce fut, pendant la période 1880 à 1890, époque pendant laquelle les conditions étaient comparativement plus faciles, que le mouvement socialiste est né. Vers l'an 1880, plusieurs réfugiés italiens et français essayèrent de former une branche de l' « Internationale » défunte, mais elle disparut bientôt; puis, vers 1886-87, l'*Allgemeiner Deutscher Verein*, à Adelaïde, dans l'Australie du sud, et la *Verein Vorwärts*, à Melbourne, Victoria, furent constitués exclusivement par des membres allemands. La première organisation effective de membres parlant l'anglais fut l'*Australian socialiste League*, à Sydney, dans la colonie des Nouvelles Galles du Sud. Cette ligue fut créée, en mai 1887, par quelques socialistes venus du vieux continent. Une réunion de gens s'intéressant au socialisme fut annoncée dans les journaux comme devant être tenue au n° 533 de George street, à Sydney. L'auditoire ne comprenait que 6 ou 7 individus et 5 reporters de journaux, en plus les organisateurs. Nullement découragés par cette pauvre réponse à leur appel, les camarades constituèrent l'*Australian socialist League*; six membres la composaient. Il fut convenu de faire des conférences tous les dimanches après midi dans le domaine du gouvernement ou dans les parcs publics, ainsi que tous les dimanches soirs dans certaines salles de la ville.

Au commencement de ces conférences, il apparut que même le mot « socialisme » était inconnu du peuple d'ici, car le fait de l'établissement de la ligue amena des sentiments divers d'étonnement et de dérision auxquels succédèrent bientôt les ricanements et les calomnies, ces anciennes armes de la réaction. Alors les idées socialistes furent combattues par le

public et par la presse, preuve réjouissante que nos doctrines faisaient impression. Pendant près de deux ans et demi, tout le travail de la propagande active fut fait avec succès par trois ou quatre membres, aidés de temps en temps par d'autres.

Un journal fut publié à la même époque à Hamilton, Newcastle (Galles du sud), il portait pour titre : *The Australian Radical.* D'abord de format très réduit, il augmenta rapidement celui-ci et aussi son tirage. Il aida beaucoup aux progrès de la ligue ; et il fonctionna à l'occasion comme son organe officiel. Sa rédaction était faite, en majeure partie, par les membres de la ligue. Cependant, son propriétaire fut soudainement converti à l'anarchisme individualiste, par les écrits d'un adepte américain de Proudhon, Ben Tucker ; et se déclarant lui-même « socialiste individualiste », il commença à attaquer le socialisme scientifique. La ligue fut obligée de rompre toute relation avec le propriétaire du journal. Un mois plus tard, le journal avait cessé de vivre, mais la propagande ne s'était pas ralentie et les résultats étaient encourageants.

En 1890, la grande grève maritime éclata. La ligue profita de cet évènement pour faire une propagande efficace : correspondances aux journaux, conférences, manifeste aux grévistes, etc. La grève échoua. Alors il sembla que toutes les Trade-Unions qui, jusqu'ici, n'avaient représenté que les aspirations syndicales, s'étaient soudainement converties au socialisme, ainsi que le comité de la grève, car tous se joignirent à la Ligue socialiste qui comptait alors plus de 250 membres et un grand nombre de branches suburbaines avec un bon nombre de membres.

Le comité central de la ligue s'établit à ce moment dans un local plus vaste. Pendant l'année 1891, le socialisme fut le principal thème des discussions du public; tout le monde en parlait à Sydney, avec plus ou moins d'exactitude.

Le livre de Bellamy, *Looking Backwards* (*En l'an 2,000*) et la campagne de Henri George en faveur de la *single taxe* sur les terres aidèrent considérablement à attirer l'attention du peuple sur le socialisme. D'où la naissance de conceptions plus ou moins vagues et utopiques.

Vers cette époque, la ligue comptait environ 400 membres. Les élections générales de 1891 furent les premières pour lesquelles des candidats du travail posèrent leurs candidatures au parlement. Le résultat étonna tout le monde; 36 membres du travail furent élus, acceptant un programme ouvrier plus ou moins défini. C'était la réponse du peuple à l'administration brutale des lois et à la législation répressive votée pendant la grande grève maritime de l'année précédente.

A ce triomphe, les socialistes conscients avaient contribué dans une large mesure en fondant des ligues électorales du travail, ayant pour but l'organisation du vote des ouvriers pour chaque électorat. Cependant, le parti ouvrier parlementaire ne resta pas longtemps uni, il n'eût pas la solidarité essentielle au succès de la représentation ouvrière. Il se sépara bientôt sur la question fiscale, il se scinda en libres échangistes et en protectionnistes; et, faute grave, il ne délibera pas dans des réunions préparatoires. La défection éclata dans ses rangs. Un grand nombre de membres, les moins radicaux du soi-disant parti du travail, formèrent

un groupe séparé. D'autres compromirent leur réputation politique dans le ministère du parti du libre échange (Free Trade.)

Le socialisme de ces ligues électorales du travail fut affaibli par les membres qui s'y firent inscrire et qui n'avaient aucune compréhension du socialisme, mais simplement une conscience industrielle amenant une tactique conduisant vers une série de mesures transitoires *(paliatives mesures)* vagues et indéfinies, sans aucun idéal révolutionnaire, ou sans aucune conception des causes économiques qui sont la base des conflits du « travail ». Plus tard, ce développement devint si puissant que les socialistes se trouvèrent dans la nécessité de se retirer des ligues électorales du travail et de fonder un parti ouvrier socialiste avec un programme et une tactique basés sur une conception nette de la « lutte des classes » et la nécessité d'une organisation politique très nette de classe, ayant pour objet l'abolition de la propriété privée des moyens et des instruments de production, de distribution et d'échange.

Pendant quelque temps, la ligue socialiste resta très faible comme nombre de membres : 50 environ. Bientôt, pourtant, elle reconquit sa vitalité et, en 1892-93, elle comptait un certain nombre de bons orateurs parmi ses membres, entre autres quelques-uns, dont le nom sera lu et qui ont depuis publié leurs idées socialistes.

La propagande de la ligue s'est répandue sur toute l'Australie.

Un grand nombre d'organisations socialistes ont vu le jour.

En 1892, un congrès international ou plutôt socia-

liste intercolonial fut convoqué à Sydney. Une fédération de toutes les organisations socialistes de l'Australie devait y être fondée. A ce congrès, il y avait des délégués représentant les organisations du Queensland et de Victoria. La proposition de fonder une fédération fut votée; elle comprenait, en outre, le *Verein Vorwärts*, de Melbourne, et le *Deutscher Arbeiter Verein*, de l'Australie du sud. Un comité exécutif fédéral fut élu en 1893. Un manifeste fut lancé. F. Scensa fut délégué pour représenter la fédération au congrès de Zurich de 1893. Il fut convenu qu'un congrès des socialistes australiens serait tenu tous les deux ans. Le premier devait avoir lieu en 1895 et être convoqué par le comité de la ligue socialiste; mais, pour certaines raisons, ce comité ne remplit pas son mandat. Des dissensions intestines s'élevèrent alors entre la Ligue socialiste (principale organisation dans les Nouvelles Galles du Sud) et la fédération. Un certain nombre des membres de la ligue quittèrent celle-ci et poursuivirent la formation de la fédération sociale démocratique.

La propagande fut restreinte. Elle cessa d'ailleurs d'exister en 1896 pour diverses causes, parmi lesquelles, celle-ci : un grand nombre de ses membres émigrèrent vers les mines d'or de l'ouest de l'Australie et d'autres au Transvaal. Quelques-uns des membres restant retournèrent à la Ligue socialiste, mais des dissensions ayant aussi surgi en 1896, cette organisation disparut.

La Ligue socialiste avait lancé, en avril 1895, un petit journal hebdomadaire appelé *The Socialist*; il subsista jusqu'en novembre 1896, époque où il fut incorporé au journal *The Socialist Journal of the Nurthem Peoble*,

publié à Newcastle, comme organe de la Ligue socialiste.

Antérieurement à ces faits, un groupe se nommant *The active service Brigade*, formé d'éléments plus ou moins anarchistes, avait apparu sur la scène, créant de l'agitation en vue d'obtenir du gouvernement des emplois, des secours, etc. Un journal, intitulé *Justice*, vit le jour le 27 janvier 1894, sous ses auspices, mais ne vécut pas au delà de l'année 1895.

Ce groupe fortement réduit existe encore aujourd'hui (1903), mais il ne fait aucune propagande utile; ses leaders haranguent la foule, font voter des résolutions vides et envoyent des députations aux membres du gouvernement, etc., pour solliciter du travail.

Cet état de choses dura encore quelque temps. Cependant, quelques caractères indomptables ne s'étaient point laissé abattre. Après avoir purgé la ligue des « bêtes malpropres », les *opportunistes du travail* et les *éléments* de *réforme* qui l'avaient viciée, ils recommencèrent la propagande avec une énergie renouvelée. D'ailleurs, même aux plus mauvais jours, ils n'avaient cessé de travailler pour l'idée; ainsi l'organe officiel avait été publié régulièrement chaque semaine depuis 1896, ce qui, tenant compte qu'il était composé, édité et imprimé par des ouvriers seuls, était un énorme progrès. Le titre de ce journal fut changé en 1898 en celui de *The People and The collectivist* et publié jusque 1900, à Newcastle, une ville beaucoup au Nord de Sydney, dans un grand district houiller, où on espérait que les théories socialistes seraient accueillies favorablement par les mineurs, mais cet espoir ne se réalisa pas.

De 1898 à 1900, la ligue subsista dans des conditions

difficiles et précaires, mais toujours le petit groupe, parmi lequel Char. M. Barlom, son fidèle, infatigable et intelligent secrétaire général, mort depuis, qui vivra toujours dans l'histoire du mouvement socialiste australien, continua une propagande vigoureuse.

A la suite de la trahison d'un grand nombre d'hommes des Trade-Unions et du Travail entre 1897 et 1899, il surgit au sein de la ligue une profonde haine et un dégoût salutaires contre les Trade-Unions et les organisations du travail; on dénonça leurs erreurs et leurs manigances en un langage sévère, dans des réunions et dans des journaux.

En 1900, la ligue décida de transférer le siège de son journal, qui jusqu'ici avait été à Newcastle, dans la métropole, à Sydney. C'était un bon changement à plus d'un point de vue. La vente de *The collectiviste* augmenta considérablement et il fut peu après doublé comme format et rebaptisé sous le nom *The people*; mais pour des raisons financières, on dut le réduire à son format actuel. Cependant, son style littéraire fut beaucoup amélioré et son impression plus soignée qu'auparavant.

En 1898, un petit nombre de socialistes européens, pour la plupart des Italiens, dont quelques-uns avaient jugé préférable, après les émeutes du pain, à Milan, de mettre quelque distance entre eux et le *domicile coatto* hospitalier du gouvernement italien, formèrent le club international socialiste de Sydney. Il s'augmenta bientôt des Scandinaves, et, plus tard, en 1900, d'environ 30 Allemands arrivés pour travailler dans une grande fabrique de cigares à Sydney. La plupart de ces derniers étaient membres de la démocratie socialiste alle-

mande. A peine débarqués, ils se dirigèrent vers le Trades Hall et se firent inscrire dans l'Union des cigariers et, de suite après, devinrent membres du club socialiste international.

On s'étonnera peut-être qu'ils ne se firent point membres de la Ligue socialiste. L'explication se trouve dans le fait qu'aucun d'eux ne parlait l'anglais et, de plus, ils désiraient s'affilier à un club qui leur offrit un bénéfice social et de l'agrément; en même temps, ils s'occupèrent de propagande et de doctrine et tâchèrent d'acquérir une meilleure connaissance de la langue anglaise et des conditions qu'ils pouvaient obtenir dans leur nouvelle patrie. Faire des meetings ou nous assister dans la propagande était rendu difficile par la différence de langues, et pourtant le club international assista la Ligue socialiste financièrement et moralement au mieux de ses forces, et les deux corps travaillèrent amicalement ensemble pendant quelque temps.

Plus tard, des avances mutuelles furent faites pour unir les deux groupes, mais sans succès; une objection que le club socialiste international avait contre l'union était que dans le programme de la Ligue socialiste (1898) se trouvait une clause demandant l'exclusion de l'Australie de toutes les races dont la présence sous les conditions actuelles de la concurrence pouvait diminuer le *standard of life* des ouvriers australiens. Cette clause était considérée par les membres du club international comme une violation d'un principe fondamental du socialisme. Heureusement, cette stipulation fut un peu plus tard rayée du programme de la ligue; mais, entre-temps, d'autres différences d'opinions entre les deux groupes s'étaient produites. Des efforts furent faits pour

amener l'union, ils échouèrent; maintenant, les deux organisations pensent que, pour le succès du mouvement, il vaut mieux rester séparées. Le club international compte à présent environ 150 membres. Il fait de la bonne propagande et collecte des fonds pour le bénéfice du mouvement en organisant des picnics et des concerts, spectacles, etc. Il a une très bonne « liedertafel » un piano et des salles de réunions; il travaille constamment au bénéfice du socialisme. Il imprime et distribue aussi de la littérature socialiste, mais ayant très peu de membres parlant l'anglais, il est incapable de faire beaucoup de propagande orale.

A la première élection pour le sénat fédéral, en 1901 la ligue socialiste mit en avant six candidats. On devait en nommer six nécessairement et sur le bulletin, pour être valable, on ne pouvait voter pour plus ou moins de de six. Il y avait environ cinquante candidats de tous les partis. On comptait six sénateurs à élire pour chaque Etat. Les élections eurent lieu le même jour dans tous les Etats. Tous les hommes de l'âge de 21 ans sont électeurs à la condition d'avoir trois mois de résidence, sujets anglais ou naturalisés. Les six candidats socialistès obtinrent un total de 27,407 votes contre 1,103,561 donnés aux candidats de tous les autres partis au nombre de 46. Pour cette élection, Sydney, la métropole de cet état (Nouvelles Galles du Sud) était partagée en quatre circonscriptions électorales dans lesquelles les six candidats socialistes eurent un total de 5,730 votes. Le plus grand nombre de votes obtenus par un d'entre-eux fut de 1,244 votes. Ce vote ne peut en aucune manière, être considéré comme indiquant la force actuelle du vote des socialistes conscients, qui est

probablement considérablement moindre que les votes obtenus à cette élection.

En 1900, au congrès annuel de la *Ligue socialiste australienne* à Sydney, on discuta sa constitution, ses statuts et son programme. Des modifications considérables furent apportées. On constatera que la constitution et les règles adoptées ont été élaborées rigidement afin de prévenir que l'organisation ne soit menée hors de la voie du socialisme par l'acceptation de l'élément réformiste ou de l'homme du Travail. Il y a quelques socialistes qui croient la ligue trop rigide en ses règles et trop intransigeante en sa tactique, particulièrement en empêchant ses membres d'agir comme délégués dans les conseils du commerce et du travail dont comme trade-unionistes ils peuvent être membres. Cette décision ne fut prise que tardivement. Auparavant plusieurs membres de la ligue étaient délégués aux conseils du commerce et du travail, et dans l'opinion de quelques-uns cette position leur permettait de faire de l'excellente propagande pour le socialisme, mais il semble être l'opinion de la majorité des membres de la ligue socialiste que c'est une position qui conduit ses membres à compromettre leur socialisme. Pour cette raison, ils estiment qu'il vaut mieux qu'ils ne prennent aucune part au conseil.

La ligue socialiste mérite les plus grandes louanges de tous. Elle est aujourd'hui la mieux organisée, disciplinée et la plus efficace organisation de l'Australie : elle est basée sur une claire compréhension de la « lutte des classes » ; elle possède son organe, qui est aujourd'hui le meilleur journal socialiste de l'Australie. Quand on saura que l'existence de cette organisation est due

principalement aux efforts héroïques, aux sacrifices et à la volonté indomptable de moins d'une douzaine d'ouvriers qui se sont éduqués et aidés mutuellement, il sera reconnu, même par ceux qui diffèrent d'eux par la méthode et la tactique employées, que c'est un résultat dont on peut être fier et une preuve de la puissance du socialisme, qui incite les hommes à se donner entièrement.

Dans l'état de Victoria, il y a deux groupes socialistes reconnus : La Ligue socialiste de Victoria et le Parti socialiste démocrate de Victoria. Aucun de ceux-ci n'est puissant ni en membres ni en organisation effective.

Le premier mentionné, établi en 1897, organisa certainement une bonne manifesration annuelle pour célébrer le 1er mai, quand de 10 à 12,000 personnes se rassemblèrent sur les quais de la rivière Jarra, à Melbourne, pour écouter les discours leur exposant avec plus ou moins de capacité le programme socialiste. Quelques-uns des orateurs sont des membres du parlement, fonciérement individualistes, mais sympathiques à la classe ouvrière, quelques-uns sont des Trades-Unionistes, qui voient dans la célébration du 1er mai seulement une démonstration en faveur de la limitation de la journée de travail. Parmi eux, les orateurs possédant une conception du socialisme, sont peu nombreux; par conséquent, la masse des discours fait très peu de propagande effective pour le mouvement.

Le parti socialiste démocrate de Victoria fut formé en 1902 par une demi-douzaine de survivants de la Ligue socialiste de Victoria, qui était morte entretemps. Il compte environ 100 membres payants, dans Melbourne. Il a établi plusieurs branches dans la contrée et d'autres se sont formées dans les faubourgs.

Dans Melbourne, capitale de Victoria, des meetings en plein air sont tenus et tous les dimanches, une conférence est faite dans l'une ou l'autre des salles publiques; elles sont suivies par 500 à 600 auditeurs. Il distribue de grandes quantités de publications socialistes anglaises et il se propose d'ouvrir bientôt une salle de lecture avec un dépôt pour la vente des écrits socialistes. Le parti socialiste démocrate à présent fonctionne plus comme corps éducatif que comme organisation politique militante.

Essayons par cette méthode de faire avancer l'idéal dans les organisations du Travail et des Trade-Unions et de les mener ainsi graduellement à la conception socialiste de la classe ouvrière. En cette direction, il remplit un précieux travail préliminaire.

Dans Adelaïde (Australie du Sud), il existe une soi-disant ligue démocratique, mais qui n'a aucune conception du socialisme et qui n'a aucun rapport avec le mouvement.

Dans Kalgourlie, le grand centre des mines d'or de l'ouest de l'Australie, il y a un petit groupe très actif appelé Ligue socialiste. Il distribue des brochuree et le journal, *The Westralian Worker*, un organe ouvrier ayant une bonne circulation dans les champs aurifères.

Au Queensland, il existe une association bien organisée nommée L'Avant-garde socialiste démocrate. Elle fut formée, il y a environ cinq ou six ans, par quelques membres les plus socialistes du mouvement du travail. Son quartier général est à Brisbane. Il donne des meetings en plein air, des conférences dans les salles, mais sa principale tâche est la distribution de brochures socialistes et de littérature, en général, à

tendance socialiste. Il a un grand nombre de membres parmi les ouvriers nomades, tels que tondeurs, employés de stations et ouvriers des champs; par conséquent, ses écrits sont bien distribués et sur de grandes étendues. *The Worker*, l'organe du mouvement ouvrier au Queensland, lui donne aussi grande facilité pour la publication des idées socialistes.

Parlant du mouvement sociallste en général en Australie, il est très faible, comparé au pur mouvement du Travail ou des Trade-Unions comme c'est le cas en Angleterre; le trade-unioniste considère le socialisme comme une chose à éviter, conduisant à un état de barricades et de bombes. Pour leur honte, qu'il soit dit, il y a parmi les leaders du mouvement du Travail, des hommes qui possèdent la connaissance du socialisme, et qui ont appartenu au mouvement des premiers jours, mais qui ont renié leurs principes quand ils virent que ce n'était pas le chemin conduisant aux places parlementaires et au pouvoir. Ces hommes sont maintenant contaminés par la respectabilité de leur entourage parlementaire et sont devenus sourds et incapables de comprendre ou de propager la doctrine socialiste.

La pression économique, combinée avec l'organisation capitaliste dans la politique a son influence indéniable sur ces renégats. Il est à espérer que, dans peu d'années, la tactique du *parti du Travail* sera basée sur une compréhension de la nature de la «lutte des classes» et la nécessité de suivre une politique révolutionnaire, clairement définie, celle de la classe ouvrière.

1903 CHARLES EYRE.

Le Mouvement Socialiste en Australie

DEUXIÈME RAPPORT

L'histoire du mouvement socialiste et celui de la classe ouvrière en Australie a été pendant les trois dernières années en progrès constant, sans aucune crise sociale ou politique. Au point de vue du socialiste convaincu, le progrès fût comparativement lent, quoique plus ou moins extensif. Dans chaque Etat de la République, le socialisme est représenté par une organisation généralement petite quoique aggressive, qui pousse la cause socialiste aussi loin que possible au moyen de la presse, de la distribution de brochures et par la méthode orale. Comme le mouvement de la propagande agressive n'est qu'à son début, son histoire est confinée au travail de propagation des principes socialistes dans les rangs des classes ouvrières.

Jusqu'à présent tous les efforts en ce sens ont été isolés, quoique pendant les derniers mois quelques essais aient été faits pour transformer le travail de quelques groupes éparpillés en celui de ce qui pourrait éventuellement devenir un mouvement australien uni. Cependant les côtés politique et économique de notre propagande sont compliqués par l'existence du mouvement du Travail, élément qui a été, particulièrement pendant les deux ou trois dernières années, un facteur

important dans le développement de l'opinion publique. Ce parti, qui est essentiellement un mouvement de la classe ouvrière, a eu son origine dans le grand et extensif soulèvement social qui suivit la grève maritime de 1890, et sa croissance rapide et son influence grandissante sur la législation ont été particulièrement visibles pendant les deux dernières années.

Le but du mouvement du Travail comme il est dit dans son programme n'est rien moins que le socialisme. Un grand nombre de ses réformes immédiates commandent la sympathie et le soutien des socialistes. Parmi les membres du Parti du Travail élus pour le Gouvernement de la République, soit au Parlement Fédéral, soit dans les divers parlements d'Etats, il se trouve beaucoup de socialistes convaincus. Néanmoins la majorité des adhérents au Mouvement du Travail ne sont pas des socialistes, fait qui doit être attribué à l'isolement politique de l'Australie et à diverses autres causes, plus qu'à quelque chose d'inhérent à l'ouvrier Australien.

Actuellement le Parti du Travail compte dans la Chambre Fédérale des Représentants, après les élections de décembre dernier, 24 membres sur un total de 75 : et dans la Haute Chambre ou Sénat, élu partiellement, en même temps, et par le suffrage universel, 14 membres sur 36, le reste des membres des deux Chambres sont des bourgeois séparés par la politique fiscale, du Libre Echange et de la Protection.

La situation politique des dernières semaines a eu comme résultat que le Parti du Travail fut chargé de former le gouvernement dans la Chambre Fédérale. Dans les circonstances actuelles, ce Gouvernement ne

pourra faire du programme socialiste un fait proéminent de son administration, étant en minorité, et on peut à peine attendre qu'un tel gouvernement restera longtemps en fonction, car il est menacé d'une coalition des deux partis bourgeois. Néanmoins le sentiment public sur toute la question du socialisme est dans l'attente, due en grande partie à l'attitude de l'élément bourgeois et conservateur dans la politique et qui n'a jamais hésité de dénoncer le Mouvement du Travail et la Politique du Travail comme du « Socialisme ». Cette tactique ne pourra manquer de contribuer au succès de la politique et des principes socialistes dans les rangs de ceux qui votent pour la cause du Mouvement du Travail. Les événements politiques des trois dernières années nous donnent des raisons sérieuses d'espérer que la cause socialiste s'étendra parmi les classes ouvrières.

Nous avons reconnu la nécessité de maintenir autant que possible une attitude de critique courtoise envers le mouvement du Travail, voyant que l'effet de l'opinion purement socialiste est pratiquement nul sur la législation courante. Par dessus tout, la politique tendant à dénoncer sans distinction le but et le programme du mouvement du Travail — système de tactique suivi par la Ligue Socialiste Australienne, qui représente le principe de l' « intransigeance » politique poussé à son extrême, — nous a semblé ne rien produire de plus que l'obstruction et la rétrogression.

Dans l'Etat du Nord du Queensland, où le Parti du Travail est représenté dans le Parlement de l'Etat par 20 (?) membres sur un total de 72, le parti a cru qu'une alliance temporaire avec le parti modéré était le meilleur

moyen d'action, malgré qu'il est à espérer que la suite des évènements conduira à la formation de deux seuls partis — celui représentant les intérêts de la classe ouvrière et celui opposé à ceux-ci.

Dans le Parlement des Nouvelles Galles du Sud où la classe ouvrière a 24 représentants sur 125, elle a pu faire passer quelques réformes plus ou moins importantes, parmi lesquelles la loi sur les Fabriques, la loi sur les magasins et sur l'heure de leur fermeture, celle des pensions de vieillesse et du suffrage féminin. C'est le travail des trois dernières années.

Dans Victoria, l'opinion publique a été soulevée efficacement par la fin désastreuse de la grève des chemins de fer de l'Etat et par le triomphe temporaire de la politique réactionnaire, ce qui est de bon augure pour le succès du parti avancé lors des prochaines élections. Le Parti du Travail est certain de gagner dans cet Etat un bon nombre additionnel de sièges à l'élection qui aura lieu en août.

Dans l'Australie de l'Ouest et du Sud, lors des récentes élections générales, la cause du Travail a obtenu de fortes majorités. Pratiquement le vote de la classe ouvrière fut unanime.

Dans ces deux Etats l'avenir du socialisme est plein d'espérances, malgré que dans l'Australie de l'Ouest une malheureuse division dans les rangs du Travail promette d'être favorable aux conservateurs lors des Elections prochaines.

Diverses propositions pour l'établissement de journaux à l'effet de défendre les demandes du Travail ont été examinées. Dans quelques mois, le mouvement de la classe ouvrière possèdera une arme puissante et effi-

cace, sous la forme de journaux quotidiens dans les diverses capitales d'Etats.

Considérant brièvement le progrès du mouvement vers la libération politique et économique de l'Australie il doit être dit que les trois dernières années ont vu un réveil général de la part des ouvriers et un intérêt croissant en les principes et les théories du Socialisme. Dans la grande armée des ouvriers qui soutiennent le mouvement politique du Travail il y a des éléments excellents pour la formation d'un solide et rigide mouvement socialiste. La tâche de l'avenir sera de donner de la stabilité et une direction à ces forces vers le socialisme. Il serait par conséquent désirable pour les diverses organisations socialistes de l'Australie de reconnaître, que leur travail pendant plusieurs années encore doit être purement un travail de propagande pour éclairer les éléments trade-unionistes et non-unionistes, qui maintenant adhèrent aux Partis du Travail, de leur apprendre à connaître les conditions économiques de la société, supportée par, et basée sur l'exploitation du Travail, et de leur faire voir clairement qu'on ne peut espérer que peu ou point d'amélioration de la situation des masses aussi longtemps que la propriété aura le privilège d'exploiter les activités humaines.

1904 (*Club Socialiste International, Sydney.*)

Le Mouvement Trade-Unioniste en Australie

L'évènement le plus important, qui indique le mieux la direction du mouvement trade-unioniste australien, fut le premier congrès des trade-unions de la République Australienne — congrès tenu à Sydney, Nouvelles Galles du Sud, le 14 novembre 1902.

Des délégués des Nouvelles Galles du Sud, de Victoria, du Queensland, du Sud et de l'Ouest de l'Australie étaient présents. La Tasmanie n'était pas représentée, car il existe à peine quelques trade-unions dans cet Etat. Les délégués représentaient 149.000 unionistes affiliés aux organisations centrales. Il y avait en plus un certain nombre de grands corps organisés, non affiliés, et par conséquent non représentés directement.

On peut affirmer que le congrès représentait 250.000 hommes.

Le but du congrès était de décider une action concertée sur toutes les choses, concernant le travail, dans les Parlements d'Etats.

Les résolutions suivantes furent adoptées.

L'introduction d'une loi Fédérale de Navigation pour la protection de la navigation australienne contre la concurrence des steamers étrangers et anglais au sujet du commerce côtier de la République de l'Australie, et la suppression de l'emploi de canaques

sur les steamers australiens voyageant entre les ports australiens et les Iles de la Mer du Sud.

Ce congrès demanda que les divers Etats de la République fissent sans retard des démarches en vue de la possession et de l'exploitation de toutes les mines, nécessaires à leurs besoins, de plus le congrès exprima fermement l'opinion que toute l'industrie minière doit être nationalisée et qu'entre temps il ne soit plus accordé d'autres concessions.

La journée de huit heures doit être déclarée comme maximum, par la législation, pour toutes les occupations où la chose est possible.

Il demanda l'introduction d'une loi sur les fabriques réglementant *a*) les heures et conditions de travail dans les occupations malsaines et dangereuses; *b*) les conditions de travail dans l'industrie sucrière; *c*) que tous les articles de manufacture asiatique soient marqués; *d*) un bon système réglant l'apprentissage; *e*) le paiement d'un salaire convenable aux jeunes ouvriers; *f*) l'extension de loi sur les fabriques aux employés engagés dans les hôtels et restaurants.

Il reclama aussi que des démarches fussent faites pour l'introduction d'une marque de la Trade-Union dans toute la République; que chaque gouvernement d'Etat entreprît la construction de voitures de chemins de fer, de voitures de trams, de wagons, de locomotives et, où cela est possible, celle d'autres fournitures nécessitées par les Etats; qu'il fût recommandé au gouvernement Fédéral, des Etats et aux corps locaux qu'une clause fût inséré dans tous les contrats ordonnant le paiement des salaires aux conditions fixées par l'union, et que l'employeur trouvé coupable d'inobservation de la clause

en employant le « sweating système » serait exclu à l'avenir de tous les autres contiats; que ce congrès pousse les diverses législations d'Etats à faire voter une loi contre les accidents résultant de toutes les occupations industrielles; que ce congrès demande le vote dans chaque Etat, qui ne l'a déjà fait, d'une loi d'arbitrage obligatoire, et qu'une loi Fédérale d'arbitrage fut faite pour toute la République, aux fins de régler les difficultés qui s'étendent au-delà des limites d'un Etat en tenant compte des conditions différentes des Etats; que la limite d'âge pour adultes, dans l'engagement et le renvoi des employés de l'Etat, soit abolie; que tout le travail pour les gouvernements soit fait les jours ouvrables; que ce congrès affirme qu'il est désirable que par la loi, tous les droits du citoyen soient reconnus aux employés de l'Etat et que condamne la proposition faite par tout gouvernement d'Etat de.donner représentation séparée aux employés civils; que l'établissement de Bureaux du Travail pour hommes et femmes soit poursuivi; que ce congrès reconnaissant la légitimité de l'impôt sur la valeur des terres, recommande l'établissement dans chaque Etat, d'une taxation uniforme sur cette base; que ce congrès est de l'opinion que le jugement dans le cas de la Taff Vale est une infraction aux droits de la Trade-Union, et il demande que les membres du Travail de tous les parlements d'Etats ainsi que les autres membres libéraux, fassent voter le plus tòt possible une loi exemptant les Trade-Unions, les membres des Trade-Unions et les employés des Trade-Unions des suites d'un tel jugement; que le commerce des liqueurs soit nationalisé; que ce congrès conseille vivement aux trade-

unionistes de la République d'acheter tout ce qui est nécessaire à la vie d'après les principes purs de la coopération.

Des démarches seront faites pour établir un comité permanent, afin de tenir les comités des divers Etats en relations entre eux pendant l'intervalle entre les congrès.

*
* *

Ce n'est que depuis quelques années, que les trade-unionistes dirigent leur attention sur l'action politique; les unions par leurs conseils du Travail s'occupent de plus en plus de la politique. C'est aux socialistes à tirer profit des avantages de la situation.

Club Socialiste International de Sydney.

1904.

La Démocratie socialiste en Arménie

Au mois d'août 1900 parut à Genève le premier numéro de la revue socialiste arménienne *Handes*, et à cette époque même nous avons envoyé notre rapport au Vme Congrès socialiste international de Paris.

Depuis cette date, dans l'espace de dix mois, la rédaction de ladite revue a publié cinq numéros de *Handes*, environ 300 pages de texte gr. format, un programme de 32 pages petit format, une brochure de critique, 36 p., et un exposé sommaire de ses principes. Au mois de juin 1901, la rédaction de *Handes* a dû cesser ses publications par suite d'empêchements matériels.

Pendant ce temps d'arrêt s'est constitué un groupe qui, à l'heure actuelle, compte dans son sein six membres, formant la « Démocratie socialiste arménienne de l'Europe ». Tout récemment a été fondé en Bulgarie un autre groupe, également de six membres, qui constitue la « Démocratie socialiste arménienne de Bulgarie ». Mille difficultés et divers obstacles ont empêché jusqu'à présent la formation de groupes semblables soit dans le Caucase, soit en Amérique ou en Arménie turque.

Dans sa séance du 27 septembre 1903, le premier de ces groupes a décidé de reprendre l'œuvre interrompue et d'entreprendre la publication d'un nouvel organe, dont le titre est *Banvor (L'Ouvrier)*. Le premier numéro

de cette revue a paru vers la fin de l'année 1903, formant une brochure de 64 pages.

Le but du groupe la « Démocratie socialiste arménienne » est : Développer par son organe et ses publications la presse et la littérature socialistes en langue arménienne; assujettir le socialisme scientifique à la réalité de la vie arménienne et en interpréter les manifestations économiques et sociales; polémiquer contre les partis révolutionnaires-nationalistes; dégager du reste de la nation le prolétariat arménien, industriel et agricole; affirmer ses intérêts de classe et sa mission historique dans tous les pays où habitent les Arméniens. En outre, son but est de créer des groupes dans chaque pays et provoquer leur impulsion et leur initiative, afin qu'ils entreprennent eux-mêmes l'éducation et l'organisation du prolétariat arménien de leur pays. Ces groupements formeront ainsi, dans un avenir prochain, les partis socialistes arméniens de ces pays. Chacun d'eux formera un parti déterminé parmi les partis des autres nationalités, et, en même temps avec eux, un seul et même parti socialiste pour le pays entier. Ainsi se détermine le rôle de notre groupe actuel, lequel n'a aucun lien organique le rattachant aux autres groupes, soit dans le Caucase, soit en Arménie turque ou ailleurs.

En effet, les différentes conditions du prolétariat arménien des divers pays, et la situation historique de l'Arménie, laquelle se trouve sous la domination de différents Etats, nous ont engagés à ne pas fonder un seul parti socialiste arménien dans tous les pays, avec un seul et même programme de revendications et un seul et même comité directeur; et c'est pourquoi aussi

nous n'avons pas formé un parti socialiste arménien indépendant dans chaque pays. Mais d'autre part, nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas lieu de fonder dans chaque pays, et par exemple en Russie, un seul parti pour le prolétariat de la nation dominante. Ce dernier engloberait les prolétaires de toutes les autres nationalités, non comme des unités totales et représentées, mais en tant qu'individus particuliers, C'est dans ce sens que s'était prononcé le deuxième Congrès du Parti socialiste démocrate *russe* (qui s'appelle on ne sait pour quelle raison, le « Parti ouvrier démocrate-socialiste de *Russie* ») et cela sous un régime *absolutiste* d'organisation, donnant ainsi une interprétation fausse de la solidarité internationale du prolétariat et de l'organisation centraliste du parti. Cette forme d'organisation est absolument funeste pour tout le prolétariat et doublement encore pour le prolétariat d'autres nationalités.

Bien au contraire, le prolétariat arménien (aussi bien que le prolétariat d'autres nationalités) doit dans chaque pays avoir sa propre organisation, avec ses comités provinciaux et régionaux, avec son comité général, ses commissions de contrôle et de presse, ses congrès et sa représentation, autonomes et seuls compétents pour ses propres affaires intérieures: et ainsi, comme unité totale et déterminée, se lier organiquement avec le prolétariat d'autres nationalités, formant tous ensemble le parti général du pays. Il doit se soumettre au programme général du parti élaboré par tous, et à son comité directeur, dans lequel il doit avoir son représentant. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la Russie, se formera le vrai « Parti ouvrier socialiste-démocrate de

Russie ». C'est la seule forme d'organisation qui peut sans entraves assurer le développement du prolétariat arménien; c'est le seul moyen par lequel peut être efficace la propagande socialiste de langue arménienne, car nous pouvons mener plus fructueusement la lutte dans la presse et dans la pratique contre les tendances bourgeoises et nationalistes

Par ce moyen, nous pouvons mieux nous livrer au travail intérieur du parti et développer la presse et la littérature socialistes. C'est aussi la seule forme dans laquelle peuvent s'affirmer les diverses capacités et les divers talents des propagandistes, des théoriciens et des organisateurs du prolétariat arménien. Ce mode d'organisation étant le seul rationnel, il correspond aux besoins de la réalité et au développement normal de tous les éléments du parti; il procure encore un puissant stimulant dans tous les pays et particulièrement en Russie, pour la lutte contre les tentatives de fusion et de russification féroce du tzarisme, au nom du libre développement de la société.

Il est évident que le prolétariat seul est la base du Parti socialiste arménien, et ce prolétariat a surgi au sein de la nation arménienne dans tous les pays. En Arménie turque, ce sont les métayers qui forment le prolétariat agricole et avec eux quelques centaines d'ouvriers dispersés dans les diverses contrées du pays. En Amérique, c'est tout un prolétariat industriel d'environ 30,000 personnes; en Egypte, en Bulgarie, en Roumanie existent également de nombreux ouvriers et des journaliers. Et dans le Caucase s'augmente et se développe le prolétariat arménien, luttant héroïquement contre le régime odieux du tzarisme et comptant dans

ses rangs des centaines de victimes. Le prolétariat arménien de chaque pays doit s'organiser en un parti de classe opposé à la bourgeoisie, à l'Etat et à l'ordre capitaliste: il doit, au nom du socialisme, formuler ses revendications politiques et économiques dans les cadres géographiques qui lui ont été donnés, c'est-à-dire poursuivre son unique but qui est la transformation de la propriété capitaliste, des moyens de production et d'échange, en propriété collectiviste dans une démocratie politique. Pour arriver à ce résultat, il doit mener la lutte de classe contre cette bourgeoisie et cet Etat, et réaliser ses revendications, non par la nouvelle méthode de la « collaboration des classes », mais en restant en opposition constante, en marchant vers la conquête définitive du pouvoir politique, vers la révolution et vers la dictature de classe, comme l'unique moyen de réalisation de l'ordre socialiste. Nous repoussons l'autonomie nationale et particulièrement « la fédération du Caucase » comme revendication politique du prolétariat dans le sens de séparation politique des Etats. Le prolétariat n'a aucun intérêt à mettre son temps et ses énergies au service de cette idéologie bourgeoise de l'autonomie nationale, laquelle n'est d'ailleurs qu'une chimère et qu'une impossibilité.

Avec la réalisation successive de ses revendications de classe, et surtout par le suffrage universel, le prolétariat arménien, en complète solidarité avec le prolétariat d'autres nationalités du pays, acquiert déjà tout ce qui lui est nécessaire pour son développement autonome politique, économique et intellectuel dans les cadres de l'Empire. C'est à l'avenir de diviser la Russie en des régions économiques, d'après les besoins de la

production. En ce qui concerne l'Arménie turque, nous nous guidons par les mêmes principes, et son autonomie n'est point pour nous la condition unique de notre action socialiste. Le Parti socialiste de l'Arménie turque ne doit pas être l'initiateur de soulèvements nationaux, comme le sont les partis révolutionnaires arméniens. Son œuvre est de mener avec ses propres forces prolétariennes la lutte de classes contre la bourgeoisie et le gouvernement, pour la réalisation de son programme de réformes politiques et économiques, dont nous avons parlé plus longuement dans notre rapport de 1900.

Notre groupe, en raison même de son attachement au socialisme scientifique, de l'application qu'il fait de ses principes à la réalité arménienne, et de sa forme d'organisation — toutes choses qui le distinguent des autres partis — ne peut se développer que très lentement, étant donné encore le sultanisme en Turquie, le tzarisme en Russie et les difficultés inouïes de communication. Mais nous espérons fermement en un bon avenir.

Vive le socialisme international.

Genève, le 10 décembre 1903.

Pour le groupe et pour la rédaction.

E. PALIAN.

Mouvement Ouvrier et Socialiste dans le Grand Duché du Luxembourg

Sous le point de vue économique, le Grand-Duché de Luxembourg peut être divisé en deux parties : une partie agricole formant plus des neuf dixièmes du territoire, et une partie industrielle, constituée par une bandelette étroite ayant à peine un kilomètre de large, sur une longueur de 20 kilom. au plus. C'est la zone frontière sud-ouest, formant le coin sud-ouest du canton d'Esch.

Mais si on ne s'arrête pas aux frontières politiques, on voit que cette bandelette elle-même fait partie d'une bande de terre s'étendant des bords de la Moselle en Lorraine allemande jusqu'à la frontière belge à Athus. La longueur de cette bande est de 25 à 30 kilomètres, sa plus grande largeur de 5 à 8 kilomètres.

Sur cette superficie de 150 à 200 kilomètres carrés se trouve concentrée une industrie des plus importantes du monde entier.

En effet, on y trouve pour ainsi dire juxtaposées et alignées les usines de Hayange, de Rombach, d'Aunetz, d'Ottange, d'Audin le Tiche, de Rédange et tant d'autres en Lorraine allemande ; les usines de Dudelange, de Rumelange, d'Esch s/Alzette, de Differdange, de Rodange dans le Grand-Duché ; de Villerupt, Hussigny, Mont-Saint-Martin, Longwy en France ; enfin celles d'Athus, de Halanzy en Belgique. Et à côté de cette agglomération d'usines se trouvent

des exploitations minières souterraines et à ciel ouvert innombrables.

Quel est le nombre des ouvriers occupés sur cette étroite bande de terre? Impossible de le dire. D'après les dernières statistiques fort inexactes, le canton d'Esch du Grand-Duché comptait en 1899 environ 12,600 ouvriers. En 1900, il y en avait 15,800; au commencement de 1901, il n'y en avait plus que 11,000 et à la fin de 1901, il y en avait de nouveau 13,165.

On peut donc dire que le nombre total du centre délimité comme il est dit plus haut, est supérieur à 100,000 ouvriers occupés exclusivement dans l'industrie du fer.

Et cette masse énorme de travailleurs — on doit l'avouer à regret — manque presque complètement d'organisation.

C'est le prolétariat classique, dans le sens le plus rigoureux du terme.

Quoiqu'il y en ait parmi eux certainement qui possèdent une maisonnette, un bout de champ, un jardinet, la majeure partie est certainement formée de prolétaires proprement dits.

Comment se fait-il que ces ouvriers ne soient pas organisés?

La cause réside dans les conditions sous lesquelles vivent ces travailleurs.

D'abord les frontières politiques qui les séparent, ne sont pas favorables à une entente sur le terrain politique et partant aussi sur le terrain économique.

Les ouvriers appartiennent à des nationalités différentes, non pas que chaque nationalité se trouve confinée aux usines établies dans leurs pays respectifs, que

par exemple, les usines situées sur le territoire allemand n'emploient que des Allemands, les usines luxembourgeoises seulement des Luxembourgeois et ainsi de suite; mais toutes ces nationalités s'entrechoquent, se heurtent dans les différentes usines.

Dans ces quatre pays, cinq nationalités fournissent pêle-mêle les travailleurs: Allemands, Français, Belges, Luxembourgeois et Italiens se coudoient dans les mêmes usines, dans les mêmes chantiers, travaillent et peinent ensemble, mais vivent dans l'isolement le plus complet. Les Français travaillent avec les Allemands, les Allemands avec les Français; tous les deux avec les Italiens, les Luxembourgeois, etc.

Mais ils vivent plutôt en frères ennemis qu'en compagnons de travail et de lutte. Souvent des hostilités ouvertes se font jour entre indigènes et étrangers. C'est souvent une guerre sourde et cruelle entre hommes gémissant sous le même joug.

Tels les esclaves, continuant leurs hostilités sur les négriers dans lesquels ils sont entassés comme des harengs, tels des prisonniers ligotés ensemble pour faire le trajet dans la Sibérie, se traitant en ennemis féroces.

On a vu dans les derniers temps toutes les industries du fer du Grand-Duché et de la Lorraine se syndiquer afin de sauvegarder les intérêts de l'industrie. Mais les ouvriers qui ont des intérêts majeurs à sauvegarder, restent dans l'isolement.

Si on analyse la composition de la population ouvrière du canton d'Esch on trouve un explication à ce phénomène désolant.

En 1902 on comptait, comme nous l'avons dit, 13.165 ouvriers dans l'industrie du fer. Cette population

se décompose comme suit : Luxembourgeois 6.996; Français 514; Belges 770; Allemands 2.262; Italiens 3.382; d'autres nationalités 141.

Pour autant que nous soyons renseignés, il en est de même dans les usines de la Lorraine, de Villerupt, Athus etc.

Cette composition donne la clé de l'énigme. La diversité des nationalités oppose des difficultés presque insurmontables à toute organisation sérieuse.

Mais on se demande : Est-ce que le socialisme international trouverait tâche plus belle, plus fructueuse que l'organisation de ces masses ouvrières séparées en différents régiments par des barrières nationales? Cinq nations, à peu près toute l'Europe continentale, sont intéressées à l'organisation de ce prolétariat, et presque rien n'a été fait jusqu'ici dans ce but. Il y a bien quelques rudiments d'organisation, mais tout est, pour ainsi dire, encore à faire.

Nous avons bien vu dans le bassin minier du Grand Duché quelques propagandistes italiens, entre autres le député Morgari donner quelques conférences à leurs nationaux; l'œuvre de propagande n'a pas été poursuivie.

Mais le socialisme international pourrait-il trouver un meilleur champ pour réaliser la belle divise, due à Karl Marx : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* Eh bien! nous croyons que le socialisme international qui se plaît si souvent — et à bon droit — à émettre des vœux plus ou moins platoniques en faveur de tel ou tel desideratum philanthropique international, aurait ici un vaste champ d'action, le plus vaste et le plus fertile du monde entier.

La tâche est bien difficile, ardue, ingrate peut-être,

mais elle est bien faite pour attirer l'attention de tous ceux qui attendent du socialisme international la rénovation du monde et l'émancipation des travailleurs.

C'est pourquoi nous soumettons au bureau international socialiste cette importante question avec l'espoir qu'il lui vouera toute l'attention qu'elle comporte.

*
* *

Le mouvement ouvrier et socialiste est tout récent, dans le Grand-Duché de Luxembourg; il date, à proprement parler de 1902 où la première société social-démocratique fut fondée dans la ville de Luxembourg.

Les premiers députés, réputés socialistes, entrèrent à la Chambre des députés en 1896. Depuis les élections de 1902, la fraction socialiste compte 5 membres.

Depuis une dizaine d'années, les questions sociales sont à l'ordre du jour, dans le Grand-Duché. Déjà en 1876, il est vrai, le travail des femmes et des enfants fut réglé par voie législative; en 1895 fut votée une loi contre le trucksystème, assez peu efficace, une loi sur la cessibilité et l'insaisissabilité des salaires.

En 1898 fut votée une loi contre les atteintes à la liberté du travail (art. 310 du code pénal français et belge). Cette loi est une copie du texte belge; mais jusqu'ici elle n'a pas encore donné lieu à application, et il est à prévoir qu'elle restera lettre morte.

Les lois sociales les plus importantes datent de 1902. C'est dans cette année que furent votées la loi sur l'assurance *obligatoire* des ouvriers en cas de maladie (loi du 31 juillet 1901) et la loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents (loi du 5 avril 1902). C'est une copie des deux lois allemandes. La seule modifi-

cation principielle consiste dans l'introduction du système de capitalisation (système autrichien) à la place du système de répartition (système allemand). La première de ces lois est entrée en vigueur le 1 décembre 1902; la seconde le 1 avril 1903.

Il va de soi qu'on ne peut pas encore se prononcer sur l'efficacité de ces deux lois; mais il paraît que les résultats sont très satisfaisants. Actuellement, la question de l'assurance pour la vieillesse et l'invalidité est à l'ordre du jour. Le porte-parole des cléricaux chante merveille de la loi belge dont il voudrait doter le pays; mais il paraît que le système allemand (assurance obligatoire) devra l'emporter. Ce système a l'appui, comme bien on pense, de nos amis.

Nos députés socialistes prennent une part fort active à toutes les questions politiques et autres. Déjà ils ont réussi, avec le concours d'autres députés, naturellement, à faire abaisser le cens électoral jusqu'à la limite établie par la Constitution, ils ont fait réintroduire l'envoi gratuit du compte-rendu des débats de la Chambre, à tous les électeurs, etc.

Depuis quelque temps les ouvriers déploient une grande activité en vue d'influencer le corps législatif, et particulièrement, ils mènent une campagne très vive pour le Suffrage Universel.

La première société socialiste (Sozialistische Verein) fut fondée à Luxembourg (ville), le 26 janvier 1902. Elle compte actuellement 393 membres. Chaque dernier dimanche du mois, il y a assemblée générale. Dans les derniers temps, la société dispose d'un local approprié.

D'autres sociétés socialistes se sont formées dans le courant de l'année précédente et courante : à Esch s. A.,

le 7 juin 1903, avec 300 membres; à Schifflange, le 19 septembre 1902, avec 106 membres; à Bétange, le 21 juin 1902, avec 66 membres; à Petange, le 14 juin 1902, avec 80 membres; à Rodange, le 14 juin 1902, avec 40 membres; à Belvaux, le 18 octobre 1903, avec 47 membres.

Toutes ces sociétés s'adonnent à la propagande politique.

Dans les derniers temps, le mouvement syndical a pris naissance dans la ville de Luxembourg où nous avons actuellement : Le Syndicat des Ouvriers du Métal, fondé le 19 juillet 1903, avec 51 membres; le Syndicat des Ouvriers du Bois, fondé le 19 juillet 1903, avec 37 membres; le Syndicat des Ouvriers du Bâtiment, fondé le 19 juillet 1903, avec 60 membres; le Syndicat des Cordonniers, fondé le 22 mars 1903, avec 15 membres.

Enfin, il y a justement un an, la première coopérative fut fondée à Esch s. Alzette. Elle comprend une Maison du Peuple avec salle de conférences, salle de fêtes, boulangerie avec pétrin mécanique et fours à système perfectionné, et une imprimerie.

Les ouvriers gantiers de la ville de Luxembourg — environ 150 — sont affiliés à l'organisation internationale des gantiers.

Le parti social-démocrate du Grand Duché de Luxembourg a été fondé en 1896. Il possède un journal hebdomadaire tiré à 1800 exemplaires par semaine.

Il y a 5 députés socialistes au Parlement, élus dans le canton d'Esch : Brasseur, Diderich, Metzler, Spoo et Welter.

Enfin, cette année-ci le parti socialiste fut définiti-

vement fondé par l'élaboration du programme socialiste et l'adoption des statuts du parti.

Pour le bureau du Parti Social-Démocratique
luxembourgeois :

Le Secrétaire,
JACQUES THILMANS.

Le Président,
Dr WELTER.

La social démocratie de Hongrie

Pardonnez-nous le retard dans la réponse; mais plusieurs grèves de grande importance et la lutte que nous avons engagée pour le suffrage universel nous ont tellement comblé d'ouvrage, que vous trouverez pardonnable ce retard. Nous le trouvions d'autant plus pardonnable que nous avions déjà répondu antérieurement à la plus grande partie de vos questions.

L'organisation sociale démocratique de Hongrie, est essentiellement différente de celle de tous les autres pays civilisés. L'organisation politique est entravée à tel point que nous ne pouvons nullement parler d'organisation politique unitaire — quant aux organisations économiques elles ne peuvent se développer, que depuis ces dernières années. Ce n'est que depuis quelques mois que la constitution d'organisations nationales est autorisée, — et encore elle n'est pas admise pour tous les syndicats.

Le droit de suffrage est limité à un cens très élevé (21 couronnes d'impôt direct) de façon que la grande majorité des ouvriers est exclue de la lutte électorale; même la plus grande partie des petits propriétaires est dépouillée de ce droit. A peine 900,000 des 19 millions d'habitants de la Hongrie sont électeurs, soit 46 électeurs sur 1000 habitants.

La constitution d'organisations politiques unies étant interdite, il nous est impossible d'indiquer le nombre

des camarades qui font partie du Parti. Nous ne connaissons que très approximativement le nombre des ouvriers syndiqués, car malheureusement à peine 50 % des syndicats nous ont renvoyé les feuilles statistiques.

Nous ne vous renvoyons point les feuilles interrogatoires, car il vous serait impossible de vous former une image claire du mouvement d'après ces renseignements. Aussi préférons-nous esquisser brièvement l'état actuel du mouvement.

La première association, le *Buchdrucker Fortbildungsverein*, s'est constituée en 1867. Une partie des membres suivaient les idées de *Schulze-Delitzsch*, tandis que les autres propageaient les idées de *Lassale*.

En 1867 les adhérents de ces deux tendances s'organisèrent en deux associations particulières. La vie du cercle *Schulze-Delitzsch* fut de courte durée.

Au mois de mars de l'année 1869 eut lieu la première réunion démocratique. Le 8 avril 1870 parut le premier journal, portant le nom *Altalános Mùnsás Ujsác* (Journal Général des Ouvriers).

Le 16 mai 1880 eut lieu le premier Congrès du Parti. Le programme qui y fut accepté resta le programme officiel jusqu'en 1890.

1890 est la date initiale d'un mouvement social démocratique unitaire, se dévéloppant consciemment vers le but fixé. Jusqu'à cette année, le gouvernement s'épuisa en injures et en atrocités pour tuer le mouvement. Bien des camarades durent subir de longues peines de prison, mais l'agitation dans l'intérêt des idées sociales démocratiques n'arrêta point. Si les résultats ne furent pas des meilleurs, c'est la situation économique du pays qui en est cause. Les ouvriers de la Hon-

grie acceptèrent avec grand enthousiasme la résolution du Congrès International de Paris de 1889, au sujet de la fête universelle du 1ier mai. 30,000 ouvriers et ouvrières prirent part à la grande démonstration organisée par le Parti.

Le IIe Congrès du Parti, qui eut lieu en 1890, acceptait le programme de *Hainfeld* (Autriche). En conformité de la résolution du dernier et IXe Congrès qui eut lieu en 1902, une commission fut chargée de la rédaction d'un nouveau programme.

Le développement organique du mouvement politique et économique date de l'année 1890.

*
* *

Ainsi que nous venons de le mentionner, la date de la constitution du Parti peut être fixée à 1869. A défaut d'organisations politiques (leur constitution étant interdite) nous ne pouvons pas vous communiquer le nombre des camarades.

Les revenus du Parti ont été :

En 1891 :	2450 Couronnes	54 d.
» 1892 :	4467 »	26 »
» 1893 :	12897 »	12 »

Du 25 avril 1894	jusqu'au	24 mai 1896 :	55,809 C.	76 d.
» 24 mai 1896	»	15 mai 1897 :	23,475 »	34 »
» 15 mai 1897	»	15 mars 1899 :	82,616 »	68 »
» 1 avril 1900	»	15 mai 1901 :	50,697 »	23 »
» 15 mai 1901	»	15 mars 1902 :	43,914 »	24 »

Les dépenses du Parti furent toujours égales aux revenus, de façon que pour le mouvement, le Parti ne dispose d'aucun fonds.

Le journal du Parti, le *Népszava* paraît 3 fois par semaine en 11,000 exemplaires. Le journal allemand, le *Volksstimme* paraît tous les jeudis à 3,000 exemplaires.

Il est possible, qu'au 1er janvier 1903 nous réussirons à faire du *Népszava* un journal quotidien.

Outre ces deux journaux, il paraît encore les hebdomadaires hongrois :

Le *Munkás* à 2,000 exemplaires.

Le *Gröri Munkáslap* à 1,200 exemplaires.

Le journal paraissant une fois par mois, le *Szombathelyi Munkáslap* tire à 1,500 exemplaires.

Journaux allemands :

Westungarische Volkstimme, 1,500 exemplaires, une fois par semaine.

Volkswille, 2,000 exemplaires, une fois par semaine.

Le Parti ne peut pas intervenir sérieusement dans le combat électoral à cause du cens très élevé. Aux élections dernières nous avons obtenu 800 voix dans 20 départements. Le Parti peut montrer de bien meilleurs résultats aux élections communales. Nous avons 217 députés dans 41 communes, bien que nous ne puissions nullement attacher une grande importance à ce phénomène, attendu que les communes sont entièrement dépouillées de leur autonomie.

Une statistique systématique des emprisonnements et des amendes n'existe que depuis 1897. Pendant ce laps de temps, nos camarades furent poursuivis avec acharnement. Du 25 mai 1897 jusqu'au 14 avril 1899, 109 camarades furent *arrêtés* pour violence; 51 ouvriers furent *fusillés* à cause du mouvement; 114 ouvriers blessés. Il y eut des perquisitions domiciliaires chez 270 camarades; 295 ouvriers furent *emprisonnés*; 285 *expul-*

sés; 34 ouvriers reçurent dans les prisons des blessures sanglantes. La durée entière *des détentions* s'élève à 47,645 jours. La durée totale des punitions de cachot se monte à 14,120 jours. La durée totale des punitions subies dans la prison d'Etat est de 3320 jours. Soit au total 65,085 jours, c'est-à-dire 178 années et 115 jours. La somme des amendes se monte à 34,624 Couronnes. 28 cercles ont été dissous. L'approbation des statuts fut refusée dans 29 cas.

Des Congrès furent tenus :

En	1880, 16-17	mai	à	Budapest
»	1890, 7-8	décembre	»	»
»	1893, 6-7	janvier	»	»
»	1894, 13-15	mai	»	»
»	1896, 24-25	mai	»	»
»	1897, 6-7	juin	»	»
»	1898, 15-16	avril	»	»
»	1901, 26-27	mai	»	»
»	1902, 30-31	mars	»	»

Nous avons déjà envoyé des éditions du Parti : brochures, livres, statuts, registres etc., mais comme ils sont écrits en hongrois, il est probable que les camarades ne les comprendront pas.

Mouvement syndicaliste

En 1889, il y avait déjà 7 cercles. Le premier congrès syndicaliste eut lieu les 21-22 mai 1889. D'après la statistique de 1899, il y avait alors 126 cercles avec 23,603 camarades. Aujourd'hui nous en avons 44 dans la capitale et 147 en province. — Nous ne pouvons pas

donner le total des revenus des cercles, car ce n'est que maintenant que nous sommes en train de recueillir les feuilles statistiques.

Les journaux syndicalistes sont les suivants :

Le *Famùnkások Lapja* (Ouvrier sur bois), paraissant deux fois par mois à 1,500 exemplaires.

Le *Kômüves* (Maçons), une fois par mois à 1,500 exemplaires.

Le *Köfaragó* (Maçons), par mois une fois à 600 exemplaires.

Le *Könyvkötö* (Relieurs), deux fois par mois à 1,000 exemplaires.

Le *Kereskedelmi Alkalmazottak Szaklapja* (Employés des magasins), une fois par mois à 1,600 exemplaires.

Le *Szaból Szaklapja* (Tailleurs), une fois par mois à 1,600 exemplaires.

Le *Vás- és Fémmunkások Szaklapja* (Forgerons et Métallurgistes), deux fois par mois à 2,800 exemplaires.

Le *Typographia* une fois par semaine à 3,400 exemplaires.

* * *

Le mouvement socialiste en Hongrie date de l'année 1869. Le parti a été constitué le 16 mai 1880. Les congrès du parti ont eu lieu à Budapest, les 16 et 17 mai 1880, 7 et 8 décembre 1890, 6 et 8 janvier 1893, 13 et 15 mai 1894, 24 et 25 mai 1896, 6 et 7 juin 1897, 15 et 16 avril 1899, 26 et 27 mai 1901, 30 et 31 mars 1902. En 1902, il y avait un journal paraissant 3 fois par semaine et tiré à 3300 exemplaires par semaine, et 6 journaux périodiques, dont 3 allemands, dont le tirage s'élevait à 506,200 exemplaires par an. Le

nombre de journaux corporatifs est de 8. Le Parti a obtenu 800 voix socialistes aux élections générales de 1901, et a 217 conseillers communaux dans 41 localités. Le nombre de syndicats ouvriers a passé de 126 en 1899 à 191 en 1902. On comptait 23,603 ouvriers syndiqués en 1899. *(Note du Secretariat.)*

Le parti social démocratique en Finlande

(1900-1902)

Le parti socialdémocratique en Finlande se compose des associations, des syndicats professionnels et des unions qui approuvent le programme de ce parti et qui remplissent les devoirs prescrits par les assemblées. Une personne particulière peut y appartenir seulement comme membre d'une association quelconque, mais pas comme une personne privée. Les associations appartenant au parti payent à l'administration de celuici, comme tribut annuel, 60 pennis (cent.) pour chaque membre. L'administration se trouvant à Abo, se compose de 7 membres de cette ville — qui forment le comité exécutif s'assemblant très souvent — et de 12 membres d'autres contrées. Ceux-ci se réunissent en consultation commune au moins une fois par an. Dans l'intervalle les questions concernant la direction et la tactique du parti sont soumises par écrit aux délibérations des associations fédérées. L'assemblée social-démocratique générale de notre pays a lieu tous les deux ans. Les associations susnommées y envoient un représentant pour chaque centaine de membres.

Le parti fut fondé sous le titre de *Suomen työväen puolue* (le parti ouvrier de la Finlande) à l'assemblée des représentants des associations ouvrières à Abo en 1899. Alors on fit un programme spécial fondé sur celui

d'Erfurt. Puis on eut des assemblées, les 17-20 juillet 1901 à Vibourg, et les 17-20 août 1903 à Forssa, au cours desquelles fut élaboré un nouveau programme socialdémocrate complet. Le parti reçut le nom *Sosiaalidemokraathinen puolue Suomessa.* (Le parti socialdémocratique en Finlande.) Vers la fin de 1900 il comptait 25 associations ouvrières avec 7054 membres; vers la fin de l'année suivante 30 associations avec 7100 membres. Ce jeune parti s'agrandit, et avait en 1902, 41 associations comptant 8251 membres. A présent il y a 60 associations et plus de dix mille membres environ. En dehors du parti ne se trouvent plus que quelques associations de peu d'importance.

La puissance de notre parti ne peut pourtant être mesurée aux chiffres ci-dessus, car il y a partout dans tout le pays de très nombreuses personnes qui n'appartiennent pas absolument à l'organisation, soit par manque d'association, soit pour d'autres raisons, mais qui dans les cas décisifs sont prêts à agir en faveur de celle-ci.

C'est le grand nombre de journaux et de brochures qui nous fortifie dans cette opinion. *Työmies* (L'ouvrier) à Helsingfors est publié 6 fois par semaine, et se tire à 10.000 exemplaires. *L'ánsisuomen Työmies* (L'ouvrier de la Finlande Occidentale), paraît 3 fois par semaine à 4.000 exemplaires à Abo, *Kansan Lehti* (Le journal du peuple) à Tammerfors, 3 fois p. s., 4000 exemplaires, le journal littéraire *Imanvietto* (La soirée) et le journal suédois *Arbataren* (L'ouvrier), tous les deux publiés à Helsingfors une fois par semaine, celui-là avec 2000, celui-ci avec 1500 abonnés. Des publications illustrées de circonstance paraissent régulièrement *Kevätlehti* (Journal du Printemps) pour le 1 mai, l'édition

comporte 5.000 exemplaires et *Unden ajan kynnyksella* (Sur le seuil du nouveau temps) compte 96 pages et a un tirage de 8.000; et *Eteenpain* (En avant) paraît à la Noël, à 9.000 exemplaires. Outre ces organes il se publie tous les ans plusieurs brochures et quelques œuvres plus grandes, traduites de la littérature socialiste de l'étranger.

Pour l'agitation orale du socialisme il existe au service du parti un agitateur rétribué et 5 ou 6 autres camarades sont engagés selon les circonstances pendant l'été. Les associations les plus importantes envoient des orateurs à la campagne. Il est évident que dans un pays à population peu dense (7 personnes par kilomètre carré) et soumis à un hiver dur, l'agitation doit être difficile. La liberté de réunion est à peu près factice. Par suite de la pénurie d'orateurs, il est organisé chaque année des cours spéciaux d'agitation à la fois théoriques et pratiques, qui ont lieu vers la Noël; ils durent 3 à 4 semaines. Les cours sont fréquentés par des affiliés de différentes parties du pays. Les cours ont porté sur les objets suivants : l'histoire du socialisme, la législation protectrice de la classe ouvrière dans les différents pays, le mouvement syndical et coopératif, l'explication approfondie du programme du parti avec exercices. Ces cours auront une conséquence heureuse sur le développement de la littérature socialdémocratique finnoise.

Le 1 mai, le parti a organisé dans la journée une démonstration, et dans la soirée des assemblées.



L'état du suffrage en Finlande est très défectueux. Les Etats se réunissent tous les cinq ans et ne doivent

pas être assemblés plus de 4 mois. Ils représentent quatre classes du peuple : la noblesse dont les membres se composent des représentants de chaque famille noble, l'ordre du clergé qui comprend 32 évêques et prêtres avec de 5 à 10 représentants des écoles secondaires, l'ordre des bourgeois, émanation des villes, choisis par la classe jouissant d'une certaine richesse, et enfin l'ordre des propriétaires fonciers. La plupart des questions sont décidées à la Diète par la résolution de trois états contre un. Quand deux Etats sont contre deux, la proposition échoue. Dans cet état de choses on ne peut naturellement parler de la représentation du prolétariat. Le seul Etat où il peut être question de la classe ouvrière, c'est l'ordre des bourgeois, mais dans cet ordre sont privés du droit du suffrage tous ceux qui se trouvent au service d'un autre, qu'ils travaillent continuellement, qu'ils soient nourris comme journaliers, qu'ils soient occupés d'une façon occasionnelle et enfin qu'ils exercent un métier. Pris dans le sens strict, cette règle suffit pour enlever le suffrage politique à la classe ouvrière des villes ; à la campagne on n'en a point. Mais ce n'est pas assez. Il existe un cens de 400 à 800 marks et une échelle de vote basée sur la situation de fortune et accordant jusqu'à 25 voix. Les communes urbaines pouvant elles-mêmes abaisser l'échelle de vote de l'ordre des bourgeois, le parti socialdémocratique a pris l'initiative de provoquer à cet effet des assemblées générales. Jusqu'à présent deux villes seulement ont abaissé l'échelle de cet ordre, mais l'approbation gouvernementale n'a pas encore ratifié cette résolution. Si cette ratification se produisait, le parti pourrait avoir deux ou trois repré-

sentants dans cet ordre. Dans quelques villes, l'échelle de vote à l'élection des députés est abaissée jusqu'à 10, mais les ouvriers n'en tirent pas profit, parce que les possesseurs de 8 à 10 voix peuvent annuler celles d'autrui.

La classe ouvrière ne peut guère participer à l'administration communale, car pour l'élection de ses mandataires il existe une échelle accordant en ville jusqu'à 25 voix et réclamant un cens de 400 à 800 marks; à la campagne cette échelle établie selon la situation de fortune est illimitée, à moins que le nombre de voix d'une personne ne dépasse le quinzième des voix données. Le parti s'est fortement démené contre ces injustices flagrantes ces derniers temps, s'attaquant principalement aux couches sociales dites inférieures, provoquant de nombreuses assemblées et publiant des brochures. (L'édition de la dernière brochure fut de plus de 40,000 ex.)

Pour la réformation de cet état de choses, il a aussi été envoyé des pétitions en masse au gouvernement.

Cette lutte absorbe beaucoup de forces et de travail de notre jeune parti. Il se peut que la bourgeoisie formule à la Diète une proposition semblable au système du droit de suffrage belge. Le parti social-démocratique s'efforcera de mener jusqu'au bout la lutte pour l'obtention d'un suffrage universel et égal et pour l'abolition de la représentation des quatre Etats.



La classe ouvrière de la Finlande n'a pas encore d'organisation spéciale. On compte environ 160 syndicats ouvriers dans tout le pays; quelques uns se

sont fédérés nationalement, par exemple les Unions des Typographes et des Ouvriers du Fer; cependant, une administration commune leur manque.

En attendant qu'un tel rouage soit créé, l'administration du parti a été obligée de se préoccuper des affaires syndicales, notamment les grèves très nombreuses et fréquentes provoquées par les patrons menaçant de renvoyer les ouvriers qui essayaient de se grouper.

Le nouveau programme du parti fait à l'assemblée de Forssa renferme, à l'exception de l'exposé des principes qui ne peut pas être publié en Finlande, les mêmes exigences de droit de vote, de représentation, de liberté d'association, de parole, de presse, etc., que les programmes socialdémocratiques des autres pays. On réclame l'obligation scolaire et l'enseignement gratuit, on demande que la religion soit considérée comme une chose individuelle, on réclame la suppression de toutes les contributions indirectes et personnelles et leur remplacement par des impôts progressifs, on demande une organisation juridique gratuite. Le programme renferme aussi les nombreuses formules de la législation protectrice de la classe ouvrière, peu développée en Finlande. A ce programme général se joint en outre un long programme spécial communal et un programme pour l'économie rurale. Les exigences les plus importantes de celui-ci sont : « les terres possédées par l'Etat ou par les communes (l'Etat de Finlande possède à peu près 14 millions d'hectares sur les 36 millions d'hectares de tout le pays) ne doivent être ni vendues ni transférées comme des donations, mais doivent être cultivées. Les terres, les cascades, les fossés, forcément vendables, doivent à prix estimé être

rachetés par l'Etat, et cédés principalement à des sociétés coopératives.

Au point de vue des circonstances difficiles et défavorables sous lesquelles la question social-démocratique se trouve en Finlande, elle a pendant l'année dernière fait de grands et rapides progrès. Les obstacles surgissent, les difficultés augmentent, mais en même temps ils vont pousser les couches inférieures du peuple vers une action plus vigoureuse. Le mouvement socialiste a pris pied parmi ces populations éloignées de la vie occidentale, tranquilles et sérieuses. Il ne pourra plus en sortir.

L'Administration du parti Social-Démocratique finnois

J. K. KARI, *Secrétaire.*

* * *

Le Parti ouvrier de Finlande a été fondé le 17 juillet 1890. Les deux congrès du Parti se sont tenus à Eurku Abo, le 17 juillet 1899 et le 17 juillet 1901.

En 1899, le parti comptait 13 groupes avec 4000 membres, en 1900, 25 avec 7054 membres et en 1901, 29 avec 5844 membres. Il y a 4 conseillers communaux en Finlande.

En 1902, il paraissait un organe quotidien avec un tirage de 7000 exemplaires par jour, et 3 journaux périodiques tirés à 3,500,000 exemplaires par an. Il y a aussi 3 journaux corporatifs. Le nombre des syndicats ouvriers a passé de 14 en 1899 à 63 en 1902, avec 9000 membres. *(Note du Secrétariat.)*

Le Parti Socialiste d'Allemagne

La puissance, l'influence et le développement du parti socialiste en Allemagne se base sur son organisation et sur sa discipline, cette pierre angulaire de la centralisation du parti, dont résulte la réunion volontaire des organisations locales, provinciales et rurales.

La conduite du parti entier, l'administration et l'emploi de ses biens sont confiés au Conseil des chefs du Parti composé de 7 membres.

La surveillance de la conduite et de l'administration du Conseil des chefs du Parti est exercée par une commission de contrôle composée de 9 membres.

Ces deux corps, le Conseil des Chefs du Parti et la Commission de Contrôle sont élus annuellement à l'assemblée générale du Parti, qui a lieu ordinairement dans le courant de la troisième semaine du mois de septembre.

Tout membre du Parti a le droit de présenter à la Commission de Contrôle ses griefs contre l'administration, la conduite, les règlements et les résolutions du Parti, le jour de l'assemblée générale.

Le caractère de centralisation dans l'organisation du Parti doit s'exprimer dans sa conduite uniforme.

La nécessité de la centralisation dans l'organisation a été toujours reconnue et mise au premier plan par les membres du Parti. A plusieurs reprises on a fait des

efforts pour fortifier encore la centralisation de l'organisation par l'introduction de diverses propositions à l'occasion des Congrès, mais de ces efforts il n'est resté que les bonnes intentions.

Jusqu'à présent il a été impossible de réunir tous les partisans organisés dans une combinaison qui s'étend à toute l'Allemagne.

Il est vrai que l'obstacle principal, la défense aux réunions politiques d'entretenir des relations mutuelles, a disparu, puisque cette défense a été supprimée en Prusse depuis le 7 décembre 1899; cependant l'obligation persiste de porter à la connaissance des autorités de police toute admission ou démission de membres du parti, obligation qui est presque impossible à remplir, mais dont la négligence pourrait être la source de toutes sortes de difficultés économiques pour un grand nombre de partisans.

Ces considérations engagent beaucoup de partisans à maintenir le systéme des « hommes de confiance », adopté à l'établissement des statuts à l'occasion de l'assemblée générale de Halle en 1890, soit indépendamment, soit côte à côte de la fondation et de la continuation des réunions électorales locales.

Dans les grandes villes et dans les centres d'industrie où les patrons ont été forcés de s'accoutumer à l'existence du socialisme, c'est à dire où les idées de parti ouvrier et de socialisme sont devenues synonymes, les partisans ont chargé les réunions électorales de toutes les affaires concernant le Parti.

Dans ces villes les partisans ne craignent ni l'autorité de la police ni le terrorisme des patrons, et comme les partisans n'ont aucune crainte de ces deux puissances,

celles-ci s'abstiennent de chicaner les ouvriers, mais s'il y avait des chicanes, celles-ci ne donneraient lieu qu'à des railleries.

C'est d'une pareille manière qu'un parti combattant doit être conduit, pour avoir du succès.

La conduite uniforme et la méthode d'appliquer partout le système de combat choisi, qui en résulte, forment, comme nous l'avons déjà mentionné ci-haut la base de la centralisation de l'organisation du Parti.

C'est pour cette raison que le caractère de cette organisation n'a pu être indiqué qu'en grands traits et qu'on s'est abstenu en l'indiquant de se mêler des occupations locales moins importantes dont s'occupent les partisans, ce qui a rendu possible le développement libre de toutes les forces et leur application efficace et utile dans les organisations locales, provinciales et rurales, tout en ménageant l'idée de centralisation de l'organisation et les statuts du Parti.

Les milliers de fils qui combinent les menues occupations du parti ne peuvent se réunir chez ses chefs et ceux-ci ne peuvent contrôler les nombreux canaux dans lesquels l'agitation doit être conduite; ce sont les organisations locales qui doivent s'en occuper et qui peuvent en même temps étendre leur travail d'agitation et d'organisation sur un champ plus vaste, si les circonstances l'exigent.

C'est ainsi que se sont établies les organisations départementales, provinciales et rurales.

La parti socialiste allemand combine dans son organisation la centralisation et la décentralisation, il profite des avantages qu'offrent ces deux idées, dont

l'effet réciproque a été produit par des besoins pratiques et qui sont reconnus par chaque membre du parti.

Excepté dans quelques départements de la Haute-Silésie, de Posmanie, de la Prusse orientale et dans quelques contrées du ressort de la Sarre, l'union des réunions électorales locales et des organisations départementales est complète et son champ de travail s'étend sur le département électoral entier du Reichstag.

Les partisans ont établi en partie dans les départements l'organisation qui leur paraît répondre le mieux au caractère centralisateur du parti entier, mais qu'ils ne désirent pas introduire universellement pour les raisons mentionnées ci-haut.

Ils ont fondé des réunions électorales dont chacune comprend un département électoral entier. Comme les conditions nécessaires pour le succès du travail d'organisation et d'agitation sont de nature toute différente dans les divers départements et puisqu'elles varient selon leur situation géographique et économique, le besoin de se réunir s'est fait bientôt sentir dans le but de se secourir dans l'œuvre du parti. Cet effort s'est exprimé dans le développement des organisations départementales, des organisations provinciales et rurales.

Toutes ces organisations ont leur assemblée générale annuelle qui a lieu ordinairement avant celle du Parti entier, ce qui rend possible de présenter à cette dernière, en forme de propositions, les souhaits et désirs exprimés à l'occasion des autres.

Ces Congrès départementaux et ruraux établissent pour la conduite de leurs affaires des comités d'agita-

tion, dont le mandat dure jusqu'à l'assemblée générale suivante. Il y a à présent 52 de ces comités qui remplissent un devoir très utile puisqu'ils doivent leur existence à la nécessité de suppléer au travail des Chefs du Parti. Les Comités d'agitation sont devenus un attachement nécessaire dans la conduite des actions du parti, ils facilitent le travail des chefs et ils sont en rapport continuel avec les membres, ce qui permet un jugement précis de tous les événéments qui concernent le parti en réduisant en même temps la possibilité de malentendus de la part des chefs.

L'activité et la combativité du parti se basent sur l'étendue et le développement de l'organisation, qui le mettent à l'abri de toute surprise. Tout membre de l'organisation remplit les devoirs dont il est chargé; en temps de repos politique ces devoirs se bornent à animer les ouvriers et à contribuer au renfort des finances.

Ceci démontre clairement l'effet réciproque qui existe entre la centralisation du parti entier et la décentralisation dans les organisations qui en font partie.

Le nivellement matériel nécessaire entre les départements électoraux pauvres et d'autres qui sont mieux fondés est réglé en premier lieu par les Comités d'agitation provinciaux, qui reçoivent des contributions de la caisse générale du parti dans le cas où leurs propres ressources ne suffisent pas. La caisse générale est sujette à de plus fortes épreuves pendant l'organisation d'actions plus importantes, telles que par exemple les élections du Reichstag.

Il a été convenu que la caisse générale du parti ne contribue pas aux dépenses faites pour les élections

municipales ou celles du Landtag, qui doivent être défrayées par les organisations locales ou rurales elles-mêmes.

Il s'en suit de là que les recettes et les dépenses de la caisse générale ne donnent qu'une idée incomplète de la puissance financière du parti. Cependant le rapport financier du parti prouve que les contributions des membres continuent à s'accroître à mesure que les sacrifices demandés à l'activité du parti augmentent.

Le rapport financier des chefs du parti annonce pour l'exercice du 1 août 1901 au 31 juillet 1902 :

Recettes	total	338,500
Dépenses	»	323,372

L'exercice suivant, celui du 1 août 1902 au 31 juillet 1903, pendant lequel les élections du Reichstag eurent lieu, donnent les chiffres suivants :

Recettes	total	628,247

Il est à remarquer cependant que presque tous les rayons électoraux dans les grandes villes ont non seulement défrayé eux-mêmes leurs dépenses, mais qu'ils ont même secondé les rayons voisins. En considérant d'ailleurs les sacrifices faits par d'autres rayons électoraux, le montant des recettes s'élève au double du chiffre mentionné ci-haut.

Nous ajoutons une spécification en diverses rubriques du montant et de l'emploi des dépenses pendant le dernier exercice :

MOIS	TOTAL		Agitation générale		Action politique		Contributions		Frais de procès et d'emprisonnem		Frais au Reichstag		Salaires et débours des Chefs du parti		Compte des Dépôts		Contributions à la Presse		DIVERS	
	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk,	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.	Mk.	Pf.
1902																				
Août . .	7778	97	1695	—	—	—	554	88	130	—	525	50	1463	69	3000	—	—	—	419	90
Septemb..	10024	84	8842	15	—	—	540	50	—	—	—	—	411	—	—	—	200	—	31	19
Octobre .	40735	10	10802	35	—	—	1182	—	31	80	4126	—	2482	45	17500	—	4534	25	76	25
Novemb..	27302	82	3151	35	500	—	710	50	116	—	7000	—	1192	07	12000	—	2620	—	12	90
Décembre	17221	05	4086	—	2200	—	1216	—	327	45	4500	—	1391	10	1000	—	2450	—	50	50
1903																				
Janvier .	2 876	36	6216	20	1215	20	1613	—	320	—	4500	—	1427	22	—	—	5530	—	54	74
Février .	30175	02	8947	20	—	—	600	—	136	60	4700	—	1204	42	12000	—	2570	—	16	80
Mars . .	21167	70	4092	10	—	—	13:2	85	170	—	4200	—	1012	—	5046	17	5290	18	44	40
Avril . .	113791	45	8924	65	64652	85	680	—	168	—	3900	—	2175	85	29000	—	4263	—	27	10
Mai . .	122383	85	2826	30	96176	65	5807	25	461	75	—	—	1335	55	14000	—	1620	—	156	35
Juin . .	106425	22	3924	27	94149	80	515	—	122	50	—	—	1072	90	6000	—	620	—	20	75
Juillet . .	3631 .	50	4442	—	23163	55	1520	50	140	—	—	—	186:	40	3500	—	1589	15	102	90
RM.	5:4211	88	67919	57 1)	282058	05	6252	48 2)	2124	10	33451	50 3)	17029	65 4)	103046	17	31286	58 5)	1013	78

En 1902/3 l'opposition au tarif de douane demanda presque toute la force du Parti, aussi bien au Reichstag qu'au dehors.

Le combat fut d'autant plus vif que son résultat ne pouvait manquer d'exercer une influence décisive sur les élections du nouveau Reichstag.

Ces élections eurent lieu le 16 juin 1903 et les ballotages le 25 juin.

Comme résultat du premier tour de scrutin le parti obtint 58 mandats, étant le même nombre qui fut atteint pendant la période législative de 1898 à 1903. Les 23 mandats conquis aux ballottages représentent la victoire emportée à cette occasion.

3,010,472 voix furent données aux candidats du parti, contre 2,107,076 voix en 1896, montrant une augmentation de 903,396 voix.

Nous ajoutons un tableau montrant, selon les divers pays le développement du parti dans ces rayons, où il a su maintenir ou conquérir des mandats.

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Prusse :													
Königsberg	—	303	1365	2066	1108	248	4351	7987	12370	10968	13522	14042	
Election	—	—	—	—	—	—	6426	10280	13138	13136	—	16569	1
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11914	—	—	
Berlin II	—	180	1143	3988	7583	3150	9282	14751	20225	26667	26269	34995	2
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	23381	29359	28547	—	
Réélection	—	—	—	—	7474	—	—	—	—	—	24320	—	
Réélection	—	—	—	—	2639	—	—	—	—	—	—	—	
Berlin III	—	519	1607	3991	6914	2452	6344	9088	12287	12732	11411	15124	3
Election	—	—	—	6070	—	—	—	10558	12945	14068	12766	—	
Réélection	—	—	1533	5765	—	3691	—	—	—	—	—	—	
Berlin IV	—	1104	3860	10769	20224	13573	25386	32064	40709	46356	45293	68758	4
Election	—	—	—	—	22020	18979	—	—	—	—	—	—	
Ber in V	—	—	1041	2032	3615	160	2444	4803	7234	9729	10025	14568	5
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	8701	11245	10899	—	
Réélection	—	—	—	3217	204	1709	2520	—	—	—	—	—	
Berlin VI	—	—	3161	9569	15707	10629	24258	30453	42274	51569	58778	79478	6
Election	—	—	6019	—	—	17378	24465	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	5149	12751	—	—	20327	26067	—	—	53895	—	
Niederbarnim	—	—	2142	2855	2775	935	2893	5680	13362	17044	23017	38364	7
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	15411	18710	—	—	
Teltow-Beesk	—	—	1453	2608	4763	1265	4543	8668	19169	31424	42699	73854	8
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	22839	36330	51967	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	4515	—	—	—	—	—	

Rayons Electoraux	1867	2871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Westhavelland	—	1602	2900	2337	1257	1415	3141	4385	6285	7712	9263	11228	9
Election	—	—	3914	—	—	—	—	—	7051	8951	10542	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	6320	7864	9509	—	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	6154	9720	10991	—	
Francfort s/O.	136	259	2511	2335	1325	692	1318	2262	6941	9122	9902	12817	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	10089	11158	11567	14685	10
Réélection	136	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Randow	—	—	2123	1592	833	159	770	3786	8422	10508	10552	17145	11
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	10065	10969	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11756	—	
Stettin-ville	—	284	2166	2102	914	910	1139	4276	7759	9586	10145	13111	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	8468	10772	12590	16637	12
Réélection	—	—	—	—	719	—	—	—	—	—	—	—	
Breslau-Est	—	175	1148	4273	6593	5243	6019	7781	10044	12736	12505	14831	
Election	—	—	—	7826	9771	8455	8808	10069	12766	—	15594	17624	13
Réélection	—	—	—	7815	5415	—	—	—	—	—	—	—	
Election	—	—	—	—	7589	—	—	—	—	—	—	—	
Breslau-Ouest	—	134	1814	4347	6412	4955	6221	8032	11511	13507	14820	17545	14
Election	—	—	—	7276	8819	8313	8936	10779	13283	—	—	—	
Réélection	—	—	—	7439	5184	—	—	7800	—	—	14689	—	
Election	—	—	—	—	7544	—	—	9949	—	—	—	—	
Waldenburg	—	—	846	3168	3912	1552	1244	—	6334	11386	11403	16377	15
Election	—	—	—	7476	—	—	—	—	—	12299	13043	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13166	—	
Reichenbach	1668	1680	4633	5829	2892	2987	3783	5831	8556	8668	9647	11619	16
Election	2332	—	—	6657	—	—	—	—	9748	10106	—	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1977	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Magdebourg	—	265	1208	2724	6253	5541	8112	11438	17261	16633	20125	20871	
Election	—	—	—	6471	—	6931	12301	13465	—	19074	—	24191	17
Réélection	—	—	—	—	4721	—	—	—	18455	—	—	—	
Election	—	—	—	—	7308	—	—	—	—	—	—	—	
Calbe	—	227	5069	4475	1016	298	2204	4837	12514	13630	17090	20261	18
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	16387	—	18300	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17929	—	
Halle a. S	1908	—	1250	2323	1046	1137	3535	6590	12808	12991	17840	20439	19
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	15109	14127	19511	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15687	—	—	
Weissenfels	—	904	1889	2542	2142	1449	3520	5591	10563	11716	13622	18235	20
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	13602	13120	15794	—	
Flensburg	—	—	1216	954	—	353	920	2711	3890	4073	4016	6316	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	4994	4525	5451	10082	21
Réélection	—	995	—	—	—	—	2286	—	—	—	—	—	
Ottensen	—	1815	6769	7923	5452	1157	3593	6520	10820	13097	15928	19144	22
Election	—	—	—	8354	6753	—	—	9895	12993	13731	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12231	—	—	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13814	—	—	
Kiel-Rendsbg	—	2891	7303	8610	7160	4725	7851	9599	14443	18119	19419	30836	23
Election	—	—	9539	—	—	—	9166	10576	16264	—	21168	—	
Réélection	—	—	—	—	—	8830	—	—	—	—	—	—	
Altona	—	3875	11782	11355	11662	6971	10770	15120	19533	20448	22589	25565	24
Election	—	6062	—	—	13224	9060	—	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	—	13256	—	—	—	—	—	—	—	—	
Election	—	—	—	12815	—	—	—	—	—	—	—	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Lauenburg	—	—	—	1710	374	—	47	967	2077	3272	4056	4148	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3885	4710	5341	25
Réélection	—	—	—	—	304	—	656	—	—	—	—	—	
Hannovre	—	1986	3853	5604	6588	5515	8839	12210	15789	19538	25045	29381	26
Election	—	—	—	—	6082	5890	12352	16577	18940	22014	—	—	
Réélection	2387	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bochum	—	—	339	1648	840	—	—	1110	8388	19585	22379	39135	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50063	27
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	9770	—	—	—	
Dortmund	—	—	1227	3563	2057	890	1812	2141	10422	17170	19864	33305	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	17014	21525	26962	39384	28
Réélection	—	—	812	—	—	696	—	—	—	17182	—	—	
Electioa	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24632	—	—	
Francfort s/M.	—	447	2363	3448	4080	4704	7965	8640	12653	13482	20019	20178	
Election	—	—	—	—	—	8602	12166	12876	18088	17180	—	23581	29
Lennep	3012	2324	3012	3657	2473	2337	5407	8402	12333	13861	16096	21802	
Election	7832	—	—	—	—	—	—	—	13091	15000	17934	23469	30
Réélection	2896	—	—	—	—	—	—	—	—	13148	—	—	
Election	4367	—	—	—	—	—	—	—	—	15138	—	—	
Elberfeld	6111	5605	9606	11435	11325	7949	13031	15655	18473	19005	24145	27056	31
Election	8915	8478	12948	14246	15220	12126	17256	18424	—	22605	—	—	
Solingen	756	—	3700	6123	5067	5565	6217	8629	9896	9902	11760*	17225	32
Election	—	—	—	10641	7230	9013	8734	10474	—	11761	10240	—	
Bavière													
Munich	—	812	1486	1672	1997	1970	3462	4563	7624	8097	7733	10178	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	10430	9738	9804	12102	33

* 2 candidats

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	188	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Munich II	—	—	1709	2568	3252	2972	6399	11335	20594	21876	23116	40046	34
Election	—	—	—	—	—	—	13552	12494	—	—	—	—	
Speyer	—	—	752	1708	1679	2912	4822	4052	5993	7433	12008	16567	
Election	—	—	—	—	—	—	7259	—	—	8134	15471	14777	35
Nuremberg	—	340	5355	10025	10162	9669	12582	14857	17045	18015	22598	28812	36
Election	—	—	—	12090	—	12338	14412	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20173	22045	—	
Saxe													
Zittau	—	826	1518	1202	1921	2475	1904	1703	4898	5659	7814	11265	37
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10944	—	
Löbau	—	—	—	—	—	—	—33	550	3458	4466	5745	11334	38
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9653	—	
Dresde r. E.	—	1132	3632	5411	7433	6231	6514	6942	11670	14420	18094	28379	39
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15190	21729	—	
Dresde l. E.	—	1317	3582	6940	9879	9079	8620	9175	13427	15035	17113	21569	40
Election	—	—	6469	10835	11619	10827	11106	10077	—	16189	19647	—	
Dresde-Land	—	748	3743	3880	5007	3789	6214	7958	12737	15650	22335	33781	41
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16943	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16512	—	—	
Meissen	—	—	1957	5241	4008	2677	5132	5247	79[illegible]6	8410	10332	15191	42
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8889	11567	—	
Réélection	—	—	—	—	—	2519	—	—	—	—	—	—	
Pirna-Sebnitz	—	157	1596	715	694	562	2227	1711	3922	7989	10007	15905	43
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9728	12607	—	
Réélection	1509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11571	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Fribourg	—	—	5942	5157	6127	4890	5670	5604	8063	7693	7523	10848	
Election	—	—	—	6987	8098	7957	—	—	—	8917	—	11835	44
Réélection	4993	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Election	5615	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Döbeln	—	1230	3300	4504	5028	342	2388	3325	7349	7818	9758	13162	45
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9023	10681	—	
Réélection	—	—	—	—	4344	—	—	—	—	—	11874	—	
Oschatz	—	—	845	3331	1542	821	2582	3832	2596	7164	5861	10060	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11697	46
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	2354	—	—	—	—	
Leipzig-Ville	—	2477	3651	5250	5822	6482	9676	10087	12921	11784	11739	16140	
Election	—	—	—	—	—	9821	—	—	14681	14223	14407	19839	47
Réélection	—	—	4018	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Leipzig	—	—	4627	9420	11253	10503	15233	19327	30127	33349	38933	54819	48
Election	—	—	7577	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	5676	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Borna-Pegau	—	823	3844	3868	4954	1083	1945	3355	5747	6341	6640	10403	
Election	—	—	6319	6824	5938	—	—	—	—	—	—	12698	49
Réélection	—	—	3235	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mittweida	—	3224	7180	7328	6018	4283	7061	7634	12665	12817	11898	19270	50
Election	—	4017	—	—	8711	7603	—	—	—	—	—	—	
Chemnitz	5512	3959	10084	12117	9899	10256	14512	15356	24641	23296	24772	34266	51
Election	—	—	—	—	—	14567	—	—	—	—	—	—	
Glauchau	5256	7344	7777	11041	11579	6692	9513	9886	15266	15234	13437	18349	52
Election	—	10470	—	10761	8225	—	—	—	—	—	—	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Zwichau	5416	5875	8941	10971	10135	7327	11590	12913	17424	17971	18362	25335	53
Election	—	—	—	—	—	12546	—	—	—	—	—	—	
Stollberg	1918	3981	8141	7256	7906	4653	6065	7106	13264	14385	13730	20096	54
Election	4296	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	8420	—	—	—	—	—	
Zschopau	—	1959	1982	4928	4725	2149	3029	2768	6181	8144	8999	13616	55
Election	—	—	—	5886	7070	—	—	—	—	—	10262	—	
Annaberg	—	—	310	800	2437	1072	1547	1476	3486	6918	8394	13273	56
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8760	—	—	
Auerbach	—	3477	6515	8164	7011	2154	4064	6802	11301	13212	13154	19106	57
Election	—	—	—	—	7979	—	9041	—	11799	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	3986	—	—	—	11803	—	—	—	
Plauen	—	597	2020	4923	3747	—	2312	4954	8257	9277	9744	16406	58
Election	—	—	—	5793	—	—	—	—	10583	12052	13840	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9918	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12587	—	—	
Wurtemberg													
Stuttgart	—	491	2411	4646	4136	4131	3346	4496	10446	13340	17954	22757	59
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	13456	15837	—	—	
Réélection	—	—	3847	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Böblingen	—	—	—	—	—	—	157	155	641	1817	2528	5539	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9514	60
Esslingen	—	—	3860	1775	932	1065	2448	1935	2011	3705	6249	10168	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12146	61
Réélection	—	—	—	—	—	—	1344	—	—	—	7087	—	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11585	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Göppingen	—	—	2683	1150	104	214	738	547	3390	8624	5321	8903	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9503	11533	62
Bade :													
Pforzheim	—	—	1599	954	—	470	1338	2312	5208	7148	12380	13231	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9738	12972	14790	63
Réélection	—	—	—	—	489	—	—	—	—	—	—	—	
Karlsruhe	—	—	627	618	758	1383	3010	2736	5476	5881	9031	11429	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12821	15063	64
Réélection	—	—	—	—	758	—	—	—	—	—	—	—	
Mannheim	—	—	1056	1689	2376	2517	4846	5128	8701	10114	15244	20037	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	14550	13062	19052	23182	65
Hesse :													
Darmstadt	—	340	1224	2909	2190	1360	4892	4043	6069	5997	9013	14144	66
Election	—	—	—	—	—	—	7535		8817	7521	12471		
Mayence	—	—	1348	1884	3264	5983	6496	5526	7910	8965	10064	13027	
Election	—	—	—	—	—	8149	7880	—	9569	10684	12004	15481	67
Réélection	—	—	—	—	—	5503	—	—	—	7358	—	—	
Election	—	—	—	—	—	8385	—	—	—	10112	—	—	
Mecklenburg :													
Rostock	—	433	1456	2742	815	380	744	1996	6974	7304	11338	13393	68
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	7116	9184	12609	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
S.-Weimar :													
Weimar I	—	—	2731	3383	895	445	1452	1988	5323	6081	8620	10865	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9791	11114	12826	69
Réélection	—	—	—	—	373	—	—	—	—	5742	—	—	
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9440	—	—	
Brunswick :													
Brunswick	—	2022	7747	9212	7870	5703	6764	10659	13621	15470	14657	18945	70
Election	—	—	—	—	—	—	10994	—	15665	—	16981	—	
S.-Mein. :													
Sonneberg	—	—	1001	4842	809	—	3490	4659	7215	8686	8845	11924	71
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	8496	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	3482	—	—	7103	—	—	—	
Election	—	—	—	—	—	4839	—	—	7650	—	—	—	
S.-Altenburg :	—	—	3947	4489	3652	968	1976	4078	10393	12429	14143	18695	72
Election	—	—	—	—	1524	—	—	—	—	—	—	—	
Cob.-Gotha :													
Gotha	—	—	1436	6154	3513	1558	7440	8765	11205	12362	13235	15327	73
Election	—	—	—	8935	—	—	10754	11033	12769	—	—	—	
Schw.-Rud. :	—	444	—	364	219	—	825	1167	3098	6340	6638	8742	74
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7086	7409	—	

Rayons Electoraux	1867	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	Députés élus
Reuss :													
Reuss l. a.	—	—	2654	4051	3082	2215	3890	4079	5885	6041	6339	6840	75
Election	—	—	3257	—	—	4711	—	4284	—	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	—	—	3848	—	—	—	—	—	
Reuss l. c.	—	1173	1097	1847	1896	2758	5539	6455	9955	11539	12044	13261	76
Election	—	—	—	—	—	—	6923	—	—	—	—	—	
Lübeck :	—	543	2230	2514	1588	877	2432	4254	6394	7389	9729	11155	77
Election	—	—	—	—	—	—	—	5168	7319	7871	—	—	
Réélection	—	—	—	—	1324	—	—	—	—	—	—	—	
Brême :	—	1506	3135	6760	6304	4616	4880	7743	14843	14572	18636	25076	78
Election	—	—	—	—	—	—	—	—	16403	—	—	—	
Hambourg :													
Hambourg I	1758	1886	4554	8962	10491	7563	12282	14497	17857	16935	18500	22046	79
Election	—	—	6262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Réélection	—	1474	—	—	—	9078	—	—	—	16476	—	—	
Election	—	—	—	—	—	11715	—	—	—	—	—	—	
Hambourg II	1461	2893	6127	10779	12447	9439	14278	18672	22518	20681	21791	25713	80
Election	—	—	8247	—	—	12315	—	—	—	—	—	—	
Réélection	—	—	—	—	13155	—	—	—	—	—	—	—	
Hambourg III	—	292	3185	6133	6691	6108	10922	17803	26928	32936	41804	52353	81
Election	—	—	—	—	—	—	14644	19324	—	—	—	—	

Voici les noms des partisans élus :

1. Haase; 2. Fischer, Berlyn; 3. Heine; 4. Singer; 5. R. Schmidt, 6. Ledebour; 7. Stadthagen; 8. Zubeil; 9. Peus; 10. Braun; 11. Kôrsten; 12. Herbert; 13. Futrauer; 14. Bernstein; 15. Sachse; 16. Kühn; 17. Pfannkuch; 18. A. Schmidt; 19. Kunert; 20. Shiele; 21. Mahlke; 22. Elm; 23. Legien; 24. Frohme; 25. Lesche; 26. Meister; 27. Hué; 28. Boemelburg; 29. Schmidt, Frankfurt; 30. Meist; 31. Molkenbuhr; 32. Scheuemann; 33. Birk; 34. Vollmar; 35. Ehrhart; 36. Südekum; 37. Fischer, Sachsen; 38. Sindermann; 39. Kaden; 40. Gradnauer; 41. Horn; 42. Nitzschke; 43. Fräszdorf; 44. Schulze; 45. Grünberg; 46. Lipinski; 47. Motteler; 48. Geyer; 49. Schöpflin; 50. Göhre; 51. Schippel; 52. Auer; 53. Stolle; 54. Goldstein; 55. Rosenow; 56. Grenz; 57. Hofmans, Sachsen; 58. Gerich; 59. Hildenbrand; 60. Sperka; 61. Schlegel; 62. Lindemann; 63. Eichhern; 64. Geek; 65. Dreesbach; 66. Cramer; 67. David; 68. Herzfeld; 69. Baudert; 70. Blos; 71. Reiszhans; 72. Buchwald; 73. Bork; 74. Hofmann-Rudolstadt; 75. Forster; 76. Wurm; 77. Schwartz; 78. Schmalfeldt; 79. Bebel; 80. Dietz; 81 Metzger.

Les numéros ajoutés aux noms correspondent à ceux mentionnés dans la dernière rubrique de la table et indiquent les rayons où les partisans furent élus.

Le mandat dans le rayon n° 20 en Saxe, devenu vacant le 7 février par suite du décès du partisan Rosenau, fut perdu par le parti aux élections du 18 mars et aux réélections du 25 mars.

La participation aux élections du Landtag est deve-

nue de plus en plus populaire chez les partisans et à cette époque elle est presque générale.

Les élections mentionnées ci-dessous ont eu lieu aux mois d'octobre et de novembre 1902. A l'occasion de l'élection du Landtag d'Oldenbourg les partisans ont gagné 6 mandats dont ils en enlevèrent 3 au Parti agricole.

En Schwarzbourg Rudolfstadt nous avons conquis 7 mandats, au paravant nous n'y avions qu'un seul.

Le partisan Winter y fut élu vice-président du Landtag.

A l'occasion de l'élection partielle de Saalberg, le partisan Zietsch fut élu, ce qui porta à 7 le nombre de nos députés au Landtag de Meiningen. Par suite de la réélection dans le rayon de Heilbronn la fraction socialiste au Landtag de Würtemberg augmenta de 5 à 6 membres.

Les élections en Hesse nous apportèrent 7 mandats. Les efforts faits pour nous disputer le mandat d'Offenbach-Land, où l'on s'était opposé au résultat de l'élection échouèrent ; le partisan Orb, y fut réélu ; dans le rayon de Bieber, les 6 candidats socialistes furent réélus avec une majorité de 70 votes.

Au Landtag d'Anhalt le parti socialiste fit son entrée l'année précédente, lorsque 4 partisans y furent élus. Les partisans de Brème conquirent 9 mandats à l'occasion des élections municipales et par conséquent la fraction socialiste y est monté jusqu'à 20 membres.

L'élection du partisan Emmel au Landtag de l'Alsace, qui a eu lieu le 17 décembre de l'année passée a été annulée, cependant, il y fut réélu le 20 avril dernier.

A présent le parti a acquis au Landtag le nombre des

mandats suivants : en Bavière 11, au Würtemberg 6, en Bade 5, en Hesse 7, en Oldenbourg 6, en Saxe Weimar 2, en Saxe-Altenbourg 3, en Altenbourg 4, en Saxe-Coburg-Gotha 10, en Saxe-Meiningen 7, en Lippe-Detmold 3, en Reuss ligne ainée 1, en Reuss ligne cadette 5, en Schwarzbourg Rudolstadt 7, à Brème 20 à Hambourg 13 et en Alsace-Lorraine 1.

Donc le parti socialiste n'a pas de représentants aux corps législatifs de Prusse, de Saxe, de Brunswick, de Schaumbourg, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Waldeck et de Lübeck.

Conformément aux résolutions de l'assemblée générale, le parti participa aux élections du Landtag de Prusse du 12 novembre 1903 partout où les circonstances le lui rendaient possible.

Le système du suffrage en vogue est celui en trois classes avec élection indirecte. Ce système a été condamné même par Bismarck comme le dernier des systèmes d'élection.

Le parti n'a pas réussi à conquérir un mandat aux élections municipales, ni à celle des « Gewerbegerichte » (syndicats du travail) mais son succès augmente toujours.

La devise de nos adversaires : Evitez le plus que possible la fondation d'institutions socialistes qui puissent permettre aux ouvriers de participer aux élections sur la base du suffrage secret et direct, puisque cela offre aux socialistes toute occasion d'étendre leur influence sur les corps législatifs publics, comme l'ont montré les lois sur l'assurance sur la vie des ouvriers et les Syndicats du Travail, prouve qu'ils se trouvent dans une alarme continuelle.

Nous constatons avec satisfaction le succès croissant et l'extension de la presse socialiste à quoi les élections de l'année précédente ont contribué beaucoup. Le parti socialiste allemand dispose de 79 organes, sans compter la presse des syndicats ouvriers, parmi laquelle il y a 53 organes qui sont publiés 6 fois par semaine, 7 qui sont publiés 3 fois par semaine et 4 qui sont publiés 2 fois par semaine; de plus il y a 7 journaux hebdomadaires; 3 journaux paraissent tous les jours et 1 journal paraît bi-mensuellement. Parmi les susdits organes se trouvent 2 journaux satiriques, 2 journaux contenant de la lecture de récréation et 1 revue scientifique hebdomadaire.

L'organe central du parti *Vorwärts* (En avant!) qui est publié à Berlin, comptait à la fin du dernier exercice 78.500 abonnements; à présent l'édition dépasse déjà le nombre de 80.000.

Plusieurs autres journaux du parti se réjouissent d'une augmentation de leurs abonnements en proportion égale; par exemple l'*Echo de Hambourg*, dont l'édition s'élève à 40.000 exemplaires et le *Journal du Peuple de Leipsig* qui dépasse le nombre de 30.000. L'édition totale de tous les organes du parti s'élève en chiffres ronds à 600.000. — L'augmentation du nombre d'abonnements a rendu possible l'introduction d'améliorations considérables, tant en ce qui concerne la partie rédaction des journaux qu'en ce qui concerne leur agrandissement.

Sauf quelques exceptions les directions des journaux sont propriétaires des imprimeries où les journaux sont imprimés et quand elles ne le sont pas, un tel changement n'est qu'une question de temps. Dans un grand

nombre de villes les partisans ont renoncé à travailler dans les imprimeries privées; ils ont établi eux-mêmes des imprimeries et parfois ils sont même propriétaires des maisons où se trouvent ces établissements.

Pendant l'exeicice dernier la caisse générale du parti a reçu les contributions suivantes :

du journal *Vorwärts* (En avant!) . . .	Rell	72.338
» *Wahre Jacob* (Le vrai Jacques).	»	24.666
» *Hamb. Echo* (Echo de Hamb.)	»	80.000
tandis que la librairie « Vorwärts » à d'ailleurs contribué pour	»	22.000

Les journaux du parti dont la fondation et le développement ont été rendus possible, grâce aux secours de la caisse générale du parti sont déjà à même d'amortir en partie les sommes qu'ils ont empruntées. Un pourcentage insignifiant seulement de nos organes continue d'avoir besoin du secours de la caisse générale.

Ce que signifie en Allemagne la liberté de la presse, la liberté de parole, le droit de réunion, la liste des victimes que demande annuellement le combat socialiste en donne une idée claire.

Le total des condamnations pendant l'exercice du 1r août 1901 jusqu'au 31 juillet 1902, sans compter les emprisonnements provisoires, s'élève à 48 ans et 8 mois d'emprisonnement simple, 3 ans d'emprisonnement rigoureux et à 17.659 Rell de peines. Pendant l'exercice du 1 août 1902 au 31 juillet 1903, les membres du parti furent condamnés à 14 ans d'emprisonnement rigoureux, 36 ans et 5 mois d'emprisonnement simple et 16.707 Rell de peines.

On ne peut calculer qu'approxmativement les frais de procès qu'ont causées ces sentences, mais il est certain,

qu'ils seront au moins le double du montant des peines.

Dans quelques provinces de l'Allemagne seulement il est permis aux femmes d'être membres de réunions politiques. Partout où elles ont acquis ce droit légal, comme à Hambourg et en Saxe, elles s'intéressent vivement à la vie politique. A Hambourg il y en a 1100, à Leipsig 700, à Dresde 500 et à Reichenbach 350 qui sont membres des réunions électorales.

Dans les autres provinces où il est défendu aux femmes de prendre part aux réunions politiques on se sert activement d'un expédient, celui de la fondation de sociétés de développement. Dans ces cas et les pareils on répond aux buts politiques par l'organisation d'assemblées publiques, qui, comme les autres œuvres d'agitation parmi les femmes, sont conduites par des « femmes de confiance ». A ce moment il y a 60 « femmes confiance », qui occupent une place, à la tête desquelles se trouve le chef des femmes socialistes allemandes, qui a son siège à Berlin. Cette place est actuellement occupée par Mademoiselle Ottilie Baader, Berlin S 53, Blücherstrasse, 49.

Dans l'opposition faite au tarif de douane en 1902 et aussi pendant les élections de l'année passée, cette organisation de femmes a excellée dans toutes les parties du combat.

Le mouvement féministe a produit un nombre relativement considérable de femmes orateurs, qui sans se lasser participent à l'agitation oratoire. On a pu contrôler l'influence croissante et l'importance du mouvement féministe socialiste par l'augmentation de l'édition de son organe *Gleichheit* (Egalité). L'Egalité paraît tous les quinze jours, pendant l'exercice de 1902-1903,

son édition s'éleva à 4000 exemplaires, pendant l'année des élections elle monta à 9500 et à présent, le nombre de ses abonnements s'élève à 11000 environ. Dans le but de confirmer le sentiment d'unité et de fixer les traits principaux de l'agitation générale, l'organisation féminine se réunit tous les deux ans et les députés de toutes les contrées de l'Allemagne assistent à ce congrès.

Pour des raisons pratiques, ce congrès a lieu avant l'assemblée générale du parti et au même endroit que cette dernière. Le premier congrès féministe eut lieu à Munich en 1901 et dans le courant de cette année on se réunira à Brème.

En faisant la revue de la période que nous venons de passer non sans satisfaction, les résultats acquis ne peuvent que nous encourager à de nouveaux efforts pour terminer le combat libérateur du parti ouvrier, en réalisant le programme socialiste, convaincus que nous sommes de la victoire finale.

Le Comité directeur
du Parti socialiste d'Allemagne.

Le Mouvement Syndical en Allemagne

Au congrès International de Londres en 1896 et au congrès de Paris en 1900, nous avons soumis des rapports sur le mouvement syndical en Allemagne. Dans ceux-ci, nous avons décrit le développement de ces organisations de 1868 à 1899, les difficultés rencontrées et l'influence préjudiciable que la loi contre les socialistes exerça sur les syndicats et comment il ne fut possible de se remettre à l'organisation qu'après l'abrogation de cette loi en 1890. Nous exposions également que les lois ne sont aucunement favorables aux syndicats, que même encore actuellement diverses lois sur les unions entravent le développement normal des organisations ouvrières.

Nous écrivions ensuite qu'en Allemagne, il n'existe pas de fédération unique pour tous les syndicats, mais qu'il y avait quatre groupements séparés et, en plus, divers syndicats qui n'appartiennent à aucune de ces organisations. Nous avons d'abord les unions centrales des syndicats, qui défendent le parti-social-démocrate, alors qu'au point de vue du parti, elles se tiennent quelquefois neutres. Il existe encore une Fédération d'unions locales, qui ne veut pas s'affilier aux unions centrales, parce qu'elle croit, qu'alors les syndicats devraient accepter le programme du parti-social-démocrate. Il y a ensuite les unions de métiers qui cherchent

leur défense politique dans le parti libéral et enfin les syndicats chrétiens, qui se composant en majeure partie d'ouvriers catholiques, trouvent leur défense politique dans le parti du centre. A côté des unions ayant un caractère sydical, et qui n'appartiennent à aucun de ces groupes, il existe encore des unions de métiers, mais qui ne peuvent pas être reconnues comme des organisations syndicales de lutte.

Nous renvoyons à la description ci-dessus qui vous fournira les renseignements sur les tendances des organisations nommées, sur le développement de ces organisations, ainsi que sur la situation des syndicats en Allemagne. Dans ce rapport, nous nous bornons à indiquer la situation actuelle du mouvement syndical en Allemagne et le développement des organisations depuis l'année 1899, avec laquelle notre dernier rapport se termine.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de membres des organisations mentionnées et la situation financière des unions centrales pour les années 1891 à 1903, c'est à dire, pour les années qui ont été recensées par la Commission générale des syndicats d'Allemagne, qui a établi la statistique syndicale.

Année	Organisations centrales	Nombre moyen de membres par année		En des unions locales	Ensemble	Encaisse des unions centrales en Mks.	Syndicat Hirsch-Duncker	Syndicats chrétiens	Syndicats neutres	Total des organisés en syndicats
		Ensemble	femmes							
1891	62	277659	—	10000	287659	425845	61653	—	—	—
1892	56	237094	4355	7640	244734	646415	57797	—	—	—
1893	51	223530	5384	6280	229810	800579	61153	—	—	—
1894	54	246494	5251	5550	252044	1319295	67058	—	—	—
1895	53	259175	6697	10781	269956	1640437	68717	—	—	—
1896	51	329230	15265	5855	335088	2323678	71767	—	—	—
1897	56	412359	14644	6803	419162	2951425	79553	—	—	—
1898	57	493742	13481	17500	511241	4373313	82755	—	—	—
1899	55	580473	19280	15946	596419	5577547	86777	112160	68994	864350
1900	58	680427	22844	9860	690287	7745902	91661	159770	54644	996362
1901	57	677510	23699	9360	686870	8798333	96765	175079	49651	1008365
1902	60	733206	28218	10090	743296	10253559	102851	189900	56595	1092642
1903	63	887698	40666	17577	905275	12973726	110215	192607	68724	1276821

Par la comparaison de ces cinq groupes d'organisations, on pourra mesurer l'importance des unions centrales dans le mouvement ouvrier moderne. La suite des luttes syndicales dépend du développement de ces organisations.

Il est réjouissant de pouvoir indiquer un important progrès, particulièrement pendant les dernières années. Depuis l'année 1893 le nombre des membres dans les unions est monté de 223,530 à 887,698. Ce n'est pourtant pas le chiffre des membres à la fin de 1903, mais le chiffre de la moyenne durant l'année. A la fin de l'année, les unions centrales comptaient 941,529 membres et comme l'augmentation s'est continuée en 1904, nous pouvons accepter que, vers le milieu de l'année 1904, ces organisations auront atteint leur premier million de membres. Cette croissance des moyens matériels n'est pas de minime importance.

Bien que les unions aient dépensé de 1891 à 1903 pour secours et subsides les plus divers, 22,485,938 marks, pour le journal syndical remis aux membres 6,375,694 marks, pour secours et éducation des membres 28,861.632 et pour les grèves 17,576,430 marks, le fonds de lutte augmenta de 800,579 marks en 1893 à 12,973,726 marks en 1903.

Le tableau qui suit, montre le développement important de quelques unions depuis l'année 1899, année de notre dernier rapport. Il montre le nombre de membres des unions, les recettes annuelles et l'encaisse pour l'année 1899, il donne les mêmes postes pour l'année 1903.

En 1899 les syndicats affiliés à la Commission générale avaient 580,473 membres, une recette annuelle de 7,687,155 marks et une encaisse de 5,577,547 marks.

En 1903, le nombre total des membres était 887,698, les recettes annuelles 16,419,991 marks et l'encaisse de 12,973,726 marks. Ces années montrent une augmentation du développement des syndicats en Allemagne comme on n'en a jamais connu de pareil pendant une même période. Deux des unions ont plus de 100,000, trois de 50,000 à 100,000 et sept de 20,000 à 50,000 membres.

Le tableau suivant, indique les luttes livrées par ces organisations pour amélioration des salaires et des conditions de travail. Il ne mentionne que les grèves jusqu'en l'année 1902, car la statistique pour l'année 1903 n'a pas paru. Nous faisons remarquer que le nombre de grèves en 1903 n'est guère inférieur au chiffre pour 1902. Les syndicats donnèrent de leurs caisses durant la dernière année pour grèves et lock-outs la somme de 4,529,672 marks, somme plus importante que celle des années précédentes.

Annees	Nombre des métiers qui furent en grève	Nombre de grèves	Nombre de personnes impliquées	Durée des grèves en semaines	Dépenses totales en marks	Nombre de grèves dont il est permis de savoir comment elles se sont terminées.	Grèves victorieuses	
							Nombre	en pour cent
1890—91	27	226	38 536	1 348	2 094 922	226	67	29.7
1892	21	73	3 022	507	84 638	73	25	34.2
1893	26	116	9 356	568	172 001	116	51	44 0
1894	27	131	7 328	879	354 297	129	36	27 8
1895	29	204	14 032	1 030	424 231	194	87	45 0
1896	40	483	128 808	1 923	3 042 950	483	232	48.0
1897	37	578	63 119	1 921	1 257 298	578	272	47.1
1898	44	985	60 162	4 848	1 345 302	763	413	54.1
1899	40	976	100 779	3 976	2 627 119	976	524	53.7
1900	45	852	115 711	3 284	2 936 030	852	375	44.1
1901	49	727	48 522	3 283	2 515 888	727	267	36.8
1902	47	861	55 713	3 224	2 237 504	802	350	43.6
		6212	645 088	26 791	18 892 180	5919	2699	47.2

L'intéressant de ce tableau est, que pendant les dix années de 1890 à 1899 y compris, il y eut 3,772 grèves comprenant 425,152 personnes avec une dépense de 11,402,758 marks, alors que pendant les 3 dernières années de 1900 à 1902, il y eut 2,440 grèves impliquant 219,946 personnes avec sortie de caisse de 7,689,421 marks. C'est un signe que les entrepreneurs veulent de moins en moins régler les conflits économiques sans lutte. Au contraire, plus que jamais, ils refusent les pourparlers avec les ouvriers organisés et un des résultats fut nos progrès aux élections générales. Ils ont provoqué directement de grandes grèves et des lock-outs importants. Et malgré tout, les syndicats se sont développés.

Le progrès général du mouvement syndical s'est encore développé en d'autres sphères de l'activité syndicale, dans le groupement des branches des organisations centrales en cartells de métiers dans les localités isolées et par l'institution de secrétariats ouvriers.

Les *Cartells de Métiers* ont pour objet, de sauvegarder les intérêts des ouvriers dans les localités isolées. Les membres des cartells sont simplement ceux des branches de l'union centrale des syndicats. Ce ne sont donc pas des organisations particulières, dont le nombre de membres doit être compté à part, car la plupart sont déjà recensés, comme tels, dans les unions centrales. Des organisations locales isolées sont aussi affiliées aux Cartells.

Le premier devoir des cartells de métiers est de procurer asile et confort aux ouvriers migrateurs. Ils doivent aussi veiller à l'érection d'établissements d'éducation et de salles de lecture. Quelques cartells ont aussi institué des locaux pour syndiqués, qui quelquefois, comme c'est le cas pour Berlin, Stuttgart et Francfort s/M., sont des entreprises importantes. Les cartells doivent également établir les rapports entre les ouvriers et l'inspection de l'industrie. Dans ce but, des commissions de griefs sont instituées, pour permettre aux ouvriers et ouvrières, qui, n'osent pas, par crainte de représailles ou pour d'autres raisons, faire connaître directement et librement à l'inspecteur de l'industrie leurs divers griefs concernant leur travail. Ces commissions les transmettent à l'inspection du travail. Cette branche de l'activité des cartells n'est pas soutenue par tous les agents de l'inspection.

Beaucoup, particulièrement ceux de la Prusse, repoussent cette entreprise. Dans les Etats du Sud de l'Allemagne les agents sont plus favorables à cette entreprise et en partie recherchent directement à la protéger.

L'objet des cartells est donc d'aider à l'agitation, parmi les ouvriers du lieu point ou peu organisés. Si l'activité des cartells est bien utilisée, elle peut aider fortement à l'organisation. Le développement de tels organismes est à souhaiter comme devant contribuer au progrès syndical. En 1899 il existait en Allemagne 265 Cartells de métiers; en 1903 il y en avait 387.

Les *Secrétariats ouvriers* sont institués, pour donner conseil aux ouvriers dans les questions de droit. Ils ont à s'occuper particulièrement des réclamations faites par les ouvriers en ce qui concerne les rentes allouées d'après les lois de l'assurance.

Comme l'institutions de ces secrétariats exige des moyens financiers considérables, il n'y a que les grandes localités, où les syndicats sont puissants, qui peuvent maintenir un secrétariat. 37 de ces secrétariats, sont chargés de défendre, au point de vue légal, les intérêts ouvriers dans toutes leurs modalités.

Depuis le 1er janvier 1903, il est établi à Berlin un secrétariat ouvrier central pour la défense des ouvriers organisés qui ont des droits de rentes à faire valoir auprès de l'office des assurances de l'Empire. L'office des assurances de l'Empire est la plus haute juridiction pour les ouvriers qui ont des questions d'assurances à régler et son siège est à Berlin. Comme les ouvriers des parties éloignées de l'Empire qui ont des réclamations à faire ne peuvent venir à Berlin, le secrétariat ouvrier

central a été institué pour s'occuper de leurs intérêts. Ceux-ci sont mieux défendus, que les ouvriers ne le pourraient eux-mêmes, car le secrétaire peut employer utilement l'expérience qu'il gagne à tout moment, pour le bien des ouvriers.

Le secrétariat ouvrier central a été fondé par la Commission Générale, après décision du quatrième congrès des syndicats Allemands tenu à Stuttgart en 1902. Comme cette institution ne pouvait être séparée de la Commission générale pour des raisons d'utilité, son siège a été transporté de Hambourg à Berlin. Depuis la formation de la Commission en 1890, celle-ci avait son siège à Hambourg.

Nous voulons encore faire remarquer que sur les indications et les encouragements de la Commission générale, l'action internationale des syndicats a fait aussi de réels progrès depuis le dernier congrès international. A l'occasion du congrès ouvrier scandinave en 1901 à Copenhague, le représentant des syndicats allemands proposa d'organiser une conférence des secrétaires nationaux des syndicats qui prenaient part à ce congrès. Il fut décidé de ne pas convoquer de congrès syndical international, vu que les intérêts des syndicats, autant qu'ils sont de nature générale, peuvent être mis à l'ordre du jour d'un congrès international. Par contre, il fut convenu qu'à des intervalles réguliers les secrétaires nationaux des syndicats se réuniraient en des conférences internationales, pour discuter un système uniforme de structure des organisations dans tous les pays et de rechercher la manière d'après laquelle ces organisations peuvent se soutenir mutuellement.

La deuxième conférence eut lieu en 1902 à Stuttgart, la troisième à Dublin en 1903. Les deux conférences décidèrent d'instaurer un bureau central international des syndicats, qui aurait à entretenir les relations avec les divers pays, d'établir les rapports annuels et les statistiques sur les syndicats et de les publier en trois langues. Pour couvrir les frais, chaque nationalité affiliée aura à payer par 1000 membres des syndicats et par an 50 centimes au bureau central international. Pour 1903-04 ont payé des subsides : l'Australie (le secrétariat pour l'Etat de Victoria à Melbourne), la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Hollande, la Norvège, l'Autriche, la Suède, l'Espagne et la Hongrie. Par le paiement de leurs cotisations les secrétariats syndicaux de ces pays ont démontré, que sur le terrain syndical aussi, les intérêts des ouvriers de tous les pays sont communs.

Il est à présent impossible de faire le rapport sur le mouvement syndical dans les pays affiliés, car la première rédaction d'un tel rapport offre d'importantes difficultés. Le président de la commission générale des syndicats de l'Allemagne fut élu à Stuttgart et à Dublin comme secrétaire international.

Nous clôturons ce rapport avec le vœu de voir le mouvement syndical national comme le mouvement international devenir de plus en plus puissant, afin d'aider à l'émancipation de la classe ouvrière et à sa délivrance finale de la misère et de l'esclavage du salariat.

Si nous savons qu'il reste beaucoup à faire, avant que les syndicats soient assez puissants, pour pouvoir se mesurer avec un succès durable contre l'alliance

nationale et internationale des patrons, nous pouvons toujours constater les progrès réalisés pendant les dernières années sur le terrain syndical, progrès tels que nous ne les espérions pas en terminant notre dernier rapport en 1900. Nous sommes convaincu que le Congrès d'Amsterdam marquera un progrès nouveau du mouvement, et que nous rapprocherons du but pour lequel nous luttons, celui de mettre en valeur la devise : Liberté, Egalité et Fraternité.

Berlin, 16 juillet 1904.

La Commission générale
des Syndicats de l'Allemagne,
C. Legien,
Président.

NUMÉROS	ORGANISATIONS DES	1899		
		NOMBRE DE MEMBRES	MEMBRES FÉMININS	RECETTES DE L'ANNÉE EN MARKS
1	Boulangers	3596	—	45465
2	Barbiers, coiffeurs	875	—	1900
3	Ouvriers du bâtiment	11149	—	86423
4	Mineurs	33000	—	77046
5	Sculpteurs	4098	—	103134
6	Fleuristes et plumassiers	—	—	—
7	Tonneliers	4920	—	43767
8	Brasseurs	8681	—	137770
9	Relieurs	7631	1581	115487
10	Imprimeurs	26344	—	1580099
11	» de l'Asace-Lorraine	—	—	—
12	Aides d'imprimerie	1343	702	7474
13	Employés de bureaux	344	—	2185
14	Musiciens civils	—	—	—
15	Couvreurs	2469	—	10042
16	Ouvriers de fabriques	22592	2499	171518
17	Bouchers	—	—	—
18	Mouleurs	344	—	3526
19	Graveurs et ciseleurs	1006	—	15289
20	Jardiniers	300	—	1863
21	Personnel d'hôtels	1387	—	26399
22	Ouvriers municipaux	2574	—	19009
23	Verriers	3628	94	38343
24	Vitriers	2300	—	40000
25	Dockers	8587	—	62506
26	Ouvriers de commerce, du			
27	transport et du trafic	8730	—	77119
28	Employés de magasin	500	65	8195
	» d'entrepot	334	5	3281
29	Gantiers	3241	116	6155b
30	Travailleurs du Bois	62576	521	643173
31	Chapeliers	2545	90	83324
32	Pâtissiers	661	9	6094
33	Pelletiers	—	—	—
34	Chaudronniers	3314	—	59551
35	Ouvriers du cuir	5369	—	69256
36	Lithographes	4621	—	80661
37	Peintres	9540	—	127804
38	Machinistes et chauffeurs	4609	—	14981

(1) Pour gagner de la place, les sommes sont données sans le
s'explique la différence entre les totaux et ceux qu'on obtient en faisan

	1903			
ENCAISSE EN MARKS	NOMBRE DE MEMBRES	MEMBRES FÉMININS	RECETTES DE LANNÉE EN MARKS	ENCAISSE EN MARKS (1)
3230	5565	—	93834	43647
—	458	—	13293	2152
44164	32635	—	390707	169363
22546	60127	—	631590	438952
60216	3963	—	159537	64056
—	304	—	941	604
24238	5956	—	71312	39748
18688	15766	95	208111	166257
146293	12254	3823	174349	366109
2724101	35970	—	1964954	4031770
—	805	—	37743	115494
4368	2848	1412	28880	37417
382	377	14	4492	2067
—	682	—	6581	1825
684	3273	—	35116	33
92903	37055	3897	353291	217408
—	2028	—	9697	4386
717	321	—	8284	7169
10269	2048	—	37544	16358
1138	663	4	10487	1744
10580	2471	—	49440	21259
7388	8067	113	90981	30176
25601	5514	29	95628	26127
21167	3355	—	41797	36479
45758	13879	—	150375	107319
22205	26800	475	370896	99872
2289	2716	1400	23692	4452
674	1063	25	12003	13667
79821	3077	49	70584	36711
252311	79732	447	1263415	1350434
114737	3761	321	107665	208423
4505	1293	166	22799	12123
—	1834	172	26739	24910
86052	3194	—	79974	24552
11536	4711	—	80181	53009
45942	9184	—	208128	175920
83528	19037	—	319271	226616
10056	6927	—	62588	15058

centimes. Mais dans les totaux il est tenu compte des centimes Ainsi 'addition des chiffres.

NUMÉROS	ORGANISATIONS DES	1899 NOMBRE DE MEMBRES	MEMBRES FÉMININS	RECETTES DE L'ANNÉE EN MARKS
39	Masseurs	—	—	—
40	Maçons	74534	—	1060996
41	Métallurgistes	85013	2202	896685
42	Meuniers	1304	—	13025
43	Graveurs de musique	—	—	—
44	Ouvriers de la porcelaine	8660	260	153887
45	Selliers	2833	13	23690
46	Maroquiniers	—	—	—
47	Charpentiers de navires	1588	—	12624
48	Ouvriers de chantiers	2748	—	19776
49	Forgerons	3350	—	34358
50	Tailleurs	12173	482	101217
51	Ouvriers de lavoirs	—	—	—
52	Cordonniers	16922	1226	125741
53	Marins	2222	—	26693
54	Ouvriers de la pierre	10000	—	186884
55	Paveurs	3337	—	37396
56	Stucateurs	2750	—	16991
57	Ouvriers du tabac	18401	3500	201359
58	Emballeurs de cigares	857	60	19490
59	Tapissiers	3525	—	18621
60	Ouvriers textiles	37617	5832	295519
61	Potiers	5765	—	75780
62	Doreurs	1145	23	11893
63	Charpentiers	23719	—	373492
64	Mouleurs, affiliés au syndicat des métallurgistes	8817	—	156705
		580473	19280	7687155

	1903			
ENCAISSE EN MARKS	NOMBRE DE MEMBRES	MEMBRES FÉMININS	RECETTES DE L'ANNÉE EN MARKS	ENCAISSE EN MARKS
—	1260	132	1666	171
453563	101155	—	1960994	1718211
385148	160135	5568	2814807	911635
4237	2092	—	39745	29586
—	328	—	21490	91193
168058	8174	291	189678	67537
17218	3635	39	55722	28842
—	2431	86	54843	37019
10014	2124	—	21516	37916
12324	3628	—	41364	59974
18226	8902	—	140269	46355
74663	21011	897	315237	110551
—	667	435	4609	5237
54871	25566	2880	404393	175156
17626	2944	—	47207	78467
10061	8624	—	124224	170257
16275	4865	—	65691	71028
12603	3846	—	84667	54749
47131	17540	5825	266156	93216
32924	1297	102	32906	28117
6364	4985	—	88497	25281
31156	54556	12040	1399098	315043
10227	9488	—	258406	27509
10022	1567	29	24744	36003
194630	27265	—	655134	558046
12112	—	—	—	—
5577547	887698	40666	16419991	12973726

Le Parti Ouvrier belge

Situation générale au 31 décembre 1903

Le tableau que nous avons joint à la carte représentant la sphère d'influence et d'organisation socialiste en Belgique, demande quelques explications que nous voulons donner dans le présent rapport :

Il y a 26 Fédérations régionales correspondant aux divisions administratives et politiques dont une, celle du Luxembourg, s'étend sur toute la province.

Le nombre total de 808 groupes indiqué dans la première colonne, ne donne que les groupes en règle pour leur cotisation au Conseil général du Parti Ouvrier, au 31 décembre 1903. Il existe plus de 300 groupes n'ayant pas effectué leur versement, ce qui porterait le nombre exactement à 1110 groupes affiliés au Parti Ouvrier.

De même pour la seconde colonne où se trouvent renseignés 130,978 affiliés; si tous les groupes affiliés avaient contribué pour leurs membres, l'on compterait plus de 160,000 affiliés. Il y a lieu de tenir compte que des membres dans certaines localités pourraient être inscrits comme coopérateurs en même temps que comme syndiqués, par exemple.

Le chiffre de 24,479 membres de syndicats affiliés au Parti Ouvrier paraîtra bien faible en comparaison du nombre d'affiliés, mais il importe de dire que la

Fédération nationale des Mineurs belges, qui compte plus de 40,000 membres, ne paie aucune cotisation au Parti et ne se trouve donc pas enregistrée; de même la Fédération des Métallurgistes de Charleroi, comprenant quinze syndicats, n'est pas affiliée au Parti Ouvrier, quoique ses membres sont tous individuellement inscrits dans les mutualités ou les coopératives.

En tenant compte des diverses associations professionnelles neutres de Verviers, Anvers et Bruxelles, on peut sans exagération évaluer les ouvriers syndiqués de Belgique à plus de 90,000 membres.

Les sociétés coopératives en règle avec leurs cotisations ne sont que 126, alors que la plus récente liste de la Fédération nationale des sociétés coopératives, créée sous le patronage du Parti Ouvrier belge, accuse 209 sociétés adhérentes.

Il serait difficile de donner exactement le nombre de syndicats professionnels, étant donné le grand nombre de syndicats de mineurs, de l'industrie textile, etc., qui, quoique subissant l'influence du Parti Ouvrier, sont cependant en dehors des cadres du parti. Le nombre de ceux en règle est d'après le tableau de 201 et les groupes politiques s'élèvent à 274. Il y a naturellement quantité de groupes d'études à existence intermittente qui ne se trouvent pas renseignés et qui sont plutôt nombreux dans les centres industriels.

Les mutualités au nombre de 169 ne représentent que les sociétés fondées le plus récemment, c'est-à-dire après la constitution du Parti Ouvrier Socialiste. A Bruxelles, Liège, Anvers, etc., existait un grand nombre de sociétés de secours mutuels qui, fédérées ur des bases de neutralité politique, comptent parmi

leurs membres une foule d'adhérents au socialisme.

Nous pouvons affirmer que depuis le Congrès de Paris, le Parti Ouvrier belge s'est constamment développé et son organisation perfectionnée.

C'est ainsi qu'il a créé un secrétariat-permanent général et qu'il a fondé la commission syndicale qui s'occupe spécialement d'études, recherches, propagande, soutien, en un mot de toute l'activité syndicale.

Plusieurs fédérations régionales, c'est-à dire d'arrondissement politique, possèdent leur secrétaire à titre permanent, de même que les syndicats importants ont également compris les avantages d'avoir des hommes s'occupant sans cesse et spécialement de l'organisation au point de vue administratif et au point de vue de l'action syndicale.

Déjà une vingtaine de secrétaires permanents s'occupent d'organisation syndicale, entièrement retribués par leur association professionnelle, sans le soutien quelconque des pouvoirs publics. Ajoutons à cela un grand nombre d'administrateurs, gérants et employés de coopératives s'occupant également des syndicats ouvriers de leur ancienne profession.

Nous possédons diverses fédérations nationales : la chapellerie, la pierre, la métallurgie, le bois, les cigariers, les maçons, les boulangers, les mineurs, l'industrie textile. Quelques-unes sont reliées internationalement aux travailleurs similaires des autres pays.



Si notre presse n'est pas fortement développée, nous avons à tenir compte de diverses causes. Le pays, quoique de superficie restreinte, est divisé en deux

langues à peu près de forceégale, le flamand et le français.

Ensuite, nous subissons depuis vingt ans la domination d'un gouvernement clérical, favorisant plutôt l'ignorance, et nous n'avons pas l'instruction obligatoire.

Les journées de travail sont généralement longues et les ouvriers exténués par le travail ne s'adonnent guère à la lecture.

Nos journaux quotidiens, (il y en a six) ont un tirage de 105,000 exemplaires. Les journaux hebdomadaires (22), mensuels (14) et syndicaux (11) sont assez bien répandus.

Le parti ouvrier vient d'avoir le bonheur de voir se créer une Société coopérative, intitulee : *Germinal*, qui comme l'indique son titre s'occupe de faire germer la graine socialiste dans les cerveaux ouvriers et s'occupe spécialement de la publication des brochures de propagande de nos idées.

* * *

Le parti ouvrier socialiste n'a pas interrompu son action pour la conquête du suffrage universel. De 1900 à 1902 eurent lieu différentes manifestations en faveur du suffrage universel. Des manifestes ont été publiés par le Conseil général et des réunions publiques (quarante à cinquante toutes les semaines) ont eu lieu avec le concours de tous les députés et militants pour aboutir au mouvement d'avril 1902.

Sans aucune préparation la lutte pour la conquête de l'égalité politique provoqua une formidable mobilisation ouvrière, et l'on peut dire qu'en trois jours plus de 300.000 hommes avaient déserté les usines, chantiers, ateliers ou fabriques.

Le gouvernement réactionnaire et clérical ne recula pas devant la répression sanglante et en plusieurs endroits du pays, nous avons eu des cadavres et des blessés à ajouter à la liste déjà longue cependant des victimes de la sainte cause du suffrage universel.

Non seulement les fusils de la gendarmerie et de la milice bourgeoise fauchèrent dans nos rangs, la justice de classe frappa impitoyablement et ce fut par douzaines que les compagnons furent poursuivis dans diverses régions du pays, pour prétendue atteinte à la liberté du travail.

Le Conseil général devant l'impossibilité d'une solution à la proposition de revision constitutionnelle décida la fin de la grève et l'on put constater que les troupes du parti se replièrent en bon ordre. Malgré cet échec du mouvement, nous avons eu le plaisir de voir que, grâce aux œuvres économiques qui forment la base de nos organisations, le mouvement socialiste n'a pas été fortement atteint. Nos associations professionnelles ont tenu régulièrement leurs congrès annuels, où l'on peut voir leur organisation s'améliorer et leurs adhérents toujours de plus en plus nombreux.

Les Congrès syndicaux sont des plus intéressants par les diverses questions qui y ont été soulevées, étudiées et discutées.

L'organisation des Jeunes Gardes socialistes s'est généralisée dans tout le pays. C'est la Fédération nationale des Jeunes Gardes qui s'occupe spécialement de la propagande antimilitariste, avec un courage et une persévérance à laquelle nous nous plaisons de rendre hommage. Jamais les poursuites judiciaires n'ont eu raison de leur enthousiasme et il n'y a guère

que quelques semaines qu'une ordonnance de non lieu a été rendue, après des hésitations de la part du parquet, à propos d'un dessin antimilitariste. Au moment du tirage au sort, à la rentrée des classes de milice, les Jeunes Gardes répandent à des milliers d'exemplaires leurs journaux *Le Conscrit* et *La Caserne,* spécialement destinés aux conscrits,

Nos manifestations du 1r mai ont repris le caractère originel de la proposition faite en 1889, c'est-à-dire que leur caractère économique a été placée au premier plan. Dans un pays où les heures du travail sont nombreuses, il devait en être fatalement ainsi. Les ouvriers de l'industrie textile qui travaillent parfois 66 heures par semaine, pour des salaires de famine, sont certainement plus disposés à lutter pour la journée de huit heures que ceux qui sont déjà parvenus par leur propre force à réduire la durée de leur travail.



Par les tableaux renseignant les chiffres obtenus aux élections législatives de 1900, 1902 et 1904 nous démontrons que le parti ouvrier socialiste, ayant à lutter dans de mauvaises conditions électorales a su conserver ses positions.

En additionnant les chiffres de 1900 à ceux de 1902, nous obtenons pour l'ensemble du pays le chiffre de 478,871 voix. (Nous avons été obligés de joindre ces chiffres parce que le renouvellement des Chambres se fait toujours par moitié). Nous obtenions alors, malgré les doubles et triples votes accordés en grande partie à la moyenne et grosse bourgeoisie, 33 députés sur 166. c'est-à-dire le cinquième du parlement.

Depuis deux ans, le parti libéral a fait une propagande active, en affichant un programme démocratique, laissant espérer une solution possible à la brûlante question du suffrage universel. Il se fait que certains électeurs flottants, qui avaient été atteints par notre propagande, sont retournés à leur ancien parti et ont voté en 1904 pour les libéraux. Si nous additionnons les chiffres de 1902 à ceux de 1904 nous avons pour résultat 463,967 voix, soit un recul d'environ 15,000 voix et une perte de cinq sièges au Parlement.

Malgré cet échec et peut être à cause de lui, nos œuvres n'ont en rien souffert, nos coopératives sont en bonne situation et le parti ouvrier va se lancer dans une propagande spéciale et acharnée pour renforcer l'action syndicale et coopérative.

Nous avons l'espoir de raffermir de cette façon l'esprit de classe qui doit animer les ouvriers dans la lutte qu'ils ont entreprise pour leur délivrance du joug capitaliste, pour leur complète émancipation. Le parti ouvrier belge saura toujours rester fidèle à la grande parole de Marx : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Pour le Conseil général du P. O. B. :
Le Secrétaire,
G. Maes.

Parti Ouvrier belge. — Situation

ARRONDISSEMENTS	GROUPES	AFFILIÉS	SYNDIQUÉS	COOPÉRATIVES	SYNDICATS	POLITIQUE	ART	MUTUALITÉS
Anvers	26	1.834	1.065	1	8	17	—	—
Malines	6	301	50	1	2	2	—	1
Bruxelles	115	24.248	6 128	7	64	37	6	1
Louvain	10	2 043	333	1	4	5	—	—
Nivelles	26	1.262	405	1	4	12	—	9
Gand	38	18.031	6.551	5	17	10	5	1
St-Nicolas	13	843	255	2	5	3	—	3
Termonde	4	205	76	1	1	1	1	—
Alost	22	2.670	590	4	9	6	3	—
Audenaerde	11	722	308	1	3	7	—	—
Bruges	5	300	15	1	1	1	1	1
Ostende	5	280	—	2	—	3	—	—
Courtrai	24	2.910	435	4	3	10	5	2
Ypres	10	355	--	4	—	4	—	2
Mons	34	8.965	1.590	14	6	7	2	5
Ath-Tournai	27	1.141	475	4	5	12	2	4
Soignies	48	16.622	1.228	5	6	6	1	30
Charleroi	80	22.998	1.133	6	4	7	1	62
Thuin	41	4.462	190	4	3	5	—	29
Namur	36	2.912	190	6	5	14	1	10
Dinant-Philippeville	15	1.271	160	6	2	2	2	3
Luxembourg (prov.)	18	816	—	6	—	12	—	—
Liége	110	10 152	2.213	26	34	47	3	—
Huy-Waremme	54	4.163	725	12	10	22	4	6
Verviers	28	1.392	370	3	5	19	1	—
Tongres	2	80	—	—	—	2	—	—
TOTAUX	808	130.978	24.479	126	201	274	38	169

générale au 31 décembre 1903

Journaux et revues: Quotidiens	Mensuels	Syndicaux	Hebdomadaires	Elections législatives: 1900	1902	1904	Députés en 1904	Divers renseignements
1	1	2	1	13.161	14.303	—	1	Cotisation à la caisse
—	—	—	—	3.264	6.000	—	—	centrale du Parti :
2	7	4	1	59.389	57.546	—	5	10 centimes par an et
—	—	—	1	11.639	13.020	—	1	par membre.
—	—	—	—	20.924	20.140	—	1	—
1	3	4	2	20.692	24.231	21.746	1	Encaisse au 31 dé-
—	—	—	1	2.662	—	2.662	—	cembre 1903 :
—	—	—	1	—	—	1.638	—	fr. 5,162,33.
—	—	—	1	3.189	—	2.839	—	—
—	—	—	1	727	—	2.572	—	Tirage des jour-
—	—	—	—	633	—	—	—	naux quotidiens :
—	—	—	—	—	—	—	—	105,000 exemplaires.
—	1	—	1	4.595	—	4.098	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	70 mandataires aux
1	1	—	—	42 451	—	39.673	3	conseils provinciaux.
—	—	—	1	13.506	—	12.718	—	—
—	—	—	1	22.732	26.289	22.298	1	600 représentants
1	—	—	1	76.008	74.294	73.075	4	dans les conseils
—	—	—	1	17 279	—	15.171	1	communaux.
—	—	—	1	25.272	24.537	—	1	—
—	—	—	1	16.487	15.542	—	1	
—	—	—	1	3 445	5.744	—	—	
—	1	1	1	63.962	65.118	64.783	5	
—	—	—	2	21.689	—	23.689	1	
—	—	—	1	19.325	25.032	19.085	2	
—	—	—	1	841	—	1.238	—	
				Pour le pays		Pour le pays		
6	14	11	22	478.871	voix	463.967	28	sur 166 députés.

Le Parti ouvrier socialiste d'Espagne

Le Parti Ouvrier Espagnol a augmenté le nombre de ses adhérents depuis le dernier Congrès de Paris. Il compte aujourd'hui 125 collectivités et plus de 10,500 affiliés. La plupart des nouveaux partisans de nos idées appartiennent aux travailleurs des champs, qui sont entrés franchement dans la voie de l'association, de même qu'ils reçoivent avec une grande facilité les idées socialistes.

Le nombre de voix obtenues par notre Parti a subi aussi une grande augmentation dans les élections législatives de 1901 et de 1904. Voici l'état des voix obtenues depuis notre début dans les élections pour la Chambre :

En 1893	7,000	voix
En 1896	14,000	»
En 1898	20,000	»
En 1899	23,000	»
En 1901	25,400	»
En 1904	29,000	»

Si par la corruption électorale il nous a été défendu jusqu'ici d'envoyer un socialiste à la Chambre, en revanche nous avons obtenu un grand succès avec nos candidats conseillers municipaux dont nous avons à présent 50 dans 22 Hôtels-de-ville. Au surplus, il y a encore 502 autres conseillers socialistes ou ouvriers

dans 30 communes, et tous soutiennent presque toutes les revendications du Parti.

La presse socialiste a eu elle aussi une augmentation proportionnelle. Elle est composée des journaux suivant : *El Socialista*, qui paraît à Madrid; *La Lucha de Clases*, à Bilbao; *La Aurora Social*, à Oviedo; *La Voz del Pueblo*, à Santander; *Solidaridad*, à Vigo; *Adelante*, à Eibar; *La Autorcha Social*, à Ferrol; *El Movimiento Obrero*, à Alicante; *El Obrero Balear*, à Palma de Mallorca; *La Voz del Trabajo*, à Saint-Sebastien; *El Sudor del Obrero*, au Port de Santa-Maria; *La Revista Socialista*, à Madrid; total 12 organes, avec une circulation de plus de 30,000 exemplaires.

Mais c'est l'*Union General de Trabajadores* (Union des syndicats) qui a realisé les plus grands progrès dans le sens de l'organisation des forces ouvrières. Ce puissant organisme — le plus important d'Espagne — fondé et dirigé par les socialistes, compte aujourd'hui 352 syndicats et 56,900 membres contre 69 et 14,737 qu'il comptait à la date du Congrès de Paris. Il sera représenté au Congrès d'Amsterdam.

Maintenant, voici sommairement les plus remarquables évènements dans lesquels notre Parti a eu à intervenir dans les quatre dernières années.

Comme tous les ans, le prolétariat organisé a célébré partout le 1r mai avec enthousiasme et le nombre des ouvriers qui adhèrent est de plus en plus croissant. Cette année on arriva jusqu'à supprimer à Madrid la publication des journaux quotidiens.

Lors de la grève dite générale à Barcelone, notre Parti s'y opposa énergiquement, parce qu'elle n'était qu'un mouvement effrené des anarchistes qui ne pouvait

aboutir — comme ce fut le résultat — qu'à une défaite des forces ouvrières et à leur désorganisation.

Par contre, nous avons appuyé la grève générale de Bilbao, qui avait pour but d'améliorer le sort des mineurs en faisant disparaître les entraves qui s'opposaient à leur organisation et à leur manière de faire des l'achat subsistences. Le succès couronna cette campagne.

Quelques éléments de notre Parti proposèrent la coalition électorale avec le parti républicain; mais la proposition ayant été soumise au vote des affiliés, ceux-ci se prononcèrent contre toute coalition avec le parti bourgeois.

Le ministre de l'Intérieur ayant déposé un projet de loi sur les grèves tout à fait réactionnaire, notre Parti lui fit obstruction dans l'enquête ouverte à ce sujet, ainsi que dans de nombreux meetings.

Par suite de réclamations répétées faites par le Parti, nous avons obtenu pour les ouvriers le droit d'être élus conseillers municipaux.

Enfin, au sein de l'Institut des Réformes Sociales, nouvel organisme bureaucratique créé pour informer et pour proposer au gouvernement sur tout ce qui s'attache à la législation ouvrière, nous avons six représentants, élus directement par les syndicats ouvriers, dont cinq appartiennent à notre Parti.

Pour le Comité National du Parti Ouvrier :

Le président,
PABLO IGLESIAS.

Le sécretaire,
OP. MORA.

* * *

Le Parti socialiste espagnol en 1902 se composait de 82 groupes avec 8000 membres.

Aux élections générales de 1901, les socialistes ont obtenu 25400 voix. Le parti a 27 siéges municipaux.

Le nombre des journaux périodiques s'élève à treize ayant un tirage total de 1,560,000 exemplaires par an.

A la fin de 1902 « l'Union Général de Trabajadores » (La fédération des syndicats) comptait 251 syndicats, ayant ensemble 40,087 membres. (*Note du Secrétariat.*)

Le parti socialiste de NORVÈGE.

(Rapport sur les travaux du parti socialiste en Norvège pendant les années 1900 à 1903).

C'était la première fois, après que le suffrage universel eut été établi, que les élections pour le Storthing en Norvège eurent lieu. Le résultat de ces élections était assez beau pour les socialistes. En 1897 le parti ouvrier n'obtint que 947 voix. Mais voici le résultat en 1900 :

	Socialistes	Gauche	Droite	Démocrates
A la campagne	1187	93550	68074	4076
Dans les villes	6253	29116	27759	—
Total	7440	122666	95833	4076

Dans cette année 76 députés de la gauche et 38 députés de la droite furent élus pour le Storthing. Alors le parti socialiste ne put pas encore envoyer un député au Storthing.

Heureusement les résultats des dernières élections en 1903 furent tout autres. Le parti socialiste seul représentait dans cette élection les idées du libéralisme et du progrès. En réalité son programme contenait les mêmes exigences que le programme du parti ouvrier en Allemagne, sauf un certain nombre d'exigences spéciales, telles que la suppression de lois injustes, etc.

Et ce programme valut aux socialistes un succès qui dépassa de beaucoup leur attente. La gauche essuya

en revanche une terrible défaite. C'était la première fois dans notre pays que la lutte électorale était basée sur la politique sociale. La droite concentra toute son agitation sur *la lutte contre le socialisme*, et le parti ouvrier s'attaqua surtout aux armements et à la réaction en matière sociale.

Les élections apportèrent un brillant succès au parti ouvrier et lui créa enfin une position fixe.

C'était la première fois que des socialistes conscients furent élus membres du Storthing. Voici le résultat des élections :

	Socialistes	Gauche	Droite	Democrates
A la campagne	10130	66675	69000	6174
Dans les villes	14649	22705	33410	—
Total	24779	89380	102410	6174

En 1903 le Parti ouvrier envoya 4 députés au Storthing, la gauche en envoya 50 et la droite 63. (Depuis 1900 le nombre des membres du Storthing s'est accru de 3.) Les socialistes ne firent la conquête absolue que d'un seul département : Froinsö en Nordland, qui envoya 3 députés au Storthing.

Ceci est d'autant plus remarquable qu'en 1900 aucune voix socialiste n'avait été obtenue. Jusqu'ici le département Froinsö était toujours adjugé à la gauche. Tout en faisant la part de la position sociale toute particulière de la population, nous devons ce succès et cette victoire surtout à notre partisan, le Docteur Alfred Eriksen, pasteur à Karlsö. C'est un organisateur, un orateur et un rédacteur zélé et infatigable. Son journal *Nordlys* (Aurore boréale) fait l'effet d'une torche flamboyante. A l'occasion de la dernière élection dans le département le Parti ouvrier obtint 4128 voix contre 1804 voix de la

gauche et de la droite. Eriksen est un des députés pour le gouvernement. Le quatrième représentant des socialistes fut élu par les 3 villes Froinsö, Bodö et Narwik en Nordland.

Depuis 1900 Narvik est un nouveau département électoral. Les socialistes remportèrent la victoire à Narvik, seulement dans l'élection, des électeurs; la gauche triompha dans les deux autres villes et eut donc la majorité. Cap, Froinsö et Bodö réunis avaient beaucoup plus d'électeurs que Narvik. Mais comme les votants de Bodö en voulaient aux votants de Froinsö, parce qu'autrefois, ceux-ci avaient toujours élu un député de leur ville, ils se réunirent avec les votants socialistes de Narvik et envoyèrent notre partisan J. Berge, de Narvik, comme député au Storthing. Berge est un homme très instruit. Il est catholique, mais ses électeurs sont luthériens. Il rédige à Narvik le journal sociale *Fremover* (*En Avant*).

La statistique qui précède n'est pas absolument correcte, puisque les listes officielles n'ont pas encore été publiées. Mais pourtant elle rend pourtant très bien l'état des élections. Cependant, en ce qui concerne le parti socialiste, elle n'est pas précise. Dans quelques villes les socialistes et la gauche se réunirent et votèrent sur des listes communes, de sorte que les votes d'un parti ne purent être distingués de ceux de l'autre. Parmi les ouvriers démocrates des départements Hedemarken et Christian se trouvaient aussi beaucoup de socialistes. Nous avons lieu de croire que le nombre de nos votes est monté à 30,000 environ. Un journal conservateur a estimé ce nombre à 27,000.

Et puis le parti socialiste se promet de remporter des

succès plus importants. La gauche s'est montrée incapable de remplir ses devoirs sociaux; la droite exhorte à combattre tous les projets socialistes; ainsi celui qui veut introduire des réformes dans ce pays, ne peut faire autre chose que choisir le parti des socialistes.

Les organisations des ouvriers socialistes continuent de grandir. Comptés tous ensemble, environ 80.000 ouvriers sont employés dans diverses industries du pays, parmi lesquels il y a environ 16000 qui sont organisés dans des Syndicats.

Les socialistes se sont également avec succès intéressés aux élections municipales, mais dans aucune commune ils n'ont su emporter la majorité absolue jusqu'à présent.

Cependant comme un grand nombre d'élections ont lieu d'après la représentation proportionnelle (sur la demande des électeurs) les socialistes ont réussi à introduire quelques-uns de leurs partisans aux Conseils municipaux.

Depuis 1900 les femmes qui ont atteint l'âge de 25 ans ont le droit de voter pour les élections municipales, si elles paient des contributions sur des revenus de 300 couronnes à la campagne, ou de 400 couronnes dans les villes, ou bien, dans le cas où elles sont mariées, si leurs maris paient des contributions et que ces derniers possèdent le droit de vote.

Dans les élections municipales de 1901 48 % des femmes électrices ont voté dans les villes et 94 % à la campagne.

En général 98 femmes ont été élues membres des Conseils municipaux. En 1901 les socialistes élurent un total de 147 membres des Conseils municipaux, mais ils

sont sûrs de doubler ce nombre dans le courant de cette année.

A la campagne le socialisme s'étend parmi les fermiers et les pêcheurs. Le mouvement socialiste s'est beaucoup developpé parmi eux pendant ces dernières années, spécialement dans la province de Nordland. Si cela continue, le pays du célèbre soleil de minuit n'enverra bientôt que des députés socialistes au Storthing et aux Conseils municipaux.

Ce qui nuit à l'agitation socialiste en Norvège, ce sont les grandes distances, les voies de communication difficiles, ainsi que la population rare du pays. Ce pays étendu n'a que 2.2 millions d'habitants; ce qui fait 7 habitants par kilomètre carré.

Mais le socialisme saura surmonter ces difficultés, car il est sûr de sa victoire.

Le succès est grand et l'avenir nous appartient même en Norvège.

* * *

Le parti socialiste a été fondé en 1885.

En 1900 le parti comptait 114 groupes avec 10650 membres, en 1902, 211 groupes avec 12000 membres.

Aux élections générales de 1900, les socialistes obtinrent 7440 voix et en 1903 - 30000 voix avec cinq siéges parlementaires. En 1901 il y avait 144 siéges municipaux occupés par les socialistes.

La presse socialiste se compose de trois journaux quotidiens tirés à 11500 exemplaires par jour et de trois organes périodiques tirés à 3,759,000 exemplaires par an.

Il y avait en 1900, 15 syndicats ouvriers publiant 11 journaux corporatifs. (*Note du Secrétariat.*)

Le Parti Socialiste des Etats-Unis d'Amérique

I

Probablement, en aucune contrée, le développement de l'industrie n'a été aussi rapide et aussi radical qu'aux Etats-Unis d'Amérique. En une période comparativement courte, notre pays s'est transformé, d'une communauté quelque peu arriérée et en grande partie agricole, en une des principales nations industrielles. En aucun autre pays, le mécanisme moderne et les méthodes de production ne sont aussi perfectionnées, les richesses et les industries aussi concentrées, et l'exploitation du travail conduite à un dégré aussi colossal, qu'ils ne le sont aux Etats Unis d'Amérique. Et ce développement s'accélère : chaque année est témoin de quelques nouvelles entreprises capitalistes de dimensions inconnues, de quelques « trusts » nouveaux de proportions gigantesques, de quelques inventions nouvelles et étonnantes dans les méthodes de production.

Naturellement la révolution industrielle amène un changement correspondant dans les relations de notre population. Il y a une cinquantaine d'années, les classes aux Etats-Unis n'étaient pas encore distinctes, et le « prolétaire » au sens vrai du mot, existait à peine dans la communauté; aujourd'hui le nombre des salariés permanents n'est pas inférieur à 12,500,000; l'ar-

mée régulière des sans-travail et des « tramps » atteint 1,500,000 hommes d'après une estimation modérée, et plus de la moitié de toute la richesse du pays est concentrée entre les mains de moins de 40,000 familles. Les Etats-Unis, qui, il y a un demi siècle pouvaient avec raison se vanter d'être un pays de citoyens libres et égaux (au moins en ce qui concerne la population blanche), est devenu maintenant le siège des plus frappants contrastes sociaux entre les deux classes luttant dans notre société moderne, les capitalistes et les salariés. L'antagonisme entre ces classes trouve son expression dans le nombre toujours grandissant de « grèves », « lockouts », « boycotts » et autres démonstrations d'hostilité et chaque année la guerre entre elles croît en dimensions et en intensité. On dit qu'entre 1881 et 1901 près de 7,000,000 d'ouvriers américains ont été engagés en 24,000 grèves et lockouts et pendant les trois dernières années, ces chiffres se sont considérablement augmentés.

La bataille la plus importante livrée dans notre pays entre le capital et le travail depuis le dernier Congrès International, fut sans doute, la grève des mineurs d'anthracite de Pennsylvanie en 1902, dans laquelle environ 170,000 hommes furent engagés. La grève fut une rébellion des mineurs contre les méthodes esclavagistes employées et les salaires de famine payés par leurs employeurs. Des deux côtés, elle fut livrée avec la même opiniâtreté, mais la richesse combinée des magnats des mines et des rails fut impuissante contre la détermination héroïque des mineurs. A la fin du cinquième mois, toutes les provisions étaient pratiquement épuisées et les grandes industries qui en dé-

pendent étaient sérieusement menacées. La grève prenait les dimensions d'un « désastre national ». C'est à ce moment que le président des Etats-Unis intervint, invitant les grévistes par l'entremise de leurs chefs, quelque peu faibles, à terminer la grève, et à abandonner leurs griefs au jugement d'un comité d'arbitres de son choix, qui, comme on devait s'y attendre, trompèrent les ouvriers.

Mais cette méthode de régler une grande lutte du travail, n'est nullement la méthode employée ordinairement par nos capitalistes en des cas de ce genre; comme règle, c'est plutôt la force brutale, que la ruse subtile, qui caractérise notre classe dominante dans ses relations avec les esclaves salariés rebelles.

Pendant la dernière décade, il y eut à peine une grève de quelque importance dans laquelle les pouvoirs combinés de notre gouvernement : la justice, la police, la milice d'Etat et les troupes fédérales, n'intervinrent point en faveur des employeurs, et ne cherchèrent à forcer les grévistes à la soumission par l'intimidation et la violence. En fait nous pouvons assurer, qu'en dehors, peut-être, de la seule exception de la Russie, il n'existe aucun pays civilisé dans lequel, le gouvernement s'est si publiquement et si agressivement rangé du côté de la classe des exploiteurs, et est si franchement et si cyniquement contre le travail, que la « libre et démocratique » République d'Amérique.

La démonstration la plus frappante du gouvernement brutal de classe en notre pays est fournie actuellement par l'Etat du Colorado. Dans cet Etat siège de grandes industries minières, les ouvriers du métal et du charbon, sont en grève depuis plusieurs mois. Les mineurs de

métal sont organisés dans la Fédération de l'Ouest des mineurs, qui est affiliée à l'Union américaine du Travail et les mineure de charbon sont membres de l'Union des Ouvriers mineurs de l'Amérique qui fait partie de la Fédération américaine du Travail.

Toutes les méthodes usuelles employées par les capitalistes pour faire la guerre furent essayées par les propriétaires des mines, mais les grévistes restèrent fermes. Les capitalistes du Colorado et le gouvernement de l'Etat, ont maintenant recours aux moyens désespérés : l'état de siège fut déclaré dans toutes les régions affectées par la grève et la milice de l'Etat assuma le commandement de ces régions. Les meneurs de la grève furent jetés en prison sans les moindres charges, et des mineurs de l'union furent brutalement séparés de leurs familles et déportés sans le moindre semblant de garantie légale ; des employés (officiers) élus par le peuple et qu'on suspectait de sympathiser avec les grévistes, furent forcés de démissionner par des menaces de pendaison, des hommes de l'Union des employés des mines furent enfermés par ordre militaire.

Un régime de brutalité illégale fut mis en vigueur. Les conditions de ce régime ne sont rien en présence de de celles que connût l'Allemagne pendant la fameuse « loi d'exception », qui apparaît encore indulgente et civilisatrice en comparaison avec celle de Colorado.

II

Le Mouvement trade-unioniste

Comme dans tous les pays, l'exploitation et l'oppression du travail eurent pour résultat l'organisation de la classe ouvrière dans le but de se défendre. Aux Etats-Unis, les premières formes de telle organisation furent les Trade-Unions.

On estime actuellement le nombre des ouvriers organisés aux Etats-Unis à 3,250,000 et à part quelques exceptions, ils sont affiliés à l'une des quatre fédérations nationales de Trades-Unions : *La Fédération américaine du Travail, L'Union américaine du Travail, Les Chevaliers du Travail* et *L'alliance socialiste des Métiers et du Travail.* De ces organisations la *Fédération américaine du Travail* est numériquement la plus puissante. Au 1er mai 1904, la fédération comptait 118 organisations nationales, ayant un total de 23,500 unions, 1,501 trades-unions locales, 604 unions centrales d'ouvriers de ville (city central labor unions), et 32 fédérations d'Etats. Le nombre total des membres dépassait 2,000,000. *La Fédération américaine du Travail* fut organisée en 1881. Pendant longtemps son développement fut lent, et la masse de ses membres, à peu près les trois quarts, furent acquis au cours de ces quatre dernières années.

Les socialistes de ce pays ont toujours considéré la *Fédération américaine du Travail* comme un champ plein de promesse pour la propagande du socialisme et invariablement, lors du congrès annuel de cette organisation, ils amènent la discussion sur le socialisme en proposant une résolution en faveur des principes essentiels

du Socialisme. En 1902, une telle résolution, introduite par les délégués socialistes, obtint environ la moitié des voix du congrès; en 1903, le vote obtenu pour une résolution semblable fut beaucoup moindre, mais ce vote pouvait être difficilement considéré comme indice de la force du socialisme dans l'organisation, car quelques délégués votèrent contre la résolution contrairement aux instructions de leurs mandants, et quelques autres votèrent contre à cause de la rédaction particulière de la résolution. Dans son ensemble le parti socialiste n'a aucune raison d'être découragé du progrès de l'idée socialiste dans la fédération, et il se propose de continuer à employer cette tactique : soutenir ses luttes contre le capital, critiquer les actions et l'attitude de quelques-uns de ses meneurs concervateurs et incapables quand le cas se présente et par dessus tout, utiliser chaque occasion favorable pour prêcher l'évangile du socialisme à ses membres.

L'Union américaine du Travail suit en importance la *Fédération américaine du Travail*. Ce corps fut organisé en 1898 sous le nom de *Union occidentale du Travail* (Western Labor Union) et comme son titre l'indique, originairement elle était presque exclusivement confinée aux Etats de l'Ouest. Son titre actuel fut adopté au Congrès annuel de 1902 et la juridiction de ce corps fut étendue à tout le pays. Au même congrês, l'organisation adopta une résolution se prononçant en faveur du Socialisme International et du Parti Socialiste. Cette résolution fut à nouveau adoptée au Congrès suivant de 1903. L'adoption de cette résolution fut pour les autorités l'occasion de poursuivre d'une haine particulière et de persécuter les membres de l'*Union américaine du Travail*, ainsi que

la chose fût nettement reconnue par le gouverneur du Colorado en justification des outrages décrits ci-dessus. *La Fédération de l'Ouest des Mineurs*, lors de son congrès annuel de juin 1904, se déclara également à nouveau en faveur du Socialisme et du Parti Socialiste.

L'Union américaine du Travail représente plus de 200,000 membres, et ses relations avec notre parti sont des plus cordiales.

L'ordre des *Chevaliers du Travail*, si important jadis, a actuellement à peine quelque influence dans le mouvement du travail. La forme centralisée de l'organisation et les vieilles méthodes de l'ordre, pour mener la lutte, n'étaient plus adéquates aux conditions modernes. Le déclin de l'organisation est évident. Aujourd'hui, quelques milliers d'hommes éparpillés dans tout le pays représentent tout ce qui reste des millions de membres d'il y a vingt ans.

L'Alliance des Métiers et du Travail est une organisation créée par quelques membres du Parti Socialiste du Travail en opposition aux corps existants de trade-unions. Les fondateurs de l'organisation étaient principalement poussés par leur antipathie pour les meneurs conservateurs et souvent corrompus des anciennes trade unions, mais il était très douteux qu'il fût sage de fonder un corps rival d'organisations de métiers sous des auspices socialistes.

L'alliance Socialiste des Métiers et du Travail ne joua jamais une part sérieuse dans le mouvement du Travail, et aujourd'hui elle mène une existence purement nominale; mais le seul fait de son organisation créa un esprit d'hostilité entre le mouvement trade-unioniste et le Parti Socialiste du Travail et mènera éventuellement

vers un schisme dans les rangs du Parti Socialiste du Travail lui-même.

En plus, il y a des organisations nationales d'employés de chemins de fer et d'ouvriers de l'industrie du bâtiment, comptant au moins un demi million de membres, qui ne sont affiliées à aucune des fédérations nationales.

III

Le Mouvement Socialiste

En parlant à présent du mouvement socialiste de notre pays, nous sommes heureux de dire que nous avons atteint la partie la plus satisfaisante de notre rapport. Depuis le dernier Congrès International, le mouvement socialiste aux Etats-Unis a subi un changement merveilleux. En 1900 à Paris, nos délégués représentaient un mouvement presque insignifiant et très divisé. L'ancien *Parti du Travail* aussi bien que le nouveau *Parti Social Démocrate* étaient déchirés en factions et le peu qu'il existait d'un mouvement socialiste était séparé en trois organisations nationales distinctes et en un nombre d'organisations indépendantes locales et d'Etats. Ces schismes sans fin et ces querelles de fractions dans le mouvement semblaient absolument insensés aux observateurs qui étaient en dehors du mouvement, mais en réalité ils avaient de bonnes raisons d'existence; ils étaient les symptômes du développement d'un vigoureux mouvement populaire, luttant pour la meilleure forme de son expression; ils marquaient la fin de la période de formation, comme le mouvement de presque chacun des autres pays l'a

subie à son époque, et alors finalement il se dégagea une organisation puissante et harmonieuse. En juillet 1901 un Congrès eut lieu dans la ville d'Indianapolis, dans lequel toutes les organisations socialistes, à l'exception du *Parti Socialiste du Travail*, se groupèrent sous la dénomination de *Parti Socialiste.*

Depuis, le progrès de notre mouvement a été aussi rapide que salutaire. En 1900 le nombre des membres de notre parti, probablement ne dépassait pas 5,000, et la majorité de ceux-ci étaient des étrangers, principalement des Allemands; en décembre 1903, le secrétaire national rapporta que 25,000 membres paient une cotisation et que la grande majorité de ceux-ci sont des citoyens nés en Amérique. Au dernier Congrès de notre parti, tenu en mai 1904, 129 des 183 délégués assemblés étaient des américains de naissance.

Au dernier Congrès, nous rapportions que le vote combiné le plus élevé obtenu par tous les partis socialistes était de 93,000; deux ans plus tard, en 1902 ce vote dépassa 200,000, et nous avons toute raison d'espérer que les élections présidentielles de cette année témoigneront d'une augmentation semblable, Environ 5/6 du vote total socialiste fut obtenu par les candidats du Parti Socialiste.

En 1900, le nombre de socialistes élus aux Etats-Unis à des fonctions publiques dépassait à peine la douzaine. Aujourd'hui, notre parti a fait élire dans les diverses parties du pays, 300 à 400 de ses membres. Parmi ceux-ci, un occupe un siège dans la législature de l'Etat de Massachusetts, deux sont maires de villes (Anaconda, Montana et Lansfard en Pennsylvanie) et les autres occupent diverses charges dans les municipalités des

Etats de Wisconsin, Massachusetts, Pennsylvanie, Michigan, Indiana, Montana, New-York, Illinois, New-Jersey, Minnesota, Californie, Missouri, Connecticut, Iowa, Louisiane, North Dakota, Nebraska, Kansas, Washington et dans les territoires Indien et Oklahoma. Des fonctionnaires élus par notre parti en 1903 un (le maire de Sheboygan, Wiscousin) fut infidèle à notre programme et à notre classe, et fut promptement exclus du parti.

En 1900, nous pouvions montrer l'existence de neuf hebdomadaires en langue anglaise, comme un indice certain de progrès ; à présent notre parti est représenté par sept revues mensuelles et par dix-neuf journaux hebdomadaires en langue anglaise, de plus par sept quotidiens et hebdomadaires en allemand, et par un ou plusieurs journaux en français, bohémien, juif, norwégien, polonais et slave. De plus le parti a le soutien cordial d'un grand nombre de journaux de Trade-Unions.

Le dernier congrès de notre parti fut certainement la plus importante réunion de socialistes en Amérique. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, chaque Etat important de l'Union, l'Est, l'Ouest, le Nord et le Sud, était représenté au Congrès national socialiste. Les travaux du congrès et le programme et résolutions adoptés, témoigne amplement du caractère sain et conscient de ses membres. Le congrès nomma comme son candidat à la présidence des Etats-Unis, Eugène V. Debs, dont la lutte en faveur du travail et le dévouement loyal à la cause du socialisme prolétarien sont connus partout. Pour la vice-présidence, le candidat du parti est Benjamin Hanford, bon et fidèle

socialiste, appartenant depuis de longues années au mouvement, orateur puissant et agitateur infatigable pour la cause.

Avec de tels porte-drapeaux et avec une armée déterminée et enthousiaste de socialistes organisés, nous espérons faire des prochaines élections la campagne la plus effective d'éducation socialiste, qu'il y ait jamais eu en ce pays et de gagner nos éperons dans le grand et noble mouvement international pour l'abolition de l'esclavage du salariat et de la tyrannie capitaliste.

William Mailly,
Secrétaire national
du Parti Socialiste des Etats-Unis.

Chicago, U. S. A., juillet 1904.

Le Parti ouvrier social-démocratique de Hollande

En quelques lignes nous voulons vous donner une idée du développement de notre parti depuis le congrès de Paris (1900) et du mouvement ouvrier néerlandais.

Comme pays où la social-démocratie joue un rôle dans le mouvement ouvrier, la Hollande ne s'est fait connaître que depuis peu d'années. Qu'on se souvienne que lors de la dernière assemblée de l'Internationale, tenue à la Haye en 1872, où la dernière bataille fut livrée entre l'Internationale et le Bakhounisme destructeur, il y avait des *délégués* néerlandais, mais ceux-ci n'étaient pas autorisés à parler au nom de la social-démocratie néerlandaise, parce qu'à cette époque elle n'existait pas encore.

Ce n'est qu'en 1878 que se manifestèrent les premiers signes d'un mouvement social-démocrate. C'était justement à l'époque où du côté Est du pays, Bismarck réussait à faire passer la loi contre les social-démocrates pour baillonner les ouvriers allemands.

Décidément ce mouvement éveilla le sentiment prolétaire, mais faute de direction énergique il ne put suffisamment développer la conscience prolétaire. Il ne fit qu'éveiller chez les ouvriers des espérances vagues. Il s'étendit et s'éleva, poussé par de nobles sentiments. mais il ne tarda pas à s'éteindre.

Alors on se sentit désillusionné, le découragement remplit les cœurs des combattants de l'avant-garde. Une partie du mouvement déchut absolument dans l'anarchisme, qui en Hollande se caractérise par une opposition acharnée à toute organisation fortifiante et raffermissante, tout en nourissant la désorganisation, tandis que l'idée dominante est le principe bourgeois-libéral, dont il résulte que ses adhérents se cramponnent aux vieux mots d'ordre du libéralisme de l'école de Manchester.

C'est contre cet anarchisme que la social-démocratie néerlandaise a commencé une guerre principielle acharnée, ce qui a eu pour résultat qu'une partie importante les ouvriers néerlandais sont revenus se ranger sous le drapeau de la social-démocratie.

Pour l'action pratique, l'anarchisme néerlandais signifie peu de chose ; il n'existe que par la phraséologie.

*
* *

Il y a encore d'autres éléments, qui sous certains rapports exercent une influence très marquée sur le mouvement des ouvriers en Hollande, et contre lesquels nous avons dû prendre l'agressive et que nous continuons à combattre. Nommons d'abord l'élément clérical, qui par de vils mensonges tâche autant que possible de détourner les ouvriers de la défense loyale et nécessaire contre l'exploitation à laquelle ils sont exposés. La nation néerlandaise a été de tout temps un peuple pieux ou du moins plein de vénération et de respect pour l'église et ses serviteurs ; depuis des années l'influence du pasteur protestant y est très grande. De

plus, dans la partie méridionale des Pays-Bas, dit « le pays au Sud du Moerdijk » le clergé catholique dispose d'une puissance presqu'illimitée. On parle du « Sud noir » ; mais de plus pour les ouvriers néerlandais, c'est le « pays jaune », le pays qui livre les ouvriers, qui dans les grèves des provinces du Nord, remplacent les grévistes et rendent toujours plus difficile le succès auquel on s'attend lors des grèves.

Développement capitaliste

Jamais nous n'aurions pu réussir à vaincre toutes les difficultés à surmonter en Hollande, où nous avions à nous opposer à l'anarchisme, à la démoralisation, au découragement, à l'indifférence, jamais malgré tous ces obstacles nous n'aurions pu créer un mouvement social-démocratique à la fois sérieux et fort, si dans cette œuvre nous n'eussions eu la fidèle assistance du développement naturel du capitalisme lui-même. Cet allié que la bourgeoisie produit dans tous les pays civilisés et qui sert immensément à l'organisation et à l'exercice du prolétariat, ne nous a pas manqué en Hollande. Après des siècles d'affaiblissement dans l'industrie, soudain, après l'an 1870, le capitalisme néerlandais a recommencé à donner des signes de vie et depuis quelques années il s'est élevé, s'est étendu d'importance.

D'après les résultats des deux statistiques officielles par métiers, en 1889 et en 1899 le progrès dans le développement industriel était comme suit :

Dans l'Industrie

En 1889 on comptait 532,181 personnes

466,513 hommes et 65,668 femmes.

En 1899 on comptait 650,574 personnes

563,4000 hommes et 87,174 femmes.

Par conséquent il y a eu un accroissement de 22,2 °/₀ de personnes travaillant dans l'industrie, accroissement de travail d'hommes de 20,7 °/₀ et de travail de femmes de 32,7 °/₀, tandis que l'accroissement total de la population dans ces dix ans ne se montait qu'à 14 °/₀.

Commerce et moyens de communication

En 1887 on comptait 268,730 personnes

231,623 hommes et 37,107 femmes

en 1899 on en comptait 332,224.

282,769 hommes et 49,455 femmes.

Il y eut donc une augmentation générale de 236 °/₀ et une de 22,1 °/₀ pour les hommes et de 33,2 °/₀ pour les femmes.

En ce qui regarde l'Agriculture en Hollande, on n'y observe aucun développement vers les grandes entreprises, mais il y a une stabilité étonnante dans le nombre de personnes employées dans l'agriculture, ce qui prouve clairement et indubitablement que l'immigration de la campagne vers l'industrie et les centres de la population va toujours en s'accroissant.

En 1887 on comptait 524,624 personnes

451,456 hommes et 72,868 femmes

et en 1899 on en comptait 570,278

460,694 hommes et 75.584 femmes.

Ici on en arrive seulement à un accroissement de 8,6 °/₀. En 1889 sur 100,000 habitants il y avait 11,628 personnes travaillant dans l'agriculture; en 1899 il n'y en avait que 11,172, tandis que ces nombres sont proportionnellement pour l'industrie : en 1889 : 11,796, et en 1899 : 12,776.

De plus, il résulta de ce recensement par métiers (non pas par professions) qu'il y avait une augmentation de 8,4 °/₀ pour les entrepreneurs autonomes et une de 27,4 °/₀ pour les salariés. L'augmentation d'employés ou fonctionnaires dans l'industrie, le commerce et les moyens de transport et de communication se monte à 209,8 °/₀ et celle pour les ouvriers à 26,4 °/₀.

Il y a quelque chose de très caractéristique dans le développement d'une vieille branche d'industrie absolument néerlandaise : la pêche de mer.

	En 1887 on y comptait :	En 1899 :
Nombre de métiers de personnes autonomes :	537	248
Nombre de métiers de personnes salariés :	437	139

Il y a donc à constater une importante *diminution* dans le nombre des métiers, tandis qu'il y a à constater une augmentation plus importante dans le nombre des employés, fonctionnaires et ouvriers :

En 1889 on comptait 1406 employés et fonctionnaires.
» 1899 » 2516 » »
» 1889 » 5731 ouvriers.
» 1899 » 9916 »

Le nombre de matelots diminua :
de 1889 : 5138 jusqu'en 1899 : 3871. Mais le nombre d'ouvriers-chauffeurs augmenta de 516 en 1889 jusqu'à

1205 en 1899. Evidemment il s'agit ici d'un déplacement de la navigation à voiles dans la pêche, par la pêche aux bateaux à vapeur.

Décadence dans la bourgeoisie

Au fur et à mesure que le capitalisme se développe plus rapidement, il cherche à se concentrer de plus en plus, et par conséquent le prolétariat augmente. On voit dans tous les pays que les contrastes des classes deviennent de plus en plus grands. Ce qui dans quelques pays marche de pair avec ce développement et ses conséquences, c'est l'accroissement de la force et de l'importance du cléricalisme, résultant du sentiment de mécontentement et de malaise qui s'empare de la bourgeoisie; de leur manque de confiance dans l'avenir, leur dégradation intellectuelle. Par là, le cléricalisme devient plus libre de se développer et cherche à regagner terrain.

Dans les Pays-Bas nous avons eu pendant un demi-siècle le régime presque ininterrompu des libéraux. Depuis le puissant développement du capitalisme en Hollande, le libéralisme va toujours en décroissant dans la bourgeoisie. La crainte du mouvement ouvrier moderne, la peur de l'influence de la social-démocratie, voilà les causes de l'énervation de l'ancien libéralisme.

Aux élections de l'an 1901, les libéraux ont été définitivement battus, la Seconde Chambre se composa de 50 membres des partis cléricaux réunis, de 34 libéraux ou libéraux-démocrates, de 7 social-démocrates et d'un socialiste sans groupe. Il en résulta un ministère de la majorité cléricale. Ce gouvernement, qui eut pour chef le Dr A. Kuyper, ci devant pasteur protestant, calviniste, fondateur d'un parti petit-bourgeois, se mit aus-

sitôt à l'œuvre sous de faux prétextes, tout en feignant de vouloir rétablir les « principes chrétiens » de la société que le libéralisme avait méconnus et violés! Dans une période précédente, où il avait encore à conquérir le pouvoir, M. Kuyper s'était fait l'apôtre du droit de vote démocrate, mais il ne tarda point à s'y opposer, du moment qu'il vit qu'il n'en avait pas besoin pour obtenir la puissance politique.

Ce Gouvernement, dans les trois ans de son existence, n'a fait que protéger et assister le capitalisme et le défendre contre le mouvement ouvrier. En tout point fidèle à son origine, il ne cessa de se souvenir qu'il était le produit du conservatisme et plus, que tous les gouvernements qne nous avons eus dans les dernières années, il se montra absolument gouvernement de classe. Son caractère réactionnaire se manifesta entre autres dans une résistance décisive contre le suffrage universel, dans la protection inouïe d'un Enseignement Universitaire calviniste, tout ce qu'il y a de plus sectaire, dans l'extension du militarisme avec l'intention absolue de mettre fin au mouvement ouvrier et dans les tentatives actuelles à lever des impôts sur les aliments et autres articles de première nécessité.

Une caractéristique générale se montre dans l'ascendant du Premier sur ses colglèues, qui sont quelque chose comme des ministres d'un rang inférieur. Cette prétention d'avoir un régime exclusivement personnel se montre généralement chez M. Kuyper, mêlé d'un fanatisme de pouvoir absolu, développé sans mesure.

Mouvement social-démocrate

En 1901 notre parti posait des candidats en 51 districts (il y a 100 districts électoraux en Hollande). Ces candidats ont obtenu 40.000 votes. Furent élus 7 social-démocrates et un socialiste sans groupe. Ce sont les citoyens suivants : Me P. J. Troelstra, J. N. Schaper, H. Van Kol, W. P. G. Helsdingen, G. W. Melchers, K. Ter Laan et F. W. N. Hugenholtz. Dans le Parlement précédent, élu en 1897, ce groupe se composa de trois membres.

* * *

Notre influence va toujours en s'augmentant, tant pour ce qui regarde la politique communale que pour celle dans le parlement; nous sommes devenus une fraction, dont le gouvernement est obligé de tenir compte. Il est vrai, qu'il y a un an à l'exemple de Bismarck, le ministre-président tâchait dans notre Parlement, de nous exclure, comme social-démocrates, de la « communauté morale de la nation », mais la situation en Hollande est telle, que nous formons le plus énergique élément dans l'opposition contre ce gouvernement d'un pouvoir fanatique et qu'en Hollande il n'y a personne qui rende la vie si dure à M. Kuyper que le parti social-démocrate néerlandais, qu'il méprise et dédaigne, mais qui pour cela n'a pas encore disparu.



Depuis 1900 notre parti a fait de grands progrès. En 1900 nous comptions 4000 membres payants et 80 groupements; en 1904 nous comptons 6000 membres payants et 124 groupements.

Nous avons un journal qui paraît à Amsterdam, *Het*

Volk (Le Peuple), qui existait déjà en 1900 et qui depuis sa fondation a toujours immensément contribué à éclairer les ouvriers, à les instruire et les renseigner et à combattre à outrance la bourgeoisie, tant cléricale que libérale. Depuis 1903 il paraît avec une feuille hebdomadaire illustrée, *Zondagsblad (Journal du Dimanche)*, qui par des satires politiques est un moyen efficace pour mettre au carcan le gouvernement bourgeois, toutes les fois que l'occasion se présente. De plus nous avons 9 feuilles provinciales hebdomadaires et une revue scientifique *De Nieuwe Tijd* (*Le Temps moderne*).

La social-démocratie néerlandaise est toujours dans les premiers rangs dans la lutte pour le suffrage universel. En Hollande il y a 2 1/2 millions d'habitants majeurs, hommes et femmes, dont environ 600,000 hommes, au-dessus de 25 ans, sont électeurs. Dans les grandes villes à peu près 80 °/₀ des ouvriers sont exclus du droit de vote. Notre fraction a présenté un projet de révision de la Constitution, car tant que cela n'a pas eu lieu, il est impossible d'en arriver au suffrage universel.

Ce projet tend non seulement à rendre possible l'introduction du suffrage universel pour hommes et femmes, mais aussi l'abolition de la Première Chambre (le Sénat) et l'introduction du referendum politique.

Il va sans dire que ce ne sera qu'après de longs combats que nous en arriverons à la révision de la Constitution. Mais nous ne manquerons pas de conquérir le suffrage universel. Comme nos frères continuent partout et toujours avec ferveur et enthousiasme le combat pour le suffrage universel, direct et secret, nous faisons de même dans les Pays-Bas avec pleine confiance en nos propres forces.

Et les ouvriers hollandais ne manquent pas de nous prouver qu'ils nous comprennent. A la dernière grande démonstration pour le suffrage universel, tenu à Rotterdam l'été dernier, il y avait un nombre de 30,000 ouvriers présents. tandis que 120 unions d'ouvriers avec plus de 100,000 membres s'y faisaient officiellement représenter.

Dans les Pays-Bas il n'y a aucun parti qui fasse la guerre au militarisme, avec autant d'ardeur et autant d'esprit de conséquence que la nôtre. Cela est nécessaire : le budget de l'armée et de la marine s'est élevé en six ans de 42 millions à 46 millions par an. Cette augmentation du budget se fit surtout sous ce gouvernement clérical qui prétend à introduire les « leçons du Christ » dans la politique. Dans ce petit pays chaque habitant paie par tête f. 7,30 (fr. 15) par an pour l'armée et la flotte, tandis qu'en Suisse, on ne paie que f. 3,70 (fr. 8).

Mouvement des Syndicats ouvriers

Si pendant des années l'influence des anarchistes fut grande sur le terrain des syndicats, actuellement nous sommes heureux de pouvoir dire que cette influence va en diminuant sensiblement. Le «Secrétariat du Travail National » qui, il y a quelques années, était tout-puissant sur le mouvement des syndicats professionnels autonomes; qui était le foyer de l'anarchisme, se détruisant lui-même par sa direction malavisée et sans tactique, a depuis quelques années, perdu son influence dans la partie la plus importante de notre mouvement professionnel tout en indisposant

les intéressés. Les plus grands et les meilleurs syndicats ouvriers dans notre pays n'y appartiennent pas, ou plus.

Le nombre des membres a été réduit de 15 à 17,000 jusqu'à tout au plus 6000 membres, et un referendum qui se tint, il n'y a pas longtemps, pour décider sur les résolutions de l'assemblée générale, indiqua la participation de 500 membres ! Ce corps désorganisé ne compte plus, et un jour il cèdera sa place à une Fédération d'Unions Professionnelles mieux organisée et dirigée par un Comité qui sera au courant de sa tâche.

Les Unions Professionnelles en Hollande, qui se placent sur le terrain de la lutte des classes, sont à l'avant garde du combat professionnel, mais elles ne sont généralement pas des plus fortes. Surtout la grève générale en avril 1903 leur a fait perdre beaucoup de membres, cependant la crise est passée et ils commencent à se remettre.

La plus grande Union Syndicale Professionnelle des Pays-Bas est l'Union Générale Néerlandaise des Ouvriers Diamantaires » qui réunit 9/10 de tous ceux qui travaillent dans cette industrie. Pour l'organisation professionnelle, elle sert absolument de modèle tant pour ce qui regarde l'organisation, que pour la discipline, la fidélité, la bienveillance à se montrer toujours disposée à des sacrifices, et le courage avec lequel les membres soutiennent la lutte.

Du mois de février jusqu'au mois de juin 1904, elle a soutenu la lutte contre la puissante organisation des patrons qui avait appliqué le boycot général à tous ses membres. La lutte se termina par un convention qui vis-à-vis de l'attaque acharnée et longtemps préparée des

patrons, doit décidément être considéré comme une victoire. La résolution et la persévérance de ces ouvriers est la gloire de tout le mouvement ouvrier dans les Pays-Bas.

* * *

Peu à peu il commence à se manifester un meilleur esprit de corps dans le reste du mouvement syndicataire dans les Pays-Bas. Le mouvement d'avril 1903 — pour l'histoire duquel quant à la grève générale, nous renvoyons au Rapport que le Parti Social-Démocrate Néerlandais a présenté au Congrès International — a largement contribué à rejeter dans l'ombre tous les éléments qui, dans le mouvement professionnel, ont toujours nui à son développement normal.

Ainsi c'est un événement de bonne augure que dans le mois de février de cette année le plus grand nombre des Unions syndicales se sont mises d'accord avec le parti social-démocrate pour former un Comité National Général, qui a pour but de surveiller l'intérêt des ouvriers dans les projets de loi sur le travail présentés à la Chambre, c'est-à-dire une loi pour la « protection du travail » et une «loi sur le contrat du travail » et surtout de favoriser l'agitation contre le dernier projet qui devra servir à empêcher le développement régulier de l'organisation syndicale. Un nombre de 46,000 ouvriers organisés se sont fait inscrire auprès de ce comité.

Quand on se rappelle qu'il y a dix ans, le plus grand nombre de ces syndicats ne se souciaient guère de législation sociale ou ouvrière, il faudra convenir qu'on a de grands progrès à constater.

La cause essentielle de ce résultat important, c'est

la formation d'une opinion juste qui; de plus en plus, s'établit chez les ouvriers, créée et cultivée par la social-démocratie, c'est la propagande infatigable et l'heureuse action de ses membres représentants à la Chambre, qui n'ont pas cessé de mettre en vue et de défendre les intérêts des ouvriers.

La grève générale de 1903 a été la cause qu'une des organisations professionnelles des plus étendues et des plus fortes — celle des ouvriers, employés et fonctionnaires dans le service des chemins de fer — est détruite. C'est elle qui la première sentit le joug cruel et massacrant de la clique gouvernementale. Cependant, elle commence à se ranimer et elle compte de nouveau quelques groupes dans le personnel, malgré la tyrannie, le despotisme et la toute-puissance des directions des Sociétés de Chemins de fer et les lois draconniennes du gouvernement plutocrate-chrétien.

Le mouvement ouvrier ne s'arrête pas devant les mesures coërcitives de la législation. On peut mettre des entraves à son développement, poser des obstacles à sa marche, on peut le fouler aux pieds pendant quelque temps, mais sous le développement capitaliste il est impossible de lui prendre la vie. Il se relève et se relèvera toujours et partout.

Mouvement coopérafif

La troisième forme du mouvement ouvrier, nous pourrions dire le troisième des trois moyens qui, comme nous prêchons aux ouvriers dans les Pays-Bas, sont les seuls qui, dans une action commune et mutuelle, peuvent conduire à l'émancipation, c'est la coopération. C'est

surtout l'exemple des socialistes belges, qui excita nos camarades à la coopération.

Actuellement il y a des sociétés coopératives ouvrières en 21 communes des Pays-Bas, qui, d'après les statuts, cèdent au mouvement ouvrier une partie de leurs profits. Le mouvement est relativement jeune, mais il promet pas moins qu'en Belgique de riches résultats pour l'avenir, quand il aura eu le temps de se développer.

Le Premier Mai

Pour nous autres en Hollande le Premier Mai s'utilise pour la propagande en faveur de la journée de travail de 8 heures et du suffrage universel. Dans quelques grandes communes de notre pays la démonstration à cette intention se fait le long des rues avec la sympathie toujours croissante du peuple ouvrier, qui de tout son cœur participe à notre démonstration. Surtout à Amsterdam, la capitale, où heureusement notre influence va toujours en croissant — il y a déjà un district électoral qui est définitivement teint en rouge — le Premier Mai offre un aspect admirable, avec ses manifestations bien réussies, pour la journée de huit heures et pour le Suffrage Universel.

La Social-Démocratie et l'Art

Un fait des plus intéressants en Hollande, fait qui sans doute porte témoignage de l'influence de la social-démocratie, c'est que les artistes, peintres, poètes et littérateurs pour la plus grande partie se sentent tellement attirés par notre mouvement, que plusieurs d'entre eux et des meilleurs, soit immédiatement et d'accord avec nous, comme de vaillants frères et sœurs

d'armes, combattent dans nos rangs, faisant le combat de tous les jours, ou du moins lui sont très sympathiques. Les descendants intellectuels de la bourgeoisie en Hollande, l'intellect bourgeois, et les artistes de quelques familles de la vieille bourgeoisie, se sont de plus en plus influencer par la social-démocratie.

Voilà donc bien prouvé par la pratique que c'est bien à tort, (résultat d'une ignorance abominable), que nos adversaires prétendent, que la social-démocratie est un mouvement ennemi à toute culture intellectuelle. En Hollande, un grand nombre d'artistes aussi bien que la partie intellectuelle de la nation est d'une opinion diamétralement opposée.



Nous sommes parvenus à la fin de notre rapport qui naturellement n'a pu donner qu'une vue à vol d'oiseau de l'ensemble de notre mouvement.

Le Parti social-démocrate dans les Pays Bas occupe une place modeste dans le mouvement international, mais il tient à remplir cette place avec honneur. Nous ne sommes pas nombreux mais notre parti est bien fondé et ferme. C'est que, dès le commencement, nous avons suivi en Hollande la propagande et la tactique purement social-démocratiques en maintenant partout et toujours nos principes fondamentaux. Jamais nous ne nous sommes écartés du chemin projeté, ni à droite, ni à gauche et c'est ainsi que nous nous proposons de continuer. Nous considérons comme ennemis déclarés et acharnés autant le cléricalisme que le libéralisme, dans tous les deux nous ne voyons que *différentes formes* du capitalisme moderne, comme il se montre

nos jours et qui, au bout du compte n'a qu'un seul but commun, la défense de l'exploitation capitaliste contre la lutte des ouvriers,

Dans les Pays-Bas comme dans tous les autres pays, nous sommes sur la brèche contre cette combinaison hideuse. Il y a dix ans, en 1894, que nous avons fermement dans ce pays arboré le drapeau de la social-démocratie internationale; la bourgeoisie ne trouvera plus son chemin libre sans y trouver notre opposition résolue. C'est contre elle que nos attaques se dirigent sans interruption, sans intermittence, c'est contre son régime économique et politique qui nous oppresse que nous déploions notre drapeau rouge.

Dans notre lutte à outrance nous sommes forts par notre tactique bien considérée et durable, par notre fidélité aux principes, par le fondement scientifique que nous devons aux deux génies, dont le souvenir domine chaque congrès socialiste international: Marx et Engels.

Le Parti ouvrier social démocratique de Hollande a été fondé le 26 août 1894.

En 1899 il comptait 55 groupes avec 2500 membres et en 1902, 89 groupes avec 4500 membres.

Le Parti a obtenu aux élections générales de 1897, 13035 voix et conquis trois siéges parlementaires. En 1902 le nombre de voix s'élevait à 38279 et les socialistes avaient 7 siéges au parlement.

En 1902 le Parti possédait un journal quotidien avec un tirage de 8000 exemplaires par jour et 11 journaux périodiques.

Il y a en Hollande quarante journaux corporatifs.

Vive la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme!

Vive la Social-Démocratie Internationale.

La Démocratie socialiste de Danemark

RAPPORT

La Démocratie socialiste de Danemark fut fondée en 1871 à titre de section de l'Internationale de ce temps. De même que dans plusieurs autres pays, cette forme d'organisation fut supprimée en Danemark par un décret de police, lancé en 1872 et sanctionné en 1873 par sentence de la Cour de cassation. Toutefois les potentats ne réussirent point à paralyser un mouvement qui, une fois surgi, avait gagné un terrain solide et sûr dans le monde travailleur du pays.

Aux débuts de son organisation, la section danoise de l'Internationale était subdivisée par métiers (maçons, charpentiers, menuisiers, métallurgistes, etc.), parties qui toutes, en dehors de leurs conseils particuliers, avaient une commune direction. Après la suppression de l'Internationale, ces parties se constituèrent en syndicats professionnels, qui à nouveau élurent une direction en chef, laquelle, pour base de son action adopta le programme de l'Internationale. C'est ainsi que, même après la suppression de sa forme d'organisation originaire, le mouvement internationaliste des travailleurs de Danemark maintint son caractère ouvrier et socialiste.

En 1878, on résolut de créer des organisations particulières, chargées de l'action et de la propagande politiques, tandis que les tâches professionnelles incombaient aux organisations syndicales. Les unes et les

autres continuaient pourtant à constituer le commun parti démocratique et socialiste, ainsi qu'à conserver leurs relations organisatrices dans toutes les questions intéressant la classe ouvrière.

Les organisations politiques qui sont réunies sous le titre commun de « Socialdemokratisk Forbùnd » ou Union démocratique socialiste, comprennent environ 200 sections réparties sur tout le pays et comptant à peu près 23000 membres payants. — Les organisations professionnelles ou syndicales comptent pour le moment 57 fédérations nationales comprenant un très grand nombre de sections locales, plus 29 syndicats isolés, constitués par les petits métiers qui ne comptent pas un nombre d'ouvriers assez grand pour composer des fédérations nationales. Toutes les organisations syndicales comptent actuellement environ 87000 membres versant des cotisations.

Le mouvement politique

En renvoyant aux rapports que nous avons antérieurement présentés aux congrès internationaux et dont nous joignons ceux remis aux congrès de Londres (1876) et Paris (1900), nous communiquons ci-dessous les notes que nous avons à donner sur le mouvement socialiste accompli en Danemark depuis le congrès de Paris.

Depuis l'an 1900, notre parti s'est attaché d'une manière spéciale à donner à notre presse une plus ample extension. Au moment du congrès de Paris, la presse du parti démocrate socialiste de Danemark se composait de 13 journaux quotidiens et de 3 publications hebdomadaires; de ces dernières l'une cependant est à classer dans la presse professionnelle; aussi ne

compterons-nous, dans cette partie de notre rapport, qui concerne seulement la presse politique, que 2 hebdomadaires.

Déjà avant la clôture de l'année 1900, nous avions élargi à 15 le nombre de nos organes quotidiens, dont le tirage total comprenait à cette époque 69000 exemplaires environ. Depuis lors, notre presse politique a été augmentée de 7 nouveaux quotidiens, de sorte que, pour le moment, nous publions 22 journaux quotidiens et 2 hebdomadaires, paraissant au nombre total d'environ 80000 exemplaires.

Depuis le congrès de Paris, nous avons eu deux fois des élections générales à la Chambre des Députés (dite Folketing ou chambre du peuple), c'est à dire le 3 Avril 1901 et le 16 Juin 1903. A la Chambre des Députés, qui comprend en tout 114 membres, nous comptions, — avant les élections de 1901, — 12 représentants, qui étaient sortis des élections générales de 1898, où nous avions obtenu un total d'environ 32000 voix.

Aux élections de 1901 nous avions des candidats dans 30 cercles sur 114, ce qui a fait monter à 14 le nombre de nos représentants à la Chambre du peuple; dans ces 30 cercles, où nous avons obtenu 43000 voix environ, notre parti a conquis 3 nouveaux sièges et en a perdu 1, que nous avions occupé précédemment. Le 16 Juin 1903, nous avons présenté 55 candidats dans autant de cercles, soit approximativement la moitié des cercles électoraux du pays, et avons poussé jusqu'à 16 le nombre de nos mandataires au Folketing; c'est le même résultat que celui de la campagne précédente, c'est à dire 3 nouveaux sièges conquis et 1 perdu; le nombre de voix obtenues était 56000.

En ce moment, nous avons au parlement 17 représentants, soit 16 à la Chambre des députés et 1 au Sénat (dit Landsting). Pour cette Chambre, il y a eu de nouvelles élections depuis le Congrès de Paris; mais malgré le nombre toujours croissant des votes que nous avons su enlever, nous n'avons pas pu augmenter notre représentation au Sénat.

Enfin, depuis notre dernière entrevue à Paris, nous avons réussi à élire bourgmestre ou maire à Copenhague un de nos camarades, savoir l'ancien président des « Fédérations corporatives réunies », le citoyen J. Jensen.

Pour ce qui est de l'administration de la ville de Copenhague, comme nous l'avons déjà expliqué au Congrès de Paris, elle comprend d'abord un conseil municipal appelé « Borgerrepresentation » ou représentation des bourgeois, et ensuite une autorité administrative dite « Magistrat ».

Cette dernière se compose de 9 membres, savoir d'un président, nommé par le gouvernement, de 4 bourgmestres et de 4 adjoints ou échevins. Les bourgmestres et les adjoints sont élus par le conseil municipal, les premiers à vie et les derniers pour une période de 6 ans. Des 9 sièges du « Magistrat » notre parti a réussi à en occuper 3, savoir ceux d'un bourgmestre et de 2 adjoints.

Jusqu'à l'an 1901, le conseil municipal se composait de 36 membres, nombre qui, dans la suite, par l'incorporation dans la capitale de quelques communes voisines, s'est élevé à 42. Le conseil municipal est élu par voie de scrutin de liste, mais de manière que 1/6 de la représentation sort de charge tous les ans.

Jusqu'en 1902, nous avons réussi à occuper 21 des

42 siéges du conseil municipal. Cependant, l'antagonisme des ennemis du socialisme prend chez nous, comme dans d'autres pays, des formes de plus en plus acérées. Lors des élections au conseil municipal de 1903 et 1904, il s'est levé contre nous une coalition à l'enseigne d'anti-socialiste, et bien que nous ayons rallié un nombre de votes considérablement plus grand qu'aux élections antécédentes, la coalition antisocialiste a pourtant réussi à nous faire subir une défaite qui nous a coûté 6 mandats dans le conseil municipal. De cette manière, notre parti compte actuellement 15 mandataires à la représentation municipale.

Dans tout le pays, 400 environ de nos camarades siègent dans les conseils municipaux et autres institutions communales du pays.

Donc, depuis le Congrès de Paris (1900), la démocratie socialiste de Danemark, en pleine conformité de notre programme et de notre action précédente, a continué la lutte pour l'extension des idées socialistes et pour l'élargissement de la représentation de la classe ouvrière dans les assemblées législatives et les administrations communales. Comme nous venons de le dire, notre lutte a pris, particulièrement à la suite des agressions de nos adversaires, des formes toujours plus aiguës, et, malgré les coups que nos ennemis sont parvenus à nous porter, nos efforts ont résulté dans le progrès continu et sûr de notre parti, nous avons réussi à organiser et à ranger, en nombre toujours croissant, les travailleurs du Danemark sous le drapeau du socialisme international.

P. Knudsen,
Gérant de l'Union démocratique-socialiste de Danemark,
Romersgade, 22. Copenhague K.

Le mouvement syndical au Danemark

Dans une note que notre fédération « *De samwirkende Fagforbund Danemarks* » « *Die Zentralisierten Gewerkschafts verbände Danemarks* » déposa au congrès de Paris en 1900, la question du mouvement syndical au Danemark, fut exposée depuis son début en 1871, et la manière dont il s'est développé.

Nous montrions dans cette communication que les syndicats et l'organisation socialiste doivent travailler de commun accord. Dans ce but, deux délégués choisis au sein de l'organisation socialiste assistent aux réunions de la fraction syndicale et réciproquement.

La fédération « *De Samwirkende Fagforbund Danemarks* » a été fondée en 1898. Elle admet tous les syndicats existants dans le pays; savoir : les organisations qui acceptent des sections dans tout le pays, et aussi des syndicats locaux qui ne peuvent pas prendre cet engagement. Par contre ne sont pas admis, les syndicats qui se sont séparés d'une section de la fédération centrale, ainsi que ceux qui refusent de s'affilier à une de ces organisations tout en ayant les moyens. Ceci pour empêcher le rapprochement des non organisés.

Les syndicats affiliés à la fédération centrale ne peuvent se séparer de la fédération qu'après avoir effectué le versement annnuel.

Les ouvriers commencèrent rapidement à com-

prendre qu'ils devaient se syndiquer; chez les ouvriers industriels, 75 % des hommes et 25 % des femmes sont syndiqués. La fédération syndicale comprenait à la fin de 1903, 47 associations, 961 subdivisions et 14 syndicats locaux. Le chiffre moyen était de 62849 membres.

En dehors de la fédération centrale, il y a 10 associations et 15 syndicats locaux avec en moyenne 23477 membres.

Il y a en tout en Danemark 86326 ouvriers organisés syndicalement, dont 8 % sont des femmes.

Les recettes annuelles étaient en 1901 de 1,903,962,00 Mark, les dépenses 1,367,035,00 Mk; il y avait en caisse à la fin de l'année 1,694,346,00 Mk.

Des journaux sont publiés par 32 associations, dont 25 appartiennent à la fédération nationale.

Ils paraissent à 70560 et 11660 exemplaires et coûtent annuellement 23037 et 8095 Mk. Depuis le 2 juillet, la fédération nationale publie un journal in octavo, intitulé « *Arbeidern* ». Ce journal est envoyé à tous les délégués de la fédération, et à tous les présidents des associations locales et des syndicats.

L'édition est de 1500 numéros.

C'est en mars 1903, que le président précédent de la fédération nationale J. Jensen, qui fait partie de la majorité socialiste de la municipalité, fut élu bourgmestre des finances à Copenhaque. Jensen était attaché aux syndicats danois depuis 1880, et c'est grâce à son travail et son dévouement que les syndicats ont acquis leur prospérité actuelle.

Le secrétaire actuel fut choisi comme son successeur. Les proportions de nombre dans les syndicats ouvriers du Danemark ont été depuis 1900 très variables. Dans

presque toutes les contrées, il y eut un manque de travail. La fédération nationale fait tous les mois des enquêtes sur l'extension du chomâge; même jusque dans les syndicats qui sont en dehors de la fédération.

Questions posées :

1° Nombre des chômeurs inscrits pendant le mois.

2° Nombre de journées de travail perdues pendant le mois.

3° Nombre de chômeurs le dernier jour du mois.

4° Dépenses faites pendant le mois, pour les chômeurs et les voyageurs.

Les syndicats fédérés et aussi les syndicats locaux, qui ont une commission d'enquête permanente, peuvent le mieux répondre à ces questions, c'est pourquoi nous insistons auprès des autres syndicats pour faire de même. C'est aussi par suite de l'inaction de la fraction socialiste démocratique que nous ne parvenons pas à faire accepter notre projet, de faire verser directement dans les syndicats, les secours pour les caisses de prévoyance.

Nous nous rendons le mieux compte de la situation du chômage par la réponse à la question 2, mais comme cela ne nous est pas exactement connu, nous devons nous contenter de la réponse à l'article 3.

Dans les années 1902 et 1903 on admet le chômage dans le pays comme suit :

ANNÉES	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1902	21857	21943	18719	13511	15347	15650
1903	17425	14867	10946	6917	4671	4946

ANNÉES	Juillet	Août	Septemb.	Octobre	Novemb.	Décemb.
1902	14095	12990	11589	12455	14206	19180
1903	5263	5971	5971	5069	7346	10360

La crise économique qui harcela le pays depuis 1900, fut caractérsée par les payements effectués pour les mois de novembre dans les années 1899-1903.

1899, 5108; 1900, 13795; 1901, 17917; 1902, 14206; 1903, 7346.

La crise n'est pas passée, car pour le mois de juin, elle augmente : 8 à 9000 chômeurs, c'est à dire 10 % des ouvriers industriels organisés.

Les secours pour chômeurs ont été comme suit :

1899	133,437,00 Marks
1900	265,909,00 »
1901	379,436,00 »
1902	432,895,00 »
1903	388,750,00 »

Les dépenses sont cependant toujours plus grandes, vu que les sections tâchent toujours de se soustraire à

la demande de concessions des groupes. C'est ordinairement quand il y a manque d'ouvrage, qu'apparaît chez l'entrepreneur le désir de diminuer les salaires. De pareils essais n'ont pas manqué dans les crises des dernières années.

Nous citerons entre autre la lutte entre les affrêteurs de bateaux à vapeur et leurs chauffeurs en 1902.

Comme dans toutes les contrées, il existe en Danemark un tarif des affrêteurs pour les chauffeurs et matelots, qui fixe les appointements mensuels à 67,20 mark. Les affrêteurs voulurent diminuer ces appointements de 25 °/₀. Sur quoi les ouvriers cessèrent le travail, dès leur arrivée dans les ports danois.

Plus tard dans la seconde moitié d'avril, les matelots et les ouvriers des ports de Copenhague et des autres villes cessèrent également le travail.

Le grand nombre de supplanteurs (les chauffeurs venaient de l'Angleterre et les ouvriers des ports de la Russie), obligea au commencement de mai, les ouvriers danois à reprendre le travail.

Les affrêteurs avaient cependant décidé de ne plus employer d'ouvriers syndiqués tant sur les bateaux que dans le port, et comme ils étaient à ce moment les plus forts, les ouvriers maritimes et ceux des ports durent quitter leurs organisations. Depuis, beaucoup d'ouvriers se sont de nouveau organisés et ce n'est plus qu'une question de temps pour que tous les droits et à quelques exceptions près, leurs anciens salaires leur soient rendus.

En 1902, les entrepreneurs en bâtiments voulurent aussi diminuer les salaires. Les ouvriers de l'île de Bornholm, où se trouvent de grandes carrières de

granit, durent depuis avril jusqu'en septembre subir une diminution de salaire de 10 %. A Copenhague cela dura jusqu'en mars 1903, donc en tout 11 mois. Ici également ils durent tolérer une petite diminution de salaire.

Les entrepreneurs dans différents métiers se sont aussi arrangés de la même façon, mais avec moins de succès. Dans plusieurs cas, on est parvenu à conclure un nouvel accord avec très peu de changements. C'est le cas notamment des ouvriers textiles, des relieurs, des mégissiers, des maçons, des menuisiers et d'autres.

Sur la demande d'introduire le « *Gleitende Scalä* » nous nous sommes définitivement retirés.

En dépit de la mauvaise situation, on est parvenu à obtenir des augmentations de salaire dans une série de métiers. Citons entre autres : les imprimeurs, les femmes dans les brasseries, les fabriques d'allumettes et de produits chimiques, les forgerons et les mécaniciens, les meuniers à Copenhague, les tailleurs en province, les hommes de peine dans plusieurs villes, les chaudronniers, les tapissiers, etc.

Il y a quelque temps, à la suite d'une grève qui avait duré du 19 mars au 25 juin, les ouvriers relieurs obtinrent une augmentation raisonnable des salaires. Près de 600 ouvriers, hommes et enfants y avaient participé.

En dehors de cela il y eut encore une quantité de petits conflits dans plusieurs autres métiers.

Dans presque tous les métiers (à l'exception des ouvriers non instruits) les ouvriers organisés et les patrons avaient des commissions d'arbitrage dans lesquelles les désaccords sur l'application des salaires et

sur d'autres faits furent envoyés. Celles-ci peuvent être obligatoires ou facultatives.

Dans les métiers où la commission d'arbitrage est obligatoire, il ne peut. y avoir d'exclusion ou de lock out pour les demandes concernant le tarif, aussi longtemps que celui-ci n'est pas expertisé et repris. Là où elle n'est pas obligatoire généralement les patrons et ouvriers se réunissent pour essayer de vider le différend.

Le président de la fédération des entrepreneurs ainsi que celui de la fédération nationale des ouvriers, sont tous deux membres du Parlement; on a communiqué au Parlement que dans 5 corps de métiers et associations à Copenhague 135 cas ont été résolus par la commission d'arbitrage en un an ; savoir : pour les maçons 32; menuisiers 36; charpentiers 48; ébénistes 6 et l'industrie métallurgiste 13.

Dans d'autres métiers, entre autres ceux qui ont des engagements stables, les nombres seraient proportionnels. Ces renseignements furent donnés à l'occasion d'un débat sur la fondation par l'Etat de commissions des différends, entre ouvriers et entrepreneurs, et également au sujet du renouvellement des contrats de salaires et de durée de travail (entièrement suivant le système australien).

Avec ce système on croyait avoir enterré la lutte des classes, tout trouble dans le travail, et la prospérité syndicale. La proposition significative de l'Union chrétienne, fut faite par le seul délégué catholique au parlement danois; les représentants des ouvriers aussi bien que ceux des entrepreneurs étaient contre la proposition. Les ministres étaient également contre.

Pour les différentes grèves et lock outs il fut payé en 1900 par la fédération en Danemark 482,766 Mk, pour l'étranger 55,522 Mk. A côté de ces sommes viennent encore les sommes payées directement par les organisations. L'argent pour l'étranger se répartit comme suit : Belgique 448,00 Mk; Allemagne 2352,00 Mk; France 810,00; Hollande 11256,00; Norvège 23856,00; Suède 16800,00 Mk.

Les ligues et associations locales doivent se soutenir elles-mêmes, l'appui pour les délégués aux organisations pour 2 %. Toutes les autres petites dépenses sont supportées par les organisations mêmes. Les sommes payées pour cela n'entrent pas en compte.

Les syndicats sont souvent sujets à des poursuites judiciaires de la part des entrepreneurs qui ne veulent pas payer au tarif et sont de ce fait en contradiction avec le syndicat.

Deux projets de loi ont été déposés. L'un des deux, déposé deux fois, demandait des secours raisonnables pour les chômeurs au cours des hivers 1901-1902 et proposait de voter une somme de 600,000 couronnes tout en ne donnant par commune, en général, que 25 ores par habitant. Le projet fut rejeté, mais eut comme conséquence indirecte qu'en 1903-1904 on accepta un projet, attribuant aux communes, un tiers de leurs secours, à prendre aux bureaux de charité.

Ces caisses sont des caisses de secours ordinaires, où les personnes non connues comme indigents, peuvent être secourues sans devoir supporter les suites d'un classement dans cette catégorie. L'autre projet demandait une sommes de 500,000 couronnes à distribuer aux syndicats qui avaient formé des caisses de secours. Ces

secours seraient à partager entre les caisses existantes, mais seulement pour une somme de dix couronnes par délégué et par an.

Ce projet a été déposé par les démocrates socialistes le 6 mai. Le projet n'eut pas de suite heureuse, mais eut eu chance de réussite, si les délégués conservateurs qui forment une petite minorité avec les démocrates socialistes, avaient soutenu ceux-ci lors du dépôt du projet.

Les entrepreneurs au Danemark sont réunis en une forte fédération nationale. Les entrepreneurs sont organisés dans leur fédération comme les ouvriers dans leurs syndicats.

La fédération nationale comptait en 1903, 25 associations fédérées en province, avec 233 branches et 3836 adhérents; à Copenhague 38 sections avec 3485 adhérents; ensemble 7321 adhérents.

L'orgueil capitaliste, qui en 1899 devint si fougueux, est un signe de crise dans les fédérations des entrepreneurs; particulièrement les industriels métallurgistes, ne laissent passer aucune occasion de menacer de leur force; même quand il y a question de faits peu graves.

En 1903, ils ont menacé deux fois d'un lockout l'industrie métallurgiste et la construction de navires, dans tout le pays.

La première fois 18 mécaniciens avaient quitté le travail à Horzens, ne voulant pas travailler avec deux mauvais camarades.

La seconde fois, 40 ouvriers des chantiers d'Helzingör cessèrent le travail, demandant de plus hauts salaires.

Dans les deux cas les industriels métallurgistes se

fachèrent et menacèrent de l'exclusion générale. Les deux fois les ouvriers cédèrent, ne désirant point faire tomber dans la misère leurs autres camarades.

Cela indique clairement que les directeurs actionnaires de l'industrie métallurgiste du Danemark, nonobstant la convention de 1899, ne reculent devant rien pour donner un coup mortel à notre organisation.

Notre fédération nationale a eu pendant les mauvaises années écoulées de grandes difficultés à surmonter, et cela sous différents rapports. Le but connu que les syndicats marchaient d'accord avec le parti socialiste de notre pays, et le pouvoir que la classe ouvrière avait dans les syndicats, furent cause de tant de difficultés.

L'agrandissement de notre organisation, au point de vue syndical, économique, coopératif et politique, et l'opposition la plus énergique contre l'attaque capitaliste ont été nos seules préoccupations.

C'est aussi dans cette voie que nous voulons continuer.

Pour la Fédération Nationale syndicale du Danemark
« *De Samwirkende Fagforbund Danemarks* »,
M. Olsen, *président*.



Le parti socialiste a été fondé le 21 juillet 1871 ; en 1890 le parti comptait 109 groupes avec 14,000 membres, en 1896, 239 avec 23,000 membres. En 1901, 200 avec 25,000 membres.

Un aperçu général des recettes et des dépenses du parti ne peut être fourni, vu que chaque section à sa comptabilité spéciale. En 1889, le parti obtint aux élections générales un siége parlementaire; en 1890,

cinq siéges avec 17,200 voix; en 1892, quatre siéges avec 20,000 voix; en 1894, dix siéges avec 25,000 voix; en 1898, treize siéges avec 32,000 voix; en 1901, seize siéges avec 43,000 voix; en 1903, seize siéges avec 56,000 voix.

Le nombre de siéges municipaux a passé de 94 en 1896 à 405 en 1903.

La presse socialiste se compose de 22 journaux quotidiens avec un tirage total de 74,000 exemplaires et de deux journaux hebdomadaires.

Le nombre de syndicats ouvriers a passé de 250 avec 20,000 membres en 1889, à 1195 avec 96,295 membres en 1900. (*Note du Secrétariat.*)

Le Parti Ouvrier Socialiste Bulgare

Depuis le congrès de Paris jusqu'à 1904, mois de Mars, dans le Parti Soc. Démocrate Bulgare ont eu lieu des événements pour lesquels à temps nous avons rapporté au Bureau Soc. International et que nous considérons nécessaire de noter encore une fois dans le présent rapport aux camarades délégués au Congrès International.

Depuis sa fondation jusqu'au mois de Mars 1904, le Parti Socialiste Bulgare était basé sur les principes fondamentaux du socialisme révolutionnaire et des résolutions prises dans les congrès internationaux. Mais dans sa pratique il s'éloignait toujours de ces principes et devenait successivement un Parti radical de petits bourgeois. Les organisations du Parti étaient envahies par des éléments déclassés et désespérés (deravis) des Partis bourgeois et mécontents de leur situation comme petits propriétaires, agriculteurs et artisans. Par conséquent, dans les organisations du Parti prédominaient les éléments petits bourgeois qui composaient les 2/3, et il y avait 1/3 d'intellectuels et d'ouvriers. Les organisations avec une pareille composition, menaient à de très rares exceptions près, une agitation politique très superficielle de quelques points de notre programme minimum seulement. Cette agitation ne différait de celle

menée par les autres groupes politiques, que par ce qu'elle était guidée par des socialistes et au nom du Parti socialiste, et qu'elle était fructueuse parmi les petits bourgeois dont on déplorait surtout la mauvaise situation. Réellement, cette agitation ne contenait rien du Socialisme. Le Parti développait une activité plus vive pendant la période électorale, comptant profiter du moment pour l'agitation socialiste, mais en réalité, à cause de sa composition, la participation du Parti dans les élections n'était qu'une simple chasse aux députés. C'est justement pour cela que l'agitation socialiste ne fut qu'une très superficielle agitation démocratique et quelquefois démagogique parmi les artisans et les villageois, surtout parmi les derniers. Naturellement, le Parti obtint vite de très grands succès, ce qui n'est pas naturel pour un Parti socialiste. Pendant les élections de 1894 et 1895 le Parti a obtenu 3000 voix, en 1899—8000, en 1901—10,000 et en 1902—18000. Pendant 1894—5 le Parti a gagné deux mandats, en 1899 six, en 1901 un et en 1902 huit. Le Parti a obtenu la plus grande part de ces suffrages, dans les campagnes et une partie, presque nulle, dans les villes et notamment des petits propriétaires, à l'exception de deux mandats gagnés à Slivno (centre industriel); les 6 autres mandats — à Yamboli, Pavlikeni et Souhindal, proviennent d'arrondissements de petits propriétaires.

Ce succès est dû, non seulement à l'agitation mentionnée, mais aussi à la situation économique et sociale du pays. De 1896 à 1904, la Bulgarie a traversé une crise économique à cause de la mauvaise récolte et du morcellement du régime rural, qui s'augmentait en raison de la mauvaise situation financière, résultat

du pillage des gouvernants. La conséquence de cette situation économique du pays fut la ruine des artisans et des villageois et la prolétarisation d'une très grande partie des petits propriétaires. Ces derniers, dégoûtés (deravis) de tous les partis bourgeois, attirés par l'agitation superficielle, pour eux salutaire, surtout les villageois, votaient pour les candidats de notre Parti avec pleine espérance qu'ils pourraient sauver la situation. Sans doute, bien vite la masse des petits propriétaires se désillusionna du Parti Socialiste et s'arma de nouveau avec les espérances maintenues par les partis bourgeois. Pendant les dernières élections en 1903 une très grande partie de cette masse s'attacha au parti actuellement au pouvoir et une autre — aux autres partis bourgeois. Il est à remarquer, que les candidats « socialistes » dans les arrondissements villageois Pavlikeni, Haskovo, Kazanlik, Yamboli et Souhindol, où auparavant ils obtenaient quelques milliers de suffrages, malgré les compromis avec quelques partis bourgeois (à Pavlikeni, Yamboli, Kazanlik), dans les dernières élections, ont gagné à peine quelques centaines de voix. Par exemple, à Kazanlik et Haskovo, au commencement le Parti gagnait 1500-2500 voix; dans les élections de 1903 il a obtenu seulement 300; à Yamboli 30-40, à Pavlikeni où presque tous les Partis de l'opposition ont voté pour le candidat « socialiste », ce dernier a perdu son mandat avec 300-400 voix etc. Mais le Parti voyant tout cela, et, comme nous vous en avons informé à temps dans un rapport spécial publié dans « L'Avenir Social » (1902), ne se faisait aucune illusion sur ces succès.

Malheureusement, les grands succès du Parti créèrent

chez quelques membres et organisations du Parti, surtout parmi les centres campagnards déjà notés, de très grandes illusions sur les forces du Parti et une interprétation très légère des problèmes posés. Ils considéraient le Parti si fort « bepunzend cygedb » « capable de se jouer avec le destin » de la Bulgarie; ils croyaient que l'influence du Parti sur le pays et surtout sur la multitude des électeurs était si solide et durable, que dans un très court intervalle avec un bon nombre de députés, il pourrait dicter et se mettre à la tête de l'évolution sociale bourgeoise, s'infiltrer (planter) dans le capitalisme et les institutions démocratiques. Ainsi, vite devait se réaliser le socialisme. Les membres et les organisations du Parti en question poussaient systématiquement le Parti dans ce chemin. La course électorale dans les villages consumait sans résultat le peu de forces et de ressources du Parti. Dans les villes aucun travail sérieux ne se faisait pour l'organisation et pour le soulèvement de la conscience des classes des salariés, qui parallèlement avec l'évolution du capitalisme se multipliaient incessamment.

La majorité du Parti reconnaissait, que le Parti était posté dans une voie dangereuse, qui pouvait faire dégénérer le Parti en un parti radical ou démocratique, suivant le sort du Parti Serbe quelques années auparavant et du Parti Roumain de la veille. C'est pour cela que, depuis 1897, nos congrès montraient le danger du chemin suivi par le Parti et le besoin de concentrer toutes nos forces, dans les villes parmi les ouvriers salariés, avec l'éducation et l'organisation desquelles seulement on peut créer une force vraiment révolutionnaire en Bulgarie pour des conquêtes démocra-

tiques. Mais la pratique déjà créée, les illusions sur la force et l'importance du Parti et l'interprétation injuste de ces problèmes, ne pouvaient pas se briser (dissyses) très facilement par les résolutions des congrès, d'autant plus que quelques membres du Parti qui entraient dans les corps directeurs entretenaient très franchement ces illusions qui maintenaient complètement leurs désirs de jouer un rôle politique important dans notre vie.

Le manque d'un contrôle solide de la part du Comité Central soutenait cet état de choses. Pendant quelques années les membres du Comité ne vivaient pas dans une même ville et en conséquence les assemblées régulières pour régler et contrôler les affaires du Parti devenaient impossibles. Malgré cela, les efforts des congrès pour empêcher le Parti de suivre ce chemin dangereux ne furent pas infructueux. Graduellement la composition des organisations changea : les ouvriers augmentèrent et les petits bourgeois diminuèrent. D'un autre côté, les organisations renforcèrent la propagande dans les villes et surtout parmi les ouvriers. Mais cette volte-face (votta face), quoique graduelle, du Parti dans son milieu naturel et vers les problèmes socialistes, ne plaisait pas aux membres du Parti en question. Cette activité suivant eux n'est que « trépigner sur place » ; elle privait le Parti de l'illusion de devenir en peu de temps « le tout-puissant » et éloignait la perspective de contenter ses aspirations pour jouer des rôles politiques importants. Ils avaient décidé de lutter ouvertement contre cette activité du Parti. Quoique les congrès systématiquement et à l'unanimité condamnaient la voie dans laquelle était poussé le Parti

par les membres en question, ils étaient encouragés par le revisionnisme occidental, surtout par le socialisme ministériel de Millerand et de Jaurès.

En 1900 le membre du Comité Central J. Sakasoff, deux mois après le congrès du Parti à Slivno, commença à rédiger la revue bi-mensuelle sous le titre « *Cause commune* » dans laquelle il prêchait la cause commune et « la collaboration des classes, l'organisation d'une force sociale », d'un *parti commun* des industriels, commerçants, artisans, agriculteurs et ouvriers; pour ce *parti* il écrivait aussi des programmes. En un mot, Sakasoff recommandait au Parti de plier sa bannière socialiste, de délaisser le terrain de la lutte des classes et de renier ses principes fondamentaux pour fonder un *Parti commun* de toutes les « couches productives ».

C'était le *Bersteinisme* et le *confusionisme* sur le terrain bulgare. Il est intéressant à remarquer que Sakasoff essaya de répandre ces idées « nouvelles » avec ses discours politiques, tenus dans quelques villes avant le congrès de Slivno. Mais ses discours étaient mal jugés même par les membres fidèlement et personnellement liés à lui, qui considéraient ces discours comme une renonciation aux principes du Parti. Probablement, à cause de cela, Mr Sakasoff non seulement n'osa pas soutenir ses idées « nouvelles » dans le Congrès de Slivno, mais justement au contraire, il donna des déclarations tout à fait opposées et « chablonnes ». Deux mois après ses déclarations, il faisait une nouvelle volte-face et commença « la Cause Commune ». Quand dans la revue mensuelle « Novo-Vreme » et l'organe central « Rabotnitshesky Vestnik » on attira son attention, qu'en prê-

chant « la cause commune » il s'éloignait (decline) des principes du Parti et des résolutions des congrès et qu'on lui demanda des explications, Sakasoff répondit par des attaques vulgaires à l'adresse des deux rédactions, en nommant ces rédacteurs et les membres du Comité « socialistes étroits » et « chablonnes » qui « sèchent » et « engloutissent » la science de Marx, qui « ignorent le développement intellectuel des marxistes occidentaux, surtout l'extrême théorie de Bernstein », qu'il existe une conception plus large du Socialisme etc., etc.

A la demande d'expliquer quelle est donc « la conception large » du socialisme, Sakasoff continua à répondre avec les mêmes attaques et insinuations contre les rédacteurs de l'Organe central et des membres du Comité, avec l'intention de les discréditer dans le parti. En général, jusqu'à son exclusion du parti, il ne donna plus aucune explication. En 1901, au Congrès de Plevna, une résolution circonstancielle qui soulignait le caractère prolétarien du parti et ses principes révolutionnaires, fut votée à une majorité absolue, et condamna la tentative de changer le caractère du parti et de le changer avec « la Cause Commune » prêchée par J. Sakasoff.

Quoique cette résolution fut votée, et par Sakasoff et quelques-uns de ses partisans, un an après, sa conduite continuait à être aussi incorrecte envers le parti; aux critiques sur ses écrits, dans « la cause commune », il ne donna aucune explication, mais continua à insinuer et offenser. Le Congrès suivant tenu à Tirnovo, avec une résolution plus catégorique, condamna sa conduite et l'invita dans un intervalle de

6 mois à s'expliquer devant le parti sur les questions de principe dans une brochure spéciale.

La polémique dans la presse du parti sur les idées « nouvelles » de « la cause commune » était très utile au parti; elle éclairait ses principes, sa tactique et ses problèmes. L'organisation du parti recouvra ses forces et fortifia l'esprit de discipline du parti. Nos opportunistes, voyant cela, se sentaient incapables de lutter sur le terrain des principes. Mais ils voulaient coûte que coûte imposer leur tactique et leurs idées « larges ». Et pour cela ils entreprirent une activité gueusement désorganisatrice dans les organisations du parti.

Au Congrès de Plevna ils essayèrent de désorganiser le Comité central et la rédaction de l'organe central *Rabotnitshesky Vestnik*, avec différentes combinaisons et machinations et surtout de mettre comme secrétaire-trésorier, un homme personnellement fidèle à J. Sakasoff. Mais ils réussirent pas. Au Congrès de Tirnovo ces mêmes essais se répétèrent, avec des moyens malhonnêtes; mais ici aussi ils n'ont pas réussi entièrement, à l'exception d'un secrétaire opportuniste élu, qui devant le congrès manœuvra pour gagner sa confiance, en stigmatisant la conduite de J. Sakasoff et l'accusant « de jouer (comme acrobate) à la corde ». Bien entendu de sa part, c'était une manière opportuniste de cacher ses projets.

Après le congrès de Tirnovo, pour la première fois, le Comité Central se trouva réuni, dans sa composition complète, dans une même ville. Tous les membres du Comité étaient obligés par le Congrès de s'établir à Sofia. Mais d'ici J. Sakasoff et le secrétaire ont commencé le travail de désorganisation systématique. A

chaque proposition du Comité Central qui tendait à consolider les organisations, à développer chez les membres du Parti l'esprit de discipline et l'efficacité de la propagande socialiste, suivant les directions du congrès, J. Sakasoff et le Secrétaire s'opposaient et le dernier même refusait d'accomplir les décisions de la majorité du Comité. D'autre part, dans l'organisation locale de Sofia les deux membres du Comité se refusaient par circulaires à l'exécution des mesures recommandées par le Comité Central, et agitaient des remèdes démagogiques. Cette conduite de deux membres du Comité dans l'organisation de Sofia, définitivement la démoralisa et celle-ci ne représenta bientôt plus qu'un repaire de discordes et de querelles, incapable d'aucune activité utile. La majorité du Comité Central, se basant sur les statuts du Parti et les directions du Congrès, décida de fermer l'organisation en question et de fonder une nouvelle en attendant le jugement du Congrès qui seul avait le droit de se prononcer sur la décision du Comité. Mais la minorité refusa de se soumettre à la décision du congrès et le secrétaire de l'accomplir. Peu de temps avant cela, le Comité Central avait décidé à l'unanimité de retirer tous les fonds du parti déposés dans une caisse d'épargne par l'ex-secrétaire, pour qu'ils soient remis au nom du Comité Cetral dans une institution de crédit à Sofia. Le secrétaire retira les fonds et les mit à son propre nom, sans dire où. En ce même temps, Sakasoff et lui ont refusé de donner le cachet au Comité pour accomplir ses décisions suivant les décisions du Parti. Quand le Comité Central déclara qu'il tiendrait responsable la minorité devant le Congrès pour ses méfaits, alors la

minorité considéra le Comité Central désorganisé et par conséquent ses protestations sans importance, parce que la majorité du Comité Central malgré(!) les statuts avait fermé quelques organisations de province qui avaient cessé d'exister et surtout celle de Sofia. (Art. 7 du règlement; les statuts et les décisions du Congrès donnaient ce droit au Comité Central.) Mais il était évident que la minorité du Comité, avec cette conduite brutale, avait pour but de désorganiser le Parti. Pour cela le Comité Central trouva nécessaire de suspendre son activité et de demander le referendum aux organisations, et jusqu'à la fin du referendum, d'inscrire et de cacheter les archives du Parti et de verser les fonds du Parti à quelques gens de confiance. La minorité fut d'accord sur ce point et le Comité décida d'accomplir cette décision et de commencer le referendum. Un jour, la minorité refusa de venir à l'assemblée; invitée deux fois, elle ne s'y présenta pas. Nous avons constaté qu'en ce même temps la minorité s'adressa aux organisations avec une circulaire secrète, calomnieuse pour le Comité Central. Elle avait pour but d'arracher des organisations un blâme contre la majorité. Au 18 mars 1903, le Comité Central s'adressa aux organisations par une circulaire circonstantielle dans laquelle il exposa toute l'affaire et les invita à se prononcer. Pour résultat la grande majorité du Parti déclara hors du Parti la minorité du Comité Central et les organisations qui se solidarisaient avec elle. De cette manière le Parti se purifia des opportunistes et du lest inutile des « organisations socialistes » qui entravaient à chaque pas l'activité du Parti.

Au 20 juillet 1903 eut lieu à Roustchouk, le Xe Congrès

régulier du Parti. Le congrès où ont été représentées 5o organisations, approuva tout à l'unanimité et confirma l'exclusion de J. Sakasoff, T. Dabeff (ex-secrétaire) et des membres du groupe parlementaire N. Gabrowsky (avocat), Vel. Dimitroff (avocat), Andrey Kouoff (avocat) et tous ceux qui sont restés hors du Parti.

Après cette purification, chassant les éléments opportunistes, le Parti se délivra de tous les obstacles qui entravaient son activité, le désorganisaient et le poussaient vers la dégénération en un Parti bourgeois et il se livra à sa propagande socialiste systématique parmi les ouvriers et à son activité d'instruction de classe dans les syndicats et organisations du Parti.

Depuis une année, les résultats de cette activité ont été très fructueux. Depuis 1901, les conflits entre le salaire et le capital deviennent plus fréquents. Depuis lors jusqu'à ce jour 18 grèves ont éclaté, dont 7 en 1901 : dans les usines de sucre et raffinerie « Prince Boris » (Compagnie de Belgique) 600 ouvriers, et 100 dans le service des trams électriques à Sofia. Toutes les deux finirent sans succès. En 1902, dans les fabriques textiles de Plevno, 150 ouvriers, et dans la fabrique de coton « Prince Boris » (Compagnie anglaise) 600 ouvriers. Les deux finirent avec succès. Pendant 1903 éclatèrent deux grèves et 12 autres pendant l'année courante, dont seulement trois étaient importantes pour le mouvement ouvrier : la grève des ouvriers dans une fabrique de tabac à Philippopoli de 100 ouvriers (sans succès) et la grève des boulangers, 300 ouvriers (avec succès), et la grève de 40 ouvriers

textiles à Samokow (sans succès). Presque toutes les grèves éclatèrent spontanément, sans être organisées. Mais le Parti ne manqua pas d'en profiter pour l'agitation et l'organisation des ouvriers. Le Parti aidait les grévistes avec « le fond des grèves » et avec la boulangerie coopérative du Parti à Philippopoli. A cette occasion, le Parti organisa beaucoup d'assemblées publiques. En général, le résultat de cette activité du Parti, après avoir chassé les opportunistes, fut l'organisation de 50 syndicats nouveaux, dont 8 dans la capitale, une société « Keassovo Soznanié » et une société des ouvriers Israélites, nommée « Rabotnik » Toutes ces organisations se trouvent dans une intime liaison avec le Parti. Cette année, sous l'initiative des syndicats de Roustchouk se forma, « l'Alliance des Syndicats Socalistes bulgares ». dans laquelle entrent tous les syndicats et sociétés ouvrières mixtes en Bulgarie, à l'exception de quatre syndicats à Sofia et deux à Varna, qui se trouvent sous l'influence des opportunistes. Le 21 juillet de l'année couiante « L'Alliance » aura son premier congrès à Philippopoli après le congrès du Parti.

L'année passée, le Parti a pris part aux élections législatives en concentrant toute son attention dans les centres industriels. Il a obtenu 2500 voix, sans aucun mandat, mais il mena une agitation sérieuse pour profiter du moment électoral.

Le Parti est composé de 45 organisations avec 1000 membres. L'organe du Parti « Rabotnitchesky Vestnik » a un tirage de 2500 ex.; son organe scientifique, la revue « Novo-Vreme » a 900 abonnés et un autre organe mensuel la revue « Rabotnitshesko Delo »

1000 abonnés. Suivant la décision du dernier congrès, le Parti fonda une librairie qui aida beaucoup à la propagation de la littérature socialiste. La librairie, parmi ses autres éditions, édita deux brochures du camarade Dr Rakowsky, la première sur les différences existantes entre le Parti et les opportunistes, qui a été (la brochure) largement propagée; elle édite aussi « le Calendrier Rouge » à 25,000 exemplaires bien répandus parmi les ouvriers.

Sans doute ce succès s'explique avec le progrès de l'évolution du capitalisme pendant ces dernières années. De 1900 à 1904 les usines, fabriques qui profitaient de « la loi pour l'encouragement de l'industrie du pays » (et pour cela est nécessaire un capital de 25000 fr. avec 20 ouvriers) ont augmenté de 66. De sorte qu'au commencement de 1904 toutes les industries qui se trouvaient sous la protection de la loi, étaient de 42 avec 165 fabriques, tandis qu'en 1904, les industries étaient 15 et les usines 99. Ce sont des données de la statistique officielle, et il faut le dire elle n'est pas très exacte. Une statistique plus exacte montrerait des chiffres plus grands. Suivant les données officielles du Bureau de Statistiques à Sofia, le nombre d'ouvriers dans les fabriques, ouvriers industriels, et les ouvriers dans les ateliers est de 200,000 sur une population de 3,700,000. Le groupement des prolétaires dans les villes est très grand dans ces dernières années, à cause de la concentration rapide de la terre et la prolétarisation de la population villageoise. Tandis qu'il y a 25 années, mieux 15, on considérait notre pays comme pays de petite agriculture; aujourd'hui il a perdu ce caractère.

Vous pouvez vous en faire une idée sur la situation par les données statistiques suivantes :

Propriété	Nombre de propriétaires	Par %	Espace en hectares	Par %
Hectares	Chiffres absolus		Chiffres absolus	
De 0- 1	257.273	32.2	108.951	2.7
» 1- 5	251.756	36.5	779.493	19.6
» 5- 10	149.001	18.6	1058.328	26.6
» 10- 20	77.598	9.7	1051.226	26.6
» 20- 50	21.019	2.6	585.913	14.8
» 50-100	1 993	0.3	133.886	3.4
» 100-500	861	0 1	163.116	4.1
Plus de 500	87	0.0	96.664	2.4

Naturellement ces conditions aident à l'activité du parti et nous sommes profondément convaincus, que seulement avec une pareille activité, inaugurée depuis 1903, le parti deviendra réellement fort et d'importance dans le pays.

Actuellement le parti rencontre quelques obstacles dans le milieu ouvrier, seulement de la part des opportunistes. Les messieurs exclus du parti avec 3 organisations dans les centres campagnards et celle de Sofia se sont proclamés comme « Parti socialiste bulgare »; ils ont usurpé les fonds du parti, qui suivant la décision du Congrès étaient inviolables, ils ont fondé leur « organe du Parti socialiste » avec des emprunts et ils ont commencé la lutte avec des moyens malhonnêtes inqualifiables, tout en se déclarant de « vrais socialistes ». Mais

pour ces « vrais socialistes » l'unique moyen dans leur lutte contre le parti est la calomnie, qui est d'un caractère mesquin. Le « socialisme » de ces « vrais socialistes » consiste dans « la collaboration » et le compromis systématiques, même avec les coteries russophiles chez nous : ils participent à la souscription pour les blessés russes en Extrême-Orient, ils prêchent la neutralité des syndicats et la persécution de la propagande socialiste, ils se déclarent contre la lutte des grévistes contre leurs patrons, et accusent le parti d'avoir entraîné les ouvriers par cupidité.

Parler en Bulgarie de la neutralité des syndicats est une absurdité absolue. Le mouvement ouvrier est sous la pleine influence de la Soc.-démocratie, seulement il s'allie à lui, cherche sa protection, marche avec lui et ne se trouve sous aucune autre influence. Mais les « vrais socialistes », nos opportunistes, dans ce cas jouent le rôle des menteurs bourgeois et sans doute causent certains obstacles au Parti. Mais notre critique démasque leur attitude envers les ouvriers par leur activité anti-socialiste, ils marchent vers l'abîme. Et nous sommes bien convaincus, que bien vite ils disparaîtront du chemin du Parti.

Leur plus grande espérance consiste dans le Congrès d'Amsterdam où ils pensent se faire représenter comme Parti Socialiste et se faire reconnaître. Avec cela ils espèrent pouvoir s'imposer devant les ouvriers bulgares et naturellement continuer leur activité anti-socialiste. Donc, nous comptons sur les camarades délegués du congrès d'Amsterdam qui s'abstiendront d'approuver le jeu des opportunistes bulgares et refuseront de leur reconnaître la qualité d'un second Parti Socialiste en

Bulgarie, parce que cela faciliterait la lutte et les problèmes de la Social-démocratie dans notre pays, où les conditions de l'activité Socialiste, ne sont pas si favorables.

Agréez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

Le Comité Central :

D. Blagoeff, G. Kirkow, G. Georgieff, G. Bacaloff et N. Harlakoff.

Le Parti Ouvrier Social-Démocratique en Bulgarie

Sofia, le 10/23 Mai 1904.

Nous ne trouvons pas nécessaire de décrire en détail les conditions dans lesquels le *Parti Ouvrier Social-Démocratique Bulgare* a été contraint d'agir et de se développer, en premier lieu parce que sur ce point il existe déjà un exposé détaillé pour le Congrès International de Paris, et puis, parce que ces conditions ont depuis ce temps-là, très peu changé. Notre pays parcourt actuellement la phase de destruction des formes anciennes de production, et d'édification des formes nouvelles, phase par laquelle chaque pays est condamné à passer au début de l'opposition au capitalisme. De là vient cette anémie des partis social-démocratiques en ces pays, par laquelle se distingue aussi notre parti.

Un phénomène remarquable dans la vie de notre parti, récemment apparu, c'est la scission qui a divisé nos rangs. Jusqu'à l'année 1903, notre parti représentait une unité entière reposant sur les principes du Socialisme Scientifique, comme il l'est aujourd'hui encore. Cependant, une partie des membres du parti, sous prétexte que celui-ci dégénère en ce sens qu'il aurait abandonné son milieu naturel, les salariés, et qu'il se serait aventuré à chercher des adeptes dans les milieux de la petite bourgeoisie, se sont détachés de nous et ont

fondé une nouvelle fraction. Ce n'est pas la place de démontrer l'erreur de cette allégation de nos camarades d'autrefois, mais toutefois, pour plus de clarté, nous allons citer quelques données statistiques, qui sont les meilleurs témoins pour le cas. Ainsi, suivant les compte-rendus annuels du parti, reconnus par les dissidents eux-mêmes, en 1901 les ouvriers salariés (les prolétaires) constituaient 27 °/₀ du nombre total des membres du parti, en face de 51 °/₀ des membres petits propriétaires; en 1902 — 39 °/₀ d'ouvriers salariés en face de 35 °/₀ de petits propriétaires et en 1903 — 41 °/₀ de salariés en face de 25 °/₀ de petits propriétaires. Ces chiffres attestent, on ne peut plus évidemment, notre assertion avancée plus haut, que la scission dans le parti peut être expliquée par toute autre chose mais non par une prétendue dégénération ou par absorption d'éléments petit-bourgeois.

Continuons :

Totalité des membres (affiliés) du Parti. — Les ressources de celui-ci

L'année comptable de notre parti commence le 1 Juillet (v. st.) pendant lequel mois a lieu le Congrès national annuel. Pendant l'année 1901/1902 le parti comptait 2507 membres, pendant 1902/1903 — 1670 et en 1903/1904 — 1750 membres. La diminution du nombre des affiliés pendant l'année 1902/1903 s'explique par la scission dans le Parti.

Les ressources qui servent au Parti à couvrir ses depenses ont été jusqu'à présent et restent pour l'avenir les suivantes : 1° le montant du versement mensuel de chaque membre du Parti, 2° les recettes de « l'Almanach Rouge », édition annuelle du Parti, 3° les recettes des

« Livrets des membres du Parti », que chaque affilié doit posséder et 4° les recettes contributions volontaires. Les recettes du Parti pendant l'année 1901/1902 montent à la somme de 5273 fr. pendant l'année 1902/1903 — à 4680 fr. en pendant l'année 1903/1904 — à 4000 fr.

Le nombre des Syndicats ouvriers et des ouvriers syndiqués ; recettes et depenses annuelles.

Sous le contrôle du Parti pendant l'année 1901/1902 se trouvaient 12 syndicats ouvriers et des associations générales d'ouvriers (Allgemeine Arbeitervereine) avec 8000 affiliés et un fond de 3600 frcs; pendant l'année 1902/1903 le nombre des syndicats et des associations ouvrières s'est élevé à 20 avec 1544 membres et un fonds de 12,144 frcs; pendant l'année 1903/1904 nous avons 24 syndicats et associations ouvrières avec 1655 membres et un fonds de 18,640 francs.

A part les syndicats et les associations ouvrières notre parti a sous sa direction pendant cette année **cinq** coopératives, trois sont des coopératives de consommation et deux productives (boulangeries) avec un capital total de 20,000 francs et une affiliation de 1600 membres actifs.

Le nombre de journaux socialistes et professionnels

Selon les résolutions de nos Congrès, notre parti avait pendant les années 1901-1903 **un** seul organe central — *Rabotnitschesky Vestnik* (Le Messager Ouvrier) qui paraissait une fois par semaine, et pendant l'année dernière, après la scission, notre organe central est devenu *Rabotnitschesky Borba* (La Lutte des travailleurs)

qui paraît deux fois par semaine et compte un tirage de 2500 exemplaires.

A côté de l'organe central, pendant les mêmes années les organisations du Parti dans la province ont fait paraître 5 feuilles locales de propagande pendant les périodes électorales, avec un tirage total de 5000 exemplaires.

« L'Almanach rouge » qui est devenu un moyen de propagande des plus puissants du Parti et qui trouve ses acheteurs dans la population ouvrière des villes et de la campagne, avait un tirage de 20 à 25,000 exemplaires pendant les années de l'integralité du Parti; cette année-ci il a eu un tirage de 15,000 exemplaires presque épuisés.

Nous possédons aussi un journal professionel — *Le Typographe bulgare* — organe des ouvriers typographes, qui paraît trois fois par mois et a un tirage de 800 exemplaires.

Le Parti dispose aussi de deux revues mensuelles : *Obschte Delo* (Cause Commune) qui paraît sous la direction de camarade Janko Sakasow, et *Trond* (Le Travail) sous la direction de E. Dabeff; chacune a un tirage de 1200 exemplaires. La première s'occupe surtout des questions de théorie et de pratique socialiste, tandis que la seconde est destinée à faire la propagande socialiste dans les masses ouvrières.

Les voix obtenues dans les élections législatives; le nombre des députés et des conseils municipaux socialistes.

Pendant cette période de 1901 à 1904 nous avons eu deux élections législatives — l'une en 1901/1902 et

l'autre en 1903. Le nombre des voix obtenues pendant les élections de 1901/1902 monte au chiffre de 21,000 et pendant les élections de 1903 à 9000 voix. Au cours des premières élections notre Parti a réussi à envoyer à la chambre 7 députés socialistes, et aux dernières élections nous n'avons pas pu y faire entrer personne. La cause de la diminution des voix obtenues dans les dernières élections et la cause de la non-élection d'un député socialiste peuvent être attribuées en partie à la scission du Parti, mais surtout à la terreur inouïe que le gouvernement a exercé sur les électeurs, une terreur souvent pratiquée, dans des pays comme le nôtre.

Grâce à ces causes nous n'avons pas pu obtenir une majorité dans les élections municipales, sauf dans un seul conseil municipal (chez nous domine le système électoral scrutin de liste). Du reste jusqu'à présent nous n'avons pas eu de conseillers municipaux socialistes élus.

Les centres principaux du Parti sont : Sofia, Kazanlik, Tirnovo, Haskovo, Iambol, Sliven, Sevlievo, Varna, Plovdiv (Phillippopoli); dans quelques-unes de ces localités notre Parti jusqu'à présent pouvait faire élire ses députés.

Ajoutons enfin quelques mots sur la manifestation du 1r Mai, qui est connue chez nous sous le nom de : « Fête du Travail ». Dès son origine notre Parti a toujours solenellement manifesté sa solidarité avec le prolétariat de tous les pays. Mais la manifestation de cette année-ci dépassa toutes les précédentes. Presque dans toutes nos villes, où notre Parti possède une organisation politique, on a manifesté et dans les plus grandes d'entr'elles cette manifestation était vraiment grandiose et prenait

le caractère d'une fête nationale. Tel est le cas dans les villes de Kazanlik, Haskovo, Varna. Le nombre des manifestants à Sofia montait de 2500 jusqu'à 3000. Le discours sur les *Revendications Ouvrières* tenu sous le ciel ouvert, dans une des plus vastes places de la capitale, était entendu de plus de 6,000 ouvriers et citoyens de Sofia. Ce nombre de manifestants est en réalité trop modeste pour un pays industriellement avancé, mais chez nous il témoigne de la grande influence que le socialisme exerce sur la population ouvrière bulgare.

Le Secrétaire du Parti,

G. DABEFF.

* * *

Le Parti Socialiste a été fondé en janvier 1894.

En 1902 il y avait 77 groupes avec 2005 membres. Le parti a obtenu en 1902 — sept sièges parlementaires avec 20.307 voix.

Le presse socialiste se compose d'un journal hebdomadaire et de quatre revues mensuelles ayant un tirage total de 180.000 exemplaires par an.

En 1902 il existait 32 syndicats ouvriers comptant 1231 membres. Les ouvriers imprimeurs publient un organe bimensuel et les employés des postes et télégraphes éditent un organe hebdomadaire. *(Note du Secrétariat.)*

Le mouvement du travail en Angleterre

L'Association anglaise des Fondeurs d'acier et des travailleurs du fer-blanc

Manchester, 20 juin 1904.

Au Secrétariat International,
Bruxelles.

En réponse à votre circulaire annonçant le congrès socialiste international, qui aura lieu à Amsterdam en août prochain et à la requête à toutes les organisations les priant d'envoyer un rapport sur les socialistes et sur le mouvement de la classe ouvrière de leurs pays respectifs, comme représentant et délegué nommé par la trade union ci-dessus je vous adresse le rapport qui suit :

Pendant les quatre dernières années un grand changement a eu lieu dans la politique des trade-unionistes de ce pays, provenant de ce que la grande majorité de ces organisations ont abandonné les anciennes méthodes et ont adopté la tactique de l'action politique; il n'y a que quatre ans et quelques mois qu'une résolution fut votée au congrès des trade-unions affirmant la nécessité d'un parti du travail distinct, et donnant ordre au comité parlementaire du congrès des trade-unions de convoquer une conférence pour toutes les sociétés coopératives, sociétés socialistes et trade-unions; il fut donné suite à ce mandat et le résultat fut la formation

de ce qui est maintenant connu sous la dénomination de Comité de la Représentation du Travail. Le tableau qui suit, montre pour les quatre premières années les Trade-Unions, les conseils de métiers et les sociétés socialistes qui sont affiliés :

	Trade-Unions		Cons. de Mét.	Soc. Socialistes			Augm.
	Nombre	Membres	Nombre	Nombre	Membres	Total	pour cent
1900-1	41	353 070;	7	3	22.861;	375.331	—
1901-2	65	455.450;	21	2	13.861;	469.311	24.83
1902-3	127	847.315;	49	2	13.835;	861.150	83.5
1903-4	165	956.025;	76	2	13.775;	969.800	12.6

Lorsqu'on tient compte que le congrès des Trade-Unions tenu à Leicester en septembre 1903 était composé des délégués représentant un million et quart d'ouvriers organisés, et que le chiffre des ouvriers organisés représentés au Comité de la représentation du Travail tenu en février de cette année à Bradford, était de près d'un million, on voit de suite que la grande majorité a adopté l'idée de l'action politique, et que celle-ci fait d'année en année des progrès tels qu'elle finera par absorber bientôt tous les trade-unionistes du Royaume Uni. Comme vous le savez sans doute, les membres du parlement de ce pays ne touchent aucun appointement, et les dépenses électorales, qu'elles soient officielles ou non, doivent toutes être supportées par les candidats, ce qui rend impossible à des pauvres de devenir candidats, à moins qu'ils ne soient soutenus par l'un ou l'autre des partis conservateurs. Il est entendu que cela rend l'indépendance impossible. Pour surmonter cette difficulté un grand nombre de Trade-Unions vont jusqu'à lever 1 shelling par an et par membre, dans le but de trouver les fonds nécessaires pour avoir leurs candidats; de plus, tous ceux affiliés au Comité de la Représentation du

travail doivent payer 10 centimes par an et par membre, dans la même intention; le but est de se débarrasser d'une représentation de métiers et d'obtenir un seul mouvement et un seul parti commun. Ce travail a été poursuivi avec beaucoup de vigueur et obtient un grand succès.

La Société ci-dessus a fait récemment un nouveau pas dans la voie du trade-unionisme par l'achat d'un terrain et l'érection de cottages, propriété collective à l'usage de ses membres. Le but est de construire de bonnes et solides maisons. Le résultat est : des maisons plus confortables à des loyers moindres, que ce n'est le cas lorsqu'elles qu'elles sont construites et louées par des personnes privées, la Société se contentant de rentrer dans les intérêts du capital engagé.

Je suis sincèrement vôtre,

JOHN HOUGE.

* * *

En 1900 les quatre grands organisations en Angleterre avaient :

La Social Démocratie Federation 9000 membres;

L'Indépendent Labour Party : 13.000 membres;

La Fabian Society 861 membres;

Le Labour Representation Committee 170.000 membres;

La General Federation of Trade-Unions compte 56 organisations avec 400.000 membres.

Le nombre de syndicats ouvriers en Angleterre s'élevait en 1900 à 1272 avec 1.905.116 membres. *(Note du Secrétariat.)*

Le Parti Socialiste en Italie

Sa première constitution

Le Parti Socialiste Italien s'est constitué pour la première fois, avec sa physionomie à lui, au congrès tenu à Gênes, le 15 août 1892, dans lequel les socialistes se séparèrent définitivement des anarchistes. Au congrès de Gênes, 192 sociétés et fédérations politiques et ouvrières, avaient envoyé leur adhésion.

Les Congrès du Parti

Après le congrès de Gênes, sept autres congrès, furent tenus à :

Reggio-Emilia. — 8, 9, 10 septembre 1893, avec participation de 217 sociétés politiques et ouvrières, constituées en 141 localités.

Imola. — 7, 8, 9 septembre 1894, auquel avaient adhéré 182 sociétés; mais le congrès fut défendu par le gouvernement (Crispi) qui, par un décret d'octobre 1894, déclara *dissous* le parti socialiste et dénonça aux tribunaux les inscrits au parti.)

Parme. — 13 janvier 1895, ce fut un rendez-vous secret de 64 camarades, qui représentaient les organisations socialistes existantes dans presque toutes les régions d'Italie (exceptés les Calabres, les Pouilles, la Sardaigne).

Firenze (Florence). — 11, 12, 13 juillet 1896, avec participation de 329 sections du parti.

Bologne. — 18, 19, 20 septembre 1897, avec 276 sections représentées.

Rome. — 8, 9, 10, 11 septembre 1900 (après la période réactionnaire de 1898, par le ministère Pelloux), avec 219 sections.

Imola. — 6, 7, 8, 9 septembre 1902, avec 836 sections.

Bologne. — 8, 9, 10, 11 avril 1904, avec 872 sections et 934 représentants au congrès.

L'organisation du Parti

Jusqu'en 1894, le parti socialiste était organisé par adhésions personnelles et collectives (des associations politiques et ouvrières). Mais après la dissolution du parti par le gouvernement de Crispi, on admit seulement les adhésions personnelles, pour ne pas exposer les associations aux coups de la réaction gouvernementale. Par cette organisation, les associations et les syndicats des travailleurs ne firent plus partie intégrante du parti, tout en ayant avec lui des rapports intimes et cordiaux.

L'organisation du parti est unitaire et centralisée. Sorti de l'ancien *Parti Ouvrier* corporatif, qui avait eu pour berceau, Milan, ce fut encore à Milan que le Parti Socialiste eut d'abord son organe, qui était le *Bureau Central Exécutif*, composé d'abord de 5 et ensuite de 3 membres, avec un secrétaire.

Dans chaque localité existent des groupes ou des « sections du parti » qui se constituent avec un minimum de 10 adhérents et avec le consentement du comité central.

Ce fut encore à Milan qu'on publia le journal hebdomadaire *Lotta di Classe*, qui fut jusqu'en 1896, l'organe officiel du Parti.

Le 26 décembre 1896, on fonda l'*Avanti* organe quotidien du Parti, qu'on décida de publier à Rome, bien que cette ville fut fort éloignée des provinces septentrionales de l'Italie où le développement industriel et agricole détermine le plus grand développement du parti.

Et c'est à Rome qu'après le congrès de 1900, ou transporta la Direction du Parti, composée de 11 membres, dont 5 députés élus par le groupe parlementaire, 5 non députés élus par le congrès et le directeur de l'*Avanti* avec trois secrétaires (politique, économique et administratif).

On décida aussi que l'*Avanti* et le *Groupe Parlementaire* tout en étant en rapports continus avec la Direction du Parti, étaient cependant autonomes et répondaient de leur action directement aux congrès.

Depuis le congrès de Bologne (avril 1904) la Direction est composée : de 9 membres, dont un est le directeur de l'*Avanti*, de 7 non députés, élus par le congrès et d'un membre député, nommé par le Groupe Parlementaire. Il y a deux secrétaires, un politique et un administratif, sans droit de vote dans la Direction.

Action politique-électorale et action économique

Après l'organisation par adhésions personnelles, avec séparation des associations ouvrières, le Parti accentua son action politique et électorale. Cela était déterminé par la nécessité de résister à la réaction gouverne-

mentale et de conquérir une représentation dans les pouvoirs publics. On travailla beaucoup pour la propagande des idées et pour l'inscription des électeurs (politiques et administratifs), en présentant un grand nombre de candidats aux élections politiques et communales.

Par sa propagande et grâce à ses succès électoraux, le Parti augmenta la diffusion des idées socialistes et accrût son autorité; il fut naturellement porté, en 1897-98, à accentuer aussi son action économique, en organisant les travailleurs de l'industrie et de la terre. Cela excita encore une fois l'esprit réactionnaire des classes dominantes et du gouvernement, qui proposa en 1898 — après les états de siège et tribunaux militaires en Lombardie, Toscane et Naples — la suppression des libertés constitutionnelles.

Le groupe parlementaire socialiste prit l'initiative alors, — en 1899 — d'une campagne obstructionniste contre le ministère du général Pelloux et avec le concours du groupe radical et républicain de l'extrême gauche et, ensuite, des libéraux, les libertés populaires furent sauvées et les élections générales de juin 1900 doublèrent le nombre des députés socialistes et d'extrême gauche.

La réaction gouvernementale fut alors abandonnée et les ministères Saracco et Zanardelli-Giolitti, avec le nouveau roi, succédé à son père, tué à Monza le 29 juillet 1900 — suivirent une politique « libérale », par laquelle l'organisation économique des travailleurs prit un nouvel effort, surtout parmi les travailleurs de la terre.

Ce furent bientôt plus de 200 mille paysans organisés

dans leurs « *ligues d'amélioration* », qui tinrent un congrès national à Bologne (novembre 1901) et constituèrent leur *Fédération nationale*.

Les grèves agraires très nombreuses en 1901-1902 ont été d'abord presque partout victorieuses, en surprenant les propriétaires non préparés aux nouvelles formes de la lutte de classe; et avec cela les paysans ont amélioré quelque peu leurs conditions, en haussant les salaires, en modifiant les contrats de travail, les horaires, etc. (1).

De ce mouvement, profond et grandiose, dont le Parlement eut à s'occuper plusieurs fois, le Parti socialiste a été et reste l'âme et le régulateur. De même il l'est pour l'organisation toujours croissante des travailleurs industriels, qui ont constitué plusieurs fédérations nationales, dont quelques-unes sont très puissantes, comme celle des travailleurs de la mer, qui s'est formée à Gênes, après la grève générale, qui y éclata en 1901, à cause de la dissolution de la *Bourse de travail* (*Camera del Lavoro*), par les autorités politiques (2).

---

(1) Maintenant la *Fédération nationale* des paysans a un nombre moins grand d'adhérents, car en 1903 les grèves agraires ont été moins heureuses vis-à-vis de la tactique plus réfléchie des propriétaires et de la conduite moins neutre du gouvernement. Mais cela n'a opéré qu'une sélection naturelle et les paysans maintenant organisés (à peu près 120,000) représentent une force plus consciente et mieux organisée.

(2) Il y a maintenant une *Fédération des Bourses du travail* et un *Secrétariat central des Fédérations de résistance* qui réside à Milan.

Les *Bourses de travail* (qui sont des organisations libres des syndicats, quelquefois avec des subsides par les communes) sont maintenant au nombre de 75, dont les 9 dixièmes sont dirigées et administrées par les socialistes et 1/10 par une majorité d'anarchistes et de républicains.

Les *Fédérations de métiers*, adhérentes au secrétariat central de la résistance, sont 26, avec environ 1400 sections, 290,000 adhérents et 23 journaux professionnels.

Développement numérique du Parti

Le nombre des sections et des individus inscrits, à la fin de chaque année, a été :

1896	—	sections	442	—	inscrits	19,121
97	—	»	623	—	»	27,281
98	—	»	860	—	»	?
1900	—	»	546	—	»	19,194
02	—	»	1070	—	»	37,778
03	—	»	1236	—	»	42,451

Parmi celles-ci, il y a 18 sections de femmes avec 593 sociétaires.

Il y a aussi des sections de socialistes établies à l'étranger, dont à la fin de 1903 étaient régulièrement inscrites 6 avec 176 adhérents, en dehors de l'*Union socialiste italienne* en Suisse.

Quand à la *condition sociale* des adhérents au Parti on n'a pu avoir des renseignements précis que pour 821 des 1236 sections.

Et il en résulte que ces 821 sections comptent 33,139 hommes et 1080 femmes — dont 4947 artisans — 4970 paysans journaliers — 2024 paysans à contrat annuel — 1105 employés — 14,010 ouvriers — 1621 propriétaires — 902 protesseurs — 361 étudiants — 3199 de condition non précisée.

Dans 799 sections, 3979 inscrits ont moins de 21 ans et 28,282, 21 ans et plus, dont environ 18,200 sont des électeurs politiques et administratifs.

Le budget du Parti et la propagande

Chaque section doit payer à la caisse centrale cinq centimes par mois pour chacun de ses adhérents.

En février 1904 le budget du Parti donnait un actif annuel de 20,000 francs, qui sont dépensés par les honoraires et frais de bureau aux deux secrétaires (politique et administratif) de la Direction; pour indemnités de voyage aux membres de la Direction; pour contribution au groupe parlementaire (car en Italie les députés n'ont pas d'indemnité); pour subsides à des camarades ou organisations; pour frais d'enquêtes et pour la propagande.

La propagande, qui malheureusement dans ces derniers temps a eu un certain ralentissement, est faite dans les différentes localités par les camarades qui sont secrétaires de sections ou directeurs des journaux hebdomadaires ou secrétaires des groupes du travail etc. Plusieurs députés aussi font une œuvre assez constante de propagande et vont dans les localités où quelque grève ou conflit social exige leur action directrice et de défense. La Direction du Parti donne aussi des honoraires fixes à deux députés, pour une œuvre constate de propagande et d'organisation, en profitant du libre parcours que les députés ont sur tous les chemin de fer du pays.

La presse socialiste

Les journaux hebdomadaires sont au nombre de 64, avec un tirage total d'environ 240,000 exemplaires. Parmi eux sont à remarquer : la *Giustizia*, à Reggio Emilia, le plus ancien des journaux socialistes existants; fondé le 24 janvier 1886, et toujours dirigée par Camillo Prampolini, avec un tirage de 8000 — le *Sempre Avanti* fondé et dirigé par Oddino Morgari, avec un tirage de

11000 — le *Seme* dirigé par Francesco Paoloni, avec un tirage de 30,000 exemplaires au prix d'un centime — l'*Avanti della Domenica* dirigé par S. Varazzani e V. Piva, illustré et littéraire, avec un tirage de 8000 exemplaires.

Les revues sont : *Critica Sociale*, fondée en 1891 à Milano et dirigée par Filippo Turati, bi-mensuelle (3000 exemplaires) — *Il Socialismo*, fondé à Rome en février 1902 et dirigé par Enrico Ferri, bi-mensuelle (3000 exemplaires) — *Germinal*, revue municipale, à Torino depuis 1898, dirigé par M. Portalupi (1000 exemplaires) — *Il problemi del Lavoro* à Rome, depuis 1902, dirigée par M. Zanni et Ida Groffi, mensuelle, (900 exemplaires) — *La Cronaca del Lavoro*, à Rome, dirigée par Angiolo Cabrini (900 exemplaires).

L'*Asino*, hebdomadaire de 8 pages, illustré à couleurs, fondé en 1893 et dirigé par Guido Podrecca et Gabriele Galantara (le caricaturiste Ratalanga). C'est le journal socialiste le plus répandu, qui, après une heureuse campagne anti-cléricale, a atteint le tirage de 52000 exemplaires et augmente toujours.

C'est le camarade Luigi Mongini qui en est l'éditeur, de même qu'il est l'éditeur de *Socialismo*, de *Seme*, de *Sempre Avanti*, de *Avanti della domenica*, de *Problem del Lavoro*, de *Cronaca del Lavoro* et aussi de la traduction, dirigée par Ettore Ciccotti, des ouvrages de *Marx*, *Engels* et *Lassalle*.

Luigi Mongini a aussi la *Librairie centrale du Parti* à Roma, via S. Claudio, 57, dont plusieurs brochures sont aussi éditées dans son grandiose établissement typographique de création récente (à Frapati), à l'inauguration duquel, en avril 1904, il disait que « les machines typographiques sont inscrites au parti socialiste. »

Les journaux quotidiens

Il y en a 5 maintenant : le *Tempo* à Milan (directeur C. Treves), le *Lavoro* à Gênes (directeur avocat G. Canepa), la *Giustizia* à Reggio Emilia (directeur professeur G. Zibordi), la *Provincia di Mantova* (directeur G. Bacci), l'*Avanti* à Rome (directeur Enrico Ferri).

L'*Avanti* est l'organe du parti et il en est la propriété. Fondé en décembre 1896, il a eu pour directeur Leonida Bissolati jusqu'au 10 mai 1903.

La nécessité de la publication à Rome rend plus difficile la diffusion de l'*Avanti* dans les provinces éloignées du Nord, où cependant le nombre des socialistes est plus grand et l'instruction plus répandue parmi le peuple. De sorte qu'à la fin de 1902 l'*Avanti* était agonissant, car le tirage était tombé très bas, à cause, aussi, de l'orientation politique donnée au journal, en faveur de la politique ministérielle.

La direction du parti proposa alors de confier la direction de l'*Avanti* à Enrico Ferri (qui l'avait sauvé de la mort, aussi en 1898, lorsque Bissolati avait été emprisonné pendant l'état de siège). Depuis mai 1903, l'*Avanti* a plus que doublé son tirage.

La combativité de classe et l'esprit anti-ministériel engagèrent le journal dans des campagnes très retentissantes. Parmi celles-ci eut beaucoup de retentissement national la campagne contre le ministre de la marine (Bettolo) forcé de donner sa démission après l'accusation d'avoir été et d'être le protecteur des hommes d'affaires, qui sous le prétexte de la défense nationale, ont pillé le budget de l'Etat par centaines de millions. L'ancien ministre a porté plainte contre

l'*Avanti* et naturellement il a obtenu du tribunal de Rome la condamnation d'Enrico Ferri à 16 mois de prison, qu'on va lui appliquer bientôt, en même temps que l'ancien ministre est nommé chef de l'escadre de réserve et que le président du tribunal obtient un avancement de carrière et de grade.

Mais le gouvernement — qui au commencement de la campagne s'était opposé à une enquête par l'administration de la marine militaire, proposée par l'*Avanti*, — a dû l'accepter après le procès, sous la pression de l'opinion publique.

L'autre campagne de l'*Avanti*, qui a eu un retentissement international, c'est celle dirigée contre le voyage du tsar Nicolas II en Italie, avec la menace d'organiser un accueil de bruyantes protestations contre l'oppresseur du peuple Russe, en appuyant la déclaration que le député Morgari avait faite en plein parlement. Les attaques de la presse même « libérale » contre l'*Avanti* furent inouïes, le tsar n'osa pas venir en Italie et le parti socialiste italien a donné en cette circonstance un bon exemple de solidarité internationale.

Progrès électoraux et représentation parlementaire

Le nombre de 42,000 adhérents au parti ouvrier — payant régulièrement leurs cotisations — dans un pays de 33 millions d'habitants, certes, n'est pas grand. Mais il ne faut pas oublier qu'en Italie le parti socialiste s'est organisé depuis bien peu d'années et que, d'autre part, son influence dans le pays, sur l'opinion publique, sur le mouvement économique et politique est bien supé-

rieure au nombre de ses adhérents. On peut en avoir un indice par ses progrès électoraux, bien qu'en Italie n'existe pas le suffrage universel, que l'analphabétisme soit malheureusement encore très répandu et que en 1896, Crispi ait par une loi soi-disante de révision, fait éliminer 800,000 électeurs des classes populaires, sur un total d'environ 3 millions d'électeurs.

En effet, dans les élections générales de 1892, le parti socialiste eut 26,000 votes et 6 députés élus — en 1895, 76,000 votes et 10 députés — en 1897, 135,000 votes et 16 députés.

Dans les élections générales de 1900 les votes ont été de 175,000 et les députés de 32 ; mais dans ces élections, après la campagne obstructionniste, on a eu presque partout l'alliance des socialistes avec les radicaux et les républicains, de sorte que les 175,000 votes n'étaient pas tous socialistes.

Le groupe parlementaire

Il est composé maintenant de 32 députés sur 508. Ce sont les camarades : Agnini, Albertelli, Antolisei, Badaloni, Barbato, Berenini, Bertesi, Bissolati, Borciani, Bossi, Cabrini, Chiesa, Ciccotti, Costa, Ferri, Gatti, Lollini, Maino, Maironi, Montemartini, Morgari, Noè, Nofri, Pescetti, Prampolini, Rigola, Rondani, Sichel, Todeschini, Turati, Varazzani, Vigna.

Deux sont des ouvriers ; deux sont occupés dans l'industrie et le commerce ; un est ingénieur ; deux sont des employés privés ; les autres sont des avocats (16), médecins (4) ou professeurs ou publicistes.

Plusieurs cependaut n'exercent pas leur profession et

donnent leur activité au journalisme de parti ou bien à l'œuvre de propagande et d'organisation.

Pendant cette législature, l'autorité du groupe parlementaire à été assez remarquable, quoique après la chute du ministère Pelloux, le ministérialisme de la majorité des députés socialistes, en ait diminué le combativité politique. Le groupe a pris cependant une part remarquable aux travaux parlementaires, surtout pour la discussion des quelques projets de réformes sociales présentés par les ministères Zanardelli et Giolitti. Récemment, la campagne de Ferri contre l'admistration de la marine militaire, la menace du député Morgarti contre le voyage du tsar en Italie, les accusations de Bissoloti contre l'ancien ministre Nazi ont eu beaucoup de retentissement dans le parlement et dans le pays.

Les socialistes dans les conseils des communes et dans les provinces

Nous ne possédons pas de statistique sur la situation du parti dans l'administration des communes et des provinces. Cependant il est certain, que, partout après la réaction de 1898, qui détermina en beaucoup d'endroits l'alliance avec les radicaux et républicains (« *union des partis populaires* »), beaucoup de socialistes ont été élus conseillers communaux et provinciaux et il y a même plus d'une centaine de communes qui sont administrées par les socialistes.

La loi communale ne laisse pas beaucoup de liberté administrative à nos communes, de sorte que l'œuvre des socialistes y est très restreinte. On a tenté cependant dans les communes, administrées par les socialistes,

de diminuer les impôts sur les denrées alimentaires et d'augmenter les impots directs (propriétés urbaines et rurales); de poursuivre l'abolition des dépenses de luxe, d'accorder des subsides aux bourses de travail; de donner la préférence aux sociétés coopératives de travailleurs dans l'exécution de certains travaux ou services publics; d'instituer la soupe scolaire comme service communal; de municipaliser plusieurs services publics (eau, éclairage, etc.) avec un essai de production municipale du pain pour toute la ville de Catania (où exerce les fonctions de maire le député De Felice, socialiste, mais qui n'est pas inscrit dans le parti).

Il faut remarquer cependant que les effets de ces réformes sont presque toujours très limités à cause des conditions financières désastreuses dans lesquelles les partis adversaires ont laissé les communes conquises par les socialistes, à cause aussi des obstacles plus ou moins légaux que les autorités politiques, qui ont la tutelle des communes, opposent aux initiatives de notre parti.

Une seule ville (Reggio Emilia) a été entièrement conquise par les socialistes, qui y donnèrent un exemple admirable d'administration inspirée des idées du parti, favorisant le développement des sociétés coopératives et la municipalisation des services publics. Récemment les socialistes y ont été battus, dans une élection partielle, par le bloc de tous les partis bourgeois, depuis le libéral jusqu'au clérical, coalisés dans la défense de leurs intérêts de classe bourgeoise et petite-bourgeoise contre l'administration socialiste, favorable aux intérêts du prolétariat et de la collectivité.

Une conquête récente aussi remarquable a été celle — pour la première fois en Italie — du conseil de la

province de Mantoue, par la majorité socialiste (24 élus par 40), malgré l'acuité de la lutte électorale, tous les partis bourgeois, du radical au réactionnaire contre les socialistes. Conquête remarquable, parce qu'elle démontre qu'en préférant aux succès immédiats et faciles, mais instables des « alliances populaires » les effets plus lents mais plus fermes de la lutte de classe, on avance mieux, plus lentement mais plus sûrement, sur la grande route de l'émancipation prolétarienne. Avec cet avantage encore que, sous la pression des faits, dans le conseil provincial de Mantoue, les socialistes « réformistes » et les socialistes « révolutionnaires », ont oublié les polémiques personnelles ou doctrinales pour travailler ensemble et solidairement à la besogne commune de notre parti, auquel sont nécessaires et utiles toutes les formes d'idée et d'action, qui ne représentent que les nuances plus ou moins accentuées d'un même idéal et d'un programme commun.

Les désaccords dans le parti

Car en Italie, comme plus ou moins partout ailleurs, le parti socialiste traverse une crise de développement, qui est caractérisée par le désaccord des tendances et des opinions sur l'action et la tactique nécessaires à la réalisation de notre idéal.

Après la première phase — de son *affirmation* — et après la deuxième — de sa *défense* contre la réaction — le parti socialiste entre dans la période de l'*action* quotidienne et normale. Et alors l'accroissement de ses rangs, le recrutement moins rigoureux, le contact avec les éléments sociaux et politiques environnants, la

nécessité d'adjoindre à la propagande des idées une action pratique de lutte et de transformation économique et politique, déterminent dans le parti un procès de différenciation sur les méthodes de l'action quotidienne.

Cette différenciation ne serait qu'utile, autant qu'inévitable, — comme effet de la division de travail — si elle n'arrivait pas à dégénérer dans les polémiques et les conflits personnels, ce qui est très facile cependant, surtout là où les socialistes n'ont pas la responsabilité d'une action concrète dans les représentations administratives ou politiques et dans les organisations économiques (coopératives, syndicats, etc.).

En Italie le désaccord entre celles qu'Engels — déjà en 1874 — appelait « l'aile gauche et l'aile droite » du parti n'a pas un caractère théorique et critique, pour la revision des principes de la doctrine marxiste, tel qu'il l'a par exemple en Allemagne. Certes il a aussi, au fond, des motifs théoriques et critiques, mais il a, surtout dans les manifestations apparentes, un caractère pratique.

La différenciation entre les « réformistes » ou transigeants et les « révolutionnaires » ou intransigeants s'est accentuée à propos de l'appui à donner au ministère « libéral » Zanardelli-Giolitti, depuis 1901, pour assurer aux organisations économiques du prolétariat industriel et agricole l'usage des libertés d'association, de réunion, de grève, etc. Mais le désaccord est seulement sur la méthode plus efficace pour assurer ces libertés au prolétariat; les uns croyant qu'il est mieux, pour cela, d'accorder même à un gouvernement bourgeois la confiance politique, les autres croyant au contraire que pour être respectés par les gouvernements, la lutte de

classe et l'intransigeance sont, définitivement, efficaces.

Les deux tendences (auxquelles correspondent deux fractions du parti) tiennent si fortement l'esprit des socialistes italiens — ou, pour mieux dire, de la partie des socialistes qui s'occupe de journalisme et de polémiques, — que dans deux congrès — à Imola en 1902 et à Bologna en 1904 — on n'a pu discuter et décider que par la prédominance à donner à l'une ou à l'autre tendance.

Au congrès d'Imola (septembre 1902) (on était en pleine expérience « libérale » et le gouvernement promettait le respect absolu de la liberté ét une quantité de réformes sociales, financières, administratives), la fraction réformiste fut en forte majorité.

Au congrès de Bologna (avril 1904) l'expérience « libérale » était terminée sans que le gouvernement eut toujours respecté la liberté ni donné aucune reforme. On y a vu alors les deux ailes extrêmes du parti s'affirmer — d'une part — avec un ordre du jour (Bissolati) qui en mettant au premier plan la nécessité des réformes, affirmait aussi, d'une façon peu claire mais certaine, même « la participation au pouvoir » par des socialistes en régime monarchique — et d'autre part avec un ordre du jour (Labriola) qui, à propos des réformes et de leur efficacité, faisait des affirmations absolument opposées, en déclarant même de ne pas exclure « l'usage de la violence » (1),

Entre ces deux extrêmes, on eut deux autres ordres

(1) La phrase était, précisément : « le congrès réaffirme de ne pas renoncer à aucun des moyens d'attaque et de défense contre le gouvernement et de se réserver aussi l'usage de la violence dans les cas de nécssité ».

du jour (Rigola et Ferri) qui étaient d'accord dans l'affirmation de « l'unité du parti » — suivant la formule de la liberté absolue des opinions avec la discipline dans les actes par l'obéissance des minorités aux délibérations des majorités. Et cette affirmation fut votée par l'unanimité du congrès.

Mais, quant à la conduite du parti vis-à-vis du gouvernement, la majorité fut pour l'ordre du jour (Ferri) qui avait des affirmations d'une intransigeance plus décidée.

En voici le texte : « Le congrès, en considérant que la méthode de la lutte de classe n'admet l'appui systématique à aucun gouvernement ni la participation des socialistes au pouvoir politique, — affirme que pour l'œuvre complexe du parti socialiste sont nécessaires des formes différentes d'action quotidienne, pour l'éducation des consciences socialistes, pour la démolition critique des systèmes d'exploitation et de parasitisme et pour la conquête prolétarienne de réformes économiques, politiques, administratives et avec le respect des minorités aux délibérations des majorités — et affirme dans l'œuvre solidaire de tous les socialistes l'unité du parti.

Après le congrès de Bologne, la nouvelle Direction du Parti, qui représente la majorité intransigeante, avait en conséquence à résoudre la question des « sections autonomes » du parti, qui s'étaient récemment formées — contre l'organisation unitaire établié par les statuts du parti.

Ces sections autonomes ou secessionnistes — qui furent admises provisoirement au congrès — sont au nombre de 13 avec 980 adhérents et sont à peu près moitié de tendance réformiste et moitié de tendance

révolutionnaire, tout en étant quelquefois déterminées plutôt par des conflits *personnels* bien plus que par une différence d'opinions sur l'action du parti.

La question ne serait donc ni grave, ni difficile, si parmi les 13 sections autonomes il n'y avait pas celles de Milan, où les polémiques et les conflits ont été très âpres et obstinés.

Et alors, la Direction du Parti a organisé pour la première fois un *referendum* sur « l'unité du parti », auquel ont pris part 973 sections.

Mais on n'a pu tenir compte que du vote de 779 sections, qui seules en avaient le droit.

Et des 779 sections — 613 ont affirmé l'unité du parti avec l'exclusion des sections autonomes — 100 ont admis l'existence de ces sections secessionnistes — 24 ont voté l'admission seulement des 13 sections autonomes déjà existantes.

En exécution de cette volonté de l'immense majorité du Parti, manifestée d'une façon si imposante, la direction a fixé le terme du 30 septembre prochain pour la réalisation de l'organisation unitaire. Et déjà la plus grande partie des sections autonomes a délibéré dans ce sens. Il ne reste que le cas de Milan, pour lequel, malheureusement, un accord paraît assez difficile.

Mais la plus grande partie des socialistes et surtout des travailleurs industriels et agricoles est sincèrement et fortement unitaire.

Et puisque dans ce moment de la vie politique en Italie — après la banqueroute de l'expérience d'un gouvernement « libéral », « démocratique » et « réformateur » — les socialistes sont unanimes sur la nécessité de l'opposition au ministère Giolitti, le désaccord

des tendances a toutes les chances de devenir de moins en moins aigu pour céder la place à un mouvement de conciliation sincèrement solidaire entre tous les socialistes, quelles que soient les nuances de leurs opinions, puisque l'œuvre solidaire de tous est nécessaire pour travailler chaque jour à la réalisation lente et pénible de l'idéal commun.

Le Comité Exécutif
de la Direction du Parti Socialiste italien.

Serbie

Le parti socialiste serbe se compose des groupes suivants :

Hobuda (Liberté), Buda-Pest, fondé en 1902 avec 80 membres.

Sloga (La Concorde), Vienne, fondé en 1900 avec 60 membres.

Danitza (L'Etoile Nationale), Gratz, fondé en 1899 avec 48 membres.

Bratswo (La Fraternité), Berlin, fondé en 1895 avec 80 membres.

Svest (La Conscience), Munich, fondé en 1898 avec 32 membres.

Napred (En Avant), Londres, fondé en 1899 avec 8 membres.

L'association des ouvriers de :

Belgrade	comptait en	1901	630	membres
Lagodina		1902	48	»
Pirot		1902	35	»
Oujitzé		1902	40	»
Tehatchak		1902	46	»
Ouvriers iongoslaves (Paris)		1897	35	»

Le parti édite un journal hebdomadaire *Le Journal Ouvrier*, tiré à 2500 exemplaires et un journal bi-mensuel tiré à 800 exemplaires.

Les syndicats ouvriers sont au nombre de sept comptant 936 membres.

Le Syndicat des typographes publie un organe bi-mensuel *Le Courrier Typographique*, paraissant à 300 exemplaires. (*Note du Secrétariat*)

Le Parti Socialiste de France

(Unité Socialiste Révolutionnaire)

RAPPORT

Les éléments qui composent aujourd'hui le Parti socialiste de France (Unité socialiste révolutionnaire) se trouvaient, lors du Congrès international de 1900, divisés en plusieurs organisations nationales ou régionales, qui pouvaient bien, à des moments donnés, marcher d'accord, mais qui, ayant des origines différentes et représentant des formations diverses, restaient séparées dans leur œuvre de propagande et de combat comme dans leur constitution administrative.

Il est nécessaire que nous rappelions à nos amis du socialisme international comment s'est constitué notre Parti tel qu'il est aujourd'hui. Ce court exposé montrera que l'unification des forces socialistes révolutionnaires ne s'est pas faite artificiellement, mais par une marche progressive et d'autant plus sûre.

Les tentatives d'union des organisations socialistes faites entre 1899 et 1900 avaient échoué. Dès le Congrès national de 1900, tenu à Paris, salle Wagram, au lendemain du Congrès international, le Parti ouvrier français, en présence des manœuvres destinées à changer la majorité, etait sorti en publiant une résolution où il déclarait être décidé à « réaliser entre tous

les socialistes révolutionnaires non seulement l'union, mais l'unité, au moyen d'un nouveau Comité général ouvert à toutes les organisations inébranlables sur le terrain de la lutte de classe, et dans laquelle le P. O. F. — qu'on a présenté calomnieusement comme voulant monopoliser la direction du mouvement socialiste, — s'engage à l'avance à ne jamais majoriser ses camarades de combat. »

D'autre part, les organisations du Parti socialiste révolutionnaire et de l'Alliance communiste, avec la Fédération autonome du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut-Rhin, si elles croyaient devoir rester dans le Comité général, s'unissaient au P. O. F. pour publier un manifeste commun où elles déclaraient vouloir travailler d'un commun accord à la constitution de l'Unité « à l'encontre de toute combinaison ministérielle ou bourgeoise, en dehors de tout élément étranger ».

Un projet de constitution unitaire, élaboré par ces organisations réunies, était soumis au referendum de leurs groupes, qui s'y ralliaient unanimement.

Mais le Congrès de Lyon montrait d'une façon éclatante l'impossibilité de maintenir ensemble des éléments qui n'avaient ni unité de but ni unité de tactique. A leur tour, le P. S. R. et l'Alliance communiste se séparaient des ministérialistes et entraînaient avec eux diverses Fédérations régionales ou départementales.

L'*Union socialiste révolutionnaire*, préparatoire à l'Unité, était alors fondée et publiait le manifeste suivant, daté du 26 juin 1901.

Aux socialistes révolutionnaires organisés

CITOYENS,

En appelant à se rejoindre dans une *Union socialiste révolutionnaire* tous ceux qui ont compris la nécessité impérieuse de s'unir, sans aliéner leur autonomie propre, en vue de l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste, les organisations, fédérations et groupes soussignés ne font que compléter une œuvre commencée depuis plus de deux ans.

La nécessité de maintenir, contre tous les éléments de déviation qui se couvraient du nom de socialisme, la lutte de classe imposée au prolétariat contre toutes les fractions de la bourgeoisie et contre l'Etat bourgeois qui leur sert tour à tour ou simultanément d'instrument de conservation et d'oppression sociale, avait déjà rapproché, dans un accord de plus en plus étroit, plusieurs des organisations révolutionnaires qui suivaient, auparavant, une route parallèle. Et cet accord a été affirmé à plusieurs reprises.

Lorsque l'entrée de Millerand au ministère vint couronner par un éclat particulièrement scandaleux la politique de compromissions poursuivie depuis longtemps, l'A. C., le P. O. F. et le P. S. R. s'engageaient, par un manifeste commun, à maintenir jusqu'au bout leur union pour la rectification de la marche socialiste.

Au Congrès de la salle Japy, ces organisations défendaient et faisaient triompher ensemble l'affirmation du devoir d'opposition constante qui est celui du parti socialiste, et ensemble elles garantissaient, pendant une année, au Comité général, cette tactique indispensable

contre la persistance des déviateurs à annuler dans la pratique les décisions formelles du Congrès.

L'intrigue ministérialiste, par ses procédés de falsification, s'assurait dans les deux Congrès suivants une apparence de majorité. Elle forçait, à la salle Wagram, le P. O. F., à la salle des Folies-Bergères de Lyon, le P. S. R. et l'A C., unis à plusieurs fédérations autonomes — qui s'étaient déjà prononcées, au point de vue de la tactique, contre toute participation socialiste au ministère — à reconnaître l'impossibilité de toute entente et à plus forte raison de toute unité avec des hommes décidés à entraîner le prolétariat dans une voie contraire à la dignité et à l'intérêt supérieur socialistes.

D'ailleurs, quoique ayant agi un instant en apparence sur des terrains différents, les diverses organisations nationales signataires du Manifeste, attestaient cependant leur accord de la façon la plus formelle, en préparant et en soumettant à tous les groupements socialistes, tant en leur nom qu'au nom de la Fédération autonome du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut-Rhin, un projet d'unification des forces socialistes révolutionnaires.

Aujourd'hui rassemblés, nous faisons appel à tous les éléments fermes et conscients qui ne se sont pas encore dégagés des liens d'une unité factice, bien résolus à n'écarter que ceux qui ne reconnaîtraient pas avec nous les bases nécessaires de toute action socialiste.

L'union socialiste révolutionnaire comprendra donc des organisations, des fédérations et provisoirement d'autres groupements, en attendant qu'ils aient trouvé le moyen de constituer des fédérations. Y auront leur place toutes les organisations, fédérations et groupes

qui, d'accord sur les fondements essentiels du socialisme établis par l'ensemble des Congrès nationaux et internationaux, sont convaincus que : parti de révolution, et par conséquent d'opposition à l'Etat bourgeois, le parti socialiste, s'il a pour devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière, ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.

Les organisations, fédérations et groupes entrés dans l'Union se font représenter par des délégués dans un Conseil central, dans lequel les décisions engageant une action commune devront être prises d'un commun accord.

Le Conseil central aura à prendre toutes les mesures nécessitées par les circonstances et susceptibles de préparer l'unification organique progressive de tous les éléments rapprochés dans l'Union.

CITOYENS,

La situation est désormais bien nette. Les éléments étrangers ou ennemis qui entravaient le développement indispensable d'une unité croissante de doctrine, de propagande et d'action, sont définitivement hors de notre route.

A nous maintenant de concentrer nos efforts et, grâce au lien permanent constitué par l'Union socialiste révolutionnaire et qui se fera chaque jour plus fort et plus visible, de marcher ensemble à la conquête du

pouvoir politique qui, entre les mains de la classe prolétarienne, sera l'instrument de son émancipation.

Vive la Révolution sociale!

Pour l'**Alliance communiste révolutionnaire.** — Berthaut, conseiller municipal de Paris; Chéradame; Dejeante, député de la Seine; Faillet, conseiller municipal de Paris; Groussier, député de la Seine; Marchand et Tessier.

Pour la **Fédération socialiste révolutionnaire autonome des Deux-Sèvres de la Vendée.** — Boisseau, Laidet, Monnier, Paul Pillot, Henri de la Porte.

Pour la **Fédération socialiste révolutionnaire autonome du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut Rhin.** — Conroy, Henri Perrin, Maxence Roldes.

Pour la **Fédération des groupes des travailleurs socialistes de la deuxième circonscription de Senlis (Oise).** — Alexandre Andrieux.

Pour la **Fédération autonome de Seine-et-Oise.** — Favrais, Jouandanne, Vogt, maire de Persan.

Pour les **Groupes socialistes d'Auxerre et d'Avallon** adhérents à la **Fédération autonome de l'Yonne.** — Jacques Loyre, Isidore Bonnin, secrétaire.

Pour le **Groupe central du onzième arrondissement de Paris.** — E. Frémont.

Pour le **Parti Ouvrier français.** — Gustave Delory, maire de Lille; P. Constans, maire de Montluçon; H. Millet, maire de Romilly; Pérot (Reims); Dr Bach (Toulouse); Dr Greffier (Grenoble); Péronin (Lyon); R. Lavigne (Bordeaux); Compère-Morel (Breteuil); Jean Gédéon (La Boissière); Osmin, P. Marius André, Dupy, Renard, C. Bonnier, Sauvanet, député de l'Allier; Bracke, René Chauvin, G. Farjat, Ed. Fortin,

Et. Pedron. René Prevost, Lucien Roland; F. Roussel, maire d'Ivry; A. Zévaès, député de l'Isère; Jules Guesde et Paul Lafargue, secrétaires du Conseil National.

Pour le **Parti socialiste révolutionnaire.** Maurice Allard, député du Var; Argyriadès; Blum, J.-L. Breton, député du Cher; Calmels; Capjuzan; E. Chauvière, député de la Seine; Coutant, député de la Seine; Louis Dubreuilh, J. Dupas, Ebers, C. Guyot, Laffitte; Landrin, conseiller municipal de Paris; St-Létang, député de l'Allier; Alfred Lefebvre, H. Le Page, Léon Martin, Ch. Noir, E. Paquier, Henri Place; Rossignol; Marcel Sembat, député de la Seine; Albert Tanger, Eug. Thomas, conseiller général de la Seine; Ed. Vaillant, député de la Seine; Walter, député de la Seine.

Un nouveau projet d'unité était préparé par le Conseil central de l'*Union*. Accepté par tous les groupements consultés, il était voté dans son ensemble par les délégués réunis dans une conférence spéciale, le 3 novembre 1901, à Ivry.

De ce moment, le Parti socialiste de France (Unité socialiste révolutionnaire) etait créé. Dans son Conseil central, les décisions ne se prenaient non plus, comme auparavant, par un assentiment unanime, mais à la majorité des voix : c'était là la marque du pas fait de la simple union à l'unité.

Une trace restait pourtant de l'existence des anciennes organisations nationales : elles servaient d'intermédiaires entre le Conseil central et les groupes pour la remise des cartes d'adhérents annuelles. Mais il était stipulé que cette disposition, adoptée à titre provisoire, était

destinée à disparaître aussitôt qu'il serait possible. Si elle était encore maintenue pour une année au premier Congrès national de Commentry (26-28 septembre 1902), elle était définitivement supprimée au Congrès national suivant, tenu à Reims du 27 au 29 septembre 1903.

C'est donc avec une unité complète que le Parti socialiste de France se présente au Congrès international d'Amsterdam.

Il s'est donné, dans son Congrès de Reims, un programme général de revendications immédiates sur le terrain politique, économique et municipal. Ce programme est précédé de la déclaration suivante, qui résume les conditions essentielles de l'action socialiste révolutionnaire :

Le Parti socialiste de France (Unité socialiste révolutionnaire), fraction du prolétariat international organisé, poursuit l'émancipation du travail de la société sur les bases suivantes :

Entente et action internationales des travailleurs; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire, la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

A l'encontre de ceux qui reculent indéfiniment l'avènement de cette société nouvelle, il affirme que les éléments matériels ou économiques en existent dès à présent, et qu'il ne manque à leur mise en train que les éléments humains, c'est-à-dire l'action d'un prolétariat organisé et conscient, possible également dès aujourd'hui.

Parti de révolution, et par conséquent d'oppositon

à l'Etat bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière. il ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.

C'est avec cette déclaration qu'ont été présentés les candidats de l'Unité socialiste révolutionnaire aux élections générales législatives de 1902, à un moment où les diverses organisations nationales participantes conservaient encore une action séparée. Le P. O. F. s'était chargé d'étendre la campagne à toutes les circonscriptions de France, en présentant partout des candidatures de classe, soutenues, il est vrai, en bien des endroits. par des moyens très insuffisants, mais qui permettaient de généraliser la bataille.

Le Parti recueillait ainsi, avec 12 députés élus, plus de 400,000 suffrages.

Ces douze députés sont : Maurice Allard, publiciste (Var); Jean Bouveri, ouvrier mineur, maire de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire); Paul Constans, employé (Allier); Jules Coutant, ouvrier mécanicien (Seine); E. Chauvière, typographe (Seine); Victor Dejeante, ouvrier chapelier (Seine); Gustave Delory, typographe (Nord); Jacques Dufour, fripier (Indre); Marcel Sembat, publiciste (Seine); Léon Thivrier, docteur en médecine (Allier); Edouard Vaillant, docteur en médecine (Seine); A Walter, dessinateur (Seine).

Ils composent, à la Chambre des députés, le groupe socialiste révolutionnaire, avec le citoyen Piger, député de la Loire, qui s'est joint à eux lors de l'adhésion des

groupes de la Loire au Parti socialiste de France.

Aux élections municipales de 1904, le Parti prit part à la lutte dans plus de quatre cents communes. S'il a perdu 8 des municipalités qu'il possédait, il en a d'autre part gagné 25 nouvelles. Encore les opérations électorales de la ville de Montluçon viennent-elles d'être définitivement annulées, ce qui nous permet d'espérer, à bref délai, une nouvelle victoire.

Le Parti est maître, en totalité ou en majorité, des conseils municipaux dans 63 communes de France; il est représenté par des élus dans 111 autres. Il compte ainsi 68 maires élus, 120 adjoints et plus de 1200 conseillers municipaux.

Les élections cantonales pour les conseils généraux et d'arrondissement n'étant pas terminées, nous ne pouvons indiquer que le chiffre des élus tel qu'il était l'année dernière : 19 conseillers généraux et 24 conseillers d'arrondissement.

Le parti compte des groupes ou sections dans plus de 800 communes, réunies en fédérations départementales au nombre de 46. Ce nombre n'était, il y a un an, que de 38. C'est la preuve que malgré les obstacles de toute sorte qui s'opposent à l'organisation prolétarienne, parmi lesquels la déviation ministérialiste et le confusionisme de ceux qui veulent faire du socialisme un allié constant d'une fraction bourgeoise n'est pas le moindre, le Parti socialiste de France va grandissant.

Fort à l'heure qu'il est de 17,694 adhérents cotisant régulièrement, il offre aux éléments révolutionnaires qui veulent mener la lutte de classe prolétarienne un point de ralliement vers lequel ils s'orientent de plus en plus, instruits qu'ils sont par les événements de la

nécessité d'une unité de la classe ouvrière, formée en parti distinct contre la bourgeoisie capitaliste. Tout dernièrement encore il se renforçait de l'importante fédération de Saône-et-Loire, composée en grande majorité d'ouvriers mineurs, et maîtresse dès à présent à elle seule de dix municipalités.

Il est bon de remarquer que ni les syndicats ni les coopératives ne font partie intégrante du Parti. Quoique des coopératives ouvrières considérables, comme celles du Nord, consacrent une partie de leurs fonds à la propagande socialiste de la Fédération, elles sont constituées en organisation distincte.

Le Parti, outre son organe central hebdomadaire, le *Socialiste*, qui se tire à 4000 exemplaires, dispose d'une presse régionale qui comprend : un journal quotidien, le *Droit du Peuple* de Grenoble, 3 bi-hebdomadaires, 14 hebdomadaires, un bi-mensuel, et 2 mensuels, représentant dans leur ensemble un tirage d'environ 30,000. Tous ces journaux sont la propriété des fédérations, qui en ont la direction et le contrôle exclusifs.

Le Parti est administré par un Conseil central, formé de délégués des fédérations, et dont la Commission exécutive, nommée par le Congrès national, est actuellement composée des citoyens Bracke, Dr Cherechewski, René Chauvin, Louis Dubreuilh, A. Groussier, Jules Guesde, Paul Lafargue, Emile Landrin, L. Marchand, Jean Martin, Léon Martin, René Prevost, Lucien Roland, E. Toussaint, Edouard Vaillant.

Il serait trop long de raconter l'histoire de l'action du Parti socialiste de France, qui prend une part active à toute la vie politique du pays, depuis le travail parle-

mentaire jusqu'aux grandes manifestations ouvrières.

Bornons-nous à rappeler l'attitude qu'il a prise dès le premier moment vis-à-vis de la guerre russo-japonaise. Opposé depuis longtemps à l'alliance franco-russe, il appelait les prolétaires de France à se refuser à toute intervention de la République française au profit du tsarisme, et à recourir au besoin aux moyens les plus énergiques. Le manifeste publié à cette occasion par son Conseil Central a été répandu, par les soins des camarades, à plus de cent mille exemplaires.

Pour le Conseil central du Parti socialiste de France,

Le secrétaire pour l'extérieur,

BRACKE.

La social-démocratie Tchècho-slave

Les trois années qui se sont écoulées depuis le dernier congrès ont été absolument comme les années précédentes pour notre parti : des temps de combats acharnés mais en même temps aussi des temps d'une activité incessante et une époque de victoire du prolétariat tchèque sur ses ennemis avoués et cachés.

Tandis que les fractions bourgeoises réactionnaires soi-disant libérales, qui vont toujours en s'augmentant, se chamaillent et se dénoncent, la social-démocratie continue vaillamment sa marche tout en observant soigneusement son programme : éclairer la classe ouvrière tchèque, l'organiser et la préparer pour les luttes et les combats des temps à venir.

Et le travail marche admirablement bien. La crise économique bien prononcée, qui, comme partout, a sévi dans les contrées habitées par les prolétaires tchèques, laissant ses tristes traces dans les centres de l'industrie et en d'autres parties du pays, n'a pu entamer les rangs serrés des ouvriers. Nos organisations politiques et syndicales comme aussi leurs moyens de défense sont aujourd'hui plus forts que jamais et plus efficaces à la résistance.

La meilleure preuve du développement et de la force intrinsèque du parti, c'est ce fait que dans un temps où les efforts des partis bourgeois pour se créer une presse quotidienne échouèrent tristement, après

avoir nécessité des sacrifices de milliers de florins, ces dépenses ne purent empêcher la chute de ce journal quotidien du parti national-social, lancé contre la social-démocratie; elle est devenue une pauvre feuille hebdomadaire. Tandis que la publication du journal quotidien de notre parti « PRAVO LIDU », quoique d'abord demandant de gros sacrifices, est financièrement assurée pour un certain nombre d'années, malgré les efforts de nos ennemis de nous rendre suspects et leurs attaques continuelles.

Aujourd'hui le journal se réjouit de la réputation d'être un journal honnête et absolument indépendant, qui, comme tous les organes des partis, peut agir sans crainte pour mettre à jour la putréfaction du monde bourgeois et clouer au pilori toute infamie et toute injustice exercées contre la classe ouvrière. Il n'a pas ménagé les classes dirigeantes. Une autre preuve de la force de notre parti, preuve aussi satisfaisante, c'est le deuxième journal, le « DELNICKÉ LISTY » qui se publie à Vienne. Ce journal n'a presque d'autres ressources que celles fournies par les camarades tchèques à Vienne, il ne vit que grâce à leur agitation infatigable, leurs fonds sont très limités; cependant le journal se présente vaillamment comme défenseur efficace des ouvriers de toutes les nations dans leur lutte contre la réaction internationale et la tyrannie du capitalisme.

Du reste, la lutte de la social-démocratie tchecho-slave est à un certain point de vue beaucoup plus difficile et plus accablante que celle des autres partis alliés. La bourgeoisie tchèque voit avec peine, que depuis des dizaines d'années la bourgeoisie allemande participe au gouvernement de l'Autriche, et qu'elle a su se procu-

rer par cette participation des avantages matériels et politiques, favorables à ses intérêts économiques, et elle a servi ses besoins intellectuels en faisant introduire un système d'enseignement public bien supérieur à celui des autres nationalités.

C'est indirectement au détriment des ouvriers tchèques, car si l'éducatiou scolaire du peuple allemand n'est pas du tout parfaite, elle est absolument insuffisante pour les ouvriers tchèques. Décidément dans les communes où les ouvriers tchèques forment une importante minorité de la population, il n'y a souvent d'écoles pour la jeunesse tchèque ou, s'il y en a, elles ne sont généralement que positivement insuffisantes. A Vienne, par exemple, où d'après le recensement officiel il y a plus de 120.000 tchèques, dont une importante majorité se compose d'ouvriers, il n'y a jusqu'ici aucune école publique tchèque. Les parents, convaincus de l'importance de donner l'enseignement dans la langue maternelle, envoient leurs enfants à l'école privée maintenue par leurs propres contributions. Il va sans dire que de cette façon le développement intellectuel des ouvriers tchèques est sensiblement entravé, qu'il leur est rendu excessivement difficile d'en arriver à un état d'intelligence et de connaissance nécessaires à notre mouvement politique, et que par là le développement et l'activité de notre parti sont ralentis.

Les ouvriers indifférents, comme aussi les petits bourgeois et les petits paysans, élevés dès leur première jeunesse dans les traditions historiques et dans les rêves des temps de gloire, jadis mal expliqués, gloire qui, pour le peuple tchèque, se changeait souvent en un esclavage des plus durs, se laissent souvent et très faci-

lement entraîner par de vaines espérances. Ils espèrent que quand la bourgeoisie tchèque réussira à proclamer l'émancipation des pays avec une majorité tchèque, ou à démettre la bourgeoisie allemande des places que celle-ci occupe dans le gouvernement et à s'emparer de ces places, il s'ouvrira de suite pour les classes opprimées et négligées en éducation, en politique et en nationalité, un Eldorado de droit, de justice et de prospérité! Dans cette croyance et dans cette ignorance le peuple pardonne aux tripoteurs de la politique tchèque tous les services abjects et infâmes que les délégations des jeunes tchèques ont rendus à la réaction, et par lesquels ils se sont rendus si tristement célèbres; oui, dans cette croyance et dans cette ignorance le peuple pardonne toute la trahison du passé, réellement démocratique du peuple tchèque. D'autre part, le peuple tombe en proie aux nouveaux démagogues qui attendent des merveilles de l'attraction des anciens adages du droit public et tâchent de cette manière de s'attirer la partie du peuple qui ne réfléchit guère, pour s'emparer de l'héritage du parti des jeunes tchèques qui s'éteint.

Sans doute la social-démocratie tchècho-slave a valeureusement tenu tête à toutes ces tentatives de la bourgeoisie et de la réaction qui masquent les contrastes de classe, sous un manteau de patriotisme et sous le prétexte de la lutte pour les droits de la nation etc. etc.; sans doute elle a dénoncé tous les opposants à la liberté et au progrès réels.

Quant au cléricalisme, on lui a porté un coup mortel dont il ne se remettra pas de si vite et c'est notre brave et courageux « Právo Lidu » qui en fut la cause et qui pour toujours pourra se glorifier de cette œuvre méri-

toire. C'est d'abord par l'action contre le cléricalisme, attaque mordante et conduite en toute conséquence dans la presse, soutenue par un grand nombre d'assemblées, ensuite et surtout par le dénoncement du grand vol clérical inouï et sans exemple jusqu'à nos jours, le pillage de la caisse de prêts St. Wenzel, dont tout le monde a parlé et dont notre organe avait la primeur.

Le parti s'est manifesté avec la même conséquence vis-à-vis des partis soi-disant libéraux et de leurs adhérents.

En des milliers d'assemblées et de meetings où il y avait foule, tenus en Bohème, en Moravie, en Silésie, dans la Basse et la Haute Autriche, on manifesta pour le suffrage universel égal, direct et au scrutin secret, tant pour le conseil de l'Empire et l'assemblée des Etats que pour les conseils municipaux. De même on exigea l'institution d'une assurance générale pour les vieillards et les invalides, et une loi pour la protection et le soutien des veuves et des orphelins. De plus on protesta contre la funeste influence et l'augmentation du budget militaire, ensuite contre l'injuste compromis austro-hongrois, contre l'élévation des prix des denrées alimentaires en conséquence de l'élévation du tarif des impôts sur l'importation, contre l'introduction de nouveaux impôts indirects, contre l'attaque gouvernementale de M. Koerber, dirigée contre l'organisation ouvrière. Enfin on a réclamé des mesures efficaces en faveur d'ouvriers sans travail et exigé une meilleure organisation de l'instruction publique et de l'éducation scolaire en général et une augmentation des salaires des instituteurs.

Dans toutes ces manifestations, notre parti s'est

efforcé tant par ses orateurs et ses organes que par les résolutions présentées, de prouver combien grande est la différence entre la théorie et la pratique chez les partis bourgeois, quand il s'agit des vrais intérêts du peuple. On appuya spécialement sur le fait que la bourgeoisie tchèque verse des torrents de larmes à cause de l'oppression exercée sur elle par les gouvernements autrichiens. Mais cette même bourgeoisie se montre sans égards et traite avec le même mépris ses compatriotes pauvres; elle expulse de leurs communes tous les pauvres, sans autre accusation ou motif que celui qu'ils sont pauvres; elle leur conteste tout droit de prendre part aux décisions des conseils municipaux et de l'assemblée des Etats, et leur impose continuellement de nouveaux impôts et taxes, tantôt pour la commune, tantôt pour l'Etat. Elle fait grande étalage de phrases démocratiques et en même temps elle s'entend avec la noblesse et s'allie avec elle, avec la noblesse qui a de nombreux représentants dans le conseil des Etats tandis qu'un million d'ouvriers n'en ont pas un seul. La bourgeoisie se vante de son libéralisme et en fait un grand étalage, elle glorifie Hus tout en introduisant dans les hospices de l'Etat au lieu de garde-malades laïques, tout un corps de religieuses. Elle s'efforce de détourner l'attention des ouvriers de la solution des questions économiques et se remplit les poches de la sueur et du sang des ouvriers. Dans les sessions parlementaires quand il s'agit de droit d'importation elle propose un impôt même sur les pommes de terre. Elle se plaint du gouvernement, de ce qu'il est par trop parcimonieux quand il s'agit de subvenir aux pauvres en cas de grand besoin; cependant au cours de 15

années — dans un accord touchant avec la bourgeoisie allemande — elle n'a pas soufflé mot dans le conseil des Etats, pour arriver à établir et à introduire l'assurance des ouvriers agricoles et forestiers que le gouvernement avait soumis à la décision du conseil des Etats.

Un résultat de notre travail infatigable et appliqué, c'est que peu à peu la lumière se fait dans d'autres intelligences que celles des ouvriers. La meilleure preuve en est fournie par des élections au conseil des Etats de Bohème, auxquelles notre parti participa tant par la proclamation de candidats que par une agitation imposante. En de nombreux districts on arriva à d'importantes minorités; dans le district Jozefstadt-Lieben nous avions le plus grand nombre de votes, de sorte qu'il fallut une deuxième élection, dans laquelle toutefois nos candidats furent battus par les partis bourgeois et les ouvriers nationaux-sociaux réunis. Ces partis ont appliqué toutes leurs forces et déployé tout leur talent d'agitation effrénée, afin d'arrêter la marche triomphante de la social-démocratie. Et cependant la victoire de leurs candidats ne s'obtint qu'avec une majorité de 150 votes. Dans le district Smickauw-Kladno, notre candidat obtint 750 votes, dans celui de Pilsen 372, ce qui pour le moment sont déjà des minorités importantes.

Ces élections qui en Bohème furent pour la première fois des élections directes, nous ont bien et dûment prouvé que, tant dans les communes que dans les villes, notre parti peut se glorifier d'un groupe de personnes, qui auront soin d'élargir la brêche qui a été faite dans les partis bourgeois.

Dans les élections supplémentaires dans le groupe

des villes Pribram-Birkenberg, notre parti eut une fois de plus un nombre de votes étonnant; à Birkenberg il avait plus que le double de tous des concurrents réunis.

Dans les autres élections nous fûmes heureux de pouvoir constater également un accroissement important du nombre de voix des social-démocrates. Ainsi à l'occasion de l'élection des conseils pour l'assurance contre les accidents en Bohème en 1901, nous avons obtenu en tout 369,510 votes, contre 281,228 en 1897 (soit 88,282 votes de plus), tandis que les ouvriers nationaux malgré l'horrible terrorisme du côté des patrons, qui comme toujours tâchaient de faire remporter la victoire par leurs satellites, n'arrivaient qu'au nombre de 178,910, contre 250,624 qu'ils avaient obtenus en 1896 (soit une diminution de 71,714).

Dans les conseils de prud'hommes, tant qu'ils existent dans les endroits avec une population ouvrière tchèque (Prague, Pilsen, Teplitz, Brünn) on a partout élu des assesseurs social-démocrates, à l'exception du groupe commercial à Prague où l'on a élu des candidats nationaux.

Notre parti a remporté en outre un succès assez remarquable dans la lutte contre l'augmentation du prix de la bière. Les organisations se virent forcées d'entamer cette lutte par l'institution d'une augmentation de l'impôt de 1.70 k. par hectolitre, et par la cupidité des cabaretiers à qui cette augmentation servait de prétexte à augmenter le prix de la bière de 4 H. par litre. Dans plusieurs endroits, surtout à Prague et aux environs, cette attaque sur les poches du peuple fut définitivement repoussée. Les brasseries qu'on avait boycottées se virent forcées de se conformer

aux conditions posées et de souffrir les frais du boycot. C'est ainsi que les groupes gouvernants ont appris à reconnaître que la classe ouvrière organisée et consciente, ne souffre plus qu'on lui inflige des impôts et des taxes sans qu'elle puisse participer d'aucune manière à la discussion et à la décision.

De plus il faut faire mention d'un succès énorme qu'obtint la première Exposition Ouvrière, organisée en 1902, par les amis de Prague. Les ouvriers social-démocrates de presque toutes les organisations se hâtèrent d'y participer. Le grand nombre de visiteurs (231.141), de nombreux éloges de toute la presse du pays et de l'étranger, surtout le profit net de 27.000 k. tout cela prouve que les membres de notre parti ne s'entendent non seulement à la critique de l'organisation actuelle, mais qu'ils savent aussi travailler, organiser et élever.

Le vote pour les conseils municipaux est tout ce qu'il y a de défavorable pour les ouvriers. Il est arrivé que des ouvriers avaient été élus dans des conseils municipaux et qu'on se refusa de reconnaître leur mandat, à cause d'un article du règlement pour les élections, disant qu'un ouvrier qui vit du produit de son travail, ne saurait être membre d'un conseil municipal. Toutefois et malgré toutes ces difficultés, les social-démocrates sont représentés en 102 communes par 536 délégués, ce qui avant tout est le résultat d'une agitation infatigable. En même temps c'est une preuve que la lutte des classes s'accentue de plus en plus remplissant sa mission d'éclairer les ouvriers indifférents et de les faire entrer dans le camp des social-démocrates. En Moravie les progrès de nos organisa-

tions se font plus lentement, quoique dans ces derniers temps il faut reconnaître que le mouvement s'étend et commence à gagner en force. Nos frères y ont remporté la victoire dans les élections pour les conseils de prud'hommes à Brëum et à Ostrau en Moravie, dans les élections pour les conseils de l'assurance contre les accidents et cela dans deux catégories dans lesquelles jusqu'ici notre parti n'avait pas encore été représenté; ensemble avec les confrères allemands ils ont la direction des caisses pour les malades du district et de la caisse générale pour les malades et les subventions à Brëum. Ensemble avec les organisations des confrères allemands ils disposent du mandat de la cinquième curie pour le premier district d'élection en Moravie et forment la partie décisive des votes dans tout une série de caisses pour les malades à la campagne. Malgré le système d'élections et des populations très défavorables, ils ont réussi à entrer dans quelques conseils municipaux. Si nous n'avons pu parvenir à de plus grands succès, c'est que la population est insuffisamment instruite et manque généralement de développement politique, par suite des efforts réunis du clergé et de la bourgeoisie tchèque et allemande.

Lors des dernières élections pour les conseils des Etats, notre parti se tint à l'écart, bien convaincu qu'il n'y avait aucune chance de réussir. Dans ce pays on est parvenu à ce que tout le monde aurait cru impossible, à rendre encore plus mauvais le système pour les élections, qui, décidément respire le moyen-âge. C'est une honte pour le 20me siècle que ce règlement qui exige une monstruosité comme le vote public et oral, forçant l'électeur à venir se présenter comme un écolier devant

la commission pour répéter les noms des candidats.

Pour cette raison notre parti s'en tint à protester énergiquement contre les privilèges des Allemands, et contre la criante injustice dont on se rend coupable envers le prolétariat. La première et la grande tâche à accomplir par nos amis tchèques et allemands, c'est de faire abolir cette abjecte législation électorale. Il faudra bien que de leurs efforts réunis résulte l'abolition totale de tant de privilèges impardonnables.

Le premier novembre 1902 et les deux jours suivants se tint le cinquième congrès ordinaire du parti social-démocrate, qui prit des résolutions de la plus grande importance et de la plus haute portée au sujet de l'organisation et de la tactique. De plus on considéra la situation économique et politique et l'on prit des mesures décisives pour un développement fructueux des organisations syndicales en fixant que chaque camarade, mais surtout les assemblées générales, doivent faire partie de l'organisation politique et syndicale; ensuite que les associations pour l'éducation et l'instruction qui ne peuvent prendre part à la lutte de la classe ouvrière, seront transformées en Associations syndicales générales. Ensuite l'assemblée considéra attentivement et consciencieusement l'organisation des jeunes ouvriers et des femmes. Ensuite on procéda à arrêter les bases sur lesquelles il sera permis de s'entendre avec un autre parti sur un compromis électoral. Il est absolument interdit de s'entendre sur un compromis avec un parti qui ne reconnaît pas les maximes et principes de la social-démocratie. De plus, on discuta sur la politique communale, sur le suffrage général et égal, sur l'assurance des vieillards et des inva-

lides et la réforme de la presse et sur tout ce qu'on se sentit autorisé à réclamer. De plus aux statuts des organisations furent ajoutés des articles supplémentaires, d'accord avec les décisions pour la convocation des conférences nationales.

Le 12 avril 1903 et les deux jours suivants, il se tint à Prague le Congrès des Associations professionnelles et des Associations pour l'éducation et l'instruction, représentées dans la Commission syndicale tchècho-slave. Le Congrès s'occupa des relations entre les Associations éducationnelles et les associations professionnelles, de la question des ouvriers sans travail, ensuite de l'assurance des vieillards et des invalides, de la question des crises industrielles et de leur réaction sur la condition des ouvriers, également des règlements pour la prévention des accidents, du fonctionnement des Conseils de prud'hommes et de la réforme de l'enseignement des adultes. Les résolutions et les décisions prises ne manqueront pas d'êtres utiles aux ouvriers.

Malgré tous les efforts avec diverses sortes de groupements, l'organisation des femmes n'a pu obtenir que des succès très limités. L'activité des femmes prolétaires ne s'est pas accrue, pas même après que le Congrès eût décidé que les femmes pourraient de leur propre chef et de leur propre gré entreprendre tout ce qui se rapporte à l'organisation et l'agitation. C'est pourquoi l'assemblée annula toutes règles au sujet des comités d'agitation particulière et détermina que dorénavant les femmes travailleront ensemble avec les hommes dans les organisations locales, professionnelles et politiques, dans lequel on aura soin de leur instruction et de leur enseignement.

Il est évident que surtout les femmes, comme femmes et comme ouvrières, tant pour elles-mêmes que pour leurs filles, seraient anxieuses d'en arriver à un meilleur avenir; les raisons pour lesquelles il est si difficile de leur faire comprendre la nécessité de l'organisation, sont de nature plus intime. Elles ont leur origine dans l'éducation domestique, qui fait des femmes des personnes dépendantes, des personnes sans énergie, capables de supporter toutes les misères de la vie des pauvres avec une patience sans égale, mais qui n'ont pas la force de poursuivre continuellement et conséquemment un but proposé. Les camarades qui veulent entreprendre de travailler chez eux, à provoquer des changements pour le mieux-être, auront à faire de leurs épouses et de leurs filles des personnes indépendantes en idées comme en convictions et en caractère, des personnes possédant l'énergie nécessaire pour une activité initiale. Ils rendront ainsi un grand service aux femmes mêmes aussi bien qu'à notre mouvement commun.

L'organisation de la jeunesse accuse un léger progrès qui toutefois est décidément reconnaissable et ne laisse pas d'être satisfaisant. Dans un grand nombre de communes, la jeunesse se réunit dans les établissements de gymnastique, en des associations qui pourraient former une partie imposante de notre parti, si elles avaient pour but non seulement le développement corporel, mais aussi l'éducation mentale des membres, d'après les principes de la social-démocratie. Récemment les associations de gymnastique tchèques ont eu leur premier congrès indépendant, où l'on posa les fondements d'un développement plus complet qui nous semble promettre beaucoup pour l'avenir.

La fête du premier de mai a été très digne, ces trois dernières années, surtout dans les grands centres industriels, quoique les circonstances n'étaient pas du tout si favorables qu'autrefois; il y avait d'abord la grande crise industrielle et puis le mauvais temps. Sans exagération on peut constater que le monde ouvrier tchèque ne se laisse plus priver de la fête du premier mai qu'on célèbre par un repos complet d'un jour tout entier et qui lui sert de démonstration pour la journée de huit heures et contre toutes les injustices, les défauts et les anomalies de la société.

En chiffres, l'activité et la force de la social-démocratie tchecho-slave présente le tableau suivant :

Actuellement le parti a, en 32 districts électoraux, en Bohème, dans la Moravie, en Silésie et dans la Haute et la Basse Autriche, 346 organisations locales, dirigées par des bureaux locaux. De plus dans lesdits districts électoraux, il y a 540 endroits où le parti a ses agents de confiance, où le sol se prépare pour notre mouvemént et où peut-être il existe déjà une coopération qui ne s'est pas encore déclarée comme adhérante à notre parti, mais où, faute de moyens où faute de personnes propres à se mettre à la tête du mouvement l'organisation politique se fait encore attendre.

Pour ce qui regarde les unions d'ouvriers travaillant d'après les principes des social-démocrates, le parti dispose de 60 unions politiques, 446 unions professionnelles, y compris les groupes locaux, 375 unions pédagogiques dites de l'instruction et de l'enseignement, 60 unions de mutualité, 29 cercles du gymnastique et autres, en tout 979 unions avec 49,117 membres.

Dans la commission des unions et association réunies

tchecho-slaves à Prague, il se concentre environ 22,000 membres payants. Cette commission a deux secrétariats, un à Pilsen et un autre à Kladno; dans les autres villes, plus grandes, elle a ses agents de confiance.

D'après les communications qu'on nous a fait parvenir on a tenu 5624 assemblées et meetings publics, ensuite 4124 assemblées d'associations, unions ou comités, 3453 assemblées d'après le § 2, soit en tout 13,201. Ce nombre prouve décidément que les évènements les plus récents ont plus que jamais porté les ouvriers réunis à jouir autant que possible du droit de réunion et de la faculté de se prononcer sur diverses idées, tout en défendant les droits du prolétariat entier. A cause de leur activité politique 327 personnes furent punies, toutes cependant à de petites amendes ou à des emprisonnements, la plus grande partie en raison du monstrueux § 23 de la loi sur la presse.

Dans cette période la presse du parti montre aussi un élan et une extension admirables.

Elle se compose des feuilles suivantes :

a) **Feuilles politiques :**

paraissant tous les jours :	« Právo Lidu » (Prague)
	« Dèlnické Listy » (Vienne)
trois fois par semaine :	« Roonost » (Brünn)
	« Svoboda » (Kladno)
deux fois par semaine :	« Nová Daba » (Pilsen)
hebdomadaires :	« Zár » (Prague)
	« Novy jihocèsky deluik » (Budweis)
	« Severocèsky pozel » (Teplitz)

« Illas lidu » (Prossnitz)
« Duch càm » (Ostran en Moravie)
tous les quinze jours : « Stráz o Pojizeri » (Jung Bunzlau)
« Nasè obrana » (Pribram)
« Zènsky list » (Prague)
mensuels : « Sbornik mladerè » (Prague)

b) **La presse syndicale** compte en tout 19 feuilles dont les organes des ouvriers en métaux « Kovodèlnik », des ouvriers dans l'industrie minière « Nazdor! », des typographes « Veleslavén » et des ouvriers dans l'industrie textile « Textilnik », paraissant chaque semaine.

De plus le parti a une Revue « Akademie », une feuille de lutte anticléricale « Cèrranky », une feuille humoristique paraissant tous les mois « Rasple » et une revue littéraire mensuelle « Rudé Kvety ». Le « Tiskové Druzstro » (Comité éditeur du parti, associé avec l'entreprise de la feuille hebdomadaire « Zar ») publié entre le 1er juillet 1901 et le 30e juin 1903, en tout 33 grandes œuvres et brochures avec un total de 246,600 exemplaires.

La position financière du parti s'est beaucoup améliorée dans les dernières années par l'introduction de la contribution directe qui est levée sur chaque membre du parti, et qui en est en même temps forme la base de participation pour les décisions et jugements dans les affaires concernant le parti.

Les recettes de la caisse du parti ont monté depuis le 1 juillet 1901 jusqu'au 30 juin 1903 au total de 15.405 k. 35 h., les dépenses à 14.319 k. 72 h.

Nous terminons notre rapport avec l'espérance que

dans la période suivante notre travail commun et dévoué nous fasse approcher un peu plus de notre but, nous, prolétaires tchèques, ensemble et d'accord avec nos frères des autres nations : la délivrance du joug économique et politique du capitalisme.

Bohème

Le parti social-démocrate a été fondé le 24 décembre 1863. Les congrès ont eu lieu le 24 décembre 1893, à Budweiss; les 25 et 26 mai 1896, à Brünn; les 12, 13 et 14 juin 1898, à Brünn; les 8 et 9 septembre 1900, à Budweiss; les 1, 2 et 3 novembre 1902, à Prague. En 1893, le parti comptait 112 groupes avec 4620 membres; en 1896, 218 avec 11,740 membres; en 1898, 262 avec 17.627 membres; en 1900, 284 avec 21,842 membres; et en 1902, 338 avec 28,637 membres.

En 1902, les ressources du parti s'élevaient à 8842 couronnes et les dépenses à 8193 couronnes. En 1893, il y avait 39 conseillers municipaux socialistes en Bohême; en 1896, il y en avait 116; en 1898, 326; et en 1902, 526 dans 178 communes, ainsi que 2 députés socialistes au Parlement, dont voici les noms : Joseph Hybes, élu en 1897 et réélu en 1901, représentant la circonscription de Brünn; et Cingr Petz, élu en 1897 et réélu en 1901, représentant la circonscription de Teschen.

Le nombre de journaux socialistes s'élevait à :

Quotidiens, en 1902, 2; hebdomadaires, bi-mensuels, mensuels, etc., en 1899 et en 1902, 16.

Nombre d'exemplaires de journaux quotidiens tirés par jour : 21,000.

Nombre d'exemplaires de journaux, revues périodiques tirés par an : 9,963,000.

Il y avait en 1899, 4 journaux corporatifs et en 1902, 18. En 1899, on comptait 64 syndicats ouvriers, avec 4260 membres, et en 1900, il y en avait 342 avec 22,818 membres. *(Notice du Secrétariat.)*

L'Organisation du Parti Ouvrier Socialiste-Démocrate de Russie

Nous ne donnons ici que la description de notre organisation. Un rapport sur l'action de notre Parti sera distribué au Congrès.

L'organe supérieur du Parti est son Congrès, qui doit être convoqué par le Conseil du Parti au moins tous les deux ans. Ont droit d'être représentés au congrès : *a*) le Conseil du Parti ; *b*) le Comité Central ; *c*) la rédaction de l'organe central ; *d*) tous les comités locaux qui ne forment pas des fédérations; *e*) les autres organisations locales ayant fonction de comités et *f*) toutes les fédérations. — Le Conseil du Parti a pour but de coordonner et d'unifier l'action du Comité Central et de la rédaction de l'organe central. Le Conseil représente le Parti dans ses relations avec les autres partis politiques. — La direction de l'action pratique du Parti appartient au Comité Central, tandis que la rédaction de l'organe central est son guide dans le domaine scientifique et idéal.

La direction des affaires courantes locales se trouve dans les mains des comités, cercles ou groupes locaux, qui sont autonomes dans leur action, mais qui sont contrôlés par le Comité Central et par la rédaction de l'organe central. Dans les provinces qui diffèrent par la

langue, par la composition de la population, etc., peuvent être constituées des fédérations de comités.

Au dernier Congrès du Parti, qui avait lieu l'année passée, ont été représentés 14 comités locaux (de Saint-Petersbourg, de Moscou, de Nyni-Novgorod, de Saratoff, d'Oufa, d'Odessa, de Tiflis, de Bakou, de Batoum, de Nicolaïeff, d'Ekathérinoslaw, de Rostow-sur-Don, de Kieff, de Kharkow), 3 fédérations (de Crimée, du Nord et de Sibérie), 2 unions ouvrières (de St-Petersbourg et des ouvriers de l'industrie métallurgique), etc.

Depuis le Congrès, d'autres Comités ont été formés à Arkhangel, à Kazan, à Astrakhan, à Riga, à Voronèje, etc.

A l'étranger se trouve une seule organisation de notre Parti, qui porte le nom de « Ligue de la démocratie-socialiste révolutionnaire russe » et qui a des représentants dans la plupart des grandes villes de l'Europe Occidentale.

Le Mouvement Socialiste polonais

Introduction

Les situations polonaises étant très peu connues des partisans à l'étranger, nous croyons utile de faire précéder notre rapport de quelques informations sur le chiffre de la population polonaise.

Il est généralement connu que la Pologne a cessé d'être un état indépendant depuis la fin du dix-huitième siècle.

Depuis cette époque les Polonais ont été forcés de se développer dans les bornes de trois états divers — la Russie, la Prusse et l'Autriche — dans des conditions bien différentes entre elles. Leur nombre total s'élève à 20 millions, dont en chiffres ronds 10 millions se trouvent en territoire russe, 4 millions en territoire autrichien et 3 1/2 millions en territoire prussien. Les autres ont émigré et vivent à l'étranger, principalement en Amérique.

Sur le territoire russe les Polonais habitent en premier lieu la Pologne russe, où ils forment la grande majorité de la population, ils habitent aussi la Lithuanie, où ils sont en minorité vis-à-vis des Russes blancs et des Lithuaniens, et l'Ukranie, où ils se sont entremêlés parmi les Ukraniens. Dans les villes de la Pologne russe et de la Lithuanie, ce sont aussi

les Juifs qui forment une partie considérable de la population.

Sur le territoire prussien, les Polonais forment la majorité dans les provinces de la Posmanie et de la Haute-Silésie, la minorité dans la Prusse Occidentale et dans la Prusse orientale; d'autre part environ 1/4 de million d'ouvriers polonais émigrés habitent la Prusse Rhénane et la Westphalie.

Sur le territoire autrichien les Polonais habitent en grand nombre la Galicie Occidentale et le duché de Cieszyn, c'est-à-dire la partie orientale de la Silésie autrichienne; dans la Galicie Orientale, où la population est principalement ukranienne et où ils habitent généralement les villes, ils forment à peu près un quart de la population. En Galicie les villes sont aussi habitées par un grand nombre de Juifs. Dans le duché de Cieszyn il y a des minorités d'Allemands et de natifs de Cieszyn.

Parmi les provinces de la Pologne, la Pologne russe se réjouit d'une industrie très développée et variée; les terrains houillers de la Haute-Silésie et le duché de Cieszyn ont aussi des centres industriels, les autres provinces de la Pologne sont des pays agricoles.

Le rapport suivant s'occupe de trois partis formellement indépendants entre eux, qui travaillent tous au même but dans les trois parties diverses de la Pologne et sur des situations différentes: Le parti socialiste polonais sur le territoire russe, le parti socialiste polonais sur le territoire autrichien, et le parti socialiste polonais dans le territoire prussien.

PREMIÈRE PARTIE

La Pologne russe

Le parti socialiste polonais sur le territoire russe travaille dans des conditions extraordinaires, qui sont peu connues des partisans de l'Europe occidentale et qui sont souvent tout à fait incompréhensibles.

L'absence de toute liberté civique, même la plus élémentaire, et l'oppression inouïe en tout ce qui concerne la nationalité et la vie politique des habitants, forment le fond sur lequel se développe l'activité des socialistes polonais dans cette partie de la Pologne qui est assujettie au Césarisme despotique et barbare.

Il ne peut être question d'une organisation publique de notre parti dans ce pays. Tout doit y être fait en secret : depuis la publication de revues et de brochures socialistes, jusqu'à la préparation organisatrice de grèves et de démonstrations dans les rues. Vis-à-vis d'une telle situation ce ne sont que les personnes reconnues être de toute confiance aussi bien en ce qui concerne leurs dispositions qu'en ce qui concerne leur caractère personnel qui peuvent être admises dans l'organisation du parti. Celui-ci est obligé de prendre toutes les précautions possibles pour éviter l'admission de personnes qui ne sont pas dignes de sa confiance.

Dans de telles circonstances il est impossible de fonder des syndicats ouvriers, puisqu'il est évident que ces derniers combinent des éléments hétérogènes. Le parti s'efforce donc de créer un lien entre ces éléments révolutionnaires, dont il peut répondre en toute sécu-

rité et qui sont bien instruits de son but, afin d'opérer par leur intermédiaire sur la masse des ouvriers, dans la conduite de leur opposition à l'exaction économique et à l'oppression politique et nationale.

A la tête du parti se trouve le Comité central des ouvriers, qui conduit la direction du parti en tout ce qui concerne l'exécution des résolutions des Congrès secrets.

La direction locale est confiée à des comités d'ouvriers locaux. Des conférences d'agitateurs locaux facilitent aux Congrès et au comité central des ouvriers l'accomplissement de leurs devoirs.

La période sous revue se caractérisait dans toute la Pologne russe par une dépression économique qui avait succédé à une période de prospérité.

En 1900 la crise affectait presque toutes les branches de l'industrie polonaise.

L'industrie métallurgique à Varsovie, les filatures et les ateliers de tissage à Lodz et ses environs, les houillères de Sasnowice et les verreries dans le rayon de Radom jetèrent des milliers d'ouvriers dans la rue; dans un grand nombre de fabriques la production fut réduite au minimum et dans plusieurs professions on ne travailla seulement que pendant quelques jours par semaine.

Tout ceci affectait défavorablement le mouvement de grève, qui avait atteint sa plus grande hauteur en 1899, lorsque Varsovie et les houillères de Sasnowice étaient la scène de grèves qui éclatèrent dans presque toutes les professions industrielles.

Ce mouvement s'était presque tout à fait arrêté et il ne se ranima qu'en 1903, lorsque la période de dépres-

sion arriva à son terme, et quand la vie industrielle commença à revivre.

Pendant toute la période de 1900 à 1902 il n'y avait à signaler qu'une seule grève d'importance, celle de l'usine de Pornansky à Lodz, une grève défensive, dans laquelle les ouvriers remportèrent la victoire après une semaine; outre celle-ci il n'y eut que quelques grèves d'ateliers dans les professions les moins importantes.

Cependant vers la fin de 1902 et dans le courant de 1903 le mouvement de grève se ranima de nouveau. Nous avons à signaler la grève à l'usine métallurgique de Hanstke à Varsovie, la grève à la fabrique de grosse toile « Warta » à Czestochowa, ailleurs les grèves à la fonderie de Krongold à Wola, banlieue de Varsovie, à la verrerie de Geleowirna, à la tannerie de Peterck à Varsovie, aux usines d'Ostrowice, etc., sans compter une foule de grèves dans des usines moins importantes et dans des ateliers divers de Varsovie, Lublin, Radow, Bialystok, Wilno, etc. Le nombre total des ouvriers qui participèrent à ces grèves s'élevait à 16,000 environ.

Il est à remarquer l'intérêt toujours croissant de la part prise par les femmes au mouvement de grève. La plupart des grèves eurent pour résultat la victoire partielle ou entière des ouvriers.

Généralement c'était le parti qui formulait les demandes des ouvriers dans des pamphlets, et qui employait d'ailleurs tous ses moyens pour que les grèves eussent des résultats favorables aux ouvriers, en offrant en même temps un secours organisé aux grévistes et en rendant toute grève utile, autant que possible, à la propagande socialiste et révolutionnaire.

Pour l'organisation du parti socialiste polonais la

période sous revue fut un temps de fondations et d'extensions.

Nos relations parmi les ouvriers dans les villes de province se sont considérablement étendues. L'organisation du parti comprend les villages et les hameaux les plus isolés. Notre propagande s'étend à la campagne, elle se jette même sur le pays voisin de la Lithuanie et son succès augmente aussi parmi la population juive.

L'agitation à la campagne autrefois irrégulière et qui se bornait à la distribution occasionnelle de nos brochures parmi les campagnards dans les environs des centres industriels, s'est développée en une organisation systématique et active.

En 1902 eut lieu la fondation d'un organe d'agitation rédigé spécialement pour les ouvriers à la campagne, le *Gazeta Luwoda* (Journal du peuple) et depuis cette époque l'influence de notre parti sur la population campagnarde s'accroît de plus en plus et elle supplante même l'influence des démocrates nationaux chauvinistes. Notre agitation à la campagne est généralement reçue favorablement par la population ouvrière et par conséquent elle est l'objet d'une contre-agitation acharnée de la part des nationalistes et de la curée. Celle-ci ne s'abstient même plus d'assister les autorités russes à la persécution des socialistes.

Cependant les autorités s'inquiètent extraordinairement du progrès de notre agitation à la campagne, ce que prouvent d'ailleurs les circulaires officielles secrètes qui, de temps en temps, nous tombent entre les mains.

Les autorités russes s'efforcent de contrarier notre activité par la création d'une foule d'espions dans les

villages, et par l'emprisonnement d'un grand nombre d'habitants; aussi elles s'opposent autant que possible au séjour de nos agitateurs des villes dans les villages.

Cependant toutes ces mesures n'aboutissent à rien, et aujourd'hui nous osons prétendre que l'organisation de notre parti est certaine d'une croissance continuelle à la campagne.

La publication de nos écrits augmente toujours dans les villages; nous y disposons déjà d'un bon nombre de propagandistes et le nombre d'ouvriers campagnards qui s'efforcent de comprendre les idées du socialisme révolutionnaire est toujours croissant.

Notre activité en Lithuanie a commencé de se développer depuis 1902. Des centres d'organisation du parti socialiste polonais ont été établis à Wilno, à Kowno, à Grodno et à Minsk, et nos brochures sont répandues de là dans les villes moins importantes et dans les villages. En Lithuanie, le parti socialiste polonais remplit son œuvre d'organisation et d'agitation aussi bien parmi la population polonaise que parmi la population juive; elle s'efforce d'unir les forces révolutionnaires de tous les peuples qui habitent la Lithuanie, tels que les Polonais, les Lithuaniens et les Russes-blancs.

Pour ces derniers, le parti socialiste polonais a publié trois brochures en leur propre dialecte. Pour le prolétariat polonais en Lithuanie, le parti publie une revue spéciale nommée « Walka » (Le Combat).

Notre activité parmi le prolétariat juif augmente considérablement depuis le moment où le parti socialiste polonais a étendu son champ de travail sur la Lithuanie.

A nos organisations juives de Varsovie et de Bialy-

stok ont été ajoutées celles de Grodno et de Wilno et ailleurs quelques autres dans des villes de province moins importantes.

La conduite des affaires du prolétariat juif a été confiée à un comité spécial juif qui tient des congrès spéciaux juifs.

La publication de notre journal d'agitation juif « Der Arbeiter » (L'ouvrier) a été transférée de Lodz à l'intérieur du pays et elle y est soignée dans une imprimerie secrète.

D'ailleurs, une revue scientifique populaire en langue juive, nommée « Die proletarische Welt » (Le Monde Prolétaire), a été fondée à l'étranger et le nombre de nos publications juives continue d'augmenter rapidement.

En général nous avons à signaler un vaste développement de la Presse du parti et du nombre d'écrits publiés par le parti socialiste polonais dans la période de 1900 à 1903; nous relevons les revues mentionnées déjà ci dessus pour les campagnards et pour les ouvriers polonais en Lithuanie, les journaux locaux dans les rayons de Lodz et de Radom, qui sont nés de la revue scientifique populaire juive; ailleurs la revue mensuelle « Kuryerek Zakardonowy i Zagraniczny (Estafette d'au-delà de la frontière russe et de l'étranger) qui tient les ouvriers au courant du progrès du mouvement socialiste au dehors de la Pologne russe.

L'extension de la presse du parti et l'augmentation des publications sont prouvées par les chiffres suivants :

Année	Nombre de revues	Nombre de brochures	Nombre d'exemplaires
1900	22	7	22,472
1901	33	15	41,706
1902	44	13	41,000
1903 (Janvier-Octobre)	33	18	56,000

Le nombre de pamphlets rédigés aux imprimeries secrètes de l'intérieur a augmenté énormément. En 1900 leur nombre s'élevait à 4 seulement, en 1901 il y en avait 6, en 1902 il y en avait 18 et dans les premiers dix mois de 1903, il avait monté à 43. Le contenu de ces pamphlets se refère aux détails divers de l'activité de notre parti. Plusieurs d'entre-eux s'occupent des grèves, quelques uns exhortent à des démonstrations, d'autres s'occupent des mesures diverses du gouvernement impérial.

Le parti socialiste polonais a combattu au moyen de ces pamphlets l'agitation anti-sémitique du gouvernement; ce sont eux, de même que les articles dans les journaux du parti et les nombreuses réunions secrètes, qui ont empêché les persécutions des Juifs, à l'instar de Kischineff, dans toutes les villes où le parti socialiste polonais s'est établi.

La fête de mai est célébrée tous les ans à Varsovie par des démonstrations dans les rues. Jusqu'à présent il a été impossible d'organiser à la campagne des démonstrations destinées à être répétées régulièrement à certaines époques. En 1900, la fête de mai a été célébrée à Lodz, en 1902 à Radom, en 1903 à Ostrowiec.

Le jour du 1r Mai, les ouvriers affichent des drapeaux rouges aux maisons, aux fabriques, aux fils du télégraphe et aux arbres; dans les régions houillères ils font détonner des cartouches de dynamite en l'honneur de la fête. En 1903 on a célébré la fête de mai pour la première fois à la campagne.

La coutume de transformer les funérailles de partisans décédés en des manifestations socialistes devient de

plus en plus générale. Pendant la période sous revue, environ quinze de ces démonstrations d'enterrement eurent lieu à Varsovie, à Lodz, à Radom, à Lublin et à Piotzkow.

La croissance continuelle du mouvement ouvrier, l'établissement de nouveaux centres d'agitation, l'augmentation de l'influence du parti dans des cercles de plus en plus étendus, tout cela a eu pour conséquence que notre parti est exposé plus que jamais aux persécutions de la part du gouvernement.

Les arrestations de partisans en masse sont des événements qui se répètent plusieurs fois par an dans presque chaque centre d'agitation. Il arrive parfois que plus de cent personnes sont mises en prison à la fois, comme on l'a vu à Lodz en 1902 et à Dombrowa en 1903. Les prisons sont toujours remplies de partisans, soit que ces derniers expient leurs crimes, ou bien qu'ils subissent un emprisonnement provisoire, cependant il n'est pas rare que la durée d'un tel emprisonnement provisoire dépasse les deux ans!

Les sentences sont ordinairement : déportation pendant quelques années dans une province du Nord ou du Nord-Est de la Russie, ou en Sibérie. Dans deux procès, celui de Lodz et celui de Dombrowa, qui eurent lieu en 1903 et où il y avait en chiffres ronds 300 accusés, environ 20 personnes furent condamnées à un total de 90 ans de déportation en Sibérie orientale.

En 1900 un conseil de guerre condamna trois membres du parti socialiste polonais à des travaux forcés à perpétuité en Sibérie, trois autres partisans furent condamnés à 20 ans et encore trois autres à 15 ans de tra-

vaux forcés. Il s'agissait de la mort de quelques espions tués à Varsovie, à Dombrowa et à Czestochowa.

Vis-à-vis de ces évènements tristes nous avons à en signaler de plus gais, tels que la fuite heureuse de partisans, soit qu'ils se trouvassent déjà en Sibérie, soit qu'ils fussent en route pour le lieu de déportation. Parmi les quatre personnes emprisonnées à cause de la découverte de l'imprimerie secrète de notre organe central « Robotnik » à Lodz en février 1900, il y en a déja trois qui se sont échappées et qui ont réussi à passer la frontière. Pour la période sous revue nous avons à signaler un total de 18 fuites bien réussies.

Un autre fait joyeux, quoique de nature toute différente, c'est l'augmentation de la puissance financière du parti.

Les dépenses du parti s'élevèrent à :

Fr. 48,000 en 1900
» 53,000 » 1901
» 74,000 » 1902



Le parti socialiste polonais sur le territoire russe renferme « La division étrangère », dont les membres sont dispersés dans les nombreuses villes de la Suisse, la France, l'Angleterre et d'autres pays. A la tête de cette division, dans laquelle se concentrent les Polonais socialistes émigrés, se trouve le « Comité étranger du parti socialiste polonais », qui est chargé de toutes ces fonctions du parti, qui ne peuvent se faire au pays à cause de la surveillance rigoureuse de la police russe, telles que l'édition des organes du parti imprimés à l'étranger, parmi lesquels se trouvent par exemple : la

revue mensuelle « Przedswitt » (L'Aurore) notre organe central de théories et de discussions, qui existe déjà depuis 23 ans; la revue scientifique populaire « Swiatto » (La Lumière); la revue « Kuryerck Zakordonowy i zagraniczny » et d'autres.

C'est d'ailleurs le comité étranger qui se charge de l'introduction par contrebande en Pologne russe de toutes les écrits que le parti socialiste polonais se propose d'y distribuer.

Le parti a réussi à introduire par contrebande en territoire russe en :

1900	55,560	écrits
1901	67,757	»
1902	47,660	»
1903	74,267	»

La division étrangère du parti socialiste polonais entretient des relations avec l'Union des socialistes polonais aux Etats-Unis de l'Amérique du Noid. Cette organisation composée de 20 divisions, comptant plus de 300 membres, publie le journal hebdomodaire « Robotnik » (2500 abonnements); elle exerce une influence puissante sur les immigrés polonais en Amérique, dont le nombre dépasse les deux millions. La relation entre cette organisation et le parti socialiste polonais se manifeste d'abord par des contributions fixées à la Caisse de la Division étrangère du parti socialiste polonais, d'ailleurs elle fait la propagande des principes socialistes parmi les immigrés polonais.

Récemment l'Union des socialistes polonais aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord a développé une grande activité en ce qui concerne les publications; elle

a déjà mis en circulation une série de brochures d'agitation, sans compter quelques autres éditions plus volumineuses.

Le journal hebdomadaire « Robotnik » qui est publié à Chicago sera converti en un journal quotidien.

Dans les affaires socialistes américaines l'Union des socialistes polonais se déclare solidaire avec le parti socialiste américain et elle opère en commun accord avec ce dernier.

DEUXIÈME PARTIE

La Pologne autrichienne

Actuellement l'oppression politique dans la Pologne autrichienne est non seulement moins insupportable et paralysante que dans la Pologne russe, qui est sous la dépendance du despotisme du Czar, mais sous bien des rapports elle est aussi plus supportable que dans la Pologne prussienne. Tout d'abord, des persécutions du peuple polonais n'existent pas en Galicie, et dans le duché de Cieszyn, elles ne se font pas assez systématiquement pour paralyser à perpétuité le mouvement du Parti ouvrier. Outre cela, nous avons en Galicie beaucoup plus de liberté, pour nous réunir que nos frères placés sous le gouvernement prussien. Pendant ces dernières années nos partisans de la Haute Silésie fussent-ils Polonais ou Allemands, ont cherché et trouvé à plusieurs reprises en Galicie le peu de droit de réunion qu'on leur interdisait en Prusse. Quant à la liberté de la presse, la Pologne autrichienne a aussi beaucoup moins à se plaindre que la Pologne prussienne; il est

vrai que chez nous aussi les journaux sont confisqués avec autant de zèle que de manque d'intelligence, mais au moins on ne met pas la main sur les rédacteurs. Et sous le rapport de la liberté de réunion nous avons aussi quelques droits.

Naturellement, ce n'est pas sans peine que nous avons acquis cette liberté; les socialistes en Galicie, tout aussi bien que dans les autres provinces de l'Autriche, ont dû soutenir pendant des années une lutte opiniâtre pour que les droits que la loi garantit à tous les citoyens, soient en réalité accordés aussi aux ouvriers socialistes. Et il nous reste encore beaucoup de droits à conquérir, même sur le terrain purement politique. Notre droit de vote pour le Landtag exclut le prolétariat de toute représentation; le droit de vote pour le Reichstag en Autriche enserre les représentants du prolétariat dans la fameuse cinquième « Kurie », et dans les pays agraires comme la Galicie, cette « Kurie » perd encore de sa valeur, parce que, dans la plupart des départements électoraux, les ouvriers socialistes sont éliminés par la masse des paysans qui malheureusement sont encore très arriérés en général. Mais cette « Kurie » perd surtout de sa valeur parce que, dans tous les départements électoraux, il y a deux élections indirectes; or, ces élections indirectes facilitent beaucoup le travail des réactionnaires, qui veulent influencer ou falsifier le résultat des élections, car maintenant ceux-ci n'ont pas à s'occuper des masses d'électeurs comptés par milliers, mais seulement d'un nombre très restreint de votants.

Au point de vue de l'économie politique, la Galicie, comme nous l'avons déjà dit, est toujours un pays

féodal agraire. Une noblesse réactionnaire possède la meilleure partie du sol; par conséquent la plupart des villageois dans la Galicie de l'ouest et surtout dans celle de l'est sont des ouvriers à gages. Mais le seul patron, c'est presque toujours le seigneur. Or, ce seigneur paie des salaires de meurt-de-faim. Dans quelques endroits de la Galicie occidentale la culture des légumes a délivré la population de ce joug, comme dans quelques contrées pittoresques, le passage des étrangers a apporté un peu de soulagement. Dans d'autres endroits encore l'industrie d'articles fabriqués à la maison, spécialement celle du tissage des tapis, fournit à la population des rétributions accessoires considérables.

Par ci par là, surtout à l'ouest, on fonde des fabriques, on a découvert des sources de pétrole — malheureusement une industrie qui attaque cruellement la santé, quelquefois même la vie de l'ouvrier. Sur la frontière de la Galicie et du duché de Cieszyn se trouve la ville de Biala-Bielska avec ses tissanderies; là, tous les lundis des milliers de pauvres villageois se rendent pour travailler jusqu'au samedi soir dans les fabriques où ils couchent aussi. Encore plus vers l'ouest est le bassin de Morawska-Ostrewa avec ses vastes houillères et ses tristes chaumières où affluent les masses les plus pauvres de la population campagnarde, Polonaises et Tschèches, pour partager leur temps entre le travail et l'alcool.

A part quelques cas exceptionnels, le villageois prolétaire et le villageois qui n'est propriétaire que d'un petit lopin de terre se trouvent dans la cruelle alternative, soit de cultiver moyennant un salaire infime le champ du seigneur, soit de devenir nomade. Très souvent il s'arrête au dernier parti, poussé par l'espoir de

pouvoir mettre assez d'argent de côté pour que plus tard, rentré au pays, il puisse s'acheter un lopin de terre et s'établir propriétaire rural.

Voilà ce qui explique la fièvre d'expatriation qui s'est emparée des campagnards de la Galicie occidentale et qui envoie annuellement des centaines de milliers de nos villageois aux houillères de la Pologne russe et de la Silézie, aux champs de blé de la Pologne prussienne, aux champs de navets de la Sabe et même en Amérique. Mais le villageois de la Galicie orientale demeure trop loin des terrains de l'industrie et du bord de la mer, il connaît trop peu les autres pays pour entreprendre ces voyages au hasard. Pour le moment il se contente de cultiver le champ de son seigneur moyennant un salaire inférieur à celui de la Galicie occidentale, à moins que, poussé par la famine, il ne se mette en grève.

Ainsi la Galicie est habitée en grande partie par des gens qui, avec la plus grande peine du monde et pas toujours avec succès luttent contre la faim. Cette population ne peut acquérir les produits de l'industrie que dans une quantité très restreinte. Il est évident que dans ces conditions l'industrie moderne ne peut réussir. Aussi nos villes sont des centres d'industrie très imparfaits pour autant qu'elles le soient; elles sont tout d'abord des centres d'administration et de civilisation; en second lieu des centres d'un travail manuel très arriéré et de commerce intermédiaire. Par conséquent les conditions économiques pour le développement du socialisme sont des moins favorables.

Néanmoins, après vingt-cinq années de lutte et de sacrifices, nous pouvons nous vanter d'avoir remporté déjà quelques succès. Depuis l'introduction de la cin-

quième « Kurië », c'est-à-dire depuis 1897, notre partisan Dassynski représente le département électoral de Cracovie. Notre partisan Cingr représente le département électoral de Cieszyn; les votes émis pour lui sont pour la plupart ceux des ouvriers polonais. A Cracovie et à Léopole, de même qu'à Gorlice dans la Galicie occidentale, il y a régulièrement un des nôtres membre du Conseil municipal; 8 ouvriers socialistes occupent un siège dans le Conseil municipal de Lipnik dans la Galicie occidentale et 7 dans celui de Janowice. Dans quelques petites communes du duché de Cieszyn il y a aussi des ouvriers socialistes dans les conseils municipaux.

Si, dans le duché de Cieszyn, nous trouvons des collaborateurs dans les partisans tchèques et allemands, — dans la Galicie orientale, où la plus grande partie de la population appartient à la nation ruthène-ukranienne, nous travaillons avec les socialistes ruthènes-ukraniens. Une profonde communauté de luttes et d'idées nous lie à ce parti jeune et plein d'avenir. De même que nous avons dans la Pologne russe des frères opprimés qui combattent pour leur liberté, de même les partisans ruthènes en ont dans l'Ukraine russe; comme nous, ils continuent obstinément à secourir les frères qui gémissent sous le joug du tsar, et pour eux comme pour nous l'écroulement du despotisme russe est le but auquel nous aspirons passionnément.

Une autre difficulté consiste dans la confusion des langues. Nous avons en effet dans les villes, à côté de la population chrétienne, une nombreuse population juive (environ 10 °/₀ des habitants de la Galicie) qui, notamment dans les basses couches, a si peu surmonté les

conséquences de sa réclusion au Ghetto qu'elle parle une autre langue que la population chrétienne au milieu de laquelle elle vit. Quoique, depuis l'émancipation des juifs, leur fusion avec le reste de la population continue sans cesse, nos principes démocratiques nous ordonnent de tenir compte du fait qu'actuellement la langue juive est toujours la langue maternelle de milliers de prolétaires juifs et que ceux-ci ont le droit de voir leur langue respectée et pratiquée dans la propagande socialiste. Naturellement nous admettons donc partout où des prolétaires juifs appartiennent à nos ligues ou fréquentent nos assemblées, la langue juive comme langue courante. Dans plusieurs villes il y a des syndicats d'ouvriers juifs qui appartiennent à notre parti; puis nous avons un comité de propagandistes juifs qui desservent toute la Galicie.

Pour autant que nous le permette la triste situation économique de notre pays, nous essayons continuellement d'opérer une fusion du mouvement des mineurs avec celui de notre parti. Dans les grandes villes nous avons en effet déjà une quantité remarquable d'ouvriers organisés. Dans la Galicie occidentale les mineurs socialistes appartiennent pour la plupart aux ligues centrales de l'Autriche; en Galicie, il en est de même pour les employés du chemin de fer (quatre mille organisés) et pour les typographes. Naturellement la propagande socialiste subit aussi l'influence de l'organisation économique de la Galicie. Ainsi il arrive qu'une très grande fabrique reste longtemps en dehors du mouvement parce qu'elle est située dans la campagne, enserrée entre des villages où sévit encore l'influence de la féodalité; d'autre part la misère générale est cause

que le mouvement prolétaire fait aussi des adeptes dans des classes dont, dans les pays plus riches, les membres n'appartiennent pas au prolétariat, mais à la bourgeoisie. C'est ainsi que l'année dernière, il y eut ici une grève de pharmaciens, grève qui s'étendit à toute la Galicie, et qui finit peu de jours après par une victoire des grévistes.

En dépit de la dépression économique dont notre pays souffrait, nous avons eu dans la période de deux années, — du 1er juillet 1901 jusqu'au 30 juin 1903, — 26 grèves auxquelles environ 15,000 ouvriers ont pris part. Citons d'abord la grève des 3,000 ouvriers du bâtiment à Léopole, dans l'été de 1902, d'où les grévistes sont sortis victorieux. Malheureusement, cette grève a amené une lutte entre les ouvriers et les soldats hongrois séjournant à Léopole qui ne comprennent pas un mot de polonais, ni de ruthène, ni même d'allemand. Rien de plus facile que d'éveiller dans ces soldats le soupçon que la population leur voulait du mal. Ce « malentendu » joint à la violence des autorités, coûtant la vie à cinq personnes, a été cause que beaucoup de personnes ont été blessées et nous a valu par dessus le marché quinze ans d'emprisonnement. Citons ensuite, en matière de grèves considérables, une grève de 1000 journaliers à Léopole, réussie; à Boryslan, le centre de l'industrie du pétrole et du naphte, une grève de 1800 mineurs, une autre de 3000 mineurs et une de 80 chauffeurs, toutes les trois réussies; une grève à Turka de 4000 terrassiers qui devaient construire la ligne du chemin de fer Léopole-Samboe-Uziole, également réussie (cependant quelques mois après, la rupture du contrat de la part des entrepreneurs occasionna une

nouvelle grève qui fut perdue); une grève de 412 ouvriers en bâtiment à Breszou (Galicie occidentale), réussie; une grève de 400 tailleurs à Cracovie, en mai 1903, réussie. Outre dans les métiers susdits, voici encore d'autres ouvriers qui ont fait des grèves : les femmes qui travaillent dans les mines, les ouvriers des magasins militaires et des fabriques d'allumettes, les brossiers, boulangers, chapeliers, ouvriers mécaniciens, tisserands (c'est-à-dire les tisserands juifs qui tissent le « talesim », une étoffe portée par les juifs très dévôts quand ils prient). Mentionnons encore une lutte des employés du tramway électrique à Cracovie; ici la grève fut proclamée, mais comme on acquiesça aussitôt à leurs exigences, elle ne fut pas exécutée.

A la grève agraire qui a éclaté dans l'été de 1902, environ 100,000 faucheurs ruthènes et 20,000 faucheurs polonais ont pris part. Ils ont eu leur part des dangers et des sacrifices de la grève, des poursuites judiciaires qu'elle occasionna, mais aussi de ses effets modestes, bien que, inappréciables. Pendant l'été 1903, cette grève se répéta dans des dimensions plus petites, mais elle s'effectua beaucoup plus régulièrement. Cette fois encore, les villageois polonais furent solidaires de leurs voisins ruthènes.

La statistique des ligues indique pour le 20 juin 1903 les chiffres suivants :

Ligues politiques	7
Syndicats de mineurs (les groupes locaux sont considérés comme des ligues à part)	112
Diverses ligues de mineurs.	5
Ligues de femmes	2
Sociétés pour le développement intellectuel . .	16

Sociétés de chant	5
Sociétés de musique	4
Sociétés pour la consommation	5
Total	156

Dans les grandes villes, les socialistes se sont emparés avec beaucoup de peine des *caisses des malades*, qui sont organisées selon la même loi en Galicie et en Autriche. Grâce à cette conquête, ces institutions qui sont de la plus grande importance pour les prolétaires citadins, et dont on avait souvent abusé autrefois, purent de nouveau répondre à leur but, et l'exactitude avec laquelle nos partisans administrent ces caisses a beaucoup contribué à assurer à notre parti l'estime générale. Une des dernières conquêtes de ce genre eut lieu au mois d'octobre 1903, à Stanislawow, dans la Galicie orientale; par suite de la brutalité du gouvernement autrichien le combat électoral s'effectua d'une manière très véhémente et coûta la vie à 2 hommes. Une des victimes fut un apprenti-pelletier de 17 ans, notre partisan Joseph Brüchner, dont l'enterrement au cimetière israélite donna lieu à une démonstration contre le gouvernement arbitraire du gouverneur de Stanislawow.

Voici la statistique des réunions pour la période du 1er juillet 1901 au 30 juin 1903 :

Réunions populaires en plein air . .	106
Réunions populaires dans une salle .	441
Réunions de comités	871
Réunions d'ouvriers	1129
	2547

A la fin de juin 1901 nous eûmes à Léopole notre septième journée du parti, à laquelle assistèrent 69 délégués de 19 endroits. Au commencement de janvier 1903, notre huitième journée du parti eut lieu à Przemyslilà, 73 délégués représentèrent 23 endroits. Pendant l'été 1901 et en novembre 1903 nous prîmes part à la journée du parti des socialistes en Autriche, assemblées qui eurent lieu les deux fois à Vienne et qui furent loin d'être stériles. La dernière fois notre parti fut représenté par 18 délégués.

Un des premiers devoirs que nous avons eu à accomplir en Galicie, ce fut de combattre les intrigues du despotisme russe en la personne d'un imposteur politique corrompu par le gouvernement russe, notamment le prêtre catholique Père Stalajowski. A plusieurs reprises nous lui avons ouvertement exposé la vilainie de ses actes; les procès qu'il nous intenta pour calomnie, ont toujours démontré le triomphe de la vérité sur le mensonge. Cependant, nous avons aussi dû combattre l'influence de Stojalowski à la campagne où il jouissait de l'estime et de l'affection générales; nos propagandistes, tenant tête intrépidement à une foule fanatique, prête à des actes de violence, ont réussi à démolir pierre à pierre les remparts derrière lesquels se retranchèrent les partisans de Stojalowski; et à présent celui-ci est généralement discrédité et dédaigné par tout le monde.

La presse de notre parti se compose des journaux suivants :

Naprzod (En Avant), paraît journellement à Cracovie.

Latarnia (La Lanterne), série de brochures populaires, à 8 « Tbeller » pièce, paraît tous les mois à Cracovie, en une édition de 10,000 exemplaires au moins.

Glos Robotniczy (Voix de l'Ouvrier) paraît toutes les semaines à Léopole depuis le 1 janvier 1904.

Robotnikślazki (L'Ouvrier Silésien) paraît tous les quinze jours en Cieszyn.

Kolejavs, l'organe des employés des chemins de fer, paraît toutes les semaines à Cracovie.

Ognisko, l'organe des typographes, paraît trois fois par mois à Léopole.

Mentionnons encore qu'à Cracovie, sous le titre de *Krytyka* (la Critique), il paraît une très bonne revue mensuelle pour la littérature, la science et la vie sociale; cette revue s'inspire du socialisme et plusieurs de nos partisans y collaborent. Une autre revue, pénétrée de l'esprit socialiste. c'est le *Promien* (le Rayon); revue mensuelle pour les étudiants, paraissant à Léopole.

Disons aussi que nos partisans prennent vivement part à tout ce qui peut contribuer à développer et instruire le peuple, (En Galicie comme en tout pays où sévit la féodalité l'instruction publique est très défectueuse.)

Partout où il est question de populariser la science, soit en faisant des conférences, soit en érigeant des salles de lecture et des bibliothèques circulantes, nos partisans jouent un grand rôle. Ce mouvement de vulgarisation de la culture intellectuelle se concentre dans l'Université populaire « Adam Mickiewitz », qui est établie à Cracovie, mais qui a des succursales dans plusieurs villes de province.

Quelques-uns de nos partisans prennent aussi une part active à la guerre contre l'alcool, en tant qu'ils sont les fondateurs du cercle de tempérance « Trzezwosi » (la sobriété), fondé à la fin de l'année 1902, ou qu'ils

sont membres du comité. L'avenir démontrera s'il est possible de donner à ce mouvement une base plus solide en rapport avec le socialisme.

Les revenus et les dépenses pour la propagande dans notre parti (sans compter les frais de la presse) se sont élevés, pendant la période de deux années, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1903, aux montants suivants :

Département	Revenus				Dépenses			
Cierzyn	246	cour.	25	hell.	231	cour.	67	hell.
Cracovie	3,876	»	69	»	3,847	»	51	»
Przemysl	2,218	»	48	»	2,361	»	30	»
Léopole	2,426	»	16	»	2,487	»	50	»
Stanislawow	4,128	»	14	»	4,169	»	28	»
Total	21,895	»	72	»	13,097	»	26	»

Les revenus du comité exécutif destinés à la propagande se sont montés à la même époque à 1,368 couronnes 90 heller, les dépenses à 1,176 couronnes 80 hell. Les dépenses totales du parti pour journaux et brochures s'élèvent annuellement à cent mille couronnes.

TROISIÈME PARTIE

La Pologne Prussienne

Dans la Pologne prussienne les conditions économiques et politiques sont très peu favorables à l'agitation socialiste. Excepté les terrains houillers de la haute Silésie qui forment la continuation des terrains houillers de Sosnowice, la Pologne prussienne est un pays agraire, plutôt féodal-agraire; les classes les plus nombreuses

des campagnards sont formées par des prolétaires ruraux qu'exploitent et oppriment des seigneurs polonais et allemands. Les mauvaises conditions sous lesquelles ils travaillent, décident annuellement des milliers de nos ouvriers à s'expatrier; la plupart d'entre eux se réfugient dans les centres d'industrie allemande. A Leipsig, à Berlin, à Hambourg, à Brême, à Manheim il y a de grandes colonies d'ouvriers polonais; dans les contrées industrielles de la Westphalie les ouvriers polonais immigrés forment dans quelques villes la plus grande partie de la population. Il va sans dire que ce sont toujours les gens les plus énergiques qui se décident les premiers à s'expatrier. Par là, ceux qui sont restés au pays se voient privés de leurs meneurs naturels, tandis que les expatriés, transportés brusquement dans un milieu étranger, reculent tout d'abord; ce n'est que peu à peu qu'ils deviennent aptes à être accessibles aux idées socialistes.

Au point de vue politique cependant la Pologne prussienne appartient au royaume de Prusse — à ce royaume de Prusse où le droit de suffrage pour le « Landtag » dénonce brutalement le gouvernement oligarchique; à ce royaume de Prusse qui traite à l'état de serfs les ouvriers cultivant les terres des seigneurs, grâce aux règlements sur les droits et les devoirs du domestique qui punissent le gréviste, mais qui permettent au propriétaire foncier ou à son employé de châtier l'ouvrier corporellement; — à ce royaume de Prusse dont la liberté de la presse, les droits de réunions et d'association est imbu d'un esprit très réactionnaire et est maintenu ainsi par des juges serviles. Seuls les prolétaires unis des grandes villes et des centres d'industrie

peuvent contrebalancer cette oppression; à la campagne et dans les petites villes de la Prusse tout est soumis à l'autorité du seigneur ou du commissaire de la police. Il en est de même chez nous. Ajoutons qu'il est punissable de parler une autre langue que celle du seigneur. La Prusse, ce soi-disant pays cultivé, considère comme un de ses devoirs les plus sacrés celui de déraciner systématiquement la langue polonaise, la langue maternelle de trois millions et demi de citoyens prussiens. Ce que la Prusse qui passe pour un pays constitutionnel effectue sous ce rapport est presque digne du despotisme russe.

Le « Landtag » de Prusse a voté des centaines de millions de marks pour chasser les Polonais de leur sol natal et pour leur substituer des colonistes allemands attirés exprès, quoique en réalité l'Allemagne industrielle ne demande pas d'établissements pour ses indigènes. Dans les affaires judiciaires et officielles c'est toujours le villageois et l'ouvrier polonais qui ont tort, car l'emploi de la langue maternelle est considéré comme une transgression de la loi. Par là le prolétaire polonais perd presque tous ses droits, car il se trouve hors d'état de donner aux employés et aux juges des explications claires et précises. Mais l'obligation de prêter serment dans une langue étrangère expose les plus honnêtes gens au danger perpétuel d'être fourrés en prison pour parjure. Dans toute la Pologne prussienne, il n'existe non seulement aucune université polonaise, mais pas un seul lycée polonais non plus; les écoliers polonais qui font leurs études à des lycées allemands sont punis de prison quand ils étudient l'histoire et la littérature polonaises. Les écoles du peuple ne répon-

dent absolument pas à leur but, car dès le commencement les instituteurs se servent de la langue allemande, complètement incompréhensible aux enfants. Ainsi l'instruction se réduit à une étude machinale de phrases et de mots allemands; des coups de bâton suppléent à l'insuccès de l'enseignement. Ce qu'on appelle actuellement dans la Pologne prussienne des écoles du peuple ce sont des maisons de correction pour des milliers d'enfants innocents. Celui qui donne à ces enfants des leçons particulières de polonais est puni de prison. De cette manière on cultive une race d'ignorants; à présent déjà plusieurs jeunes gens ne savent lire ni le polonais, ni l'allemand. Un autre fléau pour la population polonaise, ce sont les proscriptions arbitraires. Un Polonais de Varsovie ou de Cracovie qui séjourne à Posen ou à Katowice est aux yeux de la bureaucratie prussienne un étranger dangereux, dangereux uniquement parce qu'il est Polonais; le soi-disant intérêt de l'Etat prussien ordonne de proscrire de pareils étrangers en masse, quand même ils n'auraient commis aucun acte punissable.

Sous plusieurs rapports ces persécutions arrêtent le progrès du parti ouvrier. Tout d'abord le développement intellectuel du peuple menace de descendre à un niveau excessivement bas. En second lieu, les nombreux ouvriers polonais qui sont par hasard nés de l'autre côté des frontières sont exilés au moment où le seigneur ou le directeur de la frontière n'a plus besoin d'eux, ou dès qu'ils osent poser quelques conditions. De cette manière il s'est créé une catégorie d'ouvriers sans défense devant la loi et qui ne réussiront à trouver du travail qu'avec une conduite exemplaire. Troisième-

ment les socialistes qui, dans les centres de culture et d'industrie polonaise, ont acquis assez de savoir pour pouvoir servir d'instructeur et de meneur à leurs frères de la Pologne prussienne, ne sauraient faire de propagande dans ce pays, parce qu'ils seraient tout de suite exilés comme étant des étrangers dangereux, ou livrés à la Russie. Quatrièmement la peine qu'on se donne pour organiser les ouvriers ou les instruire dans les théories socialistes se heurte à une résistance opiniâtre de la police ou des autorités, dès qu'il s'agit d'ouvriers polonais. N'a-t-on pas vu un commissaire de police, un Prussien, défendre une réunion polonaise, uniquement parce qu'il ne savait pas lui-même le polonais ! ! En dernier lieu cette persécution — à laquelle se joignent les effets d'intolérence religieuse, notamment l'oppression des catholiques polonais par les Luthériens prussiens qui ont l'avantage de voir leur religion proclamée celle de l'Etat, cette persécution attire l'attention du peuple non sur ses intérêts économiques mais sur la défense de leurs droits et de leur patrie contre les Allemands qui se conduisent comme des tyrans querelleurs et orgueilleux. Mais cette circonstance est une barrière presque insurmontable au développement de l'esprit des classes.

Dans la Haute-Silésie il y a encore ceci : le terrain houiller est situé près des frontières, par conséquent dans une contrée où, selon la conception de l'Etat militaire de la Prusse le prétendu intérêt d'état justifie les actes les plus arbitraires. La liberté de réunion n'existe pas, la liberté de former des ligues n'existe pas, la liberté de la presse n'est que la liberté d'expier chaque article de journal par une semaine de prison. C'est à

qui enfreindra le plus la loi, des juges de la Haute-Silésie ou des juges russes. Du reste, ce n'est qu'un prétexte pour justifier ces actes arbitraires que de vouloir défendre les frontières : en réalité les commissaires de police prussiens et les officiers des gendarmes russes sont très liés ensemble, et c'est la volonté de ces derniers qui fait la loi. La déportation du socialiste russe Kalajeu en est la preuve. D'autre part, la concentration énorme de la propriété foncière dans la Haute-Silésie, y compris la propriété des houillères et des fonderies, augmente encore la dépendance absolue de centaines de milliers de prolétaires polonais en face de quelques dizaines de magnats et de capitalistes allemands, à qui appartient presque tout le pays. L'ouvrier qui a été chassé des mines comme étant révolutionnaire peut-être sûr de ne trouver du travail nulle part, dans la Haute-Silésie.

De tout ce qui précède il s'ensuit que, quoiqu'il y ait déjà vingt-trois ans que des fugitifs de Varsovie aient semé dans la Haute-Silésie les germes du socialisme, notre propagande n'a pas encore eu beaucoup de succès. Jusqu'ici ce n'est que dans les terrains houillers que nous avons à signaler quelques succès réels. Là, un organe de notre parti, la « Gazeta Robotnicza » (Journal des ouvriers) paraît deux fois par semaine avec un tirage de 1400 exemplaires, et court sans cesse le risque de poursuites judiciaires.

Pour les élections au Reichstag de l'année 1903, il s'est établi, tout aussi bien dans la province de Posen que dans celle de la Haute Silésie, un accord entre le socialisme allemand et celui de la Pologne prussienne pour une communauté de travail. Par suite de cet accord ce

furent des membres du parti socialiste qui se portèrent candidats dans cinq départements électoraux de la province de Posen et dans trois de la Haute Silésie. 13,500 votes ont été émis sur le nom de ces huit candidats. Dans tous les autres départements électoraux de la Pologne prussienne et de l'Allemagne nos partisans votèrent pour les candidats des socialistes allemands. Dans plusieurs départements de l'Allemagne occidentale, les votes émis par les ouvriers polonais contribuèrent en effet à faire triompher les candidats socialistes; ceci est surtout le cas pour les départements électoraux des terrains miniers en Westphalie.

Parmi nos propres candidatures, je dois signaler celle de Kattowice. Là, notre fidèle partisan, le menuisier Franz Morawski, était notre candidat. Pour le moment, il est en prison pour deux ans et il ne put donc pas prendre part aux élections. Du reste, des poursuites en tout genre avaient beaucoup amoindri les rangs de nos agitateurs.

Néanmoins, 10,000 votes furent émis pour Morawski. Même il s'en est fallu de peu que dans ce département électoral qui, depuis la fondation de l'empire allemand, est incontestablement du parti du Centre, c'est-à-dire, des cléricaux allemands, il y eut eu ballotage entre notre candidat et celui du Centre. En ce cas, notre partisan eut sans doute remporté la victoire, vu que le troisième parti, les démocrates polonais, étaient disposés à voter pour lui, s'il y avait ballotage. Mais les démocrates avaient un candidat très populaire, le meneur de leur parti, le mineur Korfanty. Korfanty parvint à avoir une avance de quelque cent voix sur notre partisan emprisonné. Là dessus les comités électoraux

réunis des socialistes polonais et allemands, dont notre partisan Frabalski était le président, présentèrent à Korfanty les conditions traditionnelles; comme il y souscrivit, nous votâmes pour lui. Ainsi Korfanty entra au « Reichstag ». Les propriétaires des mines et les cléricaux entrèrent dans une violente colère; les ouvriers au contraire applaudirent parce que le département électoral du parti du Centre avait enfin été arraché à ce groupe de capitalistes hypocrites et insolents. Cependant, quand on considère froidement les faits, on ne peut voir qu'un progrès très relatif, dans la substitution d'un clérical allemand par un chauvin polonais qui professe des théories démocratiques et réformistes bien précaires. Espérons que la prochaine fois ce département électoral élira un socialiste polonais.

La situation politique en France

RAPPORT POLITIQUE

Pour la clarté du bref exposé de l'action politique de notre parti, il est indispensable de remonter aux origines de sa formation, en rappelant d'un mot les événements qui amenèrent la scission dans le socialisme organisé de notre pays.

Jusqu'à la crise intérieure, née, en 1898, d'une coalition hétérogène, mais fortement unie et très menaçante, de tous les éléments de réaction politique et sociale coalisés dans une action commune contre la démocratie française, l'ensemble des organisations et des groupements socialistes vivaient côte à côte, distincts, mais en bons rapports d'action politique et de propagande. Les élus travaillaient en commun dans les assemblées délibérantes où ils exerçaient une action considérable, et les représentants du parti de toute nature, délégués de groupe ou de syndicats, poursuivaient en toute cordialité l'œuvre de diffusion de l'idée socialiste.

La crise de 1898 vint troubler cette harmonie. Le péril couru par les institutions républicaines, l'attitude arrogante prise par le haut commandement militaire, l'éventualité d'une contre-révolution, suscitée par l'exaspération des sentiments chauvins redevenus tout-

puissants dans une partie de la population française, ne parurent pas à quelques-uns un motif suffisant pour se rapprocher des fractions démocratiques désemparées, et opposer une force de défensive républicaine à la conspiration nouée par la réaction féodale et militaire autour de l'affaire Dreyfus. D'autres au contraire pensèrent que l'abstention du parti socialiste, à une heure aussi décisive et pleine de dangers pour l'avenir de la civilisation, constituerait un suicide; et ils se lancèrent résolument dans le mouvement de protestation et d'agitation contre un ensemble de forfaits dont la révélation au jour le jour en même temps qu'elle déshonorait le commandement militaire, passionnait la conscience du monde entier.

Cependant, la crise s'aiguisait. La faction clérico-césarienne croissait en nombre, en audace et en tentatives de toute nature. A Paris et dans nombre de villes, elle s'emparait de la rue où elle bafouait le gouvernement de la République. Sous la pression des événements et aussi sous les provocations des bandes antisémites et militaristes, acclamant des généraux ouvertement rebelles, une entente dut s'établir entre les diverses fractions socialistes, pour résister, le cas échéant, à un coup de force que l'attitude du haut commandement faisait redouter. Un Comité, dit d'abord de vigilance, ensuite d'entente, fut institué, dans lequel toutes les fractions étaient représentées. Mais l'accord ne se fit pas entre elles sur l'action à entreprendre pour faire face aux difficultés d'une situation de plus en plus critique.

Sur ces entrefaites, M. Waldeck-Rousseau constitua un ministère dans lequel Millerand, membre du groupe

socialiste parlementaire depuis sa fondation, accepta le portefeuille du ministère du Commerce. Cet événement considérable aggrava encore les divergences de vues entre ceux qui étaient intervenus dans le conflit politique et les partisans de l'abstention. Toutefois, un *modus vivendi* s'établit dans un Congrès tenu à Paris en 1899, le premier où toutes les fractions socialistes étaient représentées pour la première fois depuis 1882, et où les partisans de la participation socialiste à l'action politique sous toutes les formes furent en majorité. Un Comité général fut institué, qui remplaça le Comité d'entente, auquel toutes les organisations envoyèrent des délégués. Les luttes intestines continuèrent à passionner les représentants des deux tendances au sein de cet organisme central. Le conflit eut un écho retentissant au Congrès international tenu à Paris l'année suivante, en 1900. Le citoyen Kautsky y présenta une motion de caractère transactionnel, acceptée par les partisans de l'action socialiste sous toutes ses formes et repoussée par ceux qui manifestaient une opposition irréductible pour ce qu'ils appelaient une tactique nouvelle et déviatrice. Elle fut votée à une majorité considérable par le Congrès international. Mais, à l'issue de ce dernier, un Congrès du socialisme français se réunit, au cours duquel le parti ouvrier se retira de l'unité socialiste. Le parti socialiste révolutionnaire (ancienne fraction blanquiste) continua de délibérer avec nous. Mais, au Congrès de Lyon, cette fraction se retira à son tour et alla rejoindre le parti ouvrier. La majorité du Congrès de Lyon se forma alors en « Parti socialiste français », composé de fédérations autonomes départementales, dont les délé-

gués formaient à Paris l'organisme central, sous le nom de « Comité interfédéral ».

L'année suivante, le Parti socialiste français se réunit à Tours, où il élabora une déclaration de principes et un programme minimum. Jusque-là, sa profession de foi avait tenu dans une formule très brève, arrêtée, dès 1898, entre toutes les fractions qui avaient composé le Comité d'entente. La voici : « Entente internationale des travailleurs; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe, pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste. » L'adhésion à cette formule donnait accès antérieurement dans le parti socialiste. Elle était donc, comme nous l'avons dit, commune à toutes les organisations socialistes françaises, et notre parti l'avait conservée. Les divergences de vues et les écarts considérables qui s'étaient produits dans les discussions auxquelles avait donné lieu son interprétation nécessitaient un exposé doctrinal et tactique, l'explication des motifs d'ordre théorique et contingent, pour lesquels, tout en restant rigoureusement fidèles à la formule socialiste commune à tout le socialisme français, nous différions avec eux de conduite dans l'interprétation que nous en faisions. De là la déclaration de principes élaborée à Tours en 1902, et qui indique pour quelles raisons et dans quel sens le Parti socialiste français a formulé dans ses congrès la règle et le but de son action dans les termes que je viens de citer.

Après ce court rappel des événements qui ont marqué l'histoire du mouvement socialiste français — et nous avons écarté de notre historique tout ce qui pouvait être

matière à récrimination ou à polémique, — nous devons brièvement exposer notre action et ses résultats.

L'action du Parti socialiste français s'inspire à la fois des nécessités d'ordre politique et économique que le mouvement socialiste français a toujours trouvées devant lui inextricablement liées. Car le mouvement socialiste a toujours eu en France un double caractère : il a été démocrate et républicain, autant que prolétarien et expression économique d'une classe. Ou plutôt les intérêts de la classe prolétarienne n'ont trouvé leur satisfaction que dans les progrès de la démocratie, dont les fluctuations ont marqué celles des progrès réalisés par le prolétariat. C'est dans et par la démocratie que la classe prolétarienne a pris conscience d'elle-même. Tous les avantages sociaux et économiques arrachés à la classe patronale et capitaliste ont constitué autant des victoires politiques que des victoires économiques, parce que c'est la même classe capitaliste qui tient en échec la démocratie depuis un siècle et que les triomphes de celle-ci ont marqué les défaites de celle-là. Les crises politiques que notre pays a traversées, depuis la Révolution française, les réactions formidables qui se sont abattues sur lui, ont toujours provoqué dans notre histoire, à la fois un temps d'arrêt dans le développement de la démocratie et un temps d'arrêt souvent fort lent à réparer, dans le développement des droits de la classe ouvrière et de ses conquêtes. Le mode de répartition de la propriété entre les diverses catégories de possédants français explique en partie ce parallélisme constant du progrès démocratique et du progrès social. Ce mode de répartition ne produit pas, en effet, au sein des classes possédantes les antagonismes économiques,

les rivalités de revenus qui, en Angleterre, mirent tant de fois aux prises capitalistes fonciers et capitalistes industriels ou financiers, et qui, à travers les rancunes et les représailles déchaînées à l'intérieur des possédants, permirent à la classe ouvrière de conquérir un ensemble d'avantages économiques, sociaux et politiques, en s'appuyant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre des deux grands partis capitalistes qui détiennent le monopole du pouvoir. En France, le bloc des grands intérêts capitalistes a surtout pour expression, non point deux partis qui se disputent alternativement le pouvoir, mais l'ensemble du parti réactionnaire proprement dit. Et jamais, au cours des périodes de compression politique, le prolétariat n'a retiré de l'avènement du parti conservateur un avantage quelconque, comme cela s'est vu souvent dans l'histoire du prolétariat anglais. Au contraire : le parti conservateur français professe la doctrine économique la plus orthodoxe en matière de rapports sociaux. S'il intervient pour réglementer la production, c'est toujours dans un sens unilatéral, jamais dans le sens d'une limitation imposée à l'exploitation désordonnée des travailleurs. Même quand le parti conservateur est exclu du pouvoir, le grief constant qu'il fait à la démocratie est de surexciter, par ses complaisances et ses faiblesses envers la classe ouvrière, des espérances égalitaires au cœur des masses et de préparer ainsi la destruction de l'ordre social.

Nous ne voulons point dire par là que les diverses fractions du parti républicain soient l'expression politique de la classe ouvrière. Mais ce parti très mêlé est, à un degré beaucoup moindre, l'expression des intérêts capitalistes. Ses origines mêmes, comme ses tendances

générales, le contraignent à s'appuyer sur la masse de la nation, à faire appel à l'ensemble des classes qui ne vivent pas exclusivement de profit capitaliste, à tenir compte de la classe ouvrière, à laquelle ils doivent donner des commencements de satisfactions pour leurs revendications les plus immédiates et les plus urgentes. De là les rapports plus ou moins étroits entre le socialisme et les fractions avancées de la démocratie. Celles-ci, à proprement parler, sont l'antinomie vivante qui gît au fond de la société contemporaine, antinomie qui apparaît, dans l'ordre idéologique et concret, dès l'aube des temps modernes, dès la proclamation des Droits de l'homme. Celle-ci, en effet, considère abstraitement égaux tous les individus du corps social; elle reconnaît, comme dit notre Déclaration de principes, votée à Tours, les prolétaires aptes à participer au gouvernement, elle institue le communisme de pouvoir politique qu'est le suffrage universel, tandis que, dans l'ordre économique, c'est une minorité de fait qui exploite, administre et dirige, à son profit exclusif, la communauté productive. Cette contradiction est vivement ressentie dans les milieux démocratiques où le socialisme, en la mettant en lumière, recrute ses adhérents. Car c'est surtout d'ouvriers et de paysans intellectuellement émancipés, pour qui le progrès démocratique doit se traduire en avantages sociaux et économiques de tout ordre, que se compose la clientèle des fractions avancées de la démocratie. Cette clientèle constitue, peut-on dire hardiment, l'armée toute prête de demain, tandis que la clientèle des partis réactionnaires est formée d'une masse amorphe d'ouvriers et surtout de paysans dans un état de dépression, de misère intellec-

tuelle et morale qui rendra très difficile son organisation, avant le stade transitoire de la démocratie. Et c'est pour toutes ces raisons et bien d'autres, qu'il serait trop long d'énumérer ici, que le socialisme est resté en rapports étroits avec les milieux démocratiques.

Il n'est donc pas vrai de dire, comme on le fait trop souvent, que le Parti socialiste français, en s'associant à la politique de défensive républicaine des partis démocratiques, bientôt transformée par lui en une offensive politique sociale résolue contre les entreprises des partis rétrogrades, un instant assez forts pour mettre en péril les institutions populaires, ait inauguré une politique nouvelle. La participation du parti socialiste à l'œuvre politique des partis démocratiques n'est pas une innovation. Sans remonter à des périodes d'histoire antérieures au mouvement socialiste contemporain, il me suffira de rappeler qu'en 1895, au moment où ne s'était pas encore produite la scission rappelée plus haut, l'ensemble du parti fut unanime à reconnaître la nécessité de prêter son concours au Cabinet Bourgeois. Les événements faisaient que ce Cabinet avait à lutter contre l'ensemble des forces conservatrices, appuyées sur cette fraction du parti républicain que le caractère de plus en plus accentué imprimé par les socialistes à la démocratie rejette hors de la République et solidarise de plus en plus avec les réacteurs. En cette circonstance, le parti socialiste n'hésita pas à soutenir ce Cabinet de ses votes dans la Chambre et de sa parole dans le pays. Son avènement avait été le signal du désarmement des hostilités gouvernementales contre lesquelles nous avions à nous défendre jusque-là, et cela suffit pour légitimer aux yeux du socialisme français tout entier le

concours de notre parti au ministère de cette époque.

Combien plus justifiée est aujourd'hui, à nos yeux, notre coopération avec les fractions avancées de la démocratie, dans la lutte entreprise contre les puissances d'oppression sociale et intellectuelle avec lesquelles la démocratie est aux prises !

Nous avons dit plus haut que le caractère du mouvement socialiste en France a toujours été double : politique et social, républicain et prolétarien; nous aurions dû ajouter : et anticlérical. La démocratie française, en effet, a toujours trouvé devant elle, pour enrayer son développement, condamner ses aspirations et opposer une résistance souvent victorieuse à ses tentatives d'organisation de la République, une puissance très forte, tant par les richesses dont elle dispose, que par l'influence qu'elle exerce. Cette puissance, c'est l'Eglise catholique. L'Eglise catholique, depuis un siècle, a eu la main dans tous les mouvements de réaction qui ont arrêté le développement de la démocratie et l'ascension du prolétariat. Confession dominante sans rivale, elle n'a cessé, à aucune époque, d'être une puissance d'asservissement économique et intellectuel du prolétariat, de coopérer étroitement avec les classes possédantes à river au joug de l'exploitation capitaliste et de l'obéissance résignée, les masses ouvrières par elle exploitées ou assouplies à l'exploitation. Grâce aux services d'assistance et de solidarité sociale qu'elle a accaparés au cours du dix-neuvième siècle, elle était et elle reste, là où l'action politique de ces derniers temps n'a pas encore produit tous ses effets, détentrice de moyens de production considérables; elle exploite sur une large échelle la femme et l'enfance ouvrière avec une intensité qui

s'est exercée, en dehors de ses préoccupations légitimes de consolider les institutions démocratiques qui sont pour le prolétariat l'instrument de pénétration et de modification de la société capitaliste, à créer un milieu politique propice au développement de l'organisation ouvrière, à faire voter par le Parlement ou à faire appliquer par les ministres compétents, dans la limite de leurs attributions, un ensemble de mesures de nature à améliorer les conditions de la vie prolétarienne.

Le mouvement syndical ouvrier a reçu en effet une impulsion très vive du fait que les syndicats, s'ils étaient toujours pour le patronat l'ennemi, les ouvriers syndiqués des suspects, parfois des révoltés que traquait le chef d'industrie, du moins les vexations administratives et les entraves gouvernementales de toute nature ne venaient point s'ajouter aux difficultés que le patronat opposait au fonctionnement des organisations ouvrières. Celles-ci, d'ailleurs, recevaient, dans l'industrie privée, un encouragement direct et précieux de l'exemple donné dans les nombreux services publics, où les ouvriers et les fonctionnaires se syndiquaient pour grouper leurs revendications et les porter devant l'autorité gouvernementale. Ouvriers des villes, du département et de l'Etat, dans les administrations importantes ou les ateliers d'industrie tels que les postes et télégraphes, les ateliers et arsenaux de la marine, de la guerre, se sont constitués, en effet, presque partout, sur le modèle des organisations ouvrières proprement dites, ce qu'ils ne pouvaient faire avant.

Ce groupement des ouvriers et employés de l'Etat est d'autant plus intéressant à signaler qu'il s'est effectué à travers mille difficultés contre lesquelles ont à lutter,

non seulement ses bénéficiaires, mais même le gouvernement qui les favorise, car ce n'est pas en un jour qu'on modifie les pratiques et les préjugés d'un personnel administratif à qui la situation que leur font les droits acquis de leurs fonctions et la complexité infinie des menus détails permettent de contrecarrer et souvent d'annihiler sur plus d'un point les volontés les plus formelles du pouvoir exécutif. Il y a deux ans, les réclamations collectives du personnel de l'Etat étaient tenues pour des actes de révolte. Les nouveaux ministres ont beau envisager autrement la situation, reconnaître les syndicats, proclamer la légitimité des groupements formés par les ouvriers et employés des villes et de l'Etat, les intermédiaires entre le ministre et les travailleurs, les directeurs de service, voient dans l'existence de ces groupements une atteinte à leur autorité, une diminution de leur importance hiérarchique et il faut souvent recourir à l'autorité du ministre pour les contraindre à s'incliner devant le fait accompli. C'est ainsi que, récemment, au ministère de la Guerre, des licenciements ayant été rendus nécessaires par le ralentissement de l'activité productrice de certains ateliers, le ministre décida que les ouvriers syndiqués dresseraient eux-mêmes la liste des congédiements. On comprend quelle force et quel encouragement constitue pour l'organisation ouvrière une reconnaissance ainsi formulée de l'organisation ouvrière dans les ateliers publics.

Toutefois, à raison de difficultés que crée au fonctionnement des syndicats le mauvais vouloir sournois des chefs de service et afin de légaliser une situation de fait, qui n'a pour garantie que la bienveillance du

gouvernement actuel, les socialistes ont fait élaborer par la Commission du travail de la Chambre un projet de loi qui étend les facultés d'association et d'organisation ouvrière contenues dans la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Le nouveau projet, auquel le gouvernement a donné sa pleine adhésion et dont le rapporteur est un ancien ministre, M. Barthou, accorde aux employés et ouvriers des administrations publiques le droit de se grouper en syndicats. Avec le vote et l'application de ce projet disparaîtront les tâtonnements et les oppositions mauvaises que cette catégorie considérable de la classe ouvrière rencontre dans ses efforts d'organisation auprès des supérieurs hiérarchiques.

C'est là un résultat d'apparence minime; en réalité, dans une société aux besoins collectifs aussi multiples que ceux de la société contemporaine, le sort des employés et ouvriers de l'Etat constitue un étalon, un *Standard of life* auquel les ouvriers de l'industrie privée tâchent de s'élever. Les encouragements reçus par les syndicats de producteurs des services publics sont un stimilant pour les autres organisations, un exemple et un encouragement direct à les imiter, un appui moral pour revendiquer l'exercice des mêmes droits et conquérir les mêmes conditions de travail.

Car des modifications importantes ont été introduites non seulement dans l'ordre syndical, par le gouvernement, mais encore dans l'ordre des salaires, de la durée du temps de travail, etc. Au ministère du Commerce, la journée de huit heures a été expérimentée et appliquée ensuite. Les ministres de la Guerre et de la Marine ont suivi dans cette voie, et, à cette heure, la journée de travail est réduite à neuf et huit heures, indépendam

ment des avantages de salaires concédés, dans nos ateliers et arsenaux qui occupent des milliers d'ouvriers. D'autre part, les villes ont reçu la latitude qui leur était contestée avant, d'introduire dans les cahiers des charges, imposés aux entrepreneurs dans les adjudications publiques, des clauses protectrices du travail quant au salaire, à la durée de la journée, etc. ; de telle sorte, que dans les cités industrielles, dans les grandes villes où le socialisme est en majorité, là, où sans être la majorité, il exerce une influence sur la démocratie contrainte de tenir compte de ses revendications, une masse d'ouvriers seront appelés à jouir d'avantages qui constitueront pour le restant du prolétariat un but immédiat à poursuivre et un stimulant à obtenir les conditions de travail réalisées déjà dans les entreprises privées de travaux publics de toute nature.

Ces avantages divers sont d'ordre en quelque sorte purement administratif bien qu'ils rendent difficile à un gouvernement réacteur de revenir dessus. Mais ils ne sont pas les seuls et sur le terrain législatif, nos efforts ont également abouti à des résultats importants. C'est ainsi que les bureaux de placement qui étaient le fléau des ouvriers chômeurs dans les villes ont été supprimés, qu'on a amélioré la loi sur les accidents, voté à la Chambre des lois d'assistance aux vieillards, des lois pour protéger l'enfance abandonnée, etc. A l'heure actuelle, un projet de retraites ouvrières, auquel le gouvernement a donné son adhésion et qui nécessitera dès le début pour la charge contributive de l'Etat une dépense de 80 millions, destinée à s'accroître et à s'élever jusqu'à 300 millons par an, est sur le point de venir en discussion dans la session qui va s'ouvrir. Avec le con-

cours du gouvernement acquis à cette réforme, on peut espérer qu'elle sera votée définitivement avant la fin de la législature.

L'effort le plus considérable a été fait sur le terrain de la journée de travail, réduite à une durée légale de dix heures par une loi votée dès 1901. Mais là notre œuvre n'est pas terminée. Le patronat s'efforce à tourner la loi et il est malheureusement soutenu dans son œuvre de résistance par nos tribunaux. Les milieux judiciaires sont, en France, les plus réfractaires à l'intervention légale dans les rapports économiques, et la jurisprudence des tribunaux, en matière sociale, presque toujours en retard sur son époque, méconnaît trop souvent les intentions les plus formelles des législateurs. Il y aura lieu, sur ce point, de revenir à la charge afin de contraindre par un texte plus rigoureux, patronat et tribunaux à respecter la limitation instituée en 1901. L'effort du parti socialiste devra être d'autant plus grand que dans la clientèle radicale, à côté des paysans et des ouvriers qui forment le gros du corps électoral démocratique, se trouvent de petits chefs d'industrie, de petits entrepreneurs que la réglementation industielle indispose. Toutefois, le parti socialiste est bien décidé à redoubler de zèle pour obtenir satisfaction et étendre à toute l'industrie la limitation de la journée.

Enfin, nous devons signaler parmi les résultats acquis, l'état d'esprit qu'ont créé dans notre pays la participation des socialistes à l'affaire Dreyfus, leur propagande antimilitariste et la diffusion des idées de désarmement et de fraternité des peuples. Il y a cinq ans, comme nous l'avons signalé plus haut, la France était la proie de passions chauvines; les journaux à fort tirage

surexcitaient les défiances nationales, exploitaient les souvenirs de nos défaites, et une effervescence belliqueuse se manifestait partout. En poursuivant les mensonges du commandement militaire et de leurs partisans, en dénonçant leurs fraudes, nous avons pu réfréner les mauvais instincts du nationalisme déchaînés, nous élever contre la guerre, propager les idées de paix et de désarmement, demander et obtenir la réduction du service militaire à deux ans. Là-dessus, les deux Chambres sont d'accord, sauf sur des points de détail qui seront aisément conciliés avant la fin de l'année. C'est là un événement considérable, car il montre que la participation du socialisme à l'œuvre politique de la démocratie, loin d'entraver sa propagande, la facilite.

Une fraction de notre parti, en effet, tout en s'inclinant devant ses décisions, redoute que les contingences quotidiennes, les accords provisoires journellement conclus avec nos voisins pour l'obtention de tel résultat partiel soient de nature à faire trop souvent perdre de vue l'idéal qui nous est proposé, la transformation totale de la propriété qui est le desideratum suprême de notre pensée, la démarcation qui sépare forcément le parti de classe qu'est le parti socialiste des autres partis bourgeois.

Ces appréhensions sont légitimes, et il est excellent qu'elles se manifestent, car elles nous sont un rappel incessant à l'objet et au but pour lesquels notre action s'exerce. Mais nous pouvons affirmer que dans la pensée de ceux qui attachent le plus grand prix. même si l'on veut un prix exagéré aux avantages locaux ou partiels de notre politique, celle-ci n'a de valeur à leurs yeux que parce qu'elle leur permet d'atteindre plus sûrement

la réalisation du haut idéal de civilisation supérieure que poursuit le socialisme. Cet idéal, ils y restent fidèles, ils l'affirment dans toutes les circonstances, et la victoire remportée sur le chauvinisme, que je signalais plus haut, indique assez qu'ils ne reculent pas devant les difficultés les plus ardues, car le préjugé militariste et nationaliste qu'ils sont parvenus à dissiper suffisamment pour abaisser la durée du temps de service militaire, était le plus tenace, le plus difficile à déraciner. Bien loin donc de renoncer à exposer toute la doctrine socialiste, nous nous attachons à lui recruter des adhérents de plus en plus nombreux, en même temps que de lui préparer le terrain favorable à son éclosion et à son épanouissement.

Telle a été notre œuvre pendant ces quatre ans. L'idée socialiste est en progrès. Les résultats obtenus ont fortifié les courages, élargi les espoirs et donné confiance dans l'avenir.

Au nom du groupe parlementaire socialiste et du Conseil national,

GUSTAVE ROUANET.

Le Mouvement socialiste en France

En 1898, au mois d'octobre, en pleine effervescence nationaliste, alors que, malgré l'opposition des antisémites et des cléricaux, malgré les manœuvres des jésuites et du président de la République, M. Félix Faure, la Cour de Cassation allait être chargée de la revision du dossier du procès Dreyfus, à l'époque où, encouragés par la police gouvernementale, les réactionnaires de toutes sortes prétendaient faire la loi, alors que la France était secouée par une crise profonde due à l'oligarchie militaire, au moment même où, d'une part, l'Etat-Major, acculé et prêt aux pires violences, cherchait son salut dans un coup de force, et que, d'autre part, l'armée au service des gros entrepreneurs de travaux publics mettait Paris en état de siège et mettait tout en œuvre pour étouffer dans le sang des travailleurs la grève qui allait de jour en jour en augmentant, gagnant les corporations, commençant chez les terrassiers pour s'étendre aux ouvriers du bâtiment, puis aux travailleurs des chemins de fer, les socialistes comprirent la nécessité de réunir en un faisceau compact, toutes les forces prolétariennes et de s'unir en un effort commun pour le salut de la République.

Le 16 octobre 1898, parut dans la presse socialiste un appel du Conseil national du Parti ouvrier français, convoquant les quatre organisations socialistes natio-

nales, y compris l'Alliance communiste, la Fédération républicaine socialiste de la Seine et les directeurs des journaux socialistes quotidiens, à une réunion privée, afin, disait l'appel, « de prendre les mesures que comportait la situation ».

Cette réunion conclut à la rédaction d'un ordre du jour protestant contre l'atteinte portée à la liberté des syndicats ouvriers et au droit de grève ; il affirmait que dans les circonstances troublées que traversait la République toutes les forces socialistes se trouvaient décidées et prêtes à faire face à toutes les éventualités

A l'issue de cette conférence fut constitué un comité de vigilance composé de deux membres par organisation ou journal représentés, chargé de convoquer toutes les fois que les événements rendraient utiles ou désirables la délibération et l'action communes des organisations contractantes.

Ce fut le premier pas vers l'unité socialiste.

La crise passée, le danger réactionnaire momentanément écarté, le comité de vigilance devait disparaître ; il crut bon, cépendant, d'achever son œuvre par un appel à la constitution d'un organisme central du parti socialiste, destiné à poursuivre l'œuvre de rapprochement socialiste entre toutes les forces constituées du socialisme militant.

L'union fut ainsi conclue entre les quatre grandes organisations socialistes françaises, c'est-à-dire le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, le Parti socialiste révolutionnaire, auquel s'était jointe l'Alliance communiste, le Parti ouvrier français et la Fédération des travailleurs socialistes de France; elle fut réglée par un Comité d'entente socialiste, Comité permanent chargé

de grouper les forces socialistes d'une façon durable, non pour une action intermittente et partielle, mais pour une action continue, totale, complète.

Mais, dès le début, une difficulté s'offrit aux organisations groupées, car elles ne représentaient pas, à elles seules, tout le prolétariat français organisé; il restait, en dehors de ce Comité d'entente, une quantité considérable d'éléments socialistes, ceux qu'on appelait les indépendants, groupes dispersés, acceptant la formule essentielle du socialisme international, faisant, dans leur région, de l'action socialiste, mais qui, pour des raisons diverses, n'adhéraient pas ou n'adhéraient plus aux organisations nationalement constituées.

Ces éléments, par là même qu'ils ne possédaient pas d'organisme central, ne pouvaient coopérer à l'œuvre commune, et c'est dans cet esprit que le Comité d'entente invita les indépendants à se grouper et à désigner des délégués pour prendre part à ses travaux.

En agissant ainsi, le comité d'entente faisait un nouveau pas vers l'unité socialiste, et préparait les grandes organisations à entrer un jour dans un vaste groupement où toutes les forces prolétariennes françaises travailleraient en commun à la réalisation de leur idéal.

Les indépendants se groupèrent et s'organisèrent, sous le nom de Confédération générale des socialistes indépendants, puis plus tard sous celui de Fédération socialiste révolutionnaire, et vinrent renforcer d'une unité le nombre des organisations nationales françaises.

Dès sa constitution, vers la fin de l'année 1898, le Comité d'entente était averti par les socialistes d'Allemagne d'avoir à se substituer à eux pour procéder à l'organisation du Congrès international, des obstacles

majeurs, ainsi que le prévoyait le Congrès de Londres, les empêchant d'exécuter ce mandat.

Préoccupé d'éviter au futur Congrès les difficultés qui s'étaient manifestées au sein des précédentes assemblées internationales, le Comité d'entente provoqua à Bruxelles, en mai 1898, une conférence entre les représentants des diverses fractions socialistes internationales, qui lui confièrent le mandat d'organiser à Paris, en 1900, le cinquième Congrès international.

Vers cette époque, s'accomplit en France un fait politique d'une extrême gravité, qui devait avoir sa répercussion dans tout le socialisme international et dont les conséquences furent considérables pour le prolétariat français organisé. A ce moment, la question de la participation d'un socialiste dans un ministère bourgeois, posée par le fait même de l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau, faisait l'objet de discussions et de conflits entre les divers éléments qui composaient le Comité d'entente. Il fallait que la question de méthode fût nettement tranchée par le parti socialiste, il fallait qu'il déclare formellement que désormais aucun socialiste ne participera au pouvoir bourgeois ou qu'il décide au contraire qu'un élu peut participer, dans des conditions déterminées et sous des réserves que, seul, l'ensemble du parti pouvait imposer.

Un Congrès général des organisations socialistes françaises fut organisé en décembre 1899 pour trancher cette question et jeter les bases de l'unité socialiste.

Après six jours de discussions ardentes, le congrès, par 818 voix contre 635, décida que « la lutte de classe ne permettait pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois », mais, par 1140 voix contre

240, il déclare que « tout en admettant que des circonstances exceptionnelles peuvent se produire dans lesquelles le parti aurait à examiner la question d'une participation socialiste à un gouvernement bourgeois, toutes les forces du parti dans l'état actuel de la société capitaliste et du socialisme tant en France qu'à l'étranger, doivent tendre à la conquête, dans la commune, le département et l'Etat, des seules fonctions électives, étant donné que ces positions dépendent du prolétariat organisé en parti de classe qui, en s'y installant avec ses propres forces, commence légalement et pacifiquement l'expropriation politique de la classe capitaliste qu'il aura à terminer en révolution ».

Sur la question de l'unité socialiste, il décrétait la constitution du parti au moyen de cinq organisations nationales, des fédérations régionales et départementales autonomes, des syndicats ouvriers adhérant explicitement à la formule du principe socialiste et des coopératives souscrivant aux mêmes principes et consacrant à la propagande socialiste une part de leur trop perçu.

Peu après la tenue de ce premier Congrès, le Comité général fut substitué au Comité d'entente et composé de délégués fournis par les organisations constitutives du parti, proportionnellement à leurs forces.

Il eut, pendant la période qui précéda le second Congrès, à préparer la réunion du Congrès international.

Ce Congrès international aurait pu contribuer de la manière la plus heureuse à l'union des socialistes en France; il avait, en effet, adopté la résolution Kautsky qui exposait si nettement les principes et la tactique du parti, qu'on pouvait croire qu'elle obtiendrait l'adhésion de tous les socialistes de France.

Elle fut combattue cependant par le Parti ouvrier français.

*
* *

Au mois de septembre 1900, à l'issue du Congrès international, se tint un nouveau Congrès des organisations socialistes françaises dans lequel furent jetées les premières bases de l'unification des forces socialistes.

En effet, un courant, provoqué par les fédérations autonomes de province, entraînait vers l'unité socialiste tous les militants que les rivalités des organisations nationales lassaient et qui se rendaient compte du préjudice considérable que la division, l'émiettement des forces prolétariennes, causaient à l'idée socialiste.

Certes, le Comité d'entente avait fait un premier effort vers l'unité; certes, le Congrès de Paris en 1899 avait réalisé un progrès considérable en fondant l'Union centrale, mais ce système ne pouvait produire tous les effets de l'unité véritable, qui ne peut réellement subsister que si les groupes sont eux-mêmes unis dans la commune, la circonscription et le département.

Et c'est l'unité absolue, sans restriction, que le prolétariat français demanda par l'organe de ses délégués au deuxième Congrès de Paris, ainsi que l'indique l'accueil enthousiaste fait à la proposition suivante, présentée par le citoyen Jaurès :

« Le Congrès socialiste proclame que l'unité définitive et entière du parti socialiste doit être réalisée dans le plus bref délai, afin que le prolétariat puisse opposer son unité de classe à tous ses adversaires.

» Le Congrès, affirmant, malgré des divisions passagères, la continuité et la permanence d'action du parti

socialiste, décide qu'un nouveau Comité général sera constitué par une représentation proportionnelle des organisations actuellement existantes, selon le nombre de leurs mandats au présent Congrès.

» Le Congrès décide que ce nouveau Comité général aura pour mandat essentiel de préparer un projet d'unification complète du parti et de le soumettre à un nouveau Congrès convoqué au plus tard dans six mois.

» Le Comité général devra ouvrir sans retard une consultation auprès de tous les groupements politiques et économiques du parti sur le meilleur mode d'organisation et d'unification du parti socialiste, et aussi sur le meilleur mode de convention du prochain Congrès. »

Cette motion fut adoptée à l'unanimité, mais nous devons cependant ajouter que la délégation du Parti ouvrier français avait quitté le Congrès, rompant avec les collaborateurs de la veille et se plaçant ainsi en dehors de l'unité socialiste naissante.

Le Comité général qui suivit le deuxième Congrès national fut constitué comme le précédent sur les bases des statuts du parti votés au Congrès de 1899, c'est-à-dire par représentation proportionnelle des organisations, fédérations autonomes, coopératives et syndicats, adhérents aux principes essentiels du socialisme; cependant la représentation du Parti ouvrier français ne fut pas maintenue, bien qu'il n'ait à aucun moment ignoré qu'il ne tenait qu'à lui de venir prendre sa place auprès des autres délégués.

Le nouveau Comité général s'en tint au mandat formel et précis qu'il avait reçu du précédent Congrès, et se consacra d'une manière toute particulière à l'étude d'un projet d'unité socialiste, destiné à être présenté

au Congrès national suivant qui se tint à Lyon en mai 1901.

Mais, bien qu'aux termes des décisions prises par le Congrès de 1900, celui de Lyon devait être entièrement consacré à l'étude du projet d'unité socialiste, la majeure partie de ses séances ont été employées à discuter à nouveau la question soulevée par l'entrée d'un socialiste dans le cabinet Waldeck-Rousseau, bien qu'un Congrès national et un Congrès international l'eussent solutionnée d'une façon théorique et générale.

Ce débat amena le départ de la minorité du Congrès, se composant du Parti socialiste révolutionnaire, de l'Alliance communiste et de quelques fédérations autonomes qui ne voulurent pas accepter la décision de la majorité.

Cependant l'œuvre d'organisation socialiste suivait son cours.

A l'issue du Congrès de Lyon, l'unité était non seulement proclamée, mais le plan en était nettement défini.

Ce Congrès donnait au parti une organisation nouvelle, où l'unité se réalisait par le concours des fédérations.

Le Congrès de Tours consacra les efforts d'unité dont le Congrès de Paris de 1899 avait été le prélude, il s'efforça de définir et de commenter les principes et le programme du Parti.

Cette constitution devait être complétée aux Congrès de Tours et de Saint-Etienne.

Et depuis le Congrès de Lyon tout fut mis en œuvre pour aboutir à l'unification des forces prolétariennes.

De toutes parts, des fédérations s'organisaient, des

groupes que d'anciennes relations rattachaient encore aux organisations nationales, rompaient avec elles pour prendre leur part du mouvement fédéraliste.

Moins d'un an après le Congrès de Lyon, un nouveau Congrès réunissait à Tours vingt-huit fédérations départementales ou régionales, auxquelles s'étaient jointes la Fédération socialiste révolutionnaire et la Fédération des travailleurs socialistes de France qui devaient peu après prononcer leur dissolution en invitant leur groupe à adhérer à leur fédération respective.

***

Le Parti socialiste français a pris comme base de son programme la formule doctrinale du socialisme international; il a indiqué l'obligation qu'ont les travailleurs de constituer une organisation économique et un parti politique de classe, distinct de tous les partis bourgeois, pour l'affranchissement de tous les êtres humains sans distinction de sexe, de race ou de nationalité.

Au scrutin de mai 1902, pour le renouvellement des députés, 405,000 suffrages sur 650,000 voix obtenues par les candidats des différentes fractions socialistes, se portèrent sur les candidats du Parti socialiste français.

Trente-deux députés furent élus avec son programme et formèrent au Parlement le groupe socialiste parlementaire.

L'exclusion par leur fédération de deux députés, qui n'ayant pas fait appel au Congrès est devenue définitive, a ramené à trente le nombre des membres du groupe.

***

Depuis le Congrès de Tours, le mouvement socialiste sous la forme de fédérations départementales s'est de plus en plus développé au sein du Parti socialiste français, qui compte à l'heure actuelle trente-neuf fédérations adhérentes dont l'action s'étend sur soixante-huit départements.

Le nombre de groupes, cercles d'études, syndicats et coopératives s'élève à plus d'un millier, et celui de ses membres cotisants atteint pour l'année 1904 le chiffre de 10,000.

Mais ce chiffre est loin de donner le nombre exact de militants du parti, puisqu'il ne fait qu'indiquer ceux qui ont retiré la carte annuelle, alors que si l'on voulait établir une statistique exacte, il nous faudrait ajouter les membres inscrits qui, par pauvreté ou par négligence trop générale en France, ne paient pas leurs cotisations.

Mais nous nous efforçons de réagir contre cette mauvaise habitude et d'avertir nos camarades de toute l'importance qu'offre pour le parti la régularité dans le versement des cotisations.



Le Comité interfédéral, organisme central, qui a succédé au Comité général, est composé à raison d'un délégué par fédération adhérente; il est chargé de l'administration du parti, de l'action et de la propagande.

Réuni au groupe socialiste parlementaire, il forme le Conseil national, dont l'attribution spéciale est de tracer en dehors des Congrès, la ligne politique du Parti socialiste français.

Son organe officiel est un bulletin mensuel qui fait

connaître aux groupes et aux militants les travaux du Conseil national, du Comité interfédéral, du groupe parlementaire et des fédérations. Il les renseigne sur la propagande accomplie et sur le mouvement socialiste international.

En dehors du bulletin officiel, le Parti socialiste français possède en province vingt-deux journaux socialistes, propriétés des fédérations, rédigés et administrés par leurs soins et sous le contrôle de leur Comité fédéral.

Depuis le Congrès de Tours, le Parti socialiste français a tenu ses assises annuelles en 1903 à Bordeaux et en 1904 à Saint-Etienne.

A chacun de ces Congrès, il a constaté un progrès dans l'accroissement rapide des groupes, dans la création de nouvelles fédérations et dans la prise toujours plus considérable des cartes délivrées par le Comité interfédéral.

Les élections municipales dernières qui avaient été précédées et préparées par un Congrès de conseillers municipaux socialistes de France, ont été un succès marqué non seulement pour ses candidats mais pour ceux des autres organisations socialistes françaises, car l'union qui n'avait pu se faire dans le Congrès et par les Comités centraux, fut conclue fréquemment sur des listes communes, grâce à l'entente des militants de chaque fraction socialiste.

Quant aux élections pour le renouvellement d'une partie des conseils généraux et des conseils d'arrondissements, les résultats à l'heure où ce rapport est rédigé ne nous sont pas complètement connus; nous savons cependant par les opérations du premier tour de scrutin, qu'ils s'annoncent pour les candidats

du Parti socialiste français comme devant être satisfaisants, et que bon nombre de nos amis ont pénétré ou vont pénétrer dans les grandes assemblées départementales dont le suffrage universel leur avait jusqu'alors, sauf de très rares exceptions, refusé l'entrée.

*
* *

En résumé, si le Parti socialiste français a obtenu d'importants résultats électoraux, si le nombre de ses groupements augmente sensiblement chaque année, si de toutes parts des fédérations nouvellemeut créées adhèrent à ses statuts et à son programme, cela tient à son esprit de méthode et à sa propagande incessante.

Cela est dû aussi aux résultats appréciables, exposés dans le groupe socialiste parlementaire, dont la classe ouvrière a bénéficié, et aux réformes importantes arrachées à la société bourgeoise qui lui font concevoir de nouvelles espérances et l'encouragent à se grouper, à s'organiser pour devenir une force capable d'imposer ses revendications.

En présence des partis bourgeois inorganisés, le Parti socialiste, quoiqu'il n'ait pu encore éveiller une claire conscience de classe chez les exploités, apparaît comme une organisation forte et prospère, seule capable de vigueur et d'action, dont la puissance sera accrue le jour où l'unité socialiste, si ardemment attendue par le prolétariat tout entier, cessera d'appartenir au domaine des rêves pour pénétrer enfin dans le monde de la réalité.

Pour le Comité interfédéral
et le Conseil national du Parti socialiste français,
Le secrétaire,
ALBERT ORRY.

L'Organisation ouvrière syndicale en Autriche

RAPPORT

L'organisation syndicale moderne date de l'alliance des radicaux avec les modérés en l'année 1889. En 1890, après la fête du 1r mai fort bien réussie, le parti, encore sous le régime exceptionnel, convoqua un congrès à Vienne, auquel prirent part un grand nombre de délégués de tout le pays. Ce congrès s'occupa de l'extension de l'organisation, de la propagande pratique, et prit des résolutions concernant les revendications de la classe ouvrière en matière de législation sociale. C'est grâce à ce travail principiel fait en 1890, que le mouvement syndical a fait depuis 14 ans des progrès très réjouissants.

En 1892, il y avait en Autriche : Unions Centrales et locales : 724 avec 46.606 membres. Dans les syndicats, 584 cercles d'études ouvriers avec 23.737 membres. Ensemble 1308 groupes avec 70.343 ouvriers organisés.

En 1902, on comptait 2.370 unions avec 164.488 membres, *qui tous sont affiliés au parti social-démocrate.*

L'organisation syndicale totale se concentre dans la commission syndicale de l'Autriche, qui tient tous les trois ans un congrès, lequel tranche toutes les questions du mouvement syndical et prend les résolutions à ce sujet. La commission syndicale de l'Autriche dispose de commissions nationales de soi-disant *Kronländer,*

qui sont elles-mêmes dirigées par une quantité de *Vertrauensmänner*, dans les localités industrielles, afin d'étendre l'organisation et de faire la propagande nécessaire.

La commission syndicale de l'Autriche reçoit par membre et par mois *3 Heller* et dispose, d'après cela, d'un budget annuel de 40.000 couronnes.

La commission doit pourvoir aux exigences financières des secrétariats nationaux ; elle subventionne les *Vertrauensmänner* de tout le pays, édite le journal des correspondances : *Die Gewerkschaft;* elle fonde de nouvelles organisations et mène de grandes grèves. *En un mot, la commission syndicale de l'Autriche est le point de cristallisation des idées prolétariennes de solidarité qui se manifestent dans le domaine économique.*

Voici un aperçu des soutiens payés en cas de grève par la commission :

	Recettes		Dépenses
1900	374.580,11		377.568,58
1901	11.239,19		12.589,66
1902	2.292,72		3.163,78
Cour.	388.112,02	Cour.	393.322,02
Solde 1899	5.360,22	Caisse 1902	150,22
	393.472,24		393.472,24

Rapport financier des syndicats

Les données statistiques des recettes et dépenses des syndicats existent depuis 1896, et nous fournissent les chiffres indiqués dans le présent rapport.

Les syndicats, syndicats généraux et cercles d'études

ouvriers, ont effectué les recettes et les dépenses suivantes :

		Recettes :	Dépenses :
1896. . .	Cour.	985.171,76	650.835,46
1899. . .		1.852.440,59	1.738.339,55
1901. . .		2.229.346,21	2.111.082,12
1902. . .		2.617.184,02	2.392.539,77
		7.684.142,58	6.892.796,90

Dépenses pour aides diverses :

Année	Soutiens de voyage	Chômage	Soutien pour malades, invalides veuves et orphelins Frais d'enterrement	Soutiens dans les cas de besoin
1896	25.746,02	102.189,72	140.389,03	12.967,34
1899	77.486,92	268.003,81	400.151,02	24.488,01
1901	96.691,26	377.448,59	538.890,06	40.362,55
1902	151.218,94	360.289,48	485.764,25	65.514,51
Total	351.143,14	1.107.931,60	1.565.194,36	143.332,41

Pour clore le rapport financier des syndicats, signalons encore la puissance pécunière des syndicats de métiers à la fin de décembre 1902. Ils avaient une recette de 3.371.126,63 couronnes ou une augmentation de **521.110,55** sur l'année précédente. De cette somme 2.078.956,15 couronnes incombent aux 10.412 ouvriers typographes et imprimeurs organisés, de sorte que les 78 autres syndicats avec ensemble 125.000 membres ont un pouvoir de 1.292.170,48 cour. savoir : les chapeliers 228.909,90 cour. ; les lithographes 179.032,57 cour. ; les travailleurs du bois 136.280,07 cour. ; les boulangers 58.623,35 cour. ; les ouvriers textiles

53.832,82 cour.; les relieurs 45.701,60 cour.; les métallurgistes 45.204,50 cour.; les employés des caisses de secours 45.420,55 cour. ; les mineurs 43.199,16 cour. ; et les mouleurs 30.444,11 cour. Dans les autres organisations l'encaisse s'élevait à moins de 20.000 cour.

Situation de la presse

La presse syndicale en Autriche a pris une extension considérable de 1894 à 1902. Pour les années 1894, 1896 et 1902, on donne le tableau suivant :

En 1894

16 organes syndicaux allemands			avec tirage de	55.350	ex.
10	—	— tchèques	— —	21.700	—
			Total	77.050	—

En 1896

19	organes	allemands	avec tirage de	84.550	ex.
13	—	tchèques	— —	31.300	—
			Total	115.850	—

En 1902

33	organes	allemands	avec tirage de	101.905	ex.
19	—	tchèques	— —	35.560	—
2	—	polonais	— —	4.850	—
1	—	italien	— —	630	—
			Total	142.945	—

Le tirage de la presse syndicale allemande a donc doublé depuis 1894 et la presse tchèque a augmenté de 4260 ex. depuis 1896. L'organisation polonaise a acquis en l'organe polonais des ouvriers de chemins de fer un nouveau journal de lutte, qui a atteint un tirage respectable.

Pour la commission syndicale de l'Autriche,

A. HUEBER, *secrétaire*.

La Démocratie Allemande en Autriche

Le parti social-démocratique en Autriche est un parti unitaire organisé, avec un programme, une tactique, une exécution et une fraction parlementaire communes.

Il est divisé à cause de la diversité des langues en Autriche en groupes nationaux qui ont chacun un haut degré d'autonomie, et ont en dehors de leur tactique programme et de leur généraux, une autonomie entière d'organisation et d'action. La démocratie autrichienne forme pour ainsi dire une petite internationale, dont la base principielle et pratique est : autonomie nationale et solidarité internationale.

L'organisation centrale autrichienne, comporte les organisations démocratiques Allemande, Tchèque, Polonaise, Italienne, Slave, et Ruthénienne.

Une de nos organisations qui, sous la pression du développement économique et national, fut forcée de s'écarter, maintint sa forme actuelle au congrès de 1897, et s'est conservée entièrement. Dans un Etat qui est en proie aux luttes nationales, le prolétariat socialiste de toutes les nations mène sa lutte avec une solidarité fraternelle, étroitement lié comme une armée prête au combat.

Nous avons à vous communiquer ce qui suit sur la situation de l'organisation allemande en Autriche.

Les quatre années écoulées depuis le dernier congrès

international à Paris en 1900, furent pour le prolétariat autrichien des années de luttes continuelles, dans des conditions défavorables et sur un terrain politique si caractéristique, qu'aucun étranger ne peut bien les comprendre. L'Autriche est un Etat principalement autonome avec sa propre législature, et son propre développement politique et économique, mais relié à la Hongrie par un traité nuisible aux deux pays, et formant ainsi l'empire d'Autriche-Hongrie.

Ce lien, qui devient de plus en plus, autant pour l'Autriche que pour la Hongrie, une chaîne dangereuse, marche vers sa rupture sous de grandes difficultés et il n'y a plus que la dynastie d'Habsburg et les plus grands réactionnaires qui s'opposent à la séparation.

Aussi la question de son existence se pose-t-elle toujours pour l'Autriche : L'état d'Autriche n'a qu'une existence problématique.

Si ce problème impose aux classes dominantes un devoir qui n'est pas en harmonie avec leur timidité et leur faiblesse, les différends nationaux en Autriche, ainsi que l'ignorance au point de vue politique de son administration, provoquent une situation qui a pour conséquence l'arrêt absolu de tout progrès et une incompétence politique absolue de l'Etat autrichien.

Cette situation n'a pas son exemple dans l'histoire.

Les forces vives des peuples qui habitent ces contrées ne pourront seulement se manifester et être coordonnées dans une organisation commune de l'Etat que par l'application entière des principes, qui sont depuis longtemps inscrits dans le programme de la démocratie sociale : Entière autonomie nationale et complète démocratie. Mais pour opérer ce renversement révolu-

tionnaire de l'Etat, la bourgeoisie n'en a ni la force ni le courage. Elle dépense toute sa force dans sa lutte entre Allemands et Tchèques, et néglige le champ de la bureaucratie qui, de fait, gouverne seule et prolonge sans scrupule la fausse vie politique de cet Etat.

Le développement économique de l'Autriche, ainsi que le développement du prolétariat, sont enrayés par suite de cette impuissance des classes gouvernantes.

La social-démocratie reste cependant le seul élément progressant dans le pays, c'est le seul parti qui sait ce qu'il veut et continue son chemin sans broncher.

La grande lutte pour le suffrage universel, que la démocratie socialiste autrichienne conduisit en 1893, ne resta pas sans suite, car par la réforme électorale de l'année 1897, on extorqua de la vieille constitution féodale une partie du droit électoral démocratique. Aux 353 députés du parlement, élus par une loi électorale de privilèges, furent ajoutés 72 mandats, dont les députés étaient à élire par le suffrage universel. Le Parlement autrichien qui était antérieurement si calme, devint tumultueux. Il ne sait ni vivre ni mourir; des luttent inouïes se livrent dans son sein; l'obstruction le paralyse et ce que nous avons de gouvernement agit en dehors, sans et contre le Parlement.

La constitution autrichienne n'est non seulement une injustice vis-à-vis de la classe ouvrière, elle est devenue une impossibilité. Mais la timidité des propriétaires, la crainte du prolétariat grandissant, empêchent la revision de la constitution, qui est cependant devenue une nécessité politique. La lutte pour le suffrage universel simple occupe encore toujours la démocratie socialiste et restera toujours la principale base de son travail, vu

qu'il est le premier élément de tout développement poli tique. C'est dans ce but qu'on provoque constamment l'agitation au parlement, dans les réunions, dans la presse, par des démonstrations publiques.

La démocratie socialiste doit en outre conquérir le terrain dont le prolétariat a besoin pour poursuivre sa lutte de classe et pour étendre ses organisations politiques et syndicales. A la suite d'un travail continu et assidu, la démocratie socialiste est parvenue à gagner quelques privilèges dans ce vieux pays policier. Après une lutte à outrance, nous avons obtenu le droit d'assemblée, de réunion, de coalition et une petite liberté de la presse, et le prolétariat s'est trouvé par là dans la possibilité d'agir. Nous pouvions ainsi augmenter l'importance politique du prolétariat, et former une organisation qui, nous le savons mieux que n'importe qui, n'est qu'un commencement, mais un commencement qui ouvre un chemin bon et praticable vers le progrès.

Quelques chiffres montreront facilement la force de notre parti.

Aux élections de 1901 la démocratie socialiste obtint environ 800,000 voix. Comme nous n'avions le droit électoral direct que dans quelques grandes villes, alors que les candidats ruraux ne pouvaient être élus qu'après avoir été admis par les députés, il ne nous est pas possible de donner exactement le nombre de voix. Nous pouvons cependant certifier que nous étions dans cette élection le parti le plus fort; après nous venaient les Jeunes Tchèques avec environ 580,000 voix. Quoique dans l'élection avec le suffrage universel nous obtenions ainsi 14 °/₀ de la totalité des voix (5,700,000), nous

n'avions que dix députés élus. Des dix députés, 7 appartenaient aux organisations tchèques et 1 aux organisations polonaises.

Nous faisons remarquer que tout en étant de trois nationalités différentes, nos 10 députés forment au parlement une seule fraction, donnant ainsi un bon exemple de solidarité internationale, dans ce parlement déchiré par les luttes chauvines.

Le parti lutta dans toutes les élections provinciales et en général partout où la forme du droit électoral le permit au prolétariat. Là aussi nous avons pu constater un beau résultat.

Notre organisation politique a été développée dans les dernières années plus systématiquement, tant dans les cercles politiques qu'au point de vue de l'organisation territoriale. Elle est formée d'organisations locales, qui sont réunies en organisations régionales et nationales, et elle est centralisée dans l'Exécutive allemande, qui forme avec les Exécutives nationales, l'Exécutive générale. Chaque groupe national tient son congrès tous les deux ans et pendant l'année d'intervalle se tient le congrès où tous les groupes de la démocratie socialiste sont représentés.

A côté de l'organisation politique, séparée d'elle à cause d'une loi, mais y reliée étroitement par l'esprit de prolétariat, se trouve notre florissante organisation syndicale qui, quoique très récente, et en dépit de la crise des dernières années, s'est accrue jusqu'à près de 180,000 membres. Le rapport syndical donne de plus amples renseignements sur cette organisation.

La presse socialiste a pris dans ces dernières années une extension réjouissante. L'organisation politique

allemande possède deux journaux quotidiens, *Arbeiter Zeitung* à Vienne et *Arbeiterwille* à Gratz, et 24 autres journaux, dont 3 paraissent deux fois par semaine, 20 une fois par semaine, et 1 tous les quinze jours.

L'organisation syndicale allemande édite en outre 33 journaux syndicaux.

Les compagnons tchèques ont aussi 2 journaux quotidiens (à Vienne et à Prague), et 12 journaux paraissant une ou plusieurs fois par semaine. L'organisation polonaise possède un journal quotidien (Cracovie) et un journal hebdomadaire pour la population rurale. L'organisation italienne possède un journal quotidien (Trente), 1 journal paraissant trois fois (Trieste) par semaine et 2 journaux hebdomadaires. L'organisation sud-slave a un journal hebdomadaire et une revue mensuelle et l'organisation ruthène, un journal paraissant 2 fois par mois.

Nous devons vous annoncer aussi le développement remarquable de l'organisation féministe tant politiquement que syndicalement. Leur organe, *Arbeiterinnen Zeitung*, fit surtout dans les dernières années de rapides progrès.

Notre jeunesse naissante nous autorise à formuler les meilleures espérances. L'organisation des apprentis qui fut fondée il y a peu d'années, possède un journal mensuel « Der Jugentliche Arbeiter » qui est tiré à plus de 6000 exemplaires.

En outre s'est développée une presse spéciale, riche et abondante, dont nous ne pouvons donner que peu de renseignements. Les caisses de prévoyance ont leur journal « Arbeiterschutz »; le mouvement coopératif qui, dans les dernières années, fit un rapide progrès, possède son journal « Arbeitergenossenschaft. »

Cette formation riche et diverse de l'esprit du prolétariat est en même temps le fruit et le levier d'une lutte continuelle et opiniâtre. La classe ouvrière autrichienne a à faire à des adversaires qui emploient toutes les calomnies des classes gouvernantes et décadantes, pour lesquelles le prolétariat devient un obstacle. Le prolétariat autrichien s'est ainsi frayé un chemin au prix de grands sacrifices de toute espèce. Si les poursuites politiques n'ont plus la même rigueur et la même brutalité qu'autrefois, la violence des dominations se manifeste encore dans nombre de circonstances. Le sang des prolétaires a souvent coulé, et les actes de la soldatesque à Trieste et à Lemberg sont connus en dehors de l'Autriche. Mais de telles violences n'ont d'autre effet que d'augmenter l'esprit de la lutte des classes, d'exciter l'assaut contre l'Etat de classe et de renforcer la solidarité de la classe ouvrière.

A ce point de vue, nous constatons que la fête du Premier Mai a une valeur toute spéciale pour les ouvriers autrichiens. Ils donnent à cette fête toute sa valeur et sa force d'agitation, sans cependant tomber victimes de la provocation des patrons, qui surtout aux moments de crises, veulent profiter de cette occasion pour leur faire une saignée. Le prolétariat autrichien considère pour cela la fête du Premier Mai, comme une prise de possession, et a entière confiance dans l'expérience des organisations pour ne pas faire dégénérer le repos du Premier Mai en une source de défaites accablantes

Les démocrates socialistes allemands viennent, comme leurs camarades des autres nationalités, au Congrès international comme un parti fermement

organisé et dominé par un esprit purement prolétarien, imprégné du désir de supprimer l'Etat de cl[illegible]s et l'exploitation du travail salarié. Il est certain d[illegible]but final et connaît sa route; il est engagé sans relâche dans la lutte journalière pour accroître la vitalité et l'habilité dans la lutte, pour faire valoir et étendre son influence politique dans tous les domaines, pour réunir finalement dans les mains de la classe ouvrière le pouvoir politique décisif.

Les discussions de principe qui occupent nos compagnons étrangers ne sont pas restées sans retentissement en Autriche. Aussi y a-t-il chez nous des différences d'opinions en ce qui concerne les nécessités politiques et l'utilisation des moyens que chaque jour nous révèle et leur combinaison organique avec la marche générale de la lutte émancipatrice du prolétariat, dernier but de notre mouvement. Mais ces différences d'opinions qui sont inévitables, n'ont jamais diminué notre activité, ni menacé notre unité. Nous savons toujours que nous sommes au début et que les problèmes les plus difficiles attendent encore leur solution. Mais nous sommes résolus à maintenir notre unité, dans toutes les circonstances, jusqu'à ce que le prolétariat luttant obtienne le droit, caution indispensable à son triomphe.

Au congrès national de Vienne en 1901, nous avons revisé notre programme. Cela donna lieu à de longs débats, même un peu violents, mais le résultat fut l'acceptation unanime de notre programme qui devient le guide principal de nos actes, dont le meilleur élément est le prolétariat autrichien actuel.

Nous espérons pouvoir saluer au Congrès internatio-

nal d'Amsterdam, nos frères de lutte de toutes les contrées et de toutes nationalités, animés de la même volonté de solidarité fraternelle, pour poursuivre en rangs serrés la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

La démocratie socialiste d'Ukraine en Autriche

Le mouvement socialiste en Ukraine autrichienne, date de l'année 1889, date à laquelle l'ancien parti radical prit ouvertement le collectivisme comme base de son programme et le socialisme comme conducteur et point de départ de son activité.

Ce parti nouvellement fondé, qualifié par les partis nationaliste et ruthénien, de parti étranger, de sans patrie, de destructeur de toutes les reliques nationales, n'était pas en réalité un parti socialiste, mais un parti de petits bourgeois ou de petits paysans vu que cela n'était pas possible pour un parti qui, dans sa propagande et son agitation, devait compter sur les petits paysans ruthéniens en Galicie.

Cela explique facilement pourquoi le parti radical d'Ukraine combattait toujours le mouvement polonais qui dans les villes prit un développement toujours croissant. De plus le parti radical ne voulut s'affilier à aucune organisation de la démocratie socialiste autrichienne; tous les efforts faits à cette intention demeurèrent sans résultat. Ce principe qui animait le parti radical, ne l'empêchait pas de faire connaître aux masses paysannes, qui le suivaient, les idées socialistes.

Ce mouvement radical des paysans cessa vers la fin de l'année 1890. N'ayant aucun point d'appui dans les villes il commença à reconnaître de plus en plus le

socialisme, et le mouvement national d'Ukraine ne sût pas résister à ce courant. Ainsi nous voyons vers la fin de 1890 que quelques-uns des chefs primitifs de ce parti, se joignent directement au parti national d'Ukraine et fondent le Parti démocratique national qui combat naturellement le parti socialiste.

En même temps qu'une partie des anciens radicaux passèrent dans les rangs du Parti démocratique, les éléments plus avancés vinrent grossir les rangs de la démocratie socialiste, qui, fondée en 1897, se développa si rapidement en 1900, et se lança énergiquement dans la lutte politique.

Le Parti social démocratique d'Ukraine possédait en 1897 un journal ouvrier *Robitnyk*, imprimé en caractères latins, mais qui ne dura malheureusement pas longtemps.

Depuis 1900 après la consolidation du parti, il édita l'organe de la démocratie socialiste d'Ukraine *Wola* (Liberté), qui paraît régulièrement deux fois par mois. La prospérité de ce journal témoigne du bon fonctionnement du parti.

La revue périodique a eu de grands obstacles à franchir, et s'est trouvée plus d'une fois dans une situation critique.

La *Wola* ruthénienne en Galicie (comme en Pologne) signale une proportion inouïe d'illettrés (75 %) dont la population rurale forme la grande majorité.

On doit aussi prendre en considération, que la misère en Galicie où chaque année 50,000 personnes meurent de faim, pèse lourdement sur la population rurale ruthénienne.

Dans les villes les ruthéniens ne forment qu'une

minime partie de la population, et les villes de la Galicie ne sont généralement pas riches. Il manque ainsi à la démocratie socialiste d'Ukraine, une énergique population ouvrière, qui représente le levier du mouvement socialiste moderne.

Il est finalement à remarquer que nous avons en Galicie quelques libertés constitutionnelles, et que par suite, la division entre le mouvement socialiste prolétarien et le mouvement bourgeois nationaliste, se fait plus rigoureusement sentir que dans les pays où règne l'absolutisme complet.

Les partis bourgeois démocratiques propagent aussi une forte agitation et une propagande intense vu que par suite de l'intermédiaire de l'ex-parti radical, ils empruntemt au socialisme ses statuts et son programme, ce qui entrave naturellement la croissance du socialisme. Ainsi en 1902 quand éclata l'illustre mouvement gréviste parmi la population rurale ruthénienne, ces politiciens de la démocratie nationale voulurent détourner ce mouvement à leur profit, sans vouloir se souvenir que leurs orateurs et hommes d'État ont à plusieurs reprises condamné la grève comme quelque chose de détestable.

Malgré tout cela, le journal social démocratique *Wola* put tenir bon et commence courageusement sa cinquième année. Il compte environ 400 abonnés parmi la population.

Il est à remarquer qu'en Galicie grâce aux libertés constitutionnelles, l'agitation et la propagande orale ont pris une plus grande extension que la propagande au moyen de brochures et de journaux, vu le grand nombre d'illettrés.

Ainsi, par exemple, dans le mouvement gréviste de

l'année 1902, auquel collaborèrent aussi avec les compagnons d'Ukraine (Wityk, Ostopczuk) les compagnons polonais (Brojde, Dr Mosler), la propagande orale fut dominante. Un évènement important de la vie politique fut discuté en des réunions publiques et non en des pamphlets comme doivent le faire nos compagnons d'au-delà la frontière russe. La guerre Russo-Japonaise fut aussi discutée en une réunion monstre dans un village près de la frontière russe, à laquelle des milliers de paysans assistaient et où on dévoila les actes du Tzar; il est à noter principalement qu'aussi longtemps que la population rurale ruthénienne est dans son milieu originaire elle est monarchiste et amie du Tzar et que par conséquent l'activité de la social démocratie d'Ukraine devient très difficile.

L'agitation orale fut continuée sans interruption, bien qu'elle eût à vaincre de grands obstacles. La liberté politique qui dans les villes (Lemberg, Cracovie, etc.), se renforce, grâce au mouvement ouvrier, disparaît cependant au fur et à mesure que nous avançons dans les campagnes. Pendant la grève rurale, en 1902, un décret extraordinaire fut promulgé dans tout le district de la grève, d'après lequel les grèvistes ruthéniens aussi bien que les démocrates socialistes qui paraissaient sur le théâtre de la grève, serairent traités d'une façon barbare par les juges compétents. Il arriva qu'un grand propriétaire (un comte polonais) était loyalement disposé à négocier avec les démocrates socialistes (Wityk) comme fondés de pouvoir des paysans, quand apparurent les gendarmes qui interdirent n'importe quelle négociation.

A côté de l'agitation par la parole, nous ne négligeons

pas la propagande par les brochures et les pamphlets, pour autant que nos moyens financiers nous le permettent. Deux brochures furent répandues à plus de mille exemplaires : « Wavon einen lebt » de S. Dikstein (un développement populaire sur la Plus-Value, Capitalisme, et Socialisme;) et « Die Schlaehzizen-Wirtschaft in Galizien » (un discours parlementaire du député socialiste Daszynski). Au début de la grève générale en 1902, parut une brochure du compagnon Wityk, « Wie soll man beim Streik verfahren » qui fut répandue à plus de 20,000 exemplaires, et plus tard parut une plus importante brochure du même auteur, « Was nun » répandue à plusieurs milliers d'exemplaires, dans laquelle fut exposé à côté des libertés constitutionelles et des lois, le programme minima de la social démocratie avec une claire démonstration du but final de la démocratie socialiste. Ces brochures furent également distribuées en grand nombre.

La propagande et l'agitation sociale démocratique d'Ukraine sont dominées par la population rurale. Mais instruit par l'exemple du parti radical ruthénien, notre parti cherche à trouver dans les villes un point d'appui pour son organisation.

La population paysanne se distingue généralement par un manque d'initiative. Le mouvement des paysans retombe de ce fait dans les voies de la politique bourgeoise nationaliste, s'il n'a pas d'appui du prolétariat des villes, bien qu'il prenne un air socialiste. Et ainsi nous avons dans les villes de Galacie, des petits comités d'ouvriers ruthéniens et des organisations ouvrières qui marchent de pair avec leurs compagnons juifs et polonais, tout en ayant une autonomie complète.

La démocratie socialiste d'Ukraine travaille aussi solidairement avec les compagnons polonais dans son activité politique, (disposition des réunions, démonstrations, etc.)comme les ouvriers ruthéniens travaillent de commun accord avec les compagnons juifs et polonais, dans les organisations syndicales. Aussi le nombre des ouvriers ruthéniens dans les organisations socialistes s'accroît-il proportionellement au développement économique; les liens de solidarité international ne seront jamais disloqués, pour autant que nos moyens nous permetttront de les maintenir.

Durant la grève rurale, et aussi durant le mouvement universitaire ruthénien (la demande d'une université ruthénienne à Lemberg) aucune dissonnance n'a éclatée dans les rangs de la social-démocratie polonaise et ruthénienne en Galicie, ce qui ne fût pas le cas des ruthéniens d'un côté et des polonais chauvinistes de l'autre, qui cherchaient à provoquer des difficultés par leurs aboiements sur la trahison de la patrie, etc.

L'idée de solidarité internationale se manifeste le plus admirablement à la fête du Premier Mai. La fête du Premier Mai eut lieu les années précédentes dans les villages de Galicie: près de la frontière russe et devant une masse énorme de paysans, un drapeau rouge suspendu au dessus du fleuve de limite Ibruez, flottait ainsi sur l'empire du Tzar. Cette année toute une rangée de drapeaux furent arborés, mais les propriétaires l'ont cette fois défendu.

Aux élections de 1900, la démocratie socialiste d'Ukraine eut sa part de votes, et aux élections de Przemysl (v. Kurie) notre candidat Hankiewiez obtint 167 voix contre 102 données à un russophile et 500 à

un candidat du gouvernement; et cela dans un district exceptionnellement rural.

Quoique nous soyons emprisonnés en Autriche, nous sommes aussi obligeants que possible envers nos camarades russes partout où nous sommes, la preuve : perquisitions à domicile et les procès en l'année 1903.

Enfin nous déclarons que, comme il est compréhensible dans un mouvement social démocratique, nous formons une partie organisée de la social démocratie en Autriche et que nous voulons en même temps représenter une partie de la social démocratie révolutionaire internationale.

Parti Socialiste-Révolutionnaire en Ukraine

Dans ce rapport sur l'activité de la démocratie socialiste en Ukraine, nous n'exposons l'activité de nos compagnons russes et juifs dans notre pays, que parce que nous le jugeons nécessaire pour la bonne entente de la formation du parti social-démocratique en Ukraine. Il n'est pas dans notre intention de donner une description complète de l'activité de tous les démocrates socialistes en Ukraine. Les compagnons russes et juifs feront aussi rapport sur leur activité en Ukraine et, de ce fait, notre rapport sera limité. Nous parlerons seulement de l'activité de la social-démocratie d'Ukraine, qui a pour but l'instruction politique du prolétariat des fabriques et des champs en Ukraine, et qui doit de ce fait faire sa propagande en langue Ukraine. L'histoire du développement de la social-démocratie Ukraine est à peine connue. Pour cela nous donnerons un aperçu du développement historique du du Parti Révolutionnaire d'Ukraine (nom sous lequel le parti social-démocratique lutte provisoirement) qui contribuera beaucoup à l'éclaircissement du rôle que ce parti joue dans le mouvement social-démocratique d'Ukraine.

L'activité du Parti Révolutionnaire d'Ukraine se développa dès le début en deux directions, à cause de deux courants différents: d'un côté, les socialistes et de l'autre, les radicaux-nationalistes.

Cette composition du conseil général du parti devait nécessairement influencer l'activité littéraire du Parti.

Et en effet, outre la brochure « Gevatter Dmytro » destinée à la population agricole et qui eut sur la littérature Ukraine une telle influence, qu'à partir de ce jour toutes les brochures pour l'agitation socialiste furent intitulées « Gevatter Dmytro », paraît actuellement une publication « Die Selbstandige Ukraine » dans laquelle maint écrivain démocrate signe de son nom sans façon, mais où on admet aussi beaucoup d'autres écrivains, sans savoir s'ils ont quelque chose de commun avec le socialisme. Et cette composition du conseil général du parti a eu longtemps des suites funestes dans les appels du Parti. Par suite le parti rompit avec les éditeurs de brochures et édita un journal socialiste *Losung*, ce qui vexa les démocrates nationaux et les décida à se séparer du Parti révolutionnaire d'Ukraine et à former une nouvelle organisation. Entre temps, l'activité agitative se consolida chez la population rurale, qui se concentra de plus en plus dans la région du prolétariat paysan et vint renforcer le Parti révolutionnaire Ukrain. D'autres organisations socialistes qui voulaient employer leur activité à l'organisation du prolétariat paysan, entrèrent dans le parti révolutionnaire d'Ukraine, dans les rangs duquel ils pouvaient seul poursuivre leurs efforts. De cette façon, par suite de l'affiliation de nouveaux délégués, de la démission des nationalistes, de la conversion des vieux au socialisme, le Parti Révolutionnaire d'Ukraine, avait tellement convaincu les bons démocrates, qu'en janvier 1904 le Comité Central du Parti Révolutionnaire

Ukrain, etait en état de lancer un appel, dans lequel nous lisons :

« Le rapport sur l'extension successive du parti et sur la pénétration dans une bonne voie, c'est-à-dire dans une voie révolutionnaire social démocratique, — rapport qui caractérise les années écoulées d'existence du parti, autant la situation primitive de l'Ukraine, que les prochains besoins les plus urgents du prolétariat de ce même pays, est presque terminé : le parti a pris un caractère déterminé, et il ne reste plus qu'à faire ratifier son programme par un second congrès, pour donner une plus grande consécration à sa conduite exécutive. En attendant ce congrès, et d'accord avec les comités, toutes les publications du parti, prendront déjà un caractère révolutionnaire sociale démocratique. En pleine connaissance de la grande signification des actes socialistes dans la vie de notre parti, pour tout le prolétariat d'Ukraine, et dans la plus profonde conviction de la nécessité de suivre le chemin entamé, le parti commence une nouvelle année de son existence. »

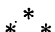
L'appel a simplement confirmé, ce qui s'est effectué de soi-même dans l'organisation.

Au commencement du mouvement social-démocratique en Russie, nous voyons dans les grandes villes d'Ukraine, comme Hyjiw, Charkiw, Odessa, des comités social-démocratiques, qui font exclusivement de la propagande parmi le prolétariat des villes. Elle ne donna cependant que très peu de bons lutteurs ; seulement dans peu de villes où le travail était concentré, on pût espérer que le mouvement ouvrier continuerait sans relâche et qu'une invasion des gendarmes ne vint l'interrompre pour longtemps. Mais à mesure que le mou-

vement s'étendit, que le nombre des vieux lutteurs diminua, et qu'ils furent remplacés par de plus jeunes et de moins développés, leurs idées furent aussi faussement interprétées. La propagande parmi les paysans ne donna pas de résultats ; provisoirement on dut se borner à la propagande parmi les prolétaires des villes, et pour la propagande parmi les paysans, on dut attendre jusqu'à ce qu'ils fussent devenus de véritables prolétaires, travaillant dans les fabriques et les industries. On ne fait cependant pas mention de la grande partie des paysans qui se composent presque exclusivement de prolétaires qui ne diffèrent que très peu des ouvriers des villes.

Les aspects étaient devenus uniformes. Alors se manifesta plus clairement la nécessité d'une propagande socialiste dans les campagnes. Des ouvriers instruits par cette propagande se répandirent dans toute l'Ukraine ; mais furent ramenés dans leur village natal, par les gendarmes et la police. D'un autre côté, le Bund, c'est-à-dire l'Union Juive en Lithuanie, Pologne et Ukraine commença son organisation dans les petites villes où le prolétariat juif se concentrait. D'un côté la police qui bannit des grandes villes, pour cause de participation aux grèves, les ouvriers instruits dans les comités de leurs compagnons russes ; et de l'autre, l'activité des compagnons juifs du Bund, furent les causes de la formation dans les petites villes d'une masse de social démocrates, tous dévoués à la propagande. Ils rencontrèrent cependant une difficulté invincible : la littérature était exclusivement consacrée au prolétariat urbain étant exclusivement écrite en langue russe ou juive ; dans la langue Ukraine, celle des 20000 paysans

cotisant, ne paraissait aucune brochure ni aucune proclamation; ces deux causes — le manque de littérature intéressant le prolétariat campagnard, et le manque de littérature socialiste en langage Ukrain, ont fait naître le parti socialiste révolutionnaire Ukrain, qui s'est occupé de l'agitation et de la propagande parmi le prolétariat Ukrain.



Les premières brochures destinées à la population des campagnes parurent en 1900 et 1901 : « Gevaster Dmytro » et « Ob es noch heute Frohnarbeid gibt ? » Avec ces brochures le parti commença son activité pratique.

Comme on peut le savoir par les compagnons qui firent la propagande dans les campagnes, où l'opposition des classes ne se présente pas encore si aiguë, où nous entendons par paysans, aussi bien les vrais prolétaires que les propriétaires d'un, de 50 ou de 100 acres et même de plus, - le parti commença son activité sans programme fixe, mais sous une teinte de radicalisme révolutionnaire, qui avait pour but principal, l'abolition de l'absolutisme russe, en même temps que l'amélioration du sort des paysans. On remarqua cependant qu'il ne suffisait pas de distribuer aux paysans des brochures critiquant l'état actuel, sans leur montrer la voie à suivre pour leur permettre d'entamer plus facilement la lutte pour une existence meilleure. On commenca par augmenter le nombre des appels dans lesquels, les points les plus urgents de l'existence furent discutés. Ces brochures et ces appels portèrent des fruits. Les paysans lassés par une pression et une misère sans bornes, comprirent d'un

coup toute la vérité de la lumière apportée par ces appels et ces brochures, sur les causes de leur indigence et de leurs soufirances, et quoique non organisés, ni préparés pour la lutte, ils résolurent de faire triompher la vérité et la justice; ils se préparent à contester aux propriétaires, les terrains qu'ils cultivent, ainsi que le fruit de leur travail, et à les partager entre tous ceux qui pourront les labourer de leurs propres mains, les propriétaires non exceptés. Ainsi nous avons eu les révoltes des paysans de Poltawa et de Charkow en 1902.

Dans la même année, 1902, le parti révolutionnaire Ukrain répandit à nouveau des brochures d'agitation, entre autre la revue mensuelle « Haslo » dans laquelle il tâche de faire voir aux révolutionnaires Ukrains, quelle voiè ils doivent suivre pour ne pas se laisser entraîner, mais pour se frayer eux-mêmes un chemin.

En dépit de toutes leurs privations, les révoltes des paysans ont sillonné, comme un éclair dans le ciel, par leur force et leur énergie, les rangs de la démocratie socialiste russe et du prolétariat instruit des villes Ukraines. Et ce prolétariat, avec ses représentants instruits, tendit une main généreuse à ses frères non organisés du prolétariat paysan. De suite après les révoltes des paysans, des groupes spéciaux de prolétaires se distinguèrent dans les grands centres industriels, et entamèrent une propagande en langue Ukraine, dans l'intention de former de nouveaux agitateurs pour le prolétariat des campagnes; mais à ce moment, l'agitation augmenta en force et tâcha d'entraîner la partie non organisée du prolétariat urbain.

Dès ce moment la situation du mouvement révolutionnaire, qui dérivait des circonstances historiques dans les contrées anormalement développées, devint claire : les caractères propres du prolétariat local n'ont pas été pris en considération par aucun des révolutionnaires qui sont restés actifs en Ukraine. Les comités social démocratiques russes en Ukraine ne se présentent chez les ouvriers avec leur propagande, que quand ceux-ci ont été assez instruits dans les villes pour qu'ils puissent facilement les comprendre dans leur langage. Au commencement de leur activité parmi les ouvriers, ces comités ne se heurtèrent pas à des difficultés, car il y avait alors un assez grand nombre d'ouvriers connaissant la langue russe ; mais avec le temps, et à mesure que l'organisation ouvrière s'étendit et qu'annuellement des masses énormes vinrent des villages, grossir les rangs du prolétariat des villes, un grand problème se posa devant eux, et ils durent laisser un grand nombre de prolétaires, en dehors de leur activité. Il est clair qu'un tel état des choses, qui distinguait le prolétariat organisé du prolétariat non organisé, devait porter préjudice au développement des idées socialistes et à l'extension de la social démocratie.

Les comités russes n'étant, par suite de la différence de langue, pas à même de réunir en une organisation, tous les prolétaires des villes, il ne fallut naturellement pas penser à l'extension de l'influence de la social démocratie sur le prolétariat campagnard.

Le parti révolutionnaire seul pouvait remplir cette tâche. Et en effet, à la vue du développement continuel de la publication de brochures, le premier congrès du parti révolutionnaire Ukrain, décida de faire reparaître

à partir de 1903 la revue mensuelle « Der Landman » (Seljanyn) qui se développa de 1000 à 2000 et 3000 exemplaires.

Le développement dans les rangs du prolétariat urbain du parti révolutionnaire Ukrain, eut pour suite, qu'à la fin de 1903, on fit reparaître un organe dont quatre numéros parurent en 1903 sous le titre « Frohe Botschaft » et qui, en 1904, parut de nouveau sous le titre « Die Arbeit » (Praeja) et que des brochures agitatives furent publiées pour le prolétariat urbain d'Ukraine.

Le parti révolutionnaire Ukrain se compose provisoirement, en dehors des groupes particuliers, de 7 comités en Ukraine russe, dans les communes libres (Wilni hromady) suivantes : Charkow, Küjiw, Poltawa ville, Poltawa gouvernement, Tschornomoryja (gouvernement Kubany) gouvernement Tschernyhiw, gouvernement Don (fondé récemment) et du comité étranger, qui, d'après le premier congrès, sont tous subordonnés à un comité central du parti révolutionnaire Ukrain.

L'activité pratique dans les campagnes donne de très beaux résultats. Les grèves du prolétariat campagnard, commencées en 1902, prennent chaque année une plus grande importance en nombre, elles embrassent toujours des rayons de plus en plus grands, augmentent les salaires et sont cause que les compagnons des communes libres s'écartent des rangs du prolétariat campagnard, et organisent actuellement eux-mêmes des grèves dans différents endroits et à différentes reprises.

Les principales grèves de paysans commencées en 1902 ont été menées à bonne fin : dans le village Schendriwka en Besirk Kaniw, dans les métairies de

Schreiders (gouv. Katerynoslaw) où plus de 100 personnes étaient en grève, dans la ville Makariv (gouv. Kyjeiv) où il eut grève en même temps dans la métairie, le moulin, et la fabrique d'allumettes; à Chomyncji (gouv. Poltawa), Hrabiwcji (gouv. Podolien), Krywe (gouv. Kyjew); et encore à Alcksandriwka, Ulaniwka, Werchosulka, Wesele, etc. sans compter celles, qui éclatèrent en même temps dans d'autres contrées, sous l'influence de membres du parti. Le parti révolutionnaire Ukrain est aussi parvenu à faire célébrer par les paysans la fête du 1er Mai. Ces fêtes, malgré une pression inouïe de la part de la police russe, et dans lesquelles résonnent souvent les cris de : « A bas le Tzar » qui sont organisées par les paysans mêmes; elles témoignent d'un développement économique etpolitique dont le parti socialiste révolutionnaire ne doit pas rougir.

Considérant que nos groupes et comités sont si éparpillés, les difficultés que rencontre le parti dans l'organisation du prolétariat en un et seul corps, il nous est impossible de vous donner, soit le nombre de grèves, soit le nombre de prolétaires qui y prirent part, soit le nombre de membres dont notre parti se compose. Le grand éparpillement des masses prolétaires que le parti révolutionnaire doit instruire, donne aussi une idée des difficultés qu'il a à surmonter et de la nécesité de la littérature d'agitation.

En effet, 50 pud (820 kilogr.) de cette littérature, qui furent transportés dans la seconde moitié de 1903, ont disparu dans cette masse comme une goutte dans la mer et ont eu pour effet de voir la demande de littérature socialiste prendre une si grande extension, qu'il nous est

pour le moment impossible d'y satisfaire. Les comités locaux y remédient en substituant aux brochures, des proclamations qui sont en partie, même en Ukraine, imprimées dans des imprimeries illégales. Nos publications générales sont envoyées dans les pays étrangers, aussi bien que celles des autres organisations russes. On pourra juger de leur développement et de leur existance, d'après le tableau ci-dessous :

1900

	Exempl.	Bgn.
Die Selbständigkeit der Ukraine . .	1000	2000
Gevatter Dmytro	10000	22500
Zusam :		24500

1901

Ob es noch heute Frohnarbeit gibt? .	3000	9000
Zusam :		9000

1902

Das Eigentum an Grund und Boden .	1000	2000
Die Revolution 1848 in Frankreich. .	1000	3375
Streik u. Boykot.	1000	2000
Das Kosakentum	3000	9750
A. Bebel : Studenten u. Sozialismus .	1000	1000
« Haslo » (Losung) Monatschrift, 12 n[n]	9000	24000
Zusam :		42125

1903

W. Dede : Arbeit! Erzählung . . .	3000	9375
» Der Kampf Erzählung . .	1000	6500

	Exempl.	Bgn.
F. Lassalle : Das Arbeiterprogramm .	3000	9750
Erzählungen aus der grossen französischen Revolution :		
I. Die Eroberung der Bastille . . .	10000	5000
II. National-Versammlung. Die Nacht des 4 August	5000	2500
III. Was hat die National-Versammlung geleistet.	5000	3750
Die Pariser Kommune.	5000	5000
P. Polivanov : Er ist tot! (Erzählung)	3000	6000
Das Agrarprogramm der französischen Arbeiterpartei (Separat-abdruck). .	1000	1200
P. Lafargue : Der Grundbesitz und die ökonomische Entwickelung (Separat-abdruck)	1000	500
W. Liebknecht : Hochverrat und Revolution (Sep. abdr.)	1000	1500
Die Interesen des Volkes	5000	10000
Streik und Boykot (2 Aufl.)	1000	2000
Die Tage das arbeitenden Volkes (Sep. abdr.)	3000	3000
Das Lied vom Zuge des satten Fürsten Obolenskyj gegen die hungernden Bauern (Sep. abdr.)	1000	125
W. Dede : Soldaten! (Erzähl.; Separat-abdruck)	3000	3000
W. Liebknecht : Die Spinnen und die Fliegen	3000	3000
Kein Scherz, sondern Wahrheit (Separ. abruck)	3000	3000
« Haslo » (Losung) Monatsschr. 5 Hefte	5000	25250

	Exempl.	Bgn.
« Der Bauer » (Zeitschrift für das Landproletariat) 12 Hefte.	12000	25000
« Frohe Botschaft » (Zeitschrift für das Industrie-Proletariat) 4 Hefte . . .	2400	6050
Zusam :		129000

1904 (bis znm 1 Juli).

L. Halin : Die Predigt (Erzählung, Sep. abdr.).	3000	3000
F. Lasalle : Ueber Verfassungswesen .	2000	3000
Ivan Hilka : Die Lohnarbeit in Chersonesus und in anderen Gouvernements	2400	2400
Ivan Hilka : Der grosse Landarbeiterstreik in Galizien 1902	2400	2400
Streik u. Boykot (3 Aufl.).	7200	14000
K. Kautsky : Die Soziale Revolution .	3000	28500
« Der Bauer » (Zeitschrift für das Landproletariat 6 Hefte	14650	31750
« Die Arbeit » (Zeitschrift für das Industrie-Proletariat) 5 Hefte, erscheint seit dem 1. März	7350	18400
Zusam :		103850

De 1900 au 13 Juillet 1904 ont ainsi paru : 44 cahiers de revues, 10 exemplaires séparés des mêmes et 20 brochures.

Nous sommes encore au début de notre développement. Mais toutes les circonstances nous font espérer,

que les temps des plus profondes ténèbres qui règnaient parmi notre prolétariat campagnard, sont irrévocablement passés, que la lumière de la vérité sociale démocratique tourne le coin de l'Ukraine et que l'agitation et la propagande socialistes éclaireront son prolétariat. Enfin quand par suite de l'accord des démocrates socialistes Russes, Juifs, Ukrains, le mouvement parmi le prolétariat paysan et urbain d'Ukraine ne formera plus qu'un, nous pourrons dire avec une fierté justifiée, que notre résultat n'est pas resté infructueux et a eu ce grand résultat, d'avoir donné une nouvelle phalange à l'armée universelle des prolétaires.

Le mouvement ouvrier socialiste politique et syndical en Suède. (1900-1904)

1. Résumé des rapports précédents

Le mouvement ouvrier de la Suède est né seulement vers 1880. En 1870, les 72 % de la population vivaient de l'agriculture, en 1900 ce chiffre tombe à 54 %, tandis que les classes industrielles proprement dites passèrent de 600.000 à 1.500.000 personnes sur les 5 millions d'habitants du pays

Le premier agitateur socialiste, le tailleur Auguste Palm, venant de Danemark, a commencé sa propagande en 1881, en même temps que les ouvriers dans quelques métiers se groupaient en syndicats. En 1885, sous les auspices du journal « Tiden » (Le Temps), dirigé par Hjalmar Branting, les syndicats de Stockholm passèrent dans le camp socialiste. Dès ce moment les mouvements syndical et socialiste en Suède se sont développés intimement ensemble.

En 1885 fut fondé à Stockholm le « Socialdemokraten », succédant au « Temps », quotidien depuis 1890 et dirigé par Branting. A Malmoe (la capitale de la Suède du sud) Danielsson publia, dès 1887 jusqu'à sa mort en 1900, « Arbetet » (Le Travail),

quotidien aussi depuis 1890. A Gothembourg (la Suède de l'ouest) Sterky fonda en 1892 « Ny Tid » (Nouveau Temps), quotidien depuis 1899. De ces trois centres le mouvement s'est peu à peu répandu à tout le pays.

En 1887, une période de persécutions judiciaires commença. Presque tous les militants un peu connus passèrent par les prisons, mais le mouvement grandissait toujours. En 1889, un congrès constituant le parti fut tenu à Stockholm : un programme selon la formule allemande (de Gotha) fut accepté; l'organisation fut fondée, se basant surtout sur les chambres syndicales adhérant directement au parti et se concentrant en trois districts, ayant pour capitales Stockholm, Malmoe et Gothembourg.

Le *suffrage universel* n'étant pas encore adopté en Suède, le parti ouvrier devait naturellement concentrer ses efforts vers la conquête de ce droit civique primordial. Sur 1.300.000 environ d'hommes majeurs, seulement 380.000 ont le droit de voter; toute personne n'ayant pas un revenu de 800 couronnes (1100 francs) et ne payant pas ses contributions directes à l'Etat et à la commune est exclue. Tous les ouvriers agricoles et jusque dans ces dernières années, (à la suite d'un mouvement syndical très actif, une augmentation des salaires se produisit qui permit à des ouvriers de devenir électeurs) — la plupart des ouvriers industriels furent donc privés de toute influence politique.

Au deuxième congrès socialiste, à Norrköping 1891, — qui eut aussi son importance dans le fait que le parti avec Danielsson et Branting répudia toute tendance anarchique — on décida de convoquer ce qu'on appelait une « folk-riksdag », une « chambre populaire » avec

l'ordre du jour : Conquête du suffrage universel. L'idée fut acceptée par la démocratie radicale, et 150.000 citoyens élirent, exactement comme dans les élections légales, mais cette fois d'après le suffrage universel, la première « chambre populaire » de 1893. Les socialistes n'y étaient qu'environ 30 sur 120 membres, mais ils réussirent néanmoins à faire adopter la prise en considération d'une *grève générale*, qui avait naguère réussi en Belgique. Et en 1894, le congrès du parti à Gothembourg résolut de diriger définitivement l'agitation du parti vers une grève politique pour le suffrage universel.

Dans la crise de 1895 entre la Suède et la Norwège, qui s'accentua jusqu'aux projets de guerre fratricide, le parti ouvrier intervint avec la dernière énergie pour la paix. Peut-être notre attitude résolue a-t-elle eu quelque mérite dans le dénouement pacifique de la situation. Certainement ces événements ont beaucoup renforcé les liens fraternels qui unissent les ouvriers des deux pays scandinaves.

En 1896, une « chambre populaire » fut encore élue. Cette fois cependant les radicaux, ne voulant pas effrayer la bourgeoisie, combattirent la grève générale ; par 67 voix contre 63, l'idée d'une telle grève fut rejetée. C'était la scission inévitable entre les deux ailes du corps des partisans du suffrage universel. L'organisation libérale rédigea en 1899 une pétition, qui réunit 366,000 noms pour le suffrage universel, mais qui fut accueillie avec nonchalance par le gouvernement; de cette organisation, il ne reste maintenant que des groupements purement électoraux. Les ouvriers de leur côté, renvoyés à leurs propres forces, se donnèrent pour tâche de consolider leur organisation syndicale,

encore trop défectueuse pour une lutte générale politique. En 1896, le parti ouvrier eut son premier député au « riksdag », Branting, qui fut élu, avec l'appui des radicaux, dans un des faubourgs de Stockholm; en 1899 il fut réélu presque sans opposition. Quoique le parti marcha de l'avant sur le terrain électoral si peu favorable, il resta trois années encore avec un seul socialiste à la Chambre.

Privés de suffrage les ouvriers suédois eurent recours aux grandes manifestations. Le *premier mai*, favorisé par la tradition qui en a fait dans le Nord un jour de demi-vacance, a réuni chez nous des masses colossales parcourant les villes en bon ordre et réclamant la journée normale et le suffrage universel. En 1899 plus de 100,000 cocardes de démonstration furent vendues dans une cinquantaine de grandes réunions. Sans doute ces manifestations ont eu leur part d'influence dans le raccourcissement de la journée de travail de 12-13 heures à 10-11 heures en moyenne.

La force ouvrière qui n'arrivait pas à s'employer dans la politique se jeta, en prenant le Danemark pour modèle, dans le mouvement syndical. Des *congrès syndicaux scandinaves* (Gothembourg 1886, Copenhague 1888, Kristiania 1890, Malmœ 1892) ont eu une grande importance pour le premier développement des syndicats en Suède. Au congrès de Stockholm 1897 et à Copenhague 1901, on a pu constater avec joie les progrès réalisés.

Les syndicats, au commencement seulement liés localement, ont reçu une fermeté nouvelle par l'organisation peu à peu accomplie des *fédérations* nationales syndicales. En 1898 on était prêt à centraliser encore

les fédérations dans une vaste *organisation nationale syndicale*. Celle-là (« Landsorganisationen ») fut fondée dans un grand congrès syndical à Stockholm, auquel prirent part 226 délégués, représentant 24 fédérations et environ 60,000 ouvriers organisés. Le but de l'organisation nationale est défensif : elle doit porter son appui, avec les cotisations de tous ses membres, dans les conflits pour la défense du droit de coalition ou dans ceux engagés pour empêcher l'avilissement des salaires — si la fédération syndicale ne peut pas résister à elle seule.

L'organisation nationale reçut tout de suite son baptême du feu dans de grandes luttes en 1899 au Nord de la Suède pour le droit de coalition. On put en trois mois aider les scieurs, brutalement chassés par leurs patrons, avec 350,000 fr.; il fallut pourtant cesser la lutte, quand trop de « black-legs » (en partie de la Finlande) furent engagés. Malgré la défaite, les forces imposantes des ouvriers arrêtaient d'autres attentats des patrons contre la liberté de coalition. Une interpellation par Branting à la Chambre n'eut d'autre résultat qu'une déclaration de neutralité du gouvernement vis-à-vis des conflits sur le droit de coalition.

Au congrès de Stockholm, on vota l'affiliation *obligatoire* des syndicats au parti démocrate-socialiste. C'était là la réponse la plus catégorique aux espérances des libéraux de voir se créer une scission entre les ouvriers « sages », syndiqués à l'anglaise sans politique, et les ouvriers socialistes. Pour des raisons d'ordre pratique aussi bien que théorique on a cependant bientôt trouvé le système suivant préférable : chaque syndicat décidant lui-même s'il y a lieu de s'affilier aussi à l'organisation ouvrière politique locale, à « la commune ouvrière ».

Une modification dans ce sens fut votée au congrès de l'organisation nationale à Malmoe en 1900; mais le congrès a proclamé en même temps l'unité du mouvement ouvrier et voté une déclaration de principes socialistes.

L'organisation nationale syndicale embrassait en 1900 : 22 fédérations avec 741 syndicats locaux et *46,000 membres.* Le premier président fut Fr. Sterky, et, après sa mort en 1900, H. Lindqvist. La fédération syndicale des ouvriers du fer, la plus grande de la Suède, n'a pas encore adhéré, quoique le plus grand nombre de ses membres appartiennent au parti. La fédération des typographes, qui contient beaucoup d'éléments libéraux, a refusé son adhésion. — L'organisation politique, contenant pour la plupart les mêmes groupements et membres que ceux de l'organisation syndicale, mais *localement* affiliés en « communes ouvrières », a aussi grandi avec l'extension du mouvement syndical. En 1894 les trois « districts » ne comptaient que 4,000, 3,000 et 1,000 membres payants du parti. En 1900 les chiffres étaient 26,000, 14,000 et 5,000, c'est-à-dire un total d'environ *45,000 membres.* Au congrès de Stockholm en 1897 le parti se donna un programme plus moderne — rédigé principalement par Danielsson — et au congrès de Malmoe en 1900, on supprima l'ancienne organisation par districts et on rassembla toutes les « communes ouvrières » du pays sous la direction du comité central du parti (23 membres dans tout le pays, dont le comité exécutif de 7 membres siège à Stockholm). Le secrétaire du parti a été pour 1894-1901 K. M. Ziesnitz.

Le mouvement ouvrier a fait aussi naître des entre-

prises *économiques* considérables. Des « *Maisons du Peuple* » ont été élevées en différentes localités, souvent complétées par ce qu'on appelle des « *Parcs du Peuple* », des places de promenades et des divertissements pour les ouvriers de la ville. C'est surtout la Scanie, province peuplée et industrielle du Sud, vraie forteresse pour notre mouvement, qui a développé ces institutions.

Aussi le mouvement *coopératif*, spécialement sous la forme d'associations de consommation, commence à prendre des proportions assez considérables. Généralement les centres industriels de la campagne sont favorables aux applications de la coopération, et la direction de celle-ci est généralement dans les mains des hommes du parti.

Il nous faut encore fournir quelques notes sur la *législation ouvrière* en Suède. En 1884 l'éminent député radical de Stockholm *Hedin* souleva les questions d'accidents et d'assurances. Des commissions ont travaillé depuis, mais seulement une loi de prévoyance contre les accidents a passé, avec 3 — trois! — inspecteurs pour en surveiller l'exécution. C'était en 1890; puis leur nombre a augmenté, et en 1900, quand une nouvelle loi sur le travail des enfants et des femmes passa — ne protégeant du reste que les enfants au-dessous de 12 ans, dans certaines industries ceux de 11 ans, et tous insuffisamment — ils sont devenus 8.

Un tout autre élan a été montré par nos législateurs pour la protection de ce que les patrons appellent « la liberté du travail » — lire : protection des « black-legs ». Déjà en 1893 la loi criminelle a reçu un supplément spécial en ce sens, mais en 1899 les deux Chambres, impressionnées par quelques dégâts matériels causés

par une grève subite, votèrent en toute hâte une loi, menaçant de « jusqu'à deux années de travaux forcés quiconque tenterait par menaces ou voies de fait » de contraindre un « black-leg » à ne pas travailler, en même temps qu'un droit d'accusation plus étendu fut accordé à la police. Cette loi était cependant d'une jurisprudence si impossible et d'une partialité si révoltante que la Haute Cour conclut à l'unanimité au rejet. Néanmoins, cette loi honteuse, maudite par les ouvriers suédois sous le nom de « la loi d'Akarp » (d'après le lieu du domicile du député qui l'avait proposée), dans l'été de 1899 fut sanctionnée par le gouvernement — ce qui du reste n'empêche par les ouvriers de surveiller, avec un peu de prudence, les traîtres de leur classe aussi activement qu'auparavant. Au surplus, c'est un nouveau moyen d'agitation.

2. Histoire du mouvement de 1900 à 1904

Politiquement la lutte plus aiguë que jamais pour la conquête du suffrage universel a dominé la période; le fait le plus marquant est *la grève générale politique* de mai 1902.

La campagne fut ouverte en quelque sorte par le gouvernement, qui a déposé à la Chambre de 1901 un projet de *nouvelle organisation militaire*, instituant le service obligatoire d'un an pour tous les citoyens valides. Le comité central du parti lança un manifeste, où l'on ne refusa point le concours des ouvriers pour la défense du territoire — les violences de plus en plus brutales du tzarisme parjure contre la Finlande étaient d'une actualité incontestable — mais où l'on s'opposait avec énergie au projet ruineux et imbu de militarisme du

gouvernement; on réclama un système de milice, (comme en Suisse et en Norvège), une défense nationale vraiment démocratique, forte par l'esprit d'un peuple libre, sentant qu'il avait vraiment quelqu'autre chose à défendre que les privilèges et les biens de la classe dominante. La condition primordiale de notre sécurité nationale serait de donner enfin au peuple le suffrage universel.

Ce langage fut compris dans le pays, et la question fut partout vivement discutée. L'opinion publique nettement demanda l'ajournement de la question jusqu'après de nouvelles élections. Néanmoins, avec l'aide d'une aile militariste du parti libéral, reconstitué en 1900 à la Chambre, le projet du gouvernement fut voté avec une réduction du temps de service à 8 mois pour l'infanterie. Au cours de l'agitation, des chefs militaristes avaient promis très souvent que le suffrage universel serait la récompense naturelle, si le peuple acceptait sans se faire prier les fardeaux nouveaux; mais sur l'interpellation de Branting le gouvernement se borna à de vagues promesses.

Alors les ouvriers suèdois sentirent que l'heure de l'action avait sonné. Avant d'aller à Copenhague au congrès syndical scandinave en août 1901, les délégués suédois, au nombre de 114, tinrent une conférence à Malmoe. Là unanimement, ils résolurent que la grève générale pour le suffrage universel serait mise à l'ordre du jour partout dans le monde ouvrier, et que chaque membre du parti souscrirait son salaire d'une journée pour les frais de la lutte imminente.

Les bourgeois, et aussi la plupart des libéraux, furent pris de rage, mais les ouvriers serrèrent leurs rangs

et l'argent afflua dans la caisse de la grève générale. L'opinion partout fut presque unanimement favorable aux ouvriers pour un effort extraordinaire. En mars 1902, le gouvernement déposa enfin son projet de suffrage. Comme si rien ne s'était passé en 1901, on proposa seulement un léger abaissement du cens (au surplus 200,000 électeurs nouveaux) quand on devait au peuple 800,000, et cela encore avec des « garanties » tout-à-fait grotesques, par exemple deux voix aux citoyens de plus de 40 ans ! L'effet de cette sottise fut prodigieux. Toute la nation protesta, indignée; même les libéraux retrouvèrent un peu de fermeté, et le 13 avril le congrès extraordinaire du parti ouvrier, après trois jours de débats en séances privées, fixa un plan pour les manifestations à venir : chaque dimanche de grands meetings partout dans le pays, le 1er Mai cette fois exclusivement consacré au Suffrage Universel; quand la commission du Parlement aura fait son rapport, des manifestations chaque soir; quand les débats commenceront dans les Chambres, *cessation du travail* partout où cela sera possible et pourra faire quelque impression; reprise du travail sur l'ordre du Comité exécutif quand les Chambres auront voté; les manifestations partout dans les limites de la loi, avec l'espérance que les autorités ne provoqueront point les manifestants.

Ce programme si détaillé fut exécuté avec une précision et une discipline tout-à-fait extraordinaires. La classe ouvrière de Suède en avril et en mai 1902 a vraiment démontré sa maturité politique. Un incident à Stockholm, le 20 avril, un véritable guet-apens de la police, où le sang a coulé et une centaine d'arrestations furent faites, n'a pu que mettre en pleine lumière les

intentions strictement pacifiques des ouvriers manifestants. Presque toute la presse a dû prendre parti pour les ouvriers; la brutalité de la police a indigné toute la population de la capitale, et les députés de Stockholm, M. Hedin en tête, intervinrent auprès du gouvernement pour garantir aux manifestants la liberté de la rue, arbitrairement confisquée par la police. Le dimanche suivant, le 27 avril, Stockholm vit donc la manifestation la plus grandiose que jamais y avait passé. La police avait cédé la place à la *Maison du Peuple*, représentée par Branting, Lindqvist et Wickman, et 30 à 40 mille manifestants parcoururent, drapeaux rouges en tête et partout dans l'ordre le plus complet, les rues principales de la ville. Avec les ouvriers défilaient cette fois l'élite de nos « intellectuels » radicaux, des députés, des hommes de lettres, des artistes, des professeurs, plus de 300 étudiants d'Upsal et de Stockholm, etc.

Dans un milieu ainsi préparé par des démonstrations, l'enthousiasme populaire alla croissant. Les jours de la grève approchaient. Le comité exécutif lança encore un manifeste, rappelant aux ouvriers que leur grève cette fois n'était point dirigée contre les patrons, mais était un avis au gouvernement et au parlement; c'était « une mobilisation d'essai », ne concernant pas les syndicats, dont les inconvénients inévitables ne devaient point être aggravés; les ouvriers devaient maintenir les sympathies et le respect acquis en faisant leur grève politique vraiment générale, mais non sans égard aux réclamations justifiées.

Au 15 mai commencèrent les débats au parlement — et la cessation du travail fut tout de suite imposante. A la Chambre, Branting donna lecture des télégrammes

relatant la situation un peu partout; c'était de tous côtés des centaines et des milliers d'ouvriers ayant abandonné le travail.

Mais à Stockholm sortout la grève fut générale. Toutes les usines furent désertées, pas un fiacre, pas un tramway dans les rues — et point de journaux, les typographes dans le dernier moment s'étant associés à la grève. Tout le monde se promenait dans les rues si particulièrement silencieuses, des rumeurs fantastiques circulaient, surtout on craignait que le service des eaux ne fut coupé; le comité avait cependant ordonné à ces ouvriers de rester; mais les ouvriers du gaz avaient cessé leur travail, et l'électricité dont avaient besoin les Chambres, aurait manqué sans un appel spécial d'un membre du comité. Environ 30,000 ouvriers en grève à Stockholm au 15 mai, 42,000 au 16 — et pas un moment le calme le plus complet n'avait cessé de régner. Dans tout le pays le nombre des grévistes s'élevait à 120,000.

Dans les Chambres, on outragea les ouvriers en grève, mais l'impression était incontestable. Il n'était plus possible de maintenir contre une telle manifestation la légende des « agitateurs isolés » ; on assista, comme l'a souligné Branting dans ses discours à la Chambre, à un véritable soulèvement pacifique et admirable du peuple travailleur suédois, n'exigeant point d'avantages de classe, mais réclamant sa place et son droit dans la patrie. On avait donc senti qu'il était bon de dire « suffrage universel » ; et tous les projets positifs ayant été rejetés — celui de Branting par 156 voix contre 68 — les deux Chambres votèrent un ordre du jour, invitant le gouvernement à faire élaborer pour 1904 un nouveau

projet, *ne se basant plus sur le cens, mais sur le suffrage universel,* — avec certaines restrictions assez graves cependant et, si possible, avec la représentation proportionnelle.

C'était une victoire incontestable, les deux Chambres ayant jusqu'en 1902 toujours dédaigné le suffrage universel. Mais c'était toujours un piège; le parti conservateur, promoteur de l'ordre du jour, voulait museler le suffrage universel par des « garanties » solides. Les pires de celles-ci, comme le vôte plural, furent cependant *rayées* par la Chambre du projet du Sénat. Mais il en restait assez pour transformer la lutte future pour le suffrage universel en résistance contre ces « garanties ».

Au 17 mai, la grève fut arrêtée par le comité exécutif, et le travail ordinaire reprit presque partout. Il n'y eut que quelques patrons ultra-réactionnaires qui essayèrent de représailles. Un de ces conflits, à la grande usine de « Séparateur » à Stockholm, prit cependant un caractère grave. Le patron insista sur son « droit » à ne pas reprendre les ouvriers, qui avaient participé à la grève, et de son côté les mille ouvriers exclus insistèrent pour ne point permettre quelques éliminations.

La lutte dura 4 semaines et absorba à elle seule 50,000 couronnes des 80,000 que contenait la caisse de la grève générale.

Alors le comité exécutif, le patron ayant fait quelques concessions, conseilla aux ouvriers de reprendre le travail individuellement. C'était une défaite qui brouilla un peu à Stockholm la satisfaction de la grève générale, et qui fut le point de départ de certains déchirements internes, dont quelques meneurs anarchistes ont essayé de profiter.

Dans les *élections* en septembre 1902, la grève générale fut le thème favori des conservateurs et des libéraux doctrinaires pour effrayer les électeurs bourgeois. La plupart des radicaux tinrent cependant bon. A Stockholm Branting fut réélu contre un ouvrier libéral, et un autre socialiste atteignit un chiffre de voix considérable. A Malmoe, le président de la fédération des maçons, N. Persson fut élu; à Ystad, petite ville de Scanie, et à Vesteraas, ville industrielle près de Stockholm, aussi des ouvriers socialistes, Thorsson et Larsson, furent élus. Au total environ 10,000 voix d'ouvriers socialistes se comptèrent sur les candidats socialistes ou radicaux — en Suède c'est le premier tour qui décide; nous ne connaissons pas les ballotages. En général, les élections apportèrent des gains à la gauche, sans donner au parti libéral une majorité solide.

Après les efforts de 1902, l'année 1903 passa sans grandes luttes politiques. A la Chambre on discuta une loi d'arbitrage dans les différends entre patrons et ouvriers, laquelle fut soutenue (avec quelques modifications) aussi par la fraction démocrate-socialiste, mais fut rejetée par le Sénat. L'été fut rempli par de grands conflits syndicaux, mais en automne la question du suffrage universel reparut au premier plan. La commission, qui avait étudié la représentation proportionnelle, conclut à un système s'approchant de celui de la Belgique, mais donnant à l'électeur pleine liberté de choisir des candidats sur des listes différentes; il est vrai que dans ce cas il éparpillerait aussi sa force électorale sur les partis différents. Mais la commission, n'ayant eu mandat que d'examiner les conditions pour une réforme électorale de la Chambre, avait négligé

complètement le Sénat, quoique dans toutes les questions budgétaires, la Chambre et le Sénat ayant voté des crédits différents, la décision définitive s'opère en Suède par un vote des deux chambres *réunies* en une seule; par conséquent les conservateurs, dominant presque exclusivement le Sénat, auraient un avantage aussi grand qu'injuste si le système majoritaire eut été conservé pour le Sénat, tandis qu'un système proportionnel eut été adopté pour la Chambre.

Les socialistes ont signalé les premiers ce défaut décisif dans le projet de la commission, tournant un système juste, en principe, en une manœuvre déloyale de parti, et ils ont ouvert contre cette nouvelle et inattendue « garantie » réactionnaire une vive campagne qui a eu un grand retentissement dans le pays. Néanmoins le gouvernement dans son projet de 1904 a accepté aussi la représentation proportionnelle seulement pour la Chambre. ainsi que toutes les autres restrictions au suffrage universel, indiquées par la Chambre de 1902, et avant tout, la condition du paiement des impôts directs de l'Etat et de la commune, ces derniers souvent presque impossibles à payer pour de petites gens. Il est vrai que le projet du ministère Bostroem, qui avait succédé en été 1902 au gouvernement de la « réforme » lamentable qui provoqua la grève générale, augmenterait le nombre des électeurs de 380,000 à 950,000, mais le peuple n'y voit guère qu'un système de « garanties » habilement inventé pour conserver l'ordre actuel des choses. On a donc vu ce spectacle singulier d'un ministère soi-disant réformateur, soutenant un projet de suffrage dit universel vivement défendu par tous les anciens ennemis d'une réforme

électorale, et non moins vivement attaqué par les partis démocratiques, par les libéraux et les socialistes. L'issue de cette lutte fut qu'en mai 1904 avec une faible majorité la Chambre rejeta le projet de représentation proportionnelle si singulièrement restrictif. Le gouvernement reviendra cependant en 1905 pour nous donner un « suffrage universel » au gré des conservateurs. Dans cette situation le comité central du parti socialiste a résolu de faire voter par oui ou non tous les ouvriers organisés de la Suède sur les six questions suivantes :

1) Acceptez-vous le principe d'une grève générale politique ?

2) Etes-vous prêt à prendre part à une grève politique, éventuellement résolue en 1905, pour un temps non déterminé d'avance?

3) Etes-vous prêt à y prendre part sans subventions?

4) Jugez-vous bon que les fédérations syndicales assument la responsabilité des conflits éventuels avec les patrons après la grève?

5) Si les fédérations déclaraient ne point pouvoir accepter une telle responsabilité, êtes-vous malgré tout pour une telle grève?

6) Etes-vous prêt à souscrire encore une journée de salaire pour les victimes de persécutions éventuelles judiciaires?

Ce sont des questions très graves, et il faut espérer qu'elles ne seront résolues qu'après de mûres délibérations sur les chances et les risques d'une grève politique nouvelle et plus sérieuse, dans une situation malgré tout si différente de celle de 1902. Dans les milieux ouvriers où l'on sent le plus la responsabilité

d'une défaite possible, on est généralement *contre* une grève nouvelle dans les circonstances actuelles, mais l'opinion des masses n'a pas encore parlé nettement.

* * *

Sur le terrain *syndical* l'organisation a continué sa marche en avant, sans se laisser arrêter par les assauts des patrons. En 1900 les tailleurs de pierres du côté de l'Ouest de la Suède et les ouvriers en bâtiments de Stockholm furent en grands conflits avec leurs patrons; en 1901 les maçons de Gothembourg et les tailleurs de pierres du côté de Sud entrèrent en lutte, et en 1902 éclata un grand conflit des ouvriers en bâtiments de la Scanie. La plupart de ces conflits ont fini avantageusement pour les ouvriers, quelques-uns par arbitrage accepté par les deux parties.

En 1903 les conflits prirent des dimensions jusque là inconnues en Suède. Les déchargeurs de Stockholm et de Gefle en avril furent jetés à la rue pour abaisser les salaires, mais ils acceptèrent courageusement la lutte, qui dura toute l'année et finit à Stockholm par une victoire complète des ouvriers et par le renvoi de nombreux « black-legs » qu'avaient ramassés les patrons pour écraser l'organisation. Dans ces conflits entre ouvriers peu instruits, la loi odieuse d'Akarp a fait nombre de victimes, ce qui a fourni matière à la fraction socialiste de la Chambre d'en demander en 1904 l'abolition; mais la majorité a rejeté cette demande.

Le conflit le plus important a cependant été le « look-out » contre les *ouvriers du fer*, mis en scène par une nouvelle organisation des grands industriels en fer de la

Suède. Un conflit insignifiant ne touchant que quelques hommes fut pris pour prétexte pour jeter en juin dans la rue environ 15,000 ouvriers, la plupart des ouvriers du fer, et 2,000 appartenant à d'autres fédérations syndicales, soutenues par la Confédération nationale. La lutte dura six semaines. Par l'intervention du préfet de Malmoe des négociations commencèrent alors entre les délégués des patrons et des fédérations, et une paix fut conclue qui garantit aux ouvriers plein droit de coalition et qui fut le point de départ des essais de bâtir dans ce ressort important du travail national toute une constitution industrielle, laquelle règlerait les droits et les devoirs mutuels des patrons et des fédérations ouvrières.

*
* *

Il faut encore noter que la période 1900-1904 a vu partout s'agrandir les œuvres économiques et les forces de propagande du mouvement ouvrier. La *Maison du Peuple* de Stockholm, bâtiment vraiment imposant, d'une valeur de près d'un million de couronnes, fut inaugurée en 1901, en présence aussi des représentants de la société officielle comme du ministre de l'intérieur. Là sont des salles de réunions, les bureaux du « Social-demokraten », l'imprimerie du parti, la plus grande bibliothèque populaire de Stockholm, dirigée par les organisations ouvrières, l'administration du Parti et de la confédération syndicale et celles de beaucoup de fédérations syndicales. A Malmoe on a agrandi la Maison du Peuple, et le Parc du Peuple là-bas est devenu un établissement tout à fait grandiose. Une vingtaine de villes suédoises à présent possèdent de telles forteresses

pour le mouvement ouvrier socialiste, d'une valeur économique totale de plusieurs millions de couronnes. Le mouvement purement *coopératif* a dû au contraire lutter avec de grandes difficultés. Il y a des entreprises qui prospèrent, par exemple, une fabrique de tabac à Gefle, fondée après une grève perdue, et aussi quelques organisations entre les déchargeurs des ports ; mais en général ce mouvement n'est pas encore en progrès satisfaisant.

La *presse* démocrate-socialiste a pendant ces années pris un grand essor. Des journaux nouveaux se sont fondés à Sundsvall, Oerebro, Gefle, Lysekil, Motala et Joenkoping, et deux organes locaux de Scanie, à Landskrona et Ystad, ont fortifié leur position. La plupart de ces journaux paraissent deux ou trois fois par semaine. En même temps les anciens journaux quotidiens ont augmenté considérablement leur circulation. Le parti a aussi fondé un journal satirique.

Même dans les *élections municipales*, jusqu'ici un domaine tout à fait fermé pour les ouvriers, le parti a pu un peu pénétrer. Pour ces élections on vote selon une échelle en *cent degrés*, qui donne aux riches jusque cent voix, tandis que les pauvres doivent être contents avec une ou deux ou trois, selon l'impôt payé. Cette inégalité révoltante n'est point une légende fabuleuse, c'est une réalité. Malgré tout, les ouvriers depuis 1900 dans plusieurs villes ont essayé d'introduire quelques uns des leurs aussi dans ces forteresses bourgeoises si bien gardées, soit en profitant des dissensions locales, soit en appelant à la justice évidente de quelque représentation ouvrière. Parfois ils ont réussi. A Malmoe nous avons ainsi depuis 1901 deux conseillers municipaux socia-

listes ; à Gefle, Helsingborg, Vesteraas, Halmstad, Stockholm (depuis 1903), Eskilstuna, etc., au moins un dans chaque ville. Mais naturellement, tant que durera l'injustice de l'échelle centigrade, ces places seront complètement à la merci des partis bourgeois. Et le parlement n'a point encore laissé voir des tendances à accepter la demande plusieurs fois renouvelée de Branting, d'introduire le suffrage égal (avec représentation proportionnelle, s'il le faut) dans les élections communales.

Dans la *législation ouvrière* le parlement a voté enfin en 1901 une loi sur les accidents du travail, imposant aux patrons une petite indemnité aux ouvriers tués ou invalides. Le principe d'assurance obligatoire fut cependant considéré comme trop avancé; on se contenta de fonder par l'Etat une caisse d'assurances pour les accidents. L'indemnité n'est même pas proportionnelle au salaire de la victime, mais fixée d'avance à 300 couronnes pour invalidité complète; du reste, aucune indemnité n'est payée pour les deux premiers mois après l'accident!

C'était en vain que la critique socialiste fut exposée à la Chambre et aussi soutenue par la plupart des libéraux; la majorité décida qu'une telle loi était déjà suffisante pour les ouvriers, et dans le Sénat des voix s'élevèrent prédisant les conséquences les plus graves pour de telles « concessions au socialisme »!

En 1903 le gouvernement proposa au parlement une *loi d'arbitrage*, ayant pour but de rapprocher les deux parties au commencement d'un conflit, sans prescrire l'arbitrage obligatoire. La fraction socialiste à la Chambre, d'accord avec les fédérations syndicales,

appuya cette loi, qui fut aussi votée par la Chambre, mais rejetée par le Sénat.

3. Tableau de la situation du mouvement ouvrier socialiste en Suède en 1904

Le parti démocrate-socialiste de la Suède comptait le 1 Janvier 1904 :

54.552 membres payants, répartis entre **95** « communes ouvrières » (organisations locales) et 761 unions. La plupart des membres sont des ouvriers syndiqués, dont la chambre syndicale a voté l'adhésion à la commune ouvrière.

En 1889 le parti comptait environ 8.000 membres, en 1900 environ 45.000.

Les plus grandes Communes ouvrières sont celles de Stockholm (18.000 membres), Malmoe (7.000), Gothembourg (4.000), etc.

Les *recettes annuelles* du *parti* (revenu net) sont d'environ **35.000 couronnes** (50.000 francs), sans compter les sommes qui passent par les mains du trésorier — actuellement le secrétaire général du parti, le citoyen Wickman — comme recettes des journaux du parti — « Folkbladet », journal hebdomadaire à bon marché, « Karbasen », journal hebdomadaire satirique, et « Premier Mai » — et des brochures du parti, et qui sont dépensées pour ces journaux et brochures.

Les recettes annuelles des *Communes ouvrières*, dépensées pour la propagande du parti, sont beaucoup plus considérables. Sans doute la somme totale annuelle pour la propagande politique ouvrière en Suède dépasse de beaucoup **100.000 couronnes.**

Dans le rappoıt sur le mouvement *syndical* en Suède, présenté au congrès scandinave de 1901, sont énumérées **33 fédérations nationales,** avec 1,050 syndicats et **63,000 membres.** En ajoutant 100 syndicats non encore fédérés avec 4,000 membres, on comptait un total d'environ 1,150 syndicats avec **67,000 membres.**

Depuis 1901 des progrès considérables ont été réalisés. Le total des ouvriers syndiquées est estimé en 1904 à environ **1,300** syndicats avec **80,000 membres.** Le total d'ouvriers industriels en Suède est environ 320,000.

La *Confédération nationale syndicale* comptait en 1904, **25** féderations nationales avec 850 syndicats et **42,000 membres.** La plus grande fédération syndicale de la Suède, celle des ouvriers du fer et des métaux avec **16,000** membres, n'a encore adhéré que conditionnellement. Une fédération importante qui n'a pas voulu adhérer est celle des typographes. Les plus grandes fédérations adhérentes sont celles des menuisiers (5,000 membres), des ouvriers du transport déchargeurs (4,500 membres), des terrassiers (6,000 membres), des tailleurs de pierres (3,000), des maçons (2,500), des cordonniers (2,500), des peintres (2,000), des tailleurs (2,000) etc.

Les *recettes annuelles* des syndicats suédois sont très considérables. Les fédérations adhérentes à la Confédération nationale ont eu pendant les années 1900, 1901 et 1902 des *recettes* de 600,000 — 530,000 — 660,000 couronnes et des *dépenses* de 560,000 — 500,000 — 630,000 couronnes. L'encaisse totale de ces fédérations au 1 janvier 1903 était de **225,000 couronnes.**

Parmi ces dépenses naturellement la plus grande part est consacrée aux conflits — par exemple en 1902 : 340,000 couronnes pour soutenir des membres de la féderation, 70,000 pour aider les membres d'autres fédérations. L'administration coûte environ 80,000 couronnes annuellement. La Confédération elle-même a payé pour des conflits en 1899-1900 plus de 400,000 couronnes, en 1900-1903 plus de 270,000 couronnes; elle a une encaisse de 60,000 couronnes.

En ajoutant les syndicats non affiliés à la Confédération on obtiendra certainement des recettes et des dépenses pour environ **un million de couronnes** par année « normale »; en 1903 les sommes doivent avoir été beaucoup plus grandes. L'administration des syndicats suédois coûte sans doute 150,000 couronnes par année. La Confédération a demandé de chaque membre en 1899-1903 la somme de 16 couronnes. Le contingent ordinaire des ouvriers syndiqués varie entre 4 et 12 couronnes par année.

***

Journaux socialistes politiques :

Quotidiens : « Social-demokraten », Stockholm; « Arbetet », Malmoe; « Ny Tid », Gothembourg.

Tirage total : environ *35,000* exemplaires.

Deux ou trois fois par semaine : « Nya Samhallet », Sundsvall; « Arbetarebladet », Gefle; « Orebro-Kuriren », Oerebro; « Lysekils-Kuriren », Lysekil; « Arbetaren », Motala; « Smalands Folkblad », Joenkoeping; « Landskrona-Kuriren », Landskrona; « Aurora », Ystad.

Tirage total : environ *20,000* exemplaires.

Hebdomadaires : « Folkbladet », Stockholm; « Karbasen » (satirique), Stockholm.

Tirage total : environ *15,000* exemplaires.

Les deux hebdomadaires appartiennent au parti, tous les autres aux organisations ouvrières de la ville où ils paraissent.

La presse socialiste politique comptait en 1893 environ 10,000 abonnés, en 1900 à peine 30,000.

Les journaux socialistes *corporatifs* sont une *vingtaine*, avec au moins 70,000 lecteurs. La plupart sont des périodiques mensuels et même trimestriels; les typographes publient un journal corporatif hebdomadaire.

* * *

Aux *élections générales* de 1902 environ *dix mille voix* d'ouvriers socialistes furent données aux candidats socialistes ou radicaux. L'absence de suffrage universel ne permet pas des données exactes. On peut constater cependant un accroissement quelquefois très considérable des voix purement socialistes : à Malmoe elles avaient monté de 500 à 2000 et faisaient élire l'un des candidats de la liste radicale-socialiste; à Ystad elles élirent Thorsson avec 500 voix ouvrières; dans une circonscription rurale, quoique industrielle, près de Gefle, subitement 900 voix du parti ouvrier faisaient leur apparition; etc. Le progrès s'exprime dans l'élection, pour la première fois, d'une petite fraction socialiste à la Chambre, de *4 députés*. Jusqu'à 1902 Branting avait été (depuis 1896) seul député socialiste, et élu aussi par les radicaux de Stockholm.

Aussi dans les *élections municipales* le manque d'un suffrage démocratique rend les données peu concluantes. Il y a en Suède à ce moment au surplus *une vingtaine* de conseillers municipaux, appartenant au parti ouvrier démocrate-socialiste.

Néanmoins, le mouvement ouvrier en Suède est en marche rapide. N'ayant pas encore dans les élections politiques le suffrage universel et dans les élections communales l'égalité entre les votants, nous autres, Suédois, n'avons pas encore la possibilité de présenter aux camarades de toutes les nations des chiffres d'élection bien concluants. Mais nous faisons tous les jours de notre mieux afin de préparer le sol pour une récolte abondante quand le jour viendra où les institutions d'iniquité feront place aux formes démocratiques d'une véritable souveraineté populaire. Et nous marchons nous aussi à la conquête du pouvoir dans notre société, en faisant flotter hautement le drapeau commun du socialisme, aspirant vers ce but idéal : un peuple libre, maître de lui, de son pays et de toutes les richesses qui s'y trouvent, et qui travaille en commun pour le bien-être de chacun et pour le progrès de l'humanité.

Stockholm, juillet 1904.

Pour le Comité exécutif du Parti ouvrier démocrate socialiste de la Suède

HJALMAR BRANTING

Le Socialisme au Japon

Chez les Japonais des Etats-Unis. — La propagande socialiste au Japon. — Les socialistes japonais et la guerre. — Les conséquences économiques et sociales de celle-ci. — Ce que fera le parti socialiste japonais.

La *Petite République* avait demandé au citoyen Katayama, chef et organisateur du parti socialiste japonais, de bien vouloir répondre à un certain nombre de questions relatives au mouvement ouvrier dans l'Empire du Soleil Levant.

Le citoyen Katayama, de passage aux États-Unis, a répondu par la lettre suivante adressée à Gérault-Richard, rédacteur en chef :

Kirlenwood, M. U. S. A. 15 juillet 1904.

Cher camarade en la cause socialiste,

J'ai reçu hier votre lettre et je m'empresse de répondre á vos questions.

Au début du mois d'août je me rendrai á Amsterdam, en Hollande, afin d'assister au congrès socialiste international. Ayez donc l'obligeance de m'adresser les communications que vous pourriez avoir à me faire, soit au siège du Parti socialiste à Amsterdam, soit au Bureau socialiste international à Bruxelles, en Belgique.

Votre dévoué,

S. J. Katayama.

En réponse aux questions que vous m'avez posées, je puis vous dire ceci :

Pourquoi avez-vous quitté le Japon?

J'ai quitté le Japon parce que cela valait mieux pour moi et pour la cause socialiste.

Je me proposais depuis longtemps d'aller au congrès socialiste international qui se tiendra à Amsterdam en août prochain. Auparavant je voulais visiter l'Amérique où j'ai déjà vécu onze ans; j'y ai beaucoup d'amis personnels et de camarades de parti que je suis heureux de retrouver. Je désire en outre assister à la première réunion nationale du Parti socialiste américain à Chicago.

En second lieu je voulais organiser les Japonais qui sont aux Etats-Unis et en particulier le long des côtes du Pacifique; c'est ce que j'ai fait en partie. Je crois que c'est d'une extrême importance pour l'avenir du socialisme, car il y a là un nombre considérable de jeunes Japonais qui occuperont dans leur patrie de hautes situations parmi les nouvelles générations.

De plus, je puis ici parler de socialisme, et exprimer entièrement et en toute liberté mes convictions, sans crainte aucune ni empêchement, ce que je ne pourrais faire au Japon. L'été dernier, au cours d'un voyage de deux mois à travers treize provinces de la partie méridionale du Japon, j'avais organisé des conférences socialistes dans toutes les villes, grandes et petites. Or, dans aucune de ces réunions il ne me fut possible de finir mon discours : j'étais invariablement arrêté à cause de mes idées révolutionnaires. Ce me fut très pénible de ne pouvoir proclamer ma conviction, mais j'étais tou-

jours interrompu au moment de l'exprimer. Je ne pouvais le bien faire qu'en particulier. Au contraire, depuis que je suis dans ce pays, j'ai eu de nombreuses occasions d'affirmer ma foi en la prochaine révolution sociale. J'organise en particulier pour les Japonais résidant le long des côtes du Pacifique, un grand nombre de meetings.

D'ailleurs il n'y a actuellement, du fait de la guerre, aucune propagande à tenter dans mon pays, toute la nation étant en proie à une fièvre belliqueuse extrêmement violente. Et je puis faire ici de meilleure besogne parmi mes compatriotes.

Je suis content d'être venu dans ce pays, car j'y ai appris beaucoup de choses et j'y ai aidé les Japonais à s'organiser en groupements socialistes.

Quelle est exactement la force numérique du parti socialiste au Japon ?

A Tokio nous avons presque deux cents membres, et un grand nombre dans les provinces, mais je ne puis vous donner un nombre exact car notre organisation est encore assez faible. Cela tient à ce que nous ne pouvons encore exister politiquement comme Parti socialiste.

Notre organisation n'est donc qu'une sorte de club ou de noyau de propagande.

Légalement d'ailleurs cette organisation n'est pas possible parce que notre gouvernement y est opposé. Mais d'après les observations que j'ai faites l'été dernier dans le Sud et en automne dans le Nord de mon pays, je puis vous dire qu'en fait les socialistes sont relative-

ment nombreux, et que plus nombreux encore sont ceux qui sympathisent avec ce mouvement. Beaucoup de ces derniers ne peuvent se déclarer à cause de leur famille ou de leur situation. Mais un temps viendra où nous aurons un fort Parti socialiste au Japon car le socialisme est très connu dans le pays et il a crû très rapidement à mesure que le capitalisme progressait davantage.

Les socialistes ont-ils des sièges au Parlement?

Non, ils n'en ont aucun, en tant que représentant du socialisme.

Bien que notre parti ait été supprimé il y a quatre ans, il n'a jamais cessé d'exister. Mais la loi électorale du Japon ne donne le droit de vote qu'aux propriétaires ou à ceux qui payent un certain chiffre d'impôts. En fait, les travailleurs sont ainsi exclus de l'élection.

Cependant il y a quelques membres des Chambres qui sont socialistes d'idées, mais jusqu'ici ils n'ont pas adhéré à notre organisation parce qu'ils doivent user de ménagements s'ils veulent un siège au Parlement.

Quel est le sentiment dominant au Japon en ce qui concerne les idées socialistes ?

Nous trouvons une certaine sympathie dans le public. Beaucoup de journaux appartenant aux classes riches s'occupent du socialisme. Nos idées apparaissent dans un certain nombre de journaux et de périodiques, et se répandent par le pays. Il est possible que ce ne soit que depuis *peu de temps*, mais ce nous est quand même d'un secours appréciable.

Le socialisme est détesté et craint du gouvernement et la police s'efforce de l'étouffer, mais nous nous sentons devenir tous les jours plus forts.

Les capitalistes en tant que classe, n'aiment pas le socialisme, mais jusqu'à présent ils ne l'ont pas sérieusement combattu. Nous savons cependant qu'ils tenteront d'écraser le mouvement socialiste, mais le moment venu, nous serons forts, nous saurons résister, lutter et gagner la bataille.

Comme je vous l'ai dit, notre gouvernement est opposé au socialisme, mais graduellement les idées socialistes fermentent dans les classes japonaises intelligentes. Il y a même un cours de socialisme à l'Université impériale de Tokio et de Kyoto, et, dans les collèges privés, des socialistes sont professeurs.

Si bien que le socialisme est devenu une idée prédominante au Japon, à la fois parmi les classes cultivées et les travailleurs.

Les socialistes japonais ont-ils l'espoir d'influencer la politique nationale ?

Oui, certainement. Beaucoup de jeunes gens sont gagnés à nos idées et de plus un certain nombre d'éditeurs de journaux sont socialistes ou disposés à l'être. Il est assez fréquent que des partis politiques mettent dans leur programme électoral certaines de nos revendications. Nous nous débattons énergiquement sur la question du suffrage universel; chaque année nous avons au moins trente membres du Parlement qui signeraient volontiers une proposition de loi électorale, et la présenteraient aux Chambres (un quorum de trente

voix est nécessaire pour présenter un projet de loi), et ces voix nous les obtenons toujours sans difficulté; leur nombre s'augmente même chaque année. Tous les ans, il nous arrive des pétitions réclamant le suffrage universel et elles se multiplient aussi rapidement. Personne n'ignore que ce mouvement vers le suffrage universel vient des socialistes et que ce sont eux qui en profiteront davantage.

Actuellement les principes et les fins du socialisme ont acquis, par une autorisation tacite de toutes les classes de la nation japonaise, le droit à l'existence; aucun principe ni aucune idée ne sont assez forts pour résister aux arguments socialistes, si bien qu'en somme, je crois, que le socialisme sera bientôt la force dominante dans la politique japonaise.

Quelles sont les conséquences économiques et sociales de la guerre actuelle?

Il est très difficile de dire actuellement de quel côté se tournera la fortune. Rien n'est certain. Mais je puis affirmer ceci : Le Japon se développera au point de vue économique et le capitalisme deviendra de plus en plus puissant; la guerre aura comme résultat indéniable de le développer. Mais aussi la conscience de classe s'affirmera nécessairement davantage parmi les travailleurs japonais. Ils souffrent beaucoup en ce moment de la guerre parce que l'industrie est atteinte et que le prix des objets de première nécessité s'est singulièrement élevé.

Au point de vue social, le peuple sera plus dégradé que jamais; car cette guerre mettra le Japon sous la coupe du militarisme. Les officiers seront de plus en

plus orgueilleux, hautains et tyranniques et ils pèseront plus lourdement que jamais sur le peuple. Les conditions de la vie sociale deviendront intolérables, que les Japonais remportent ou non la victoire, parce que de toute façon le fardeau des travailleurs sera centuplé. Du fait de la guerre, si le riche devient plus riche, le pauvre ne peut que s'appauvrir davantage.

Pensez-vous que la guerre soit préjudiciable ou utile au parti socialiste?

Elle sera très utile au Parti; car nous pourrons en tirer plus d'un enseignement pour les classes ouvrières. Nous pourrons leur montrer comment la classe capitaliste bénéficie de la guerre tandis que les travailleurs sont les victimes de ses meurtres terribles. Les socialistes japonais sont en train de gagner la sympathie des masses. Le peuple est fatigué des nouvelles de la guerre, à mesure qu'il se rend mieux compte de ses horreurs.

Ce qui le prouve c'est que notre littérature socialiste se vend davantage tous les jours, et nos réunions publiques sont plus suivies que jamais.

Un des meilleurs résultats de la guerre sera la croissance constante et marquée du socialisme et du Parti socialiste au Japon.

Quel avenir plus ou moins proche est réservé au socialisme au Japon ?

La lutte deviendra plus âpre à mesure que notre nombre augmentera. Le gouvernement et les capitalistes en arriveront à nous craindre et à vouloir nous opprimer de plus en plus dès qu'ils se rendront compte de la

force et de l'influence des idées sociales. Ils s'efforceront d'écraser le mouvement socialiste; mais cela ne fera que lui profiter. Les socialistes japonais auront bientôt à soutenir un rude combat contre les capitalistes car quelques-uns de ceux qui sont maintenant employés par les capitalistes perdront leur situation et devront se trouvei de nouveaux moyens d'existence. Il y aura pour eux comme pour le Parti un moment d'épreuves critiques. Mais je suis sûr que les Japonais n'en deviendront que plus inébranlables dans leur foi. De même qu'en Allemagne, les Japonais sont à bonne école pour devenir de bons socialistes car ils passent par l'armée. Je sais pertinemment qu'il y a un nombre grandissant de socialistes dans l'armée japonaise. Dans un avenir très rapproché, nous aurons à lutter ferme contre un gouvernement oppressif soutenu par une puissance capitaliste croissante. Mais à la fin, j'en suis convaincu, nous remporterons la victoire.

SEN KATAYAMA.

Le Parti Social-Démocrate de Suisse

Organisation du Parti

Depuis le dernier congrès international de Paris, un événement de grande importance s'est produit dans les organisations ouvrières de la Suisse, savoir la réunion de la *Grütliverein* et des autres organisations ouvrières dans le « Parti Social-démocrate de Suisse ». Pour mieux faire comprendre l'importance de ce fait, nous rappelons que les véritables chevilles de l'organisation ouvrière politique de la Suisse étaient la *Grütliverein* et les groupes social-démocrates, qui, luttant séparément, étaient impuissants à atteindre par leur travail un résultat de quelque importance.

La *Grütliverein* ne s'était jamais placée sur le terrain de la social-démocratie; pendant de longues années, elle avait défendu les tendances progressistes ou libérales; une grande partie de ses membres se recrutaient parmi les éléments petits bourgeois et petits patrons, qui ne pouvaient évoluer et qui, d'un autre côté, ne voulaient pas permettre que la patriotique *Grütliverein* fut poussée vers « l'armée rouge internationale ». Les éléments jeunes de la *Verein* insistèrent pour éclaircir la situation; ils n'avaient pas connu les temps mouvementés de la naissance de la *Grütliverein*, ils se sentaient

libres de toute piété à l'égard des temps passés des traditions et voulaient marcher dans une direction nouvelle. En 1878, un programme social-démocrate fut accepté et des relations furent établies avec les organisations social-démocratiques; en 1893 la *Grütliverein* se donna de nouveaux statuts dans lesquels on proclamait comme but : « Le développement des progrès politiques et sociaux en Suisse sur la base de la Social-démocratie. »

Dès lors nous possédions une *union* et une déclaration de principes social-démocratiques, mais pas de *parti* travaillant pour la défense de ces principes. Il fallut encore des efforts importants pour obtenir la réunion de la *Grütliverein* et des autres organisations ouvrières luttant suivant les principes de la social-démocratie en un parti social-démocrate. Evidemment une union qui, pendant un demi-siècle, a été à la tête de tous les efforts démocratiques, à qui on doit la loi sur les fabriques, ne sacrifie pas volontiers son droit d'aînesse. Enfin, le 21 septembre 1901 l'assemblée des délégués de la *Grütliverein*, puis le jour suivant, le congrès de la social-démocratie Suisse et en novembre de la même année la Grütli acceptèrent par un vote, les nouveaux statuts du parti. Dans ceux-ci il est déclaré que le parti social-démocrate de Suisse est formé par la *Grütliverein Suisse*, les ouvriers des cantons et unions du parti, les unions ouvrières locales et les unions isolées, pour autant que dans leurs cantons ou localités respectifs, il n'existe pas d'union cantonale ou locale affiliée au parti.

Cette organisation peut paraître quelque peu compliquée, mais elle découle de nos institutions politiques et de nos formes d'Etats.

Programme du Parti

Un nouveau parti doit avoir un nouveau programme, les directions doivent être établies afin de savoir comment le parti doit se mouvoir dans son activité principielle et pratique. Précisément en ce moment la discussion sur ce nouveau programme du parti est ouverte; il renferme une partie théorique et une partie pratique. La première se base sur les principes de la social-démocratie internationale; pour la Suisse spécialement, les considérations suivantes sont de valeur :

La Société Bourgeoise

La Révolution bourgeoise du 19me siècle. — 1. — Pendant le siècle dernier, la Suisse a subi des changements profonds, qui ont atteint complètement les bases économiques et nationales de son existence.

Le développement économique fit passer la Suisse d'une communauté paysanne de petite bourgeoisie en un pays d'industrie : 1° qui reçoit ses matières premières et une grande partie de ses vivres de l'étranger et 2° qui doit chercher à l'étranger un écoulement pour les produits de son industrie et de sa culture. Il est, en conséquence, également atteint par les fluctuations et les commotions du marché mondial. Mais cette transformation rendit aussi nécessaire une nouvelle tactique politique.

La lutte souvent sanglante de la bourgeoisie moderne contre l'aristocratie et la puissance des corps de métiers, conduisit à des institutions démocratiques et à l'égalité des bourgeois devant la loi. Le besoin de développe-

ment du commerce et des transactions créa la confédération par la *Sonderbundskrieg*.

Après que le conflit eût été vidé, un développement des forces productrices et une augmentation énorme des moyens collectifs et des richesses, tels qu'on ne l'aurait jamais cru possible, se produisit.

Misère de la masse et le Prolétariat sans droits. — 2. — Seulement, malgré l'extension des droits politiques et malgré l'augmentation de la richesse collective, de larges couches du peuple suisse vivent dans la situation la plus difficile et dans la plus grande dépendance.

La lutte pour l'existence se manifeste avec plus d'aprêté que jamais, exige l'emploi de moyens de plus en plus réprouvés et consomme les meilleures forces de la nation. Ici, c'est l'inquiétude pour le pain quotidien, là, c'est le désir insatiable du gain; voilà ce qui absorbe toutes les idées du peuple. Comme on ne peut garantir le travail honnête contre la misère, les sans travail augmentent continuellement : des milliers errent sans repos, sans pouvoir manger à leur faim, n'ont plus de chez-eux, plus de foyer. La dépendance économique conduit à une nouvelle espèce d'absence de garanties légales. La patronat abuse de sa supériorité pour entraver les droits politiques des ouvriers, particulièrement le droit association. Le rapport du travail devient le rapport de la domination.

Cette contradiction entre la liberté politique et le besoin, et l'assujettissement se fait sentir de plus en plus douloureusement et toujours plus énergiquement; le Droit et l'Intelligence s'insurgent contre cette situation intenable.

Causes de la situation misérable. — 3. — Cette situation

prend racine dans l'ordre économique capitaliste, c'est-à-dire, dans la propriété privée des moyens de production et dans la production ayant pour but, le profit, l'intérêt, et elle ne changera qu'avec la disparition de cette méthode et de ce mobile.

Dans l'industrie. — Le développement économique conduisit nécessairement au triomphe de la machine sur le simple outil, au triomphe du commerce de gros sur la manufacture et le petit négoce. C'est sur ce fondement que reposent la décadence inévitable de l'ancien Etat moyen et la croissance du prolétariat industriel, qui reçoit toujours de nouvelles recrues des rangs des artisans et des petits bourgeois ruinés par le capitalisme. La séparation des ouvriers des moyens de production — fabriques, machines, matières premières — et la monopolisation de ceux ci dans les mains des capitalistes, rendent l'opposition des ouvriers contre l'exploitation plus difficile et permettent à l'entrepreneur de s'accaparer du travail non payé.

Plus on réussit, par la domination des forces naturelles, par le perfectionnement des machines et par les méthodes de travail, à faire croître la production du travail humain, plus grand sera le nombre des déshérités, plus lourde sera leur dépendance et l'incertitude de leur existence, plus malheureuses seront leurs conditions relativement à la richesse collective. Le superflu de quelques-uns engendre nécessairement la misère de la masse. Les avantages des progrès économiques bénéficient seulement aux possesseurs des moyens de production. Mais l'ouvrier dont l'activité forme la principale source de la richesse collective, n'a pas de part dans son accroissement.

Dans l'agriculture. — Jusqu'à présent dans l'agriculture, l'exploitation en grand n'a pas encore démontré sa supériorité au même dégré que dans l'industrie. Mais la condition des paysans, après le remplacement de l'économie naturelle par l'économie de l'argent et sous l'influence de la concurrence étrangère, est devenue également de plus en plus difficile et incertaine. Le nombre des propriétaires diminue continuellement, une partie abandonne la terre et une autre partie s'engloutit dans le prolétariat.

Crises et chômages. — 4. — Avec l'économie capitaliste de la production sont inséparablement liées l'incertitude et l'anarchie dans la production. La classe possédante a perdu la direction des moyens de production. Chaque capitaliste isolé est mené par un principe en dehors de lui, la concurrence; il doit avoir toujours à l'esprit la diminution du prix de ses produits, l'extension de ses affaires et la lutte contre ses concurrents, s'il ne veut pas être battu par eux. Comme cette activité économique fièvreuse ne se dirige pas vers les besoins, mais a bien comme but l'obtention de profits, elle mène nécessairement à la surproduction et à des crises périodiques, qui ont leur répercussion dans tous les milieux sociaux, mais nuisent le plus durement à la classe ouvrière, par le terrible fléau du chômage.

Là où les patrons essaient de reconquérir ce contrôle sur les moyens de production par des cartels, des syndicats ou des trusts, il en résulte, d'une part, le monopole qui fait hausser le prix des articles les plus nécessaires à la vie, et d'autre part, par ce moyen gigantesque de puissance, augmentation de l'oppression et de l'exploitation de l'ouvrier.

Le capitalisme un obstacle à tout progrès. — 5. — Il devient donc plus évident, que dans l'état actuel des choses le capitalisme est devenu un obstacle au progrès économique. Il gêne la production des nécessités, il condamne à l'inaction des mains actives et par cela, il nuit lourdement au bien-être physique et intellectuel des peuples.

II. — La Société socialiste

Le socialisme, le seul remède. — 6. — Le développement atteint jusqu'à ce jour, ainsi que les intérêts de toutes les classes exploitées — ouvriers et petits cultivateurs — exigent que la société prenne entre ses mains les moyens et la direction de la production.

La renversement de l'économie capitaliste qui produit dans le but de réaliser des bénéfices par la collectivité, est le seul moyen de sauver toutes les acquisitions du progrès économique et de délivrer le peuple de ses conséquenses néfastes.

Dans la société socialiste collectiviste les moyens de production, le capital, cessent d'être un moyen d'exploitation et de domination de la classe pauvre. La société socialiste sera capable d'employer entièrement tous les moyens de production, de se servir utilement de toutes les forces de travail dans les meilleures conditions de lieu, de régler la production suivant les besoins et pourvoir à la satisfaction de toutes les nécessités des individus comme à celles de la société dans une large mesure.

La propriété privée. — 7. — Le socialisme ne poursuit pas la suppression de toute propriété privée, mais seulement de celle qui est devenue inconciliable aux inté-

rêts de la grande majorité du peuple, c'est-à-dire, la propriété privée des moyens de production.

Comme garantie de la personnalité et suivant les mœurs, les biens nécessaires aux besoins personnels doivent rester propriété privée : tout ce qu'il faut pour la nourriture et l'habillement, l'installation et le confort de l'habitation, pour les jouissances de l'art, pour la culture intellectuelle et pour la recréation.

Seulement par le capitalisme, la plus grande partie du peuple est privée de ces nécessités et est condamnée à une vie uniforme et sans repos qui étouffe tout caractère personnel.

Le socialisme, en supprimant la propriété privée basée sur l'exploitation des moyens de production, met à sa place la propriété individuelle des choses nécessaires aux besoins de la vie et donne à chaque individu ce qu'il lui faut pour satisfaire ses besoins physiques, moraux et intellectuels.

La femme, le Mariage, Education par le Socialisme. — 8. — Comme le socialisme supprime toutes les causes de domination et de privilèges, il fournit également à la femme les mêmes droits politiques et sociaux qu'à l'homme et la possibilité de se développer suivant sa nature et d'occuper sans contrainte ses forces et ses capacités.

Rien que par la suppression du capitalisme, la criminalité et la prostitution disparaîtront, car elles trouvent en lui leur terrain le plus propice.

Le mariage dans la société bourgeoise n'est que trop souvent une forme de prostitution protégée légalement, il sera dépouillé de son caractère économique et trouvera sa base honnête dans l'inclination personnelle.

De ces mariages, naîtra une génération plus saine et plus forte.

La société socialiste aura les moyens de résoudre le grand problème de l'éducation. En effet, en rendant le peuple capable de recevoir et de comprendre l'art et la science, (ce qui propage le beau, le noble et le bon), elle fournit en même temps à toute l'activité artistique et scientifique des impulsions et des cercles d'action jusqu'à présent insoupçonnés.

III. — Le chemin vers le Socialisme

Socialisation et lutte politique. — 9. — Le parti social-démocrate Suisse lutte pour la socialisation des moyens de production en commençant par la socialisation des domaines, des communications, du commerce et de l'industrie, qui, d'après leur caractère de monopole et d'après l'état de leur développement technique, se prêtent à la socialisation ou dont la socialisation est nécessaire dans l'intérêt de la collectivité. Dans cette direction il cherche à étendre toujours le rayon d'action de la confédération, des cantons et des communes.

Le parti social-démocrate lutte donc continuellement pour étendre sa force politique. Il veut une part croissante dans la législation et dans toutes les branches de l'administration publique, afin de les rendre plus démocratiques et de les mettre au service de la socialisation prochaine.

D'autre part, il s'oppose à toute tentative pour maintenir les vieilles formes de production et ainsi protéger de petits cercles d'intérêts aux dépens de la grande masse du peuple.

Avec la même énergie, il défend les droits à la liberté du peuple et leur usage sans entraves pour la lutte prolétarienne de classe, alors que la bourgeoisie a perdu son idéal politique.

Politique agraire socialiste. — 10. — Pour l'agriculture, la social-démocratie suisse demande le concours de l'Etat pour tous les progrès, qui assurent aux petites exploitations les avantages des grandes (emmagasinages communs, meilleure distribution des champs, élevage en commun du bétail, emploi de machines). Comme presque toute notre agriculture a la caractère de la petite culture, celle-ci ne peut pas être socialisée. Mais pour empêcher le fléau des grandes charges, et pour éviter que les progrès dans ce domaine conduisent à plus de redevances, la social-démocratie demande la socialisation des hypothèques et leur amortissement régulier, de façon que la communauté prenne la place des créanciers hypothécaires. Le loyer est remplacé par des annuités décroissantes, qui, avec le temps, se changent en impôts réguliers payés à l'Etat et à la commune. Dès lors le progrès conduira d'eux-mêmes les paysans vers les associations rationnelles. Le paysan délivré de la servitude des hypothèques et certain des fruits de son travail, cultivera les terres du pays pour ses besoins et pour les besoins de la collectivité.

Lutte syndicale. — 11. — La lutte politique de la classe ouvrière trouve son complément nécessaire dans l'organisation syndicale. Elle permet à l'ouvrier, en sa qualité de producteur, d'acquérir la force économique pour se défendre contre l'oppression et contre l'appauvrissement, et d'intervenir dans le règlement du contrat du travail et de la production.

L'organisation syndicale est aussi une école, dans laquelle le prolétariat apprend la direction de la production socialiste.

L'association coopérative. — 12. — La social-démocratie suisse propage également l'association coopérative avec l'aide de laquelle les ouvriers comme les consommateurs pourront influencer le progrès économique. L'association coopérative n'a pas seulement pour but de travailler à régler les prix et à garantir les consommateurs de l'exploitation, mais également elle a pour mobile, en prenant en mains la production de certains articles d'un écoulement assuré, d'aider par ce moyen à la socialisation de la production.

Le parti social-démocrate voit dans l'association coopérative le meilleur moyen pour augmenter le rapport des cultures par une bonne organisation de la production et de l'échange.



Signification mondiale du socialisme. — Le parti social-démocrate dépasse ainsi de beaucoup les limites d'un simple parti politique. Il est le porte-drapeau d'une grande lutte pour l'éducation de la classe ouvrière pour l'obtention de tous les droits de l'homme et pour la participation aux acquisitions de la civilisation humaine.

Entretemps, la social-démocratie suisse, en communauté avec les partis socialistes de tous les pays civilisés lutte, au moyen de la lutte des classes, pour la suppression des classes et les antagonismes de classes, pour mettre à leur place la solidarité de tous. Par son triomphe elle supprimera tous les antagonismes de

nationalités et elle établira la solidarité de tous les peuples.

Ainsi la social-démocratie internationale délivre les nations du fléau maudit du militarisme et des guerres, et par suppression de la misère et des soucis, elle leur apporte également la paix et la fraternité pour la culture collective du monde entrer.

Programme Ouvrier

1. — Formation de la Démocratie.

Représentation proportionnelle. Elections des corps législatifs, administratifs et judiciaires par le peuple. Referendum obligatoire. Initiative législative. Décentralisation de l'administration de la confédération. Autonomie des communes. Faciliter le vote par la confection de bulletins de vote et aussi par le placement des urnes électorales le samedi soir. Vote obligatoire au moyen des urnes pour toutes les élections et votes. Suppression des *bürgergemeinde*. Faciliter la nationalisation des étrangers. Séparation des Eglises et de l'Etat.

2. — Egalité des citoyens.

Egalité de la femme et de l'homme dans le droit public et privé; comme première mesure, extension du droit de vote de la femme aux comités des écoles, des Eglises et de la bienfaisance.

Egalité du citoyen suisse et des citoyens des cantons dans les affaires cantonales et communales.

3. — Protection des droits individuels.

Suppression des procureurs de la confédération et de la police politique. Droit d'asile étendu. Usage humain des ordonnances sur l'établissement et le séjour.

Garanties efficaces de la liberté d'opinion, de la liberté de la presse, des droits de réunion, d'association et de grève, par l'établissement de peines efficaces.

Immunité parlementaire pour tous les représentants de la confédération, des cantons et des communes.

4. Démocratisation de la Défense.

Simplification de l'habillement et de l'armement. Election des officiers par les hommes. Habillement et armement des officiers par l'Etat. Même traitement des officiers et des hommes. Suppression de la juridiction militaire en temps de paix.

Soutien de la famille pendant le service de la personne qui la nourrit. Garantie des soldats contre la perte d'occupation par suite du service militaire. Suppression de la contrainte par corps pour le non-paiement des impôts militaires.

5. — Système des impôts.

Impôt progressif sur le revenu et la propriété au profit de l'Etat et de la commune. Imposition plus lourde des revenus du capital que ceux du travail. Imposition de l'augmentation en valeur sur les terrains non bâtis. Publication du registre des impôts.

Impôts sur les successions, progressifs d'après l'importance des successions et du degré de parenté.

Etablissement de mesures sévères sur la perception des impôts. Confiscation des revenus soustraits à l'impôt. Exonération de la somme nécessaire à la vie. Lutte contre les impôts indirects et contre la politique des tarifs protecteurs.

6. — Les Ecoles et Ecoles professionnelles.

Gratuité de l'enseignement et du matériel. Enseignement gratuit jusqu'au plus haut dégré, université et

polytechnique comprises. Soutien des nécessiteux par des subsides suffisants, fourniture de la nourriture et des vêtements.

Introduction de l'enseignement du travail manuel pour les deux sexes. Ecoles ménagères et d'économie domestique. Ecoles d'adultes obligatoires pour les deux sexes. Exclusion de l'enseignement religieux pour les écoles. Prolongation de l'enseignement pour le peuple jusqu'à l'âge de 15 ans minimum.

Des soins spéciaux pour l'éducation des enfants ayant l'esprit faible et apprenant difficilement.

Enseignement professionnel dans des ateliers d'apprentissage et des écoles de métiers.

7. — Soins pour la jeunesse en dehors de l'Ecole.

Jardins d'enfants. Refuge pour la jeunesse. Places de jeux. Colonies de vacance. Ecoles forestières.

8. — Relèvement intellectuel et moral du peuple.

Lutte contre l'alcoolisme. Emploi pratique des impôts de l'alcool, à l'encouragement de toutes les œuvres qui tendent à rendre les ouvriers et leurs organisations indépendants du cabaret : installation de Maisons du peuple, de locaux publics de réunion et de salles de lecture.

Représentations scientifiques et artistiques gratuites. Conférences, concerts, représentations dramatiques, visites de musées.

9. — Réforme du droit pénal et des procès.

Assistance des condamnés pendant l'instruction. Responsabilité à partir de l'âge de 16 ans Limitation de l'emprisonnement avant la condamnation aux cas urgents. Entretien des familles des condamnés par l'Etat. Condamnation conditionnelle.

Suppression du changement des amendes en contrainte par corps. Réduction des peines dans le but d'améliorer et d'éduquer les condamnés. Suppression de la peine de mort. Indemnisation des prisonniers et des condamnés innocents.

10. — Procès civils.

Assistance judiciaire gratuite. Procédure gratuite pour les nécessiteux. Insaisissabilité des salaires. Modération des frais de procédure.

11. — Hygiène publique et des Habitations.

Bains populaires. Places de jeux et promenades. Lait pour les nourrissons. Nomination de médecins scolaires.

Augmentation des propriétés de l'Etat et des communes. Inspection des habitations. Construction de maisons à bon marché par la commune.

12. — Secours publics aux malades.

Soins médicaux et pharmaceutiques gratuits. Etablissements pour malades en nombre suffisant. Sanatoria pour maladies des poumons et des nerfs. Soins gratuits à domicile aux malades.

Maisons pour convalescents.

Soins gratuits pour accouchements et accouchées.

Asiles pour incurables.

13. — Assurances et prévoyance sociales.

Assurance contre les suites économiques de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse et de décès.

Des asiles agréables pour invalides, estropiés et vieillards.

14. — Assistance des pauvres par l'Etat par l'entremise des communes. Partage équitable des impôts des pauvres, secours suffisants pour remettre sur pieds des

pauvres momentanés. Traitement humain des secourus et protection de leur honneur.

15. — Protection légale ouvrière.

Extension des lois sur les fabriques. Application de celles-ci à tous les métiers dans lesquels on emploie des moteurs ou des personnes en dessous de 18 ans. Abréviation de la journée maxima de travail, d'abord à 10 heures et par degrés jusque 8 heures. Congé le samedi après-midi. Interdiction des amendes et des retenues. Défense d'employer des enfants au dessous de 15 ans. Nomination d'ouvriers pour l'inspection des fabriques. Nomination de femmes inspectrices.

Secours aux accouchées pendant les couches.

Protection du personnel des magasins et des hôtels particulièrement par la réduction des heures de travail.

Défense générale du travail dominical.

Réduction et réglementation du travail à domicile et installation d'ateliers de métiers.

16. — Contrat de travail et protection du salaire.

Contrat collectif du travail. Tribunaux de métiers. Plus de diligence dans les causes du travail et dans les questions de salaire.

17. — Lutte contre le chômage et ses suites.

Surveillance continue du marché du travail et précautions à prendre pour fournir des travaux publics en régie pendant les temps de crises, avec paiement des salaires habituels de l'endroit.

Secours suffissants aux sans-travail, auxquels on ne peut pas offrir une occupation.

Subsides par la commune, le canton et la confédération, aux organisations ouvrières, s'occupant d'assurances contre le chômage.

18. — Monopoles. Services publics et exploitations. Monopole des tabacs avec l'objet d'en destiner les revenus à l'assurance et à d'autres œuvres sociales.

Monopolisation des forces d'eaux avec participation des cantons et communes, en donnant la préférence aux intérêts publics.

Monopolisation du commerce des blés et de la meunerie.

Municipalisation du gaz, des eaux et de l'électricité ainsi que des trams. Etablissement de boulangeries, laiteries, abattoirs, métairies communales pour autant que ces entreprises ne sont pas exploitées d'une façon satisfaisante par des sociétés coopératives.

Enterrements gratuits.

19. — Conditions des employés de l'Etat et de la commune.

Salaire minimum et maximum des heures du travail. Vacances avec salaires payés. Assurances contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse. Secours aux survivants. Les ouvriers dont l'occupation revêt un caractère fixe seront classés parmi les employés à demeure. Paiement du salaire pendant le service militaire.

20. — Réglementation des soumissions.

Exclusion des travaux publics des patrons qui ne respectent pas les clauses des cahiers de charges.

Les entrepreneurs de travaux publics sont obligés en premier lieu d'occuper des ouvriers établis, de fixer une journée de travail maxima et de payer des salaires en concordance avec les tarifs acceptés ou d'accord avec les salaires usuels de la localité.

Activité parlementaire

Les élections générales d'octobre 1902 ont amené un renforcement de notre représentation au parlement de la confédération, qui est actuellement de 7 personnes. Le nombre des électeurs socialistes ou plutôt des citoyens aux idées socialistes ne correspond nullement à cette représentation. Les « géomètres électoraux » ont réussi à établir les circonscriptions de telle façon que les villes et les centres industriels sont réunis aux districts agricoles, et qu'ainsi les voix socialistes sont balancées par les voix bourgeoises. Si nous n'avions qu'une circonscription, notre représentation à la Chambre des députés serait beaucoup plus importante.

Dans le milieu tranquille de notre conseil national nos députés ont apporté une vie toute nouvelle. Ils ont dérangé des habitudes prises, mais il ne s'en sont point inquiétés, même lorsque leurs motions furent régulièrement rejetées comme « inacceptables ». Les idées germeront.

Le peuple travailleur apprendra à connaître de quel côté se trouve la délivrance finale de la misère et du besoin, de l'incertitude et de l'oppression ; cependant une motion de la fraction social-démocrate a été acceptée, et elle n'est pas sans importance, à savoir que le conseil fédéral ferait rapport et présenterait une résolution au sujet de la révision de la loi de la confédération sur les fabriques. Il s'agit de savoir si cette législation ne doit pas être revisée dans le sens de l'introduction de la journée maxima de dix heures et de son extension à un plus grand nombre de métiers, de l'augmentation du personnel de l'inspection et de la nomi-

nation d'inspectrices. Le conseil fédéral est sympahtique à la révision de la loi sur les fabriques et il est donc à espérer que nous aurons en Suisse la journée maxima de dix heures dans un temps rapproché et que, par là nous rejoindrons les nations qui nous ont devancé dans ce domaine de la protection du travail. Par l'introduction de la journée de dix heures, on ne fera d'ailleurs que légaliser des situations existantes déjà pour un grand nombre d'industries. C'est ainsi qu'on travaille dans les industries suivantes :

	11 heures	10 à 10 1/2h.	Moins de 11h.
Industries alimentaires	47,1 %	51 %	1.9 %
Horlogerie	42,9 »	48,9 »	8,2 »
Produits chimiques	41,9 »	44,6 »	13,3 »
Industrie du bois	37,0 »	62,3 »	0,7 »
Fabriques de papier	36,0 »	34,3 »	29,7 »
Peausseries-cuirs	17,3 »	41,1 »	25,5 »
Métallurgie	26,4 »	63,6 »	10,0 »
Industrie des machines	16,4 »	81,0 »	2,6 »

Ce n'est que dans l'industrie textile et dans les salines que la loi sur la journée de 11 heures est utilisée entièrement.

Mais si le conseil fédéral est favorable à une révision de la loi sur les fabriques, la lutte au parlement n'en sera pas moins aigüe, les débats antérieurs sur une petite réforme : cessation du travail dans les fabriques, le samedi après-midi, l'ont prouvé clairement. Nos représentants profiteront des études approfondies que la *Grütliverein* a faites sur la révision de la loi des fabriques et qui furent compulsées par le secrétariat du travail suisse.

Il va sans dire que la fraction social-démocrate prend position dans tous les débats qui se rapportent aux intérêts de la classe ouvrière. Les énumérer tous, nous menerait trop loin.

Nos camarades de l'étranger se tromperaient s'il croyaiènt que la classe ouvrière de Suisse n'est représentée aux travaux parlementaires que par sept camarades. Une grande partie de notre vie parlementaire se passe dans les 25 cantons qui forment notre confédération suisse, ainsi que dans les communes qui ont chacune une sphère particulière d'intérêts. Le parti social-démocratique est représenté dans le comité exécutif de trois cantons, dans ceux de Zürich, de Bâle et de St-Gall. Les opinions sur la valeur d'une telle participation au gouvernement sont partagées chez nous; la majorité des compagnons pensent que nous y perdons plus que nous n'y gagnons. Beaucoup plus significative est la force de la représentation socialiste dans les parlements cantonaux. La social-démocratie est représentée dans les parlements de 17 cantons et dans 14 communes. Nous avons également des représentants dans les administrations, où ils peuvent obtenir une influence plus directe et mieux en vue que dans les comités exécutifs cantonaux. Notre force augmente lentement, mais elle augmente toujours. Chaque nouvelle élection nous amène un renforcement de notre représentation dans la confédération, les cantons et les communes, et si, avant un certain nombre d'années, nous ne pouvons exercer une influence décisive sur les travaux parlementaires, nous possédons pourtant encore en Suisse une arme, dont le bon emploi nous a déjà procuré maintes victoires, et qui nous en procurera encore.

Influence directe du Peuple sur la Législation

Nous avons le droit constitutionnel d'initiative, cela veut dire que 50,000 citoyens ont le droit de vouloir que des modifications ou de nouveaux articles à la constitution de la confédération soient soumis au vote. Nous avons le referendum, qui permet à 30,000 citoyens de demander le vote sur telle ou telle loi fédérale. Pendant l'année 1903, on a fait un ample usage de ce droit.

C'est le parti socialiste qui se trouva toujours à la tête de ces mouvements populaires.

Peu de temps après le congrès de Paris, commença la campagne pour les projets populaires réclamant l'élection du conseil fédéral par le peuple et l'élection du conseil national d'après un système de représentation proportionnelle. Pour le dernier nous avons réuni 64.685 et pour le premier 56.350 signatures. Lors du vote populaire 166.055 citoyens se déclarèrent pour et 242.448 contre la seconde proposition et 141.851 pour et 266.237 contre la première demande. Nos deux demandes furent donc rejetées. Depuis lors, notre gouvernement n'a pas gagné en sympathie après du peuple et il serait bien possible qu'une deuxième attaque réussirait. Pour le nouveau tarif douanier qui était devenu nécessaire par la fin des conventions, nous fîmes appel au referendum, avec le concours de plusieurs sociétés coopératives du pays. Pour la rédaction du nouveau tarif on a tenu compte des intérêts des agrariens, de la grande industrie et du fisc, tandis que ceux des consommateurs ont été sacrifiés; 110.564 citoyens demandèrent le vote populaire, mais cependant une

majorité de minime importance se prononça pour les nouveaux tarifs 326,588 oui contre 222.819 non.

Pendant la campagne des tarifs, l'assemblée fédérale vota une petite loi de circonstance, qui voulait limiter la critique de la presse sur les affaires militaires. Nous lui donnâmes le nom de loi de la muselière et sous ce sobriquet, elle dut passer le referendum et ensuite le vote populaire. En quelques semaines nous avions rassemblé 66.000 signatures et le 25 octobre 1903 cette loi tomba sous les coups du peuple souverain ; 256.229 citoyens lui creusèrent la fosse, tandis que 155.983 citoyens voulaient lui laisser la vie.

Le 25 octobre nous apporta encore quelque chose, comme un jugement de Dieu. Avec la condamnation écrasante des désirs de la Camarilla militariste, il apporta également la chute de l'initiative Hochstrasser-Fonjallaz-Bopp, qui demandait de fixer le nombre des représentants au conseil national d'après le nombre des citoyens suisses et non, comme c'est le cas actuellement, d'après celui de la population. Ce sont de purs motifs chauvins. Cette initiative partie de 58,000 citoyens se dirigeait contre les partis d'opposition de gauche, qui certainement auraient perdu quelques mandats par un changement de l'ordre des choses. Seulement 92,117 citoyens votèrent pour l'initiative, tandis que 290,252 se prononcèrent contre. Enfin se fit jour dans certains milieux l'idée de porter par des mesures spéciales le minimum autorisé de la vente des boissons alcoolisées par les coopératives, de deux à dix litres. Les partisans de cette proposition voulaient diminuer la consommation des boissons alcoolisées, en supprimant la possibilité de se procurer de petites quantités en dehors des

cabarets, tandis que les adversaires firent observer que cette mesure pousserait le père de famille vers le cabaret, s'il désire boire. Des conférences sur les suites de la consommation de l'alcool et la suppression de ses causes, sont de meilleurs moyens que des mesures de police. Ainsi pensa le peuple suisse : 155,032 citoyens votèrent pour l'initiative et 223,999 contre.

. . . .

Le désir exprimé par notre parti de limiter au moyen de l'initiative populaire les dépenses annuelles de notre armée à 20 millions de francs a produit un puissant mouvement. Tous nos compagnons étaient unanimes pour proclamer que les augmentations de dépenses pour l'armée devaient être combattues, mais la grande majorité défendait aussi l'idée que nous avons intérêt actuellement à maintenir notre république, et que nous devons donc lui fournir les moyens d'avoir une bonne armée pour la défense éventuelle des frontières. La proposition de limiter le budget militaire à 20 millions n'était pas suffisamment préparée, pour se servir de l'initiative. La réorganisation de notre armée se trouve à l'ordre du jour et l'occasion sera fournie de la discuter à nouveau.

*
* *

Pour le mouvement syndical, nous renvoyons au rapport spécial sur les syndicats par le compagnon Auguste Merk et qui donne une figure exacte de l'activité de cette partie du mouvement ouvrier en Suisse.

En dernier lieu, nous pouvons dire que chez nous la conviction s'établit de plus en plus, qu'il ne suffit pas

de songer aux souvenirs du passé, de rêver de Tell et de Winkelrad, qu'il faut penser aux temps nouveaux où on lutte pour conquérir sa place au soleil et sa part dans les biens de cette terre, qu'il faut enfin comprendre que la société bourgeoise actuelle n'est pas capable de satisfaire les désirs ardents du peuple, mais qu'une autre société établie sur les principes socialistes le saura.

Biel, août 1904.

Pour le Parti social-démocrate de Suisse,
Le Comité.

Le Mouvement Syndical en Suisse

Le mouvement syndical a pris difficilement racine en Suisse. Les raisons en sont nombreuses : manque de centres industriels, industrie à domicile très étendue, petites exploitations agricoles, différence de langues et caractère particulier de l'ouvrier suisse. De plus l'existence de nombreuses unions ouvrières allemandes et de la Grutli, qui assuraient aux ouvriers des caisses de maladie, des bibliothèques, des divisions de chant et de gymnastique, étaient des obstacles pour les syndicats. Les premiers syndicats furent fondés et dirigés par des Allemands, ce qui était une raison de plus pour les Suisses de ne pas s'y affilier. Dans un grand nombre de métiers il n'y avait à peu près que des Allemands occupés, principalement parmi les tailleurs, les menuisiers et les vitriers. Depuis cette époque, pendant la période 1860-1870, la situation a commencé à changer; la Suisse est devenue un pays industriel : la petite industrie fit place à la grande industrie, la concentration industrielle se produisit rapidement et il se créa un prolétariat. La lutte commune, et plus encore les intérêts communs amenèrent les ouvriers à se grouper. Dès leur fondation, les syndicats se déclarèrent socialistes, et ils furent soutenus par les unions ouvrières, bien que celles-ci ne se rallièrent que beaucoup plus tard au socialisme.

Le premier syndicat fut celui des typographes à Berne. Leur exemple fut suivi par leurs camarades des autres grandes villes. La première union centrale de métiers fut fondée à Olten le 15 août 1858, ce fut celle des typographes. Lorsqu'en 1864, l'Internationale fut fondée à Londres elle trouva en J. Ph. Becker de Genève un agitateur très actif; c'est sous sa direction qu'en 1865-66 les premières organisations syndicales de la Suisse furent créées. Pour mener sa propagande, Becker possédait un organe *Vierboten*. Petit à petit, des unions de l'Internationale furent fondées en 25 localités. Le syndicat des tailleurs, fondé en 1868 à Lausanne par 4 membres, avait déjà au printemps 1869 18 membres et un capital de 10.000 francs. A Zurich, il y eut des associations de production de tailleurs de pierres, de métallurgistes, de tailleurs, des lithographes et d'ouvriers travaillant le bois, mais elles furent de courte durée. En 1868, les ouvriers du bâtiment de Genève firent un mouvement pour une augmentation des salaires de 70 centimes à 1 franc par jour.

Les patrons refusèrent toute concession et forcèrent les ouvriers à la grève. Cette grève, la plus importante qu'il y eut en Suisse, réveilla les ouvriers de tout le pays. Dans le lointain canton d'Appenzell, il se fonda une union de tisserands, laquelle s'affilia à l'Internationale; dans le canton de Glarus, diverses unions syndicales se fondèrent, elles avaient leur journal, charge qu'elles durent bientôt supprimer; dans la suite, elles devinrent des unions de consommation. Les hommes étaient partout, mais les chefs manquaient. A St-Gall, le mouvement fut particulièrement vif. A l'occasion d'une grève sans importance, la

police avait demandé aux patrons les noms des membres de l'Internationale. Il en résulta un orage d'indignation qui favorisa fortement le mouvement naissant dans la Suisse orientale.

Le mouvement s'était donc étendu à toute la Suisse, même à des localités où depuis il n'a plus su reprendre pied. A Moutier, les ouvriers horlogers fondèrent l'union générale des horlogers. En 1873, à Olten, la fédération ouvrière Suisse fut fondée. 82 délégués étaient présents, représentant 35 syndicats avec 3400 membres. Les plus puissants étaient les ouvriers du bois, dont la section de Zurich seule comptait 500 membres. La fédération avait comme but « grouper en une fédération toutes les associations ouvrières, pour s'entendre sur les moyens de nature à améliorer les conditions des ouvriers, sur la réglementation définitive des salaires par des conventions avec les associations de production et en arriver ainsi à la suppression de la domination des classes. »

La fédération exista jusqu'en 1880. Le « Tagwacht » était son organe, fort bien rédigé. Lors de son 7e congrès à Olten, elle se divisa en mouvement politique et syndical. L'union générale syndicale fut fondée à la suite de ce congrès et elle eut pour siège Genève.

Ce ne fut qu'en 1885 que cette union devint importante, après que la direction en eut été transportée à Zurich. A partir de ce moment le mouvement progressa parmi le personnel des chemins de fer. Au contraire, les essais d'organisation des ouvriers textiles échouèrent. Le mouvement parmi les ouvriers du bâtiment et de la métallurgie prit de s'extension.

Les syndicats eurent le plus de succès dans leurs luttes pour la réduction de la journée de travail. Il n'y a presque plus d'ouvriers organisés travaillant plus de dix heures. La plupart des typographes et des lithographes ne travaillent que neuf heures. En général, les salaires ont augmenté, mais c'est relatif, vu l'augmentation des loyers et du coût de la vie. Par suite de l'organisation des patrons pendant les années 1890 et suivantes, les luttes sont devenues beaucoup plus aiguës.

En 1880, l'union des syndicats fonda son organe l'*Arbeiterstimme*, qui est en même temps celui du nouveau parti Social-démocrate. Une caisse de réserve fut fondée pour soutenir les grèves. Celle-ci ne pouvait intervenir dans le conflits que lorsqu'elle possédait au minimum 15.000 francs. En son Congrès du 25 janvier 1891 à Zurich, l'union arrêta ses statuts.

		Sections	Membres
Forces de l'Union 1 an après sa fondation	1882	17	450
La direction est à Zurich	1884	19	522
— — —	1888	84	5.350
— — —	1889	102	4.400
Fondation de la Caisse de Réserve . .	1891	196	6.950
Affiliation des ouvriers horlogers . .	1893	197	9.500
Secrétariat propre.	1898	330	16.470
Au 31 décembre	1902	512	27.097

Le Comité sachant que la caisse des grèves serait promptement épuisée par des grèves importantes, fit tout son possible pour éviter celles-ci et tâcher d'obtenir des concessions, par des négociations. Ce ne fut pas au gré de la majorité de l'époque et le comité fut renversé en 1893. Alors commença une période de grèves qui engloutit toute la caisse des réserves, soit plus de 30.000 francs, somme qui ne fut plus atteinte depuis. Il faut

dire également que ce fut une période de prospérité industrielle dont les ouvriers avaient voulu profiter. En 1896, les statuts furent à nouveau revisés. Le 1 janvier 1897, le secrétariat permanent, attendu depuis longtemps, fut créé. La fin de la période 1890-99 amena une dépression économique avec une telle croissance de conflits que le secrétaire dut employer presque tout son temps à des négociations avec les ouvriers et avec les patrons.

L'opinion du secrétaire Greulich, que les syndicats ne peuvent obtenir de l'importance que s'ils se tiennent neutres sur le terrain politique et dans la question religieuse, donna lieu à beaucoup de discussions. Il disait que les syndicats devaient se limiter aux questions économiques et devaient abandonner leur déclaration de foi socialiste. Après une longue discussion, il obtint une majorité à Lucerne. Cette neutralité n'a en rien servi le développement syndical, au contraire. Depuis lors les syndicats chrétiens sont venus nuire aux syndicats neutres.

Le congrès de Berne en 1902 décida que la participation à la caisse de grèves serait facultative. Les unions ont à payer mensuellement 20 centimes pour leurs membres masculins, 10 centimes pour leurs membres féminins et pour les frais d'administration respectivement 10 et 5 centimes. Elles ont droit à une délégation gratuite en cas de conflit et à la participation aux collectes volontaires. Le secours est de 2 francs pour les membres mariés avec augmentation de 20 centimes pour chaque enfant. Les célibataires reçoivent fr. 1,60. Des conventions spéciales peuvent être conclues avec les unions qui ont leurs propres secrétariats

et organes. Les groupes ne peuvent entreprendre aucune grève sans approbation de l'union générale, sous peine de perdre leurs droits aux secours.

Les entrées pour 1902 furent de 44.983 francs. Les dépenses de 39.792 fr. dont 1.207 fr. pour agitation; 3.615 fr. pour délégation; 12.615 fr. pour soutien de grèves; 2.976 fr. pour administration; 4.818 fr. pour appointements.

Les syndicats les plus importants *dans* l'union sont ceux des :

	1r janv. 1902		au 31 Déc. 1902		
	Membr.	Femm.	Membr.	Femm.	Nombre de Sections
Typographes	1.981		2.008		21
Travailleurs du Bois . .	1.700		2.156		45
Métallurgistes	3.910		3.757		76
Féd. des ouvriers horlogers	3.000	200	3.200	100	15
Union des tisserands d'Appenzell	1 559	700	1.792	792	20
Maçons			5.000		40

Les syndicats les plus importants *en dehors* de l'union sont ceux des :

Tailleurs	1.701	6	1.390	25	33
Employés de transport . .	1.883		1.939		38
Empl. des chemins de fer et bateaux			8.100		87
Empl. des postes, télégr. et douanes	3.648		3.700		43

Les syndicats de l'Union comptaient au 31 décembre 1902, 27.097 hommes, 1.501 femmes dans 423 sections.

Les syndicats en dehors de l'Union comptaient au 31 déc. 1902, 24.194 hommes, 154 femmes.

Les encaisses des syndicats de l'Union étaient au 1r janvier 1903, de 331.556 francs.

Les encaisses des syndicats en dehors de l'Union étaient au 1r janvier 1903 de 453.002 francs.

Les dépenses des syndicats de l'Union étaient au 31 décembre 1902, de 309.515 francs

Les dépenses des syndicats en dehors de l'Union étaient au 31 décembre 1902 de 252.105 francs.

Les groupes les plus puissants sont les typographes avec un encaisse de 470.303 francs, les groupes des conducteurs locomotives avec 226.537 francs, ceux du personnel des chemins de fer avec 162.534 francs.

AUGUSTE MERK.

LE COMITÉ

DE

la Représentation Ouvrière d'Angleterre

(*Labour Representation Committee*)

Le Comité de la Représentation ouvrière a été constitué en Février 1900, à la suite d'une résolution votée par le Congrès des Trade Unions, en 1899.

Composition

Le comité est une fédération politique destinée à unir les trade unions qui croient à la nécessité de l'action politique et sont disposées à constituer un fonds electoral, ainsi que les diverses organisations socialistes. Beaucoup de trade unions, notamment les mécaniciens, les ouvriers des textiles, les employés des chemins de fer y adhèrent depuis le début; le Parti Ouvrier Indépendant (Independant Labour Party), la Fédération Social-Démocratique (Social Democratic Federation) et la Fabian Society se firent également représenter au conseil exécutif de ce comité et lui apportèrent leur concours pécuniaire. Toutefois la Social Democratic Federation se retira, à la fin de la première année.

Actuellement le comité a un million (1.000.000) d'adhérents, socialistes ou trade unionistes.

Ressources

Le comité a deux caisses distinctes :

1° Une caisse générale, alimentée par une cotisation annuelle de 15 shillings (18 fr. 75 c.), payée par les groupes affiliés par mille ou fraction de mille membres.

2° Un fonds parlementaire, alimenté par une cotisation annuelle de un penny (10 centimes), par membre de chaque groupe affilié. Ce fonds est destiné à payer les dépenses électorales du parti ainsi que l'indemnité annuelle de 200 livres sterling (5000 francs) que le comité alloue à ses élus. Le fonds a un encaisse actuel de 4000 livres sterling (100.000 frs) et le comité a commencé à payer l'indemnité de ses députés à la chambre des Communes.

Élections

Aux élections de 1900, le Comité était constitué depuis trop peu de temps pour être complètement organisé, mais les seules victoires remportées par la classe ouvrière furent gagnées par deux de ses candidats. Depuis lors le Comité a eu trois élus : dans le premier cas, son candidat fut élu sans concurrent; dans le second cas, les Libéraux ne présentèrent pas de candidat et une circonscription qui avait toujours élu un député conservateur à des majorités considérables, choisit le candidat ouvrier à 3000 voix de majorité; enfin, dans le troisième cas, le candidat ouvrier fut élu à la fois contre les libéraux et les conservateurs. Il y a quelques jours, la Représentation ouvrière des travailleurs écossais a présenté un candidat dans la circonscription de North-East Lanark et a augmenté de plus

de 1000 voix les suffrages ouvriers et socialistes; et cependant la Ligue Nationale Irlandaise, qui dans la précédente élection avait soutenu un candidat ouvrier et avait 2000 voix, l'a combattu cette fois-ci.

Le Comité présentera aux élections générales prochaines plus de 50 candidats dont une quarantaine environ sans opposition du Parti Libéral. Il importe de remarquer que ce résultat n'est dû à aucune compromission avec un parti bourgeois, mais a été atteint par la force dont nous disposons dans les circonscriptions électorales.

But du Comité :

Afin de dissiper les soupçons de nos camarades continentaux à l'égard de l'attitude du Comité, nous tenons à reproduire la clause de nos statuts qui définit cette attitude :

« Objet du Comité :

Assurer par une action d'ensemble l'élection au Parlement des candidats choisis par l'un des groupes affiliés de leurs circonscriptions et décidés à constituer un groupe parlementaire distinct, ayant sa politique propre sur les questions ouvrières, à refuser de s'identifier avec aucune fraction du parti libéral ou du parti conservateur; et à ne jamais combattre un candidat désigné par le Comité. Tous les candidats du Comité s'engagent à accepter les statuts, à se conformer aux décisions du Groupe en ce qui concerne l'application du but poursuivi par les dits statuts, et à se présenter aux suffrages des électeurs

exclusivement sous la dénomination de candidats ouvriers. »

Il y a dans l'esprit de nos camarades continentaux un malentendu sur cette obligation imposée à nos candidats de se présenter comme « candidats ouvriers ». Cette clause des statuts nous a été dictée par les conditions particulières de la vie politique anglaise. Une étiquette uniforme est nécessaire; sinon l'opinion publique refuserait de nous considérer comme un parti politique indépendant; la liberté laissée à nos candidats de choisir eux-mêmes leur dénomination électorale créerait une confusion dont le mouvement souffrirait. Mais le Comité permet à ses candidats d'exprimer formellement, dans leurs affiches comme dans leurs discours, leurs opinions socialistes et d'y faire connaître les organisations socialistes auxquelles ils adhèrent. Il n'y a aucun des candidats socialistes, désignés par le Comité, qui ait dissimulé ou a même atténué son socialisme.

Le Socialisme en Argentine

En 1903, on comptait dans la capitale, Buenos-Ayres, 681 affiliés; dans l'intérieur du pays 671, au total 1362 affiliés. En juin de la même année, il y avait 1736 membres.

Le comité exécutif a placé 12067 brochures dont 5000 exemplaires de *El Socialismo;* 41 brochures différentes ont été vendues.

La Vanguardia a un tirage hebdomadaire de 2100 à 2500 exemplaires.

La Revendicazione est l'organe du parti en langue italienne.

Le mouvement syndical se développe tout à fait dans le domaine anarchiste. (*Notice du Secrétariat*).

Puissance du Socialisme

Le Congrès d'Amsterdam aura eu non seulement pour résultats d'indiquer les règles de la tactique socialiste, de resserrer les liens de fraternité entre les délégués du prolétariat mondial, de préparer les voies à l'unité en France et ailleurs, mais encore et surtout d'affirmer la puissance grandissante du socialisme dans tous les pays.

Cette puissance s'est manifestée à Amsterdam par l'élévation des débats, par le nombre considérable de délégués, et elle apparaît péremptoire, pleine de réjouissant avenir à la lecture des rapports des nationalités. Partout, les forces syndicales, politiques, coopératives, les forces organisées des partis socialistes sont en constant progrès. Le socialisme se lève à l'Extrême Orient, il grandit en Amérique, il poursuit sa marche conquérante en Europe.

En avant! toujours de l'avant pour le socialisme par l'action politique et ouvrière semble être le mot d'ordre des travailleurs de toutes les nationalités.

Nous voulons en résumant sous forme de tableaux les rapports qu'on vient de lire, montrer par des chiffres aussi clairement que possible la progression continue, rapide des idées socialistes à travers le monde.

Forces électorales

a) au point de vue général

I. Progrès par pays depuis 1867

ALLEMAGNE

	Voix	Députés
1867	30 000	8
1871	101 000	2
1874	351 952	9
1877	493 288	12
1878	437 158	9
1881	311 961	12
1884	549 990	24
1887	763 123	11
1890	1 427 298	35
1893	1 876 738	44
1896	2 107 076	57
1903	3 010 472	81

FRANCE

1887	47 000	19
1889	120 000	9
1893	440 000	49
1898	799 000	50
1902	805 000	48

AUTRICHE

1897	750 000	—
1901	780 000	10

BELGIQUE

1894	320 000	32
1900	344 944	33
1902	467 000	34
1904	463 967	28

ETATS-UNIS

1888	2 068	—
1892	21 512	—
1894	30 120	—
1895	34 869	—
1896	36 275	—
1897	55 550	—
1898	82 204	—
1900	98 424	—
1902	223 903	—
1904	500 000	—

ITALIE

1882	49 154	1
1886	22 063	2
1890	50 210	3
1892	26 000	6
1895	76 000	10
1897	135 000	16
1900	175 000	32
1904	301 525	—

SUISSE

1884	3 591	—
1887	2 100	—
1890	14 431	1
1893	39 000	1
1896	40 000	1
1899	56 000	4
1902	100 000	6

GRANDE BRETAGNE

1895	55 000	—
1900	100 000	1

DANEMARK

1872	268	—
1876	1 076	—
1881	1 689	—
1884	6 806	2
1887	8 408	—
1890	17 232	—
1892	20 094	4
1895	31 872	8
1898	32 000	12
1901	42 972	14
1903	53 479	16

SERBIE

1895	50 000	—
1903	60 000 (?)	—

SUÈDE

1890	488	—
1892	723	—
1893	1 221	—
1900	—	1
1902	10 000	4

HOLLANDE

1880	17	—
1885	1 464	—
1897	13 500	3
1902	38 279	7

ESPAGNE

1891	5 000	—
1893	7 000	—
1896	14 000	—
1898	20 000	—
1899	23 000	—
1901	25 400	—
1903	29 000	—

NORWÈGE

1900	7 440	—
1903	30 000	4

BULGARIE

1900	21 000	7
1903	9 000	—

CANADA

1903	8 025	—

ARGENTINE

1903	5 000 (?)	—

IRLANDE

1902	1 063	—

HONGRIE

1900	800	—

AUSTRALIE

1901	27 407	—

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

—	—	5

II. **Progrès par année depuis 1867**

	Voix
1867	30 000
1871	101 000
1872	101 268
1874	352 220
1876	353 028
1877	494 304
1878	438 231
1881	378 850
1882	428 004
1884	666 150
1885	667 614
1887	931 454
1889	1 109 801
1890	1 794 060
1891	1 709 060
1892	1 798 391
1893	2 585 898
1894	2 914 506
1895	3 033 718
1896	3 056 873
1897	3 896 602
1898	4 515 591
1899	4 534 591
1900	4 874 740
1901	4 912 740
1902	5 253 054
1903	6 285 374
1904	6 686 000

III. Situation actuelle

	Voix	Nombre de mandataires socialistes	Nombre total de représ.
Allemagne (1903)	3 010 372	81	397
France (1902)	805 000	48	584
Autriche-Hongrie (1900)	780 000	10	363
Belgique (1904)	463 967	28	166
Etats-Unis (1904)	500 000	0	—
Italie (1904)	301 525	32	508
Suisse (1902)	100 000	06	145
Danemark (1902)	55 479	16	102
Hollande (1901)	38 279	7	100
Grande Bretagne (1900)	100 000	1	670
Espagne (1903)	29 000	0	—
Suède (1902)	10 500	4	230
Bulgarie (1903)	9 000	7 (?)	189
Norwège (1903)	30 000	4	114
Canada (1903)	8 025	0	—
Irlande (1902)	1 063	0	—
Finlande (1904)	—	1	—
Argentine (1903)	5 000	1	86
Hongrie (19)	800	0	—
Australie (1901)	27 407	0	—
Gr-D. de Luxembourg (1903)	—	5	—

Résumé : 21 pays où le socialisme s'est affirmé politiquement ;

15 pays où il a conquis une représentation au parlement ;

6,686,000 voix socialistes.

B. — Au point de vue Communal, Provincial ou Régional

ALLEMAGNE

Représentation dans les Landtag : 111 mandats,

Bavière 11 mandats, Saxe-Weimar 2, Saxe-Altenb. 3, Altenb. 4, Wurtemberg 6, Saxe-Coburg-Gotha 10, Saxe-Meiningen 7, Lippe-Delmold 3, Bade 5, Reuss lig. aînée 1, Reuss lig. cadette 5, Schwarzbourg-Rudolstadt 7, Hesse 7, Brême 20, Hambourg 12, Alsace-Lorraine 1, Oldenbourg 6.

FRANCE

Représentation municipale : 63 municipalités appartiennent au P.O.F.
111 » possèdent des conseillers socialistes du P. O. F.
68 maires, 120 adjoints et 1200 conseillers.

Représentation départementale : 19 conseillers généraux.
24 conseillers d'arrondissement.

N. B. Nous n'avons pas reçu de renseignements à ce point de vue de nos amis du P. O. F.

ITALIE

Représentation municipale : 100 conseils communaux administrés par les socialistes,

BELGIQUE

600 conseillers communaux.
70 conseillers provinciaux,
4 Sénateurs.

DANEMARK

400 conseillers communaux.
1 sénateur.

SUÈDE

20 conseillers communaux.

NORVÈGE

17 conseillers municipaux.

SUISSE

Le parti socialiste est représenté dans les conseils de 17 cantons.
Il a des élus dans 14 communes.

HONGRIE

217 conseillers communaux dans 41 communes.

BOHÊME

En 1893	on comptait	39	conseillers	communaux,	
En 1896	»	116	»	»	
En 1898	»	326	»	»	
En 1902	»	526	»	»	dans 178 communes.

ESPAGNE

50	conseillers	communaux	dans 22 hôtels de ville,
502	»	»	dans 30 autres communes.

ÉTATS-UNIS

300 à 400 socialistes élus à des fonctions publiques.

AUTRICHE

526 conseillers communaux dans 178 conseils communaux.

Forces syndicales

ALLEMAGNE (1903)

Syndiqués : 1) 63 unions centrales : 887,698 membres, dont 40,666 femmes.
Dans unions locales : 17,577 membres.
Total : 905,275 »
1904 : 1 million de membres.
2) Syndicats Hirsch-Dunker : 110,215 membres.
3) Syndicats chrétiens : 192,607 »
4) » neutres : 68,724 »
Au total : 1,276,821 membres.
37 secrétariats ouvriers.
1 secrétariat central à Berlin.

Dépenses de 1891-1903 : 22,485,938 marks en subsides et secours.
6,375,694 » pour journaux syndicaux.
28,861,632 » pour éducation des membres et aides.
17,576,430 » pour grèves.

Encaisse (1903) des Unions Centrales : 12,973,726 marks.
de la Commission générale : 887,698 marks.

FRANCE (1901)

580,800 syndiqués.

ITALIE (1902)

27 organisations centrales syndicales; 2,768 sections locales avec 480,689 membres dont 47,464 femmes.
Fédération nationale des paysans : 120,000 membres.
Fédération des Bourses de Travail (75).
Fédérations de métiers : 26 avec 1400 sections et 290,000 syndiqués.

GRANDE BRETAGNE (1901)

1,922,780 trade-unionistes dans 1236 groupes.
Encaisse : 4,162,000 £. — Recettes : 2,062,000 £. — Dépenses : 1,656,000 £.
Général Federation of Trade-Unions : 56 organisations avec 400,000 membres.

BELGIQUE

9 fédérations nationales de métiers et 20 secrétaires permanents syndicaux.
201 syndicats socialistes avec 24,479 membres.
15 syndicats dans la Fédération métallurgique.
40,000 syndiqués dans la Fédération des Mineurs.
Au total, 90,000 syndiqués — (1903).
D'après la commission syndicale, (1902) il y a 101.460 syndiqués, dont 3,619 femmes. Le Parti Ouvrier a 83,677 syndiqués; les catholiques 3,747; le parti libéral 2,133; les syndicats neutres 11,903 m.

DANEMARK

1) 47 associations avec 961 subdivisions et 14 syndicats locaux : 62,849 membres dans une fédération syndicale nationale (75 % des ouvriers).
2) 10 associations et 11 syndicats avec 23,477 membres non fédérés.
3) *Recette annuelle* (1901) : 1,903,962 marks.
Encaisse : 1,694,346 »

SUÈDE

(1900) : 22 fédérations avec		741 syndicats :			46,000 membres.	
(1901) : 33	»	»	1050	»	: 63,000	»
(1904) : 33	»	»	1300	»	: 80,000	»

Recettes annuelles de la fédération : 660,000 couronnes.
Avec autres recettes : 1.000,000 »
Encaisse : 225,000 »

NORWÈGE (1903)

20.000 syndiqués sur 80.000 ouvriers.
8055 affiliés à la commission syndicale.

HOLLANDE

46.000 syndiqués.

SUISSE (1902)

51.291 syndiqués et 1.655 ouvrières.
Encaisse : 784.558 francs.

AUTRICHE (1902)

2370 unions centrales et locales avec 164.488 affiliés au Parti socialiste.
Recettes totales : 2.617.184 couronnes.
Dépenses pour grèves : 2.392.539 couronnes.

HONGRIE

(1904) 191 syndicats.
(1902) 8222 syndiqués.

BOHÊME

446 unions professionnelles nationales.

FINLANDE

160 syndicats.
2 organisations professionnelles nationales.

POLOGNE AUTRICHIENNE

112 syndicats de mineurs.

ESPAGNE

352 syndicat2 avec 56.900 m. (Union générale des Trabajadores).

BULGARIE (1903-4)

24 syndicats avec 1655 m.
Encaisse : 18.640 fr.

ETATS-UNIS

2.431.093 ouvriers organisés.

4 fédérations nationales : 1) Féd. américaine du travail (1903). 118 org. nationales comprenant : 23.500 unions, 1501 trade-unions locales, 604 un. centrales de ville et 32 fédérations d'Etat. 1.457.593 membres payants.

2) Union américaine du travail 200.000 membres.

3) Chevaliers du travail 120.000 m.

4) Autres syndicats : 150.000 m.

Organisation nationale des employés de chemin de fer et org. nat. des ouvriers de l'industrie du bâtiment : 500.000 m.

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

4 syndicats.

AUSTRALIE

250.000 trade-unionistes.

Résumé : Nombre de travailleurs syndiqués : 7.528.380.

La Presse Socialiste et Syndicale

ALLEMAGNE

79 organes politiques. — Principaux : *Vorwärts*, 80.000 ex. ; *Echo de Hambourg*, 40.000 ex ; *Volkszeitung*, 30.000 ex.
53 organes syndicaux : 6 fois par semaine
7 » » 3 fois »
4 » » 2 fois »
7 » » hebdomadaires
3 » » quotidiens
1 » » bimensuel
2 journaux satiriques hebd.
2 » récréatifs
1 revue scientifique hebdomadaire.

FRANCE

3 journaux politiques quotidiens
42 » » périodiques

ITALIE

5 quotidiens politiques. *Avanti*.
64 journaux hebd. — 240,000 ex.
23 » professionnels

GRANDE BRETAGNE

3 journaux socialistes hebdomadaires
1 revue socialiste mens.
Un très grand nombre d'organes trade-unionistes.

BELGIQUE

6 journaux politiques quotidiens. — Tirage : 106.000 ex. par jour; *Le Peuple*, *Vooruit*.
22 journaux hebdomadaires
14 » mensuels
11 » syndicaux

DANEMARK

22 journaux politiques quotidiens. — 80.000 ex.; *Socialdemokrat*
2 publications politiques hebdomadaires
32 journaux syndicaux. — Tirage : 72.220 ex.

SUÈDE

3 journaux quotidiens. — 35.000 ex.
10 » périodiques. — 37.000 ex.
20 » corporatifs

NORWÈGE

3 journaux quotidiens. — Tirage : 11.500 ex. par jour
3 » périodiques. — 3.759.000 ex. par an
11 » corporatifs

HOLLANDE

1 journal politique quotidien. — *Het Volk*
1 » » hebd. illustré
9 journaux politiques hebd.
40 » corporatifs
1 revue socialiste

SUISSE

5 journaux politiques périodiques

AUTRICHE

2 journaux politiques quotidiens. — *Arbeiter Zeitung*
34 » périodiques
1 organe des apprentis. — Tirage : 6.000 ex.
33 organes syndicaux allemands. — Tirage : 101.905 ex.
2 » » polonais » 4.850 ex.
19 » » tchèques » 35.560 ex.
1 » syndical italien » 630 ex.

HONGRIE

4 organes madgyars politiques périodiques.
3 » allemands » » — Tirage : 506.200 ex.
8 journaux professionnels périodiques.

BOHÈME

2 quotidiens politiques.
12 organes périodiques.
19 » syndicaux. — Au total : 33 publications, 246.600 ex.
1 revue.
1 organe anti-clérical.
1 » humoristique.

FINLANDE

8 journaux périodiques politiques.
3 » corporatifs.

POLOGNE AUTRICHIENNE

1 quotidien.
5 périodiques.
2 revues.

ESPAGNE

12 journaux hebdomadaires. — 30.000 ex. par semaine.

BULGARIE

7 organes périodiques.
2 revues.

ÉTATS-UNIS

7 revues mensuelles
19 journaux hebdomadaires en anglais.
7 » quotidiens et hebdomadaires en allemand.
Plusieurs journaux en français, en tchèque, en hébreu, en norwégien, en polonais, en slave.

AUSTRALIE

3 organes politiques hebdomadaires.

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

1 journal socialiste hebdomadaire.

ARMÉNIE

1 revue socialiste et 1 revue politique.

ARGENTINE

2 périodiques politiques.

Résumé : 134 journaux politiques quotidiens (1).
296 » » et autres périodiques (1).
289 » professionnels ouvriers (1).

(1) Ces nombres n'indiquent encore qu'une partie de la presse socialiste et ouvrière : en effet pour l'Angleterre et la France, nous n'avons pas le nombre d'organes professionnels, pour les États-Unis, nous ne possèdons pas la liste complète des politiques périodiques qui sont certes plus de 50, etc.

Les forces coopératives (1)

ROYAUME UNI (1903)

1) 1.481 sociétés coopératives de consommation.
   1.987.768 membres, ouvriers occupés.
   2.192.655 liv. st. d'affaires.
2) 146 sociétés coopératives de production.
   24.283 ouvriers occupés.
   7.883.289 £ d'affaires.
3) 2 Wholesales.
   4.810.238 £ d'affaires annuelles, comme production.
   25.728.629 £ d'affaires annuelles comme ventes.

En général : 1701 sociétés avec 2.116 127 membres.
Ventes : 89.216.223 £ et bénéfices : 9.873.385 £.

ALLEMAGNE (1901)

1.528	sociétés	de consommation.
255	»	de production
12.140	»	de crédit.
4.602	»	agricoles.
385	»	de construction.
642	»	diverses.

Au total : 19.557 sociétés coopératives
800.000 membres (1900) dans les coopératives de consommation.
310.000.000 fr. d'affaires (1900) pour les coopératives de consommation.

---

(1) Renseignements empruntés à la statistique des associations coopératives publiée par l'*Alliance coopérative internationale*, au rapport sur la coopération à l'Exposition de Paris (1900) et aux rapports insérés dans le compte rendu du Congrès coopératif international de Buda Pest. (1904.)

DANEMARK (1903)

915 sociétés de consommation.
1 coopérative de gros.
Production : 1 million et demi de couronnes.
Vente : 22 millions.
Au total : 1.988 sociétés coopératives (1901).
150.000 membres dans les coopératives de consommation et 233 millions d'affaires (1900).

FRANCE (1903)

1.880 sociétés de consommation.
85 millions d'affaires pour 462 sociétés.
328 sociétés de production.
1.038 » de crédit.
56 » de construction.
Au total : 7.942 sociétés coopératives (1901).
500.000 membres (1900) et 360 millions d'affaires pour les coopératives de consommation.

ITALIE (1902)

2.183 sociétés coopératives au total.
728 » » de consommation et de production.
891 » » »
451 » » de production.
550 » de crédit.
Affaires : 566 millions.

BELGIQUE (1903)

500 sociétés de consommation.
40 millions d'affaires.
130.000 membres.
Au total : 1.200 sociétés coopératives diverses.
1 fédération coopérative : 1.500.000 fr.

SUISSE (1903)

4.400 sociétés coopératives diverses
1 union coopérative : 110 000 membres. — 6.180.000 francs d'affaires.
1 union des coopératives agricoles : 4 millions de fr. d'affaires.
224.536 membres dans les sociétés coopératives de consommation (1900) et 405 millions d'affaires.

AUTRICHE (1901)

758 sociétés de consommation.
5.098 » de crédit
1.768 » diverses.
Au total : 7.616 sociétés.

250.000 membres dans les sociétés coopératives (1900) et 340 millions d'affaires.

HONGRIE (1901)

421 sociétés de consommation.
1.930 » de crédit.
Au total : 2.353 sociétés.

SUÈDE (1901)

73 sociétés de consommation.
1.688 » agricoles.
Au total : 1.761 sociétés coopératives.

HOLLANDE

167 sociétes de consommation.
47 » de production.
140 » de crédit.
707 » agricoles.
91 » de construction.
Au total : 1.152.

SERBIE

28 sociétés de consommation.
303 » de crédit.
400 » agricoles.
Au total : 731.

ETATS-UNIS

192 sociétés de consommation.
45 » de production.
321 » agricoles.
Au total : 558.

FINLANDE

10 sociétés de consommation.
401 » agricoles
Au total : 411.

ESPAGNE

239 sociétés de consommation
24 » de production
23 » de crédit
Au total : 286

On comptait en 1901 dans le monde 56,623 sociétés coopératives de toutes espèces.

La coopération de gros faisait cette même année un total d'affaires s'élevant à 634,096,325 francs dans 10 pays.

*
* *

Les éléments statistiques n'indiquent ni exactement ni complètement le développement de l'organisation socialiste et de l'organisation ouvrière. Si dans le domaine de la coopération, nous ne pouvons considérer toutes les données fournies comme indiquant l'effort des travailleurs vers des conquêtes matérielles et morales, nous croyons que dans le domaine politique et syndical nos chiffres sont au-dessous de la réalité.

Quoi qu'il en soit, les rapports des nationalités, les tableaux statistiques donnent l'impression de la grandeur en même temps que de l'universalité du mouvement ouvrier et socialiste.

Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Le Secrétaire International,
VICTOR SERWY

ERRATA

Par suite du retard apporté à nous adresser les rapports et de notre hâte à les imprimer, de nombreuses fautes ont peut être faites dans les rapports parus et tirés avant le congrès international.

p. 6 lig. 9 lire *arrachés* au lieu de arrachées.
p. 8 lig. 24 lire *à* la surface au lieu de *sur*.
p. 9 lig. 25 lire *d'*Engels au lieu de *de* Engels.
p. 10 lig. 8 lire dépassait *de* au lieu de dépassait *en*.
p. 11 lig. 25 lire amener *l'*abolition au lieu de amener *à*.
p. 11 lig. 26 lire *et* la formation au lieu de *à* la formation.
p. 14 lig. 18 lire les *dix derniers* au lieu de *derniers dix*.
p. 14 lig. 20 lire avec *une* rapidité.
p. 15 lig. 20 lire une série *de* proclamation.
p. 16 lig. 7 lire salu*e*.
p. 17 lig. 15 lire l'action *sur* le milieu
p. 17 lig. 20 lire la question de *la* tactique.
p. 17 lig. 20 lire con*s*cients.
p. 18 lig. 12 lire théorique *et* pratique.
p. 18 lig. 15 supprimer *à* devant formuler.
p. 20 lig. 17 lire se fit sentir de *plus en plus* au sein.
p. 21 lig. 11 supprimer *au* parti.
p. 23 lig. 14 lire *imm*inente.
p. 26 lig. 8 lire é*c*onomique.
p. 31 lig. 25 lire alliée*e*.
p. 34 lig. 17 lire *auquel* au lieu de *laquelle*.
p. 36 lig. 12 lire trans*a*ctionnelle.
p. 38 lig. 16 lire *le* réaliser.
p. 41 lig. 25 lire *auquel* au lieu de *dans lequel*.
p. 44 lig. 9 lire *au* mouvement.
p. 45 lig. 15 lire sympathi*ques* au lieu de sympathi*sant*.
p. 48 lig. 25 lire de *la* terre.

p. 50 lig. 2 lire gent*ilh*ommes.
p. 50 lig. 7 lire la*ss*ons au lieu de la*iss*ons.
p. 50 dernière lig. lire genti*lh*ommes.
p. 51 lig. 11 lire boyco*tt*ent.
p. 51 lig. 16 lire demande *de* littérature.
p. 52 lig. 4 lire compliqu*ée*.
p. 52 lig. 10 lire organis*és*.
p. 54 lig. 11 lire *à des* milliers.
p. 55 lig. 7 supprimer « maintenant.
p. 60 lig. 9 lire *pour* chaque au lieu de *sur*.
p. 60 lig. 13 lire *antisémites*.
p. 60 lig. 9 lire *jointe* au lieu de *jouire*.
p. 75 (1) lig. 6 lire *a* complètement cessé.
p. 82 lig. 21 lire *littéraire*.
p. 93 lig. 14 lire anglais*es*.
p. 95 lig. 30 lire rest*èrent* au lieu de rest*aient*.
p. 108 lig. 29 lire delib*é*ra.
p. 116 lig. 19 lire fonci*è*rement.
p. 143 lig. 30 lire ne *s*'arrêta pas au lieu de *n*'arrêta.
p. 179 lig. 24 lire *excellé*.
p. 198 lig. 32 lire *sur* au lieu de *ur*.
p 201 lig. 30 lire *à rendre* au lieu de *de rendre*.
p. 207 lig. 25 lire cél*é*bré.
p. 208 lig. 7 lire l'achat de subsistances.
p. 212 lig. 21 supprimer *pourtant*.
p. 215 lig. 11 lire d*e*gré.
p. 219 lig. 4 lire ouvri*è*re.
p. 220 lig. 15 lire *conservateur*.
p. 220 lig. 20 lire congr*è*s.
p. 224 lig. 9 lire *exclu*.
p. 227 llg. 14 lire *d*es.
p. 231 lig. 16 lire regagner *du* terrain.
p. 231 lig. 18 lire si*è*cle.
p. 232 lig. 25 lire co*ll*ègues.
p. 234 lig. 5 lire feui*ll*e.
p. 234 lig. 28 lire fr*è*res.
p. 235 lig. 10 lire *le* nôtre au lieu de *la* nôtre.
p. 235 lig. 14 lire qui prétend introduire.

p. 237 lig. 1 lire considerée.
p. 238 lig. 25 lire coopératif.
p. 239 lig. 6 mais il *ne* promet.
p. 240 lig. 6 lire influencés.
p. 240 lig. 10 lire *de* toute culture au lieu de *à*.
p. 241 lig. 24-26 lire sièges.
p. 249 lig. 3 lire chômage.
p. 252 lig. 12 lire d'introduire.
p. 254 lig. 31 lire une somme.
p. 256 lip. 1 lire fâchèrent.
p. 274 lig. 4 lire lesquelles.
p. 276 lig. 2 lire *et* au lieu de *en*.
p. 276 lig. 12 lire *800* au lieu de *8000*.
p. 277 lig. 12 lire l'intégralité.
p. 283 lig. 18 lire dissout.
p. 285 lig, 10 lire *on* au lieu de *ou*.
p. 286 lig. 23 lire de députés.
p. 287 lig. 18 lire Bourse *dû* travail.
p. 291 lig. 15 lire agonisant.
p. 294 lig. 4 lire *a* été.
p. 295 lig. 2 lire impôts.
p. 295 lig. 11 lire exercent.
p. 296 lig. 2 lire *sur* 40 au lieu de *par* 40.
p. 297 lig. 8 lire *en des* au lieu de *dans les*.
p. 298 lig. 2 lire tendances
p. 298 lig. 12 lire *et* au lieu de *ét*,
p. 298 lig. 17 lire réforme.
p. 298 lig. 29 supprimer *de*.
p. 298 lig. 31 lire et se réserver.
p. 299 lig. 27 lire établie.
p. 320 lig. 6 lire *prêts* au lieu de *près*.
p. 320 lig. 12 lire Bohême.
p. 323 lig. 17 lire pour autant au lieu de tant.
p. 327 lig. 22 lire très.
p. 329 lig. 15 lire Bohême.
p, 329 lig. 20 lire gouvernement.
p. 329 lig. 22 lire *ou* au lieu de *où*,
p. 329 32 lire associations.

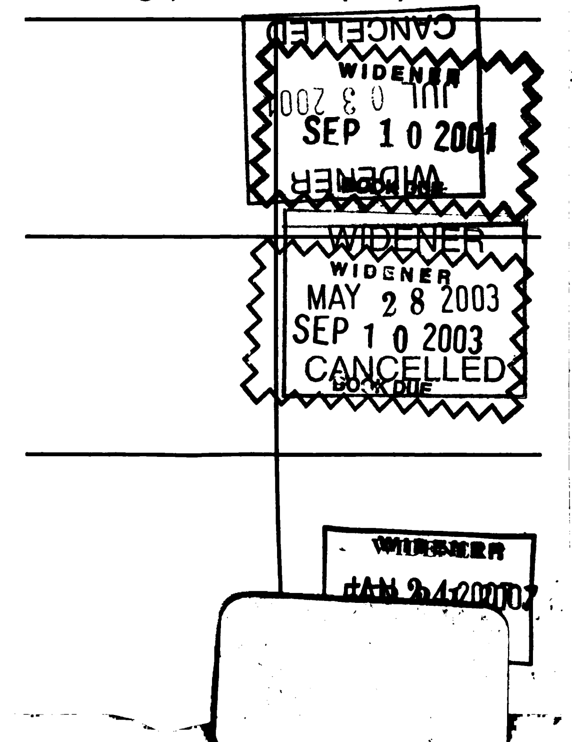
p. 331 lig. 26 lire et qui en même temps.
p. 334 lig. 3 lire av*a*it.
p. 339 lig. 16 lire de*s* grèves.
p. 339 lig. 17 lire de*s* démonstrations.
p. 340 lig. 13 lire caractéris*e*.
p. 341 lig. 3 lire il n'y *a*, au lieu de il n'y *avait*.
p, 343 lig. 21 lire *il* s'efforce.
p. 347 lig. 10 lire déj*à*.
p. 348 lig. 8 lire sou*s* les écrits,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
L'origine, le programme et l'action du Parti Socialiste-Révolutionnaire de Russie	5
Le Parti Socialiste révolutionnaire russe	62
La Ligue socialiste agraire russe	66
L'activité de l'Union générale des ouvriers juifs en Lithuanie, en Pologne et en Russie (Bounde) après le 4me Congrès	69
L'Union Générale des Ouvriers Juifs en Lithuanie en Pologne et en Russie (Le Bund)	85
Parti Ouvrier Démocratique-Socialiste de Russie fondé en 1898	97
Le Mouvement Socialiste en Australie	105
Le Mouvement Socialiste en Australie (deuxième rapport)	119
Le Mouvement Trade-Unioniste en Australie	124
La Démocratie socialiste en Arménie.	127
Mouvement Ouvrier et Socialiste dans le Grand Duché du Luxembourg	134
La social démocratie de Hongrie	142
Le parti social démocratique en Finlande	149
Le Mouvement Syndical en Allemagne	181
Le Parti Ouvrier belge	197
Le Parti ouvrier socialiste d'Espagne	206
Le Parti socialiste de Norvège	210
Le Parti Socialiste des Etats-Unis d'Amérique	215
Le Parti ouvrier social-démocratique de Hollande	226
La Démocratie socialiste de Danemark	242
Le mouvement syndical au Danemark	247
Le Parti Ouvrier Socialiste Bulgare.	258
Le Parti Ouvrier Social-Démocratique en Bulgarie	274

Pag s

Le mouvement du travail en Angleterre 280
Le Parti Socialiste en Italie 283
En Serbie 302
Le Parti Socialiste de France 304
La social-démocratie Tchècho-slave 316
En Bohême 384
L'organisation du Parti Ouvrier Socialiste Démocrate de Russie 335
Le Mouvement Socialiste polonais 337
La situation politique en France 338
Le Mouvement socialiste en France 384
L'Organisation ouvrière syndicale en Autriche 396
La Démocratie Allemande en Autriche 400
La démocratie socialiste d'Ukraine en Autriche 409
Le Parti Socialiste-Révolutionnaire en Ukraine 416
Le mouvement ouvrier socialiste politique et syndical en Suède. (1900-1904) 429
Le Socialisme au Japon 454
Le Parti Social-Démocrate de Suisse. 462
Le Mouvement Syndical en Suisse 486
Le comité de la Représentation Ouvrière d'Angleterre (Labour Representation Committee) 493
Le socialisme en Argentine 497
Puissance du Socialisme 498
Forces électorales 499
Forces syndicales 506
La Presse Socialiste et Syndicale 510
Les forces coopératives 514


WIDENER
SEP 1 0 2001
WIDENER
MAY 2 8 2003
SEP 1 0 2003
CANCELLED
BOOK DUE
WIDENER

